



BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI



2009
RAPPORT
Annuel

CONSEIL D'ADMINISTRATION

CHARLES CASTEL
Gouverneur

PHILIPPE W. LAHENS
Gouverneur-Adjoint

MARC HEBERT IGNACE
Directeur Général

RÉMY MONTAS
Membre

FRITZ DUROSEAU
Membre

ORGANIGRAMME

Conseil d'Administration

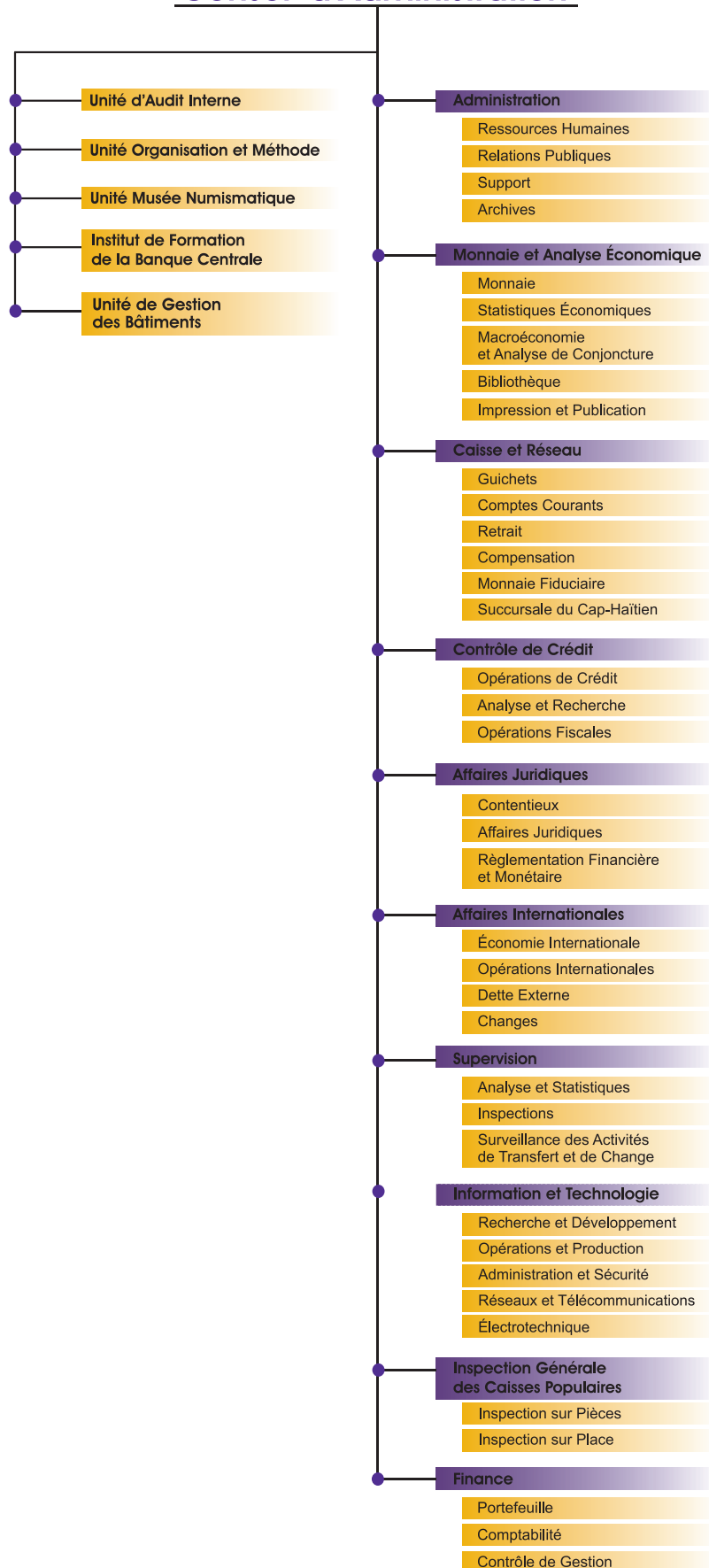


TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DU GOUVERNEUR	12
----------------------------------	----

A. L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2009

I- LE SECTEUR RÉEL	17
I.1 Valeur ajoutée par secteur d'activité	18
I.2 Comportement des prix en 2009	21
I.3 Salaires et situation de l'emploi en 2009	22

II- LA MONNAIE ET LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

II.1 La politique monétaire en 2009	24
II.1.1 Les instruments de la politique monétaire en 2009	24
II.1.1.1 Les bons BRH	24
II.1.1.2 Les taux de réserves obligatoires	25
II.1.2.3 Interventions de la BRH sur le marché des changes	27
II.1.2 Les résultats	27
II.1.2.1 Les résultats intermédiaires	27
II.1.2.2 Les résultats finals	28
II.2 Évolution des agrégats monétaires en 2009	29
II.2.1 Contreparties de M3 et financement de l'économie	30

III- LES FINANCES PUBLIQUES

III.1 Recettes	31
III.2 Dépenses	34
III.3 Financement de l'Administration Centrale en 2009	35
III.4 Évaluation du programme FRPC pour l'exercice fiscal 2009	36

IV- LA BALANCE DES PAIEMENTS D'HAÏTI EN 2009

IV.1 Solde des comptes courants en 2009	37
IV.2 Compte des opérations financières	39

V- LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE

V.1 L'encours de la dette publique externe	40
V.1.1 Les créances bilatérales	41
V.1.2 Les créances multilatérales	41
V.2 Structure de l'encours de la dette publique externe par type de devises	41
V.3 Répartition de l'encours de la dette par secteur économique	42

B. LE SYSTEME BANCAIRE EN 2009: VUE D'ENSEMBLE

VI- ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2009	.43
VI.1 Le système bancaire: Établissements et Environnement Concurrentiel	.45
VI.2 Structure du système bancaire	.46
VI.3 Distribution du crédit en 2009	.48
VI.4 Parts de marché individuelles dans le système bancaire haïtien	.51
VI.6- LES ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE	.53
VI.6.1 Activités bancaires	.53
VI.7 Structure financière et qualité de l'actif	.59
VI.8 Résultats des activités bancaires	.59
VI.9- LA SURVEILLANCE DES BANQUES	.66
VI.9.1 Activités de surveillance	.66
VI.9.2 Autres	.67
VII- LES ACTIVITÉS GÉNÉRALES D'INSPECTION DES CAISSES POPULAIRES	.68

C. LA BRH EN 2009

VII- GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA BRH EN 2009	.70
VIII.1 Composition des avoirs extérieurs de la BRH	.70
VIII.2 Rendement du portefeuille	.70
VIII.2.1 Rendement des fonds placés sur le marché du loyer au jour le jour (Repos)	.71
XI- QUELQUES FAITS SAILLANTS RELATIFS AU CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2009	.71
IX.1 Évolution du taux de change	.71
IX.2 Évolution des spreads bancaire et informel	.72
X- LA MONNAIE FIDUCIAIRE ET LA MONNAIE SCRIPTURALE	.73
X.1 Billets et monnaie divisionnaire	.73
X.1.1 Émission, destruction et remplacement de monnaie	.73
X.1.2 Circulation fiduciaire au sens strict	.73
X.1.3 Circulation fiduciaire au sens large	.73
X.1.4 Composition de l'encours des billets	.73
X.1.5 Billets contrefaits retenus aux guichets de la BRH	.73
X.2 Les chèques	.74
XI - SITUATION DU SYSTÈME D'INFORMATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA BRH EN 2009	76
XI.1 Activités de développement et d'entretien	.76
XI.1.1 Système d'informations financières	.76
XI.1.2 Intranet	.76
XI.1.3 Portail Web sécurisé	.76
XI.1.4 Logiciel de gestion des activités de formation à la BRH (LGAF)	.77
XI.1.5 Mise à jour d'applications en production	.77
XI.1.5.1 Clôture d'exercice 2007-2008 dans CODA	.77
XI.1.5.2 CRÉDIT-DIRECT : Mise à jour	.77
XI.1.5.3 GCC : Correction de Bug	.77
XI.1.6 Assurance Qualité Logiciel (AQL)	.77
XI.1.6.1 Logiciel de gestion des activités de formation de l'IFBC (LGAF)	.78
XI.1.6.2 Nouveau Site Web de la BRH	.78
XI.1.7 Sensibilisation à la sécurité : Phase 2	.78
XI.1.8 Réseaux et Télécommunications	.78
XI.1.9 Centre de Technologie	.78
XI.2 Gestion des équipements électromécaniques	.79
XI.2.1 Production d'énergie	.79
XI.2.2 Alimentation des charges critiques	.79

XI.2.3	Climatisation	.80
XI.2.4	Broyeur	.80
XII	LES RESSOURCES HUMAINES DE LA BRH EN 2009	.81
XII.1	Mouvement du personnel	.81
XIII	LA GESTION DU PARC IMMOBILIER DE LA BRH EN 2009	.83

D. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE JURIDIQUE

ÉTATS FINANCIERS	.87
LISTE DES CIRCULAIRES	.137
ANNEXE JURIDIQUE	.138

E. ANNEXE STATISTIQUE

I.1	Produit intérieur brut par branche d'activité économique	.147
I.1a	Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel	.148
I.1b	Taux de croissance du PIB réel	.149
I.2	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes 1986-1987)	.150
I.2a	Structure du PIB nominal (en millions de gourdes 1986-1987)	.151
I.3	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes 1986-1987)	.152
I.3a	Structure du PIB réel (en millions de gourdes 1986-1987)	.153
I.3b	Compte du produit intérieur brut (Variation en pourcentage)	.154
I.3 c	Structure de la croissance du PIB réel (Variation en pourcentage)	.155
I.3d	Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage)	.156
I.4	Indice des prix à la consommation (IPC) - Ensemble du pays	.157
I.4a	Indice des prix à la consommation (IPC) - Ensemble du pays	.158
I.5	Taux d'inflation (Variation de l'IPC en pourcentage)	.159
I.5 suite	Taux d'inflation (Variation de l'IPC en pourcentage)	.160
I.5a	Taux d'inflation (Variation de l'IPC en glissement annuel)	.161
I.6	Taux de change à Port-au-Prince	.162
I.7	Composantes et contreparties de l'agrégat M3	.163
I.8	La base monétaire et ses sources	.164
I.9	Bilan de la BRH	.165
I.10	Bilan consolidé des banques commerciales 1/	.166
I.11	Bilan consolidé des banques commerciales	.167
I.12	Résumé des opérations financières de l'Administration Centrale 1/	.168
I.13	Résumé des opérations financières de l'Administration Centrale	.169
I.14	Résumé de la balance des paiements d'Haïti	.170
I.15	Position extérieure globale d'Haïti	.171
I.16	Exportations d'Haïti par produits	.172
I.17	Exportations aux USA (FOB) (à base de matières premières locales)	.173
I.18	Exportations des industries d'assemblage aux USA (FOB) (à base de matières premières importées)	.174
I.19	Importations totale d'Haïti par catégorie de produits	.175
I.20	Importations de produits pétroliers	.176
II.1	Chiffres clés du bilan par banque	.177
II.2	Chiffres clés des résultats par banque	.178
II.3	Ratios financiers par banque	.179
II.4	Ratios financiers par banque - Ratios de rentabilités	.180
II.5	Système bancaire - Sommaire Financier détaillé - Bilan par banque	.181
II.6	Système bancaire - Sommaire Financier détaillé - Résultats cumulatifs par banque	.182

LISTE DES SIGLES	.184
-------------------------	-------------

TABLEAUX

1	Salaire réel (eu 30 septembre)	23
2	Structure des recettes par institutions	33
3	Évolution de la structure des recettes (en %)	33
4	Évolution du déficit du gouvernement central financé par la BRH	36
5	Résumé de la balance des paiements d'Haïti (en millions de dollars ÉU)	37
6	Indicateurs financiers clés au 30 septembre 2009 (MG)	44
7	Établissements bancaires fonctionnant en Haïti (au 30 septembre 2009)	45
8	Nombre de succursales et agences autorisées	45
9	Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire	45
10	Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre (en %)	46
11	Poids des différentes catégories d'établissements bancaires au 30 septembre	47
12	Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre	48
13	Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité au 30 septembre (en MG et en %)	48
14	Répartition de l'encours des prêts par tranche (prêts de 75 000 gourdes ou plus)	50
15	Répartition du nombre de prêts par emprunteur (au 30 septembre)	51
16	Parts de marché et rang Actif total et portefeuille de prêts bruts (au 30 septembre)	52
17	Parts de marché et rang dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU (au 30 septembre)	52
18	Bilan du système bancaire au 30 septembre (en MG)	53
19	Principaux postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (%)	53
20	Composition des postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (en pourcentage)	54
21	Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %)	55
22	Liquidités du système bancaire (en pourcentage de l'actif total, au 30 septembre)	55
23	Position nette interbancaire du système (en MG et en %)	55
24	Variation en pourcentage des dépôts du système	56
25	Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %)	56
26	Évolution des dépôts en dollars ÉU du système en MG (au 30 septembre)	57
27	Respect des normes de suffisance de fonds propres (au 30 septembre)	60
28	Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre 2009 (en MG et en %)	60
29	Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 septembre 2009	60
30	Couverture des prêts improductifs par les provisions pour créances douteuses au 30 septembre (en MG)	60
31	Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre (en MG)	62
32	Importance des prêts accordés aux apparentés au 30 septembre 2009	62
33	Revenus nets d'intérêt pour l'exercice terminé au 30 septembre (MG)	63
34	Produit net bancaire pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %)	64
35	Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre	64
36	Rémunération moyenne des dépôts pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %)	65
37	Rendement moyen des prêts pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %)	65
38	Productivité par employé (au 30 septembre, en milliers de gourdes et en %)	66
39	Destruction, remplacement et émission de la monnaie (en milliers d'unités)	73
40	Faux billets retenus au service des guichets (billets dollars ÉU)	74
41	Faux billets retenus au service des guichets (billets HTG)	75
42	Résultat de la compensation par banque des chèques en gourde en 2009 (en MG)	75
43	Résultat de la compensation mensuelle des chèques en gourdes en 2009 (en MG)	76
44	Résultat de la compensation par banque des chèques en devises en 2009	76
45	Résultat de la compensation mensuelle des chèques en devises en 2009	76
46	Effectif de la BRH en 2009	81
47	Mouvement du personnel de la BRH en 2009	81
48	Répartition de l'effectif de la BRH par classe d'ancienneté au 30 sept. 2009	82
49	Rotation du personnel de la BRH en 2009	82
50	Récapitulation des dépenses relatives à la gestion des bâtiments pour l'exercice 2009	84

GRAPHIQUES

1	Evolution du produit intérieur brut (PIB) en terme réel	17
2	Valeur ajoutée par secteur d'activité (en %)	20
3	Evolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée à partir de la méthode d'exclusion	20
4	Taux de croissance de l'IPC et du poste « Alimentation, Boissons et Tabac » en glissement annuel	21

5	Taux moyen pondéré (TMP) sur les bons BRH des différentes maturités	25
6	Composition de l'encours des bons BRH (en %)	25
7	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes	26
8	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère	26
9	Position moyenne de réserves du système bancaire en MG	27
10	Composantes de la base monétaire (en milliards de gourdes)	28
11	Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en gourdes)	28
12	Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en dollars)	29
13	Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes)	30
14	Contreparties de M3 (en milliards de gourdes)	30
15	Financement monétaire du déficit budgétaire	31
16	Structure en % des dépenses d'investissement par secteur d'activité en 2009	35
17	Évolution du solde de transactions courantes	36
18	Part relative des importations	38
19	Part relative des principaux produits exportés	39
20	Réserves en mois d'importations	40
21	Encours de la dette publique externe au 30 septembre 2009 (millions de dollars ÉU)	40
22	Structure de l'encours de la dette publique par type de devise en 2009	41
23	Répartition de la dette par secteur économique	42
24	Évolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets	42
25	Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus au 30 septembre	51
26	Liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG)	54
27	Croissance des dépôts du système bancaire (au 30 septembre)	56
28	Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre (en MG)	57
29	Volume des achats et des ventes de dollars ÉU sur le marché des changes	58
30	Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres (au 30 septembre)	58
31	Évolution des fonds propres du système bancaire au 30 septembre (en MG)	59
32	Évolution du bénéfice net du système bancaire pour l'exercice terminé le 30 septembre	61
33	Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé le 30 septembre (en %)	62
34	Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) pour l'exercice terminé le 30 septembre (en %)	62
35	Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)	63
36	Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)	64
37	Évolution du nombre d'employés du système bancaire (au 30 septembre)	66
38	Évolution des intérêts versés sur bons BRH au 30 septembre (en MG)	67
39	Évolution des réserves brutes de change (en millions de dollars ÉU)	70
40	Évolution du taux de change (fin de période)	71
41	Évolution du spread de taux de change pour l'exercice fiscal 2009	72

AVANT PROPOS

Conformément à la loi du 17 août 1979, le Conseil d'Administration de la Banque de la République d'Haïti (BRH) présente au public le rapport annuel 2009. Ce document offre aux lecteurs un cadre d'analyse leur permettant de mieux comprendre les phénomènes qui ont marqué l'année 2009 et de suivre de plus près l'évolution de l'activité économique. Il examine tous les secteurs de l'économie (secteur réel, secteur monétaire, secteur public, secteur externe) et renseigne sur les activités de surveillance du système bancaire et des caisses populaires. On y trouve également des informations sur le système de paiement et un résumé des opérations de gestion interne de la BRH.

L'exercice fiscal 2008-2009 a été marqué par l'achèvement de l'accord conclu en 2006 entre les autorités haïtiennes et le Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC). En effet, le gouvernement a mis en œuvre avec succès un programme dont l'objectif consistait à réduire les déséquilibres macroéconomiques et à poursuivre les réformes structurelles engagées sur les plans fiscal et monétaire. Il s'agissait plus précisément d'assurer sur trois ans une croissance soutenue, de ramener l'inflation à un niveau relativement faible, d'accumuler suffisamment de réserves en vue de parer à tout déficit éventuel de la balance des paiements.

En dépit de nombreux facteurs défavorables comme les catastrophes naturelles enregistrées en fin d'exercice, le produit intérieur brut (PIB) s'est accru de 2,9 %, hissant Haïti au rang des rares pays de l'Amérique latine et de la Caraïbe à connaître un taux de croissance économique positif pour l'exercice sous-étude, selon les rapports de différentes institutions financières internationales.

Analysée sous l'angle de la demande globale, cette performance économique a été soutenue par la vigueur de la consommation, laquelle a progressé, en termes réels, de 3,87 %. Cette évolution favorable de la consommation a été surtout stimulée par le niveau relativement élevé des transferts privés sans contrepartie en 2009, malgré l'augmentation du chômage aux États-Unis. De leur côté, les investissements ont, en termes réels, augmenté de 3,24 % en 2009 contre 2,8 % un an auparavant.

Dans un contexte de sortie de récession de l'économie américaine au deuxième trimestre 2009, la hausse des recettes d'exportations (12 % en 2009 contre -6,1 % en 2008) comparée à la chute des dépenses d'importations (-4 % en 2009 contre 30,20 % un an plus tôt) a contribué à une amélioration de la balance des transactions courantes. L'annulation de la dette externe d'Haïti dans le cadre de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), en atténuant l'effet de la réduction des décaissements de la communauté internationale par rapport aux prévisions, a augmenté l'excédent du solde de la balance des paiements.

Bien que les contraintes liées au paiement du service de la dette aient été assouplies, l'apport limité de l'appui budgétaire, ajouté à la faible croissance de la pression fiscale en 2009 (11,7 % contre 10,6 % en 2008), a été insuffisant pour couvrir les dépenses d'urgence après le passage des intempéries dont les dégâts ont été estimés à 15 % du PIB. De ce fait, les opérations financières de l'Etat, soldées par un déficit d'environ 4,25 milliards de gourdes représentant 15,9 % du PIB, ont été financées à hauteur de 2,45 milliards de gourdes par la Banque Centrale. En dépit de la hausse, en variation annuelle, de 27 % du crédit net accordé au secteur public, le rythme de progression de la majorité des agrégats monétaires a ralenti en 2009. La masse monétaire au sens large a progressé de 11,06 % en 2009, soit 6,57 points de pourcentage de moins par rapport à 2008.

La détérioration de la situation des finances publiques a été peu déterminante dans la conduite de la politique monétaire étant donné que la chute des prix des produits pétroliers a contribué à une situation déflationniste dans l'économie. Les prix des matières premières, notamment pétrolières et alimentaires, ont affiché de fortes baisses en 2009 par comparaison avec leurs niveaux élevés de 2008. Avec un cours moyen de 61,7 dollars É.U le baril, le prix du pétrole, en particulier celui du Brent, brut de référence internationale, a baissé de 37 % en 2009 par rapport à sa moyenne annuelle en 2008 (97,9 dollars É.U).

Conséquemment, en rythme annuel, l'inflation en Haïti est passée de 18 % en 2008 à -4,7 % en 2009. À partir du premier trimestre 2009 au cours duquel l'inflation courante (14,01 %) a évolué en moyenne au-dessus de l'inflation fondamentale (12,30 %), une tendance inverse a été observée tout le reste de l'année. De janvier à septembre 2009, l'indice sous-jacent permettant de dégager la tendance de long terme de l'inflation a crû en moyenne de 2,02 % alors que l'IPC général n'a progressé que de 0,41%. La propagation de la baisse des prix du pétrole aux autres postes de consommation dont le rôle est prépondérant au déroulement de l'activité au niveau de tous les secteurs économiques, a contribué à modifier le regard des autorités monétaires sur l'inflation sous-jacente en tant que repère pour l'orientation de la politique monétaire.

De ce fait, vers la fin de mars 2009, la BRH a changé la structure de l'encours des bons en faveur de ceux à échéance de 7 jours, au détriment des bons à maturité de 91 jours, comme principal instrument de politique monétaire. Cette décision, adoptée dans le cadre de la gestion de la liquidité du système bancaire, visait à stabiliser les anticipations des opérateurs financiers.

Aussi, en raison des incertitudes liées aux réactions de l'économie haïtienne face aux facteurs défavorables précités, les autorités monétaires ont été prudentes en gardant inchangés, jusqu'en avril 2009, les taux d'intérêts sur les bons BRH de différentes maturités à leurs niveaux d'avril 2008. Et, à partir de mai 2009, ces derniers ont fait l'objet d'une baisse graduelle. Cette diminution du taux d'intérêt rémunérateur des bons BRH a entraîné une chute, en variation annuelle, de 4,47 % des revenus d'intérêts perçus par les Banques Commerciales et les autres institutions financières prenant part au marché des bons BRH.

Ainsi, les banques commerciales ont été incitées à mieux jouer leur rôle dans le financement de l'économie tenant compte de la diminution des taux d'intérêts débiteurs notamment au deuxième semestre de l'exercice 2009. Les crédits totaux accordés par le secteur bancaire au secteur privé ont progressé de 14,7 % au 30 septembre 2009 par rapport au 30 septembre 2008, tandis que l'offre de fonds prêtables constituée par les dépôts totaux s'est accrue de 10 %, en raison notamment de la baisse du coefficient de réserves obligatoires sur les passifs libellés en gourdes et la stabilité des taux d'intérêts sur les dépôts en gourdes.

En vue de lisser les fluctuations du taux de change du dollar, lequel s'échangeait à 41,77 gourdes en 2009 contre 39,95 gourdes en 2008, la BRH a procédé à des ventes nettes d'environ 64 millions de dollars américains au cours de l'exercice. Ces interventions résultaient de la nécessité de limiter une trop forte dépréciation de la gourde non justifiée par les fondamentaux de l'économie.

La Banque de la République d'Haïti a permis aux banques de continuer l'exploitation de manière efficiente depuis le 1er octobre 2007, du Système de Paiement Interbancaire Haïtien (SPIH) tout en réduisant la circulation des chèques et des billets de banque.

La BRH et le Ministère de l'Économie et des Finances ont mis au point le programme de CRÉDIT-DIRECT. A partir de ce dernier, les employés du Secteur Public reçoivent leurs salaires par crédit de leurs comptes domiciliés dans des banques commerciales du pays. Le projet pilote débuté en juillet 2008 avec 1057 employés s'est étendu à environ 26 282 employés en septembre 2009.

En tant que Banque Centrale, la BRH s'est montrée constamment guidée par le souci de préserver un environnement favorable à la croissance économique. Elle espère que les décisions prises en 2009 contribueront à renforcer la confiance des agents économiques dans le secteur bancaire en raison de son rôle primordial dans la stabilité macroéconomique et l'amélioration continue des perspectives économiques. Au moment de célébrer l'année qui ramène le trentième anniversaire de son existence, la Banque de la République d'Haïti continue de garantir la stabilité des prix et celle du système bancaire conformément à la mission qui lui est dévolue par la loi portant sa création. Elle regarde l'avenir avec sérénité et est prête à affronter les nouveaux défis sur le plan de la modernisation du système de paiement et de l'adaptation technologique nécessaire pour mieux atteindre ses objectifs.



Charles Castel
Gouverneur

A – L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2009

Après une faible croissance de 0,8 % durant l'exercice fiscal 2007-2008, le produit intérieur brut (PIB) a crû de 2,9 % en 2009. Cette augmentation du PIB réel a confirmé la tendance à la hausse observée depuis 2005. Dépassant légèrement l'objectif révisé du gouvernement haïtien (2,5 %) dans le cadre du programme FRPC signé avec le FMI, cette croissance de l'activité économique s'est réalisée dans un contexte marqué, au niveau interne, par la décélération de l'inflation et, au niveau externe, par un environnement international fragile caractérisé par la récession mondiale.

Sur le plan interne, la demande intérieure a constitué le principal moteur de la croissance, ceci grâce au dynamisme de la consommation et à une hausse des investissements. L'amélioration de la situation de l'emploi, conjuguée à la hausse du revenu réel des ménages, a entraîné un accroissement de 3,87 % de la consommation en termes réels. Les investissements, soutenus par les dépenses publiques, ont crû de 3,24 %. Par ailleurs, l'annulation de la dette externe d'un montant de 1,2 milliard de dollars ÉU environ (soit 18,78 % du PIB de 2009), conduisant à une réduction du service de la dette de 50 millions de dollars ÉU l'an, a permis la consolidation de la croissance de l'économie haïtienne.

Au niveau de la conjoncture internationale, les tensions sur les prix des produits de base, notamment le pétrole, ont été contenues. Toutefois, la crise financière internationale transformée en une crise de l'économie réelle a plongé l'économie mondiale dans une profonde récession. En effet, la baisse de la demande mondiale a entraîné une contraction du PIB mondial de l'ordre de -0,6 % comparativement à une hausse de 3 % l'année précédente. De même, la baisse de la demande en provenance des États-Unis, le principal partenaire commercial d'Haïti, a eu des répercussions négatives sur la balance des paiements d'Haïti, en témoignant la décélération du rythme de progression des exportations et la baisse marquée des transferts sans contrepartie.

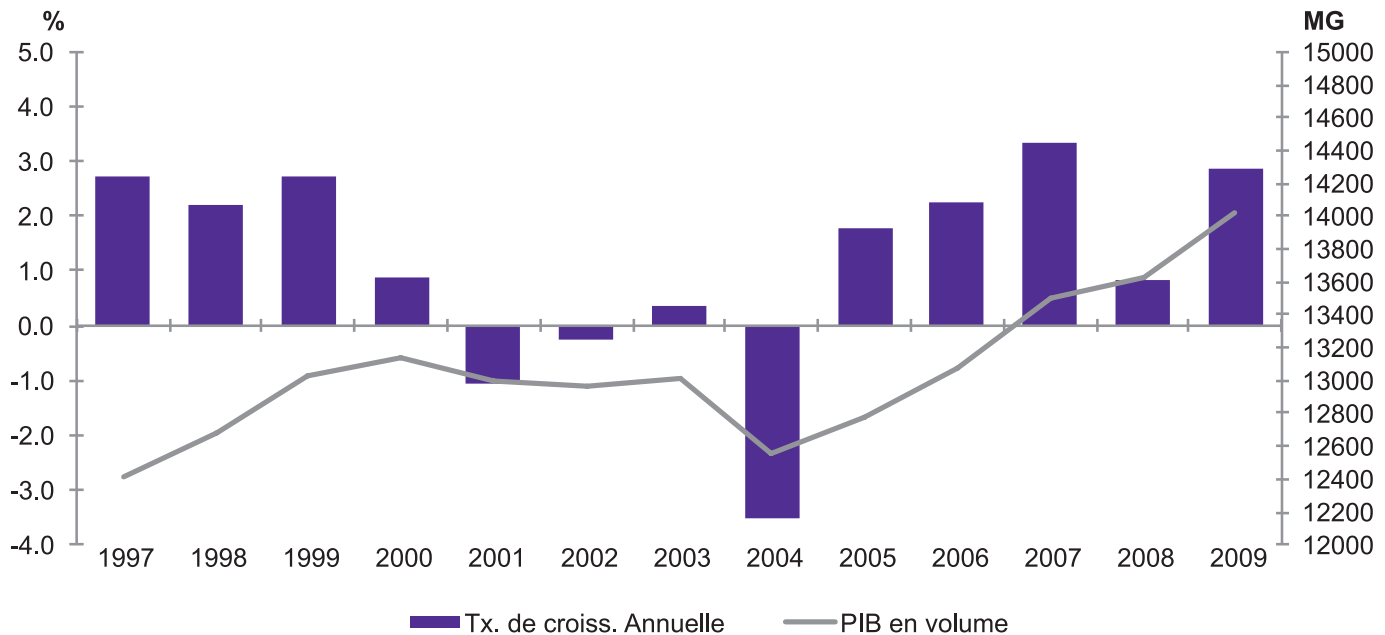
Sur le plan monétaire, la politique adoptée par les autorités monétaires a favorisé le ralentissement du rythme de croissance de l'inflation. En effet, la BRH a gardé ses taux directeurs inchangés jusqu'au mois d'avril 2009 malgré les politiques de détente des taux d'intérêt adoptées par les principales économies mondiales. De plus, les interventions ponctuelles des autorités monétaires sur le marché des changes ont facilité le lissage des fluctuations du taux de change en vue de ralentir la tendance à la dépréciation de la gourde. Le rythme de croissance de M1 a diminué (14,4 % en 2009 contre 15,33 % en 2008) ainsi que celui de la base monétaire (15,13 % contre 17,42 % un an auparavant). Toutefois, au niveau des finances publiques, un dépassement du financement budgétaire de 120 MG a été enregistré, soit 2 515 MG contre un objectif fixé de 2 395 MG.

Enfin, dans le but d'appréhender l'activité économique en 2009 dans tous ses aspects, une analyse plus détaillée sur le secteur réel, le financement de l'activité économique, la gestion des finances publiques, la situation de la balance des paiements et l'évolution du système bancaire est présentée dans les chapitres qui suivent.

I-LE SECTEUR RÉEL

Au terme de l'exercice fiscal 2008-2009, le produit intérieur brut a progressé de 2,9 %, soit une accélération de 2,1 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. Cette performance de l'activité économique s'explique surtout par la bonne tenue de la production industrielle et de l'énergie électrique ainsi que par les résultats satisfaisants de la campagne agricole 2008-2009. C'est pour la cinquième année consécutive que le PIB a évolué à un rythme croissant. Cependant, la croissance moyenne de l'activité économique pendant ces cinq dernières années (2,20 %) demeure insuffisante au regard de la croissance démographique de 2,5 % l'an. Par conséquent, des rythmes de croissance plus élevés et plus soutenus s'avèrent nécessaires pour la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie de la population.

Graphique 1.- Évolution du Produit intérieur Brut (PIB) en terme réel



Cette consolidation de l'économie haïtienne s'est réalisée dans un environnement international fragile. Depuis septembre 2008, la crise financière internationale s'est transformée en une crise mondiale de l'économie réelle à un moment où les pays se remettent lentement de la crise alimentaire et pétrolière de 2008. Conséquemment, la diminution de l'activité économique dans les pays développés, combinée à des flux de capitaux bien moindres vers les pays en développement en termes de remises, de recettes touristiques, de revenus d'exportations et d'aide publique au développement devraient se traduire par des vulnérabilités macroéconomiques pour beaucoup de pays. En fait, selon les rapports du FMI, de la CEPAL et du «Caribbean Centre for Money and Finance », Haïti est l'un des rares pays de l'Amérique latine et de la Caraïbe à enregistrer un taux de croissance positif cette année.

L'environnement socio-économique de cet exercice a été meilleur que celui de l'exercice précédent, puisque la stabilité socio-politique a été nettement renforcée, avec une nette amélioration de la situation sécuritaire. À cela s'ajoute l'annulation de la dette externe du pays par les principaux créanciers internationaux. Ayant atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), Haïti a bénéficié d'une annulation de sa dette externe d'un montant avoisinant les 1,2 milliard de dollars américains (17,2 % du PIB) ; il en est résulté une réduction de son service de la dette de 50 millions de dollars l'an, soit 9,11 % des recettes d'exportations du pays.

Toutefois, deux événements à effets défavorables ont marqué cet exercice :

1) Le premier concerne le retard pris dans le vote du budget de la République pour l'exercice 2008-2009. Ce budget d'un montant de 80 milliards de gourdes a été ratifié à la fin d'avril 2009 après une révision à la baisse pour tenir compte de la réduction de l'appui financier externe d'un montant de l'ordre de 28,5 milliards de gourdes et des modifications conduisant à des réaffectations d'environ 270 millions de gourdes en rapport avec certains soucis exprimés par les parlementaires, dont la compensation sous différentes formes à accorder aux employés licenciés de la TELECO. Cependant, il est important de souligner que le vote tardif du budget n'a pas, pour autant, paralysé le fonctionnement de l'État car les lois sur les processus budgétaires prévoient la reconduction systématique de l'ancien budget dans le cas où un budget présenté au parlement trouve des difficultés à être voté à temps.

2) Le deuxième concerne les hésitations des différents secteurs de la société autour de la loi sur le salaire minimum pendant près de trois ans, lesquelles se sont transformées en manifestations de rue au cours de cet exercice. Le motif de ces manifestations était de revendiquer la promulgation sans aucune modification de la loi initialement soumise à l'exécutif par le parlement qui exige le paiement aux ouvriers haïtiens de tous les secteurs d'activité économique d'un montant de 200 gourdes par jour. Il faut souligner que ces revendications font suite aux objections du Président de la République qui propose un salaire de 125 gourdes pour le secteur des industries d'assemblage et de 200 gourdes pour tous les autres secteurs.

La demande intérieure a constitué la principale locomotive de la croissance, tirée par le dynamisme de la consommation et une hausse sensible des investissements. En termes réels, la consommation, grâce à la hausse du revenu réel des ménages et l'amélioration de la situation de l'emploi, a enregistré une expansion de 3,87 %; alors que l'investissement, soutenu surtout par les dépenses publiques, a connu un accroissement de 3,24 %. Quant à la demande extérieure, elle a augmenté de 9,9 % contre un accroissement de 13,6 % en 2008. Ce ralentissement reflète l'impact de la récession aux États-Unis (notre principal partenaire commercial) sur les exportations du pays. Cette évolution des exportations, conjuguée à une progression moins proportionnelle des importations (soit 5,84 % en 2009), a augmenté la contribution des échanges extérieurs à la croissance économique.

I.1- VALEUR AJOUTÉE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

La croissance du PIB résulte de l'évolution favorable de certains secteurs clés de l'économie en 2009. Le secteur primaire dont la contribution à la valeur ajoutée a contracté en 2008, a contribué à hauteur de 41,73 % à la valeur ajoutée globale en 2009. Le secteur secondaire, avec un poids relatif de 16,08 %, a apporté une contribution de 22,39 % à la valeur ajoutée. En ce qui concerne le secteur tertiaire dont la part dans le PIB est de 52,69 %, il a contribué à hauteur de 25,19 % à la valeur ajoutée.

SECTEUR PRIMAIRE

Après la forte contraction de la valeur ajoutée du secteur primaire imputable aux intempéries qui se sont abattues sur l'ensemble du pays au cours des mois d'août et de septembre 2008, un regain d'activité a été enregistré au niveau dudit secteur au cours de cet exercice avec une croissance de 5,22 % contre -7,4 % un an auparavant. Cette évolution positive est à mettre au compte de la relance du sous-secteur agricole qui a enregistré un bond assez important en 2009. La part de ce secteur dans le PIB est de 23,58 %.

AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ÉLEVAGE ET PÊCHE

En raison de la bonne performance de la saison agricole d'hiver comparativement à l'année précédente, la récolte de la campagne agricole de printemps commencée dès la fin du mois de juin s'est avérée bonne. Selon les informations recueillies sur le terrain sur les estimations des rendements potentiels, cette récolte est supérieure de 25 % à celle de la même période de l'année dernière. D'autant que la saison du printemps compte pour environ 60 % de la production agricole annuelle du pays. Cette relance de la production agricole est attribuable à des conditions climatiques favorables et surtout aux initiatives du gouvernement et des partenaires internationaux visant à soutenir le secteur agricole. En effet, les manifestations violentes de rue d'avril 2008 pour cause de cherté de la vie, en particulier des produits alimentaires de base, ont incité le gouvernement et les partenaires internationaux à accorder une attention particulière au secteur agricole en vue d'améliorer la disponibilité alimentaire du pays. Ces actions ont été renforcées après le passage successif, entre les mois d'août et de septembre 2008, de quatre cyclones qui ont eu des effets dévastateurs sur le secteur agricole.

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Les activités minières restent marginales dans leur contribution à l'économie haïtienne. La part des industries extractives dans le PIB réel de l'exercice fiscal 2008-09 est de 0,10 %. Les activités minières sont essentiellement limitées à l'exploitation des carrières de sable pour la fourniture de matériaux de construction. Ce sous-secteur a enregistré un taux de croissance annuelle de 3,75 % en 2009 contre 6,6 % un an plus tôt.

SECTEUR SECONDAIRE

En 2009, le secteur secondaire a consolidé sa performance en enregistrant un taux de croissance de 4,06 % contre 2,27 % l'an dernier. La part de ce secteur dans le PIB tourne autour de 16 % et sa contribution à la valeur ajoutée globale est de 22,39 % contre 30,97 % en 2008. Toutes les branches d'activité de ce secteur se sont bien comportées au cours de cet exercice.

La branche « Électricité, Gaz & Eau » qui a enregistré une contraction de 8,77 % en 2008, a progressé de 30,8 % en 2009. Cette croissance est impulsée par la production d'énergie électrique qui a connu un accroissement de 70,7 % au premier trimestre, de 13,4 % au second et de 28,4 % au troisième. Cette bonne performance de la production du courant électrique s'explique par une subvention de 100 millions de dollars américains accordée par le gouvernement à la Compagnie EDH et aussi par l'apport technique et financier de la coopération internationale au secteur notamment dans le cadre d'un programme conjoint avec Cuba et Venezuela.

Le sous-secteur « Bâtiments et Travaux Publics » a maintenu son dynamisme en affichant un accroissement de 3,1 % en 2009 contre 5,23 % un an auparavant. En effet, les indicateurs de conjoncture publiés par l'Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI) ont démontré que le secteur de la construction a connu une croissance de 9,9 % au premier trimestre et de 5,5 % au troisième. Il faut souligner, à cet effet, que le Ministère des « Travaux Publics, Transport et Communication » a bénéficié de la plus forte allocation budgétaire pour l'exercice 2009. Ces fonds ont été utilisés pour les travaux de maintien et d'amélioration de certaines routes et la construction de nouvelles voies pour l'expansion du réseau routier national. De plus, les catastrophes naturelles qui ont détruit une bonne partie des infrastructures routières et agricoles en 2008 ont occasionné des travaux de réfection de routes, de construction de nouveaux ponts, de curage de canaux d'irrigation, de nettoyage d'égouts, etc. Cette croissance a largement favorisé la demande de produits intermédiaires fabriqués localement : ciment, blocs, fer, sable, etc., et généré de nouveaux emplois. Grâce à la vigueur de cette branche d'activité, les entreprises de cimenterie (Cimenterie Nationale SEM, CEMEX Haïti S.A.) et Aciérie d'Haïti S.A. sont parmi les trente premiers plus grands contribuables de l'État sur une liste de 100 entreprises établie par la Direction Générale des Impôts (DGI).

En ce qui concerne les industries textiles ou industries d'assemblage, elles demeurent de loin le secteur le plus important dans la structure des exportations haïtiennes, avec une contribution moyenne de plus de 50 % aux exportations totales au cours des dix dernières années. Toutefois, sa part s'est réduite à 33 % environ entre 2004 et 2009. C'est aussi l'un des principaux secteurs générateurs d'emplois (après la fonction publique) dans l'économie formelle, avec 25 000 emplois en moyenne. L'industrie textile haïtienne devrait profiter de la loi Hope II ratifiée par le Congrès Américain en juin 2008 qui accorde une plus grande flexibilité que celle de Hope I (votée en 2007) en termes de réglementation d'origine pour les articles vestimentaires fabriqués en Haïti et expédiés aux États-Unis hors droits de douane jusqu'à l'équivalent de 70 millions de mètres carrés de tissus tissés pour tous types de vêtements et de 70 millions de mètres carrés de tricot originaux de pays tiers. De plus, des sous-vêtements féminins, des pyjamas, des valises, des sacs à main et à dos, des casquettes et chapeaux en tissus peuvent être fabriqués en Haïti en quantité illimitée et ce, quelque soit l'origine des tissus et matériaux utilisés. Ces articles bénéficieront tous d'un accès hors droits de douane sur le marché des États-Unis d'Amérique.

SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur tertiaire, constituant près de 53 % du PIB et ayant contribué à 25,19 % à la valeur ajoutée globale, a crû seulement de 1,36 % en 2009 contre 2,27 % en 2008. Ce léger ralentissement est dû à l'évolution contrastée des différentes branches composant ce secteur.

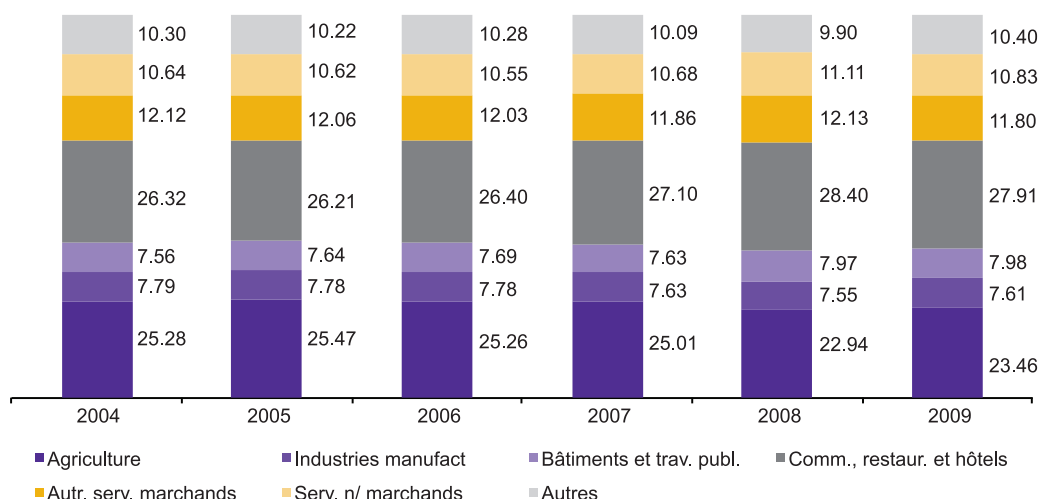
Le sous-secteur du commerce, de la restauration et de l'hôtellerie s'est caractérisé par un léger ralentissement de l'activité par rapport à l'année 2008. Le commerce interne a consolidé sa performance en 2009. En effet, les indicateurs de conjoncture du secteur fournis par l'IHSI ont dénoté que cette branche d'activité a crû de 12,3 % au premier trimestre, de 10,4 % au deuxième et de 23,1 % au troisième. Cette bonne prestation du commerce interne est imputable au renforcement de la situation sécuritaire à travers le pays et à l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages ainsi que de la situation de l'emploi.

Considérant les importantes potentialités touristiques aussi bien naturelles que culturelles dont dispose le pays, le gouvernement a fait du secteur touristique un choix stratégique dans le développement économique. Cependant, l'attractivité touristique reste en deçà de ses potentialités en comparaison avec d'autres pays de la région. En 2009, les résultats encourageants enregistrés sur le plan de la sécurité, notamment la baisse spectaculaire des enlèvements contre rançon, ont des retombées positives sur les activités touristiques en Haïti. En effet, en dépit des problèmes qu'a affrontés ce sous-secteur au niveau de la Caraïbe, en rapport avec la récession mondiale, le pays a bénéficié d'une augmentation de 14 % du nombre de visiteurs étrangers en 2009, d'après les données fournies par le Ministère du Tourisme.

La branche des Transports et Communications a maintenu sa fermeté en 2009. Le sous-secteur des transports, un grand créateur d'emplois, demeure très robuste à cause de la forte demande des services de transport par rapport à l'offre. Le développement des activités des taxis motos à travers la capitale et un peu partout dans le pays en est une preuve flagrante. Dans le sous-secteur des télécommunications, l'activité a été tirée par la dynamique des opérateurs de la téléphonie mobile suite à l'intensification de la couverture nationale et la diversification des produits offerts aux utilisateurs. Pour la troisième année consécutive, les deux plus grandes compagnies de téléphonie mobile sont classées parmi les trois plus grandes

entreprises qui ont payé plus de taxes à l'État haïtien en 2009 et ce secteur a contribué à hauteur de 25,14 % aux recettes générées par les plus grandes entreprises du pays. La DIGICEL, à elle seule, a payé plus d'un milliard de gourdes au fisc sur les sept milliards de gourdes de recettes fiscales collectées au cours de l'exercice par l'Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal (UGCF) de la Direction Générale des Impôts (DGI).

Graphique 2.- Valeur ajoutée par secteur d'activité (en %)

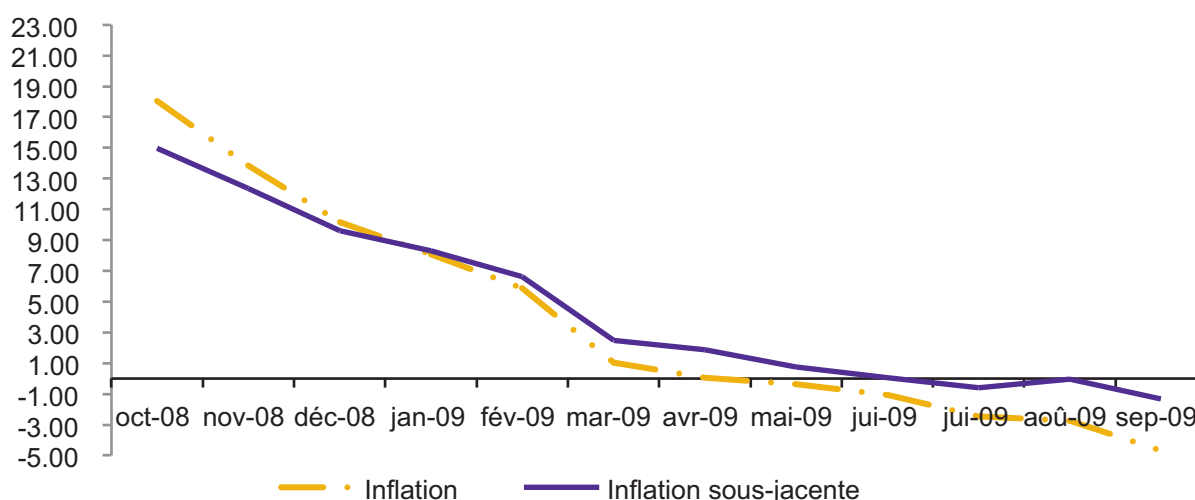


I.2- COMPORTEMENT DES PRIX EN 2009

ÉVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION EN 2009

Après le pic atteint en septembre 2008 (19,9 %) suite à la flambée des prix du pétrole et des produits alimentaires sur les marchés internationaux et aussi à cause des impacts négatifs des catastrophes naturelles survenues en fin d'exercice, l'inflation, mesurée par la variation de l'indice des prix à la consommation, a adopté une tendance baissière durant tout l'exercice 2008-2009. En effet, d'un taux de 18 % en octobre 2008, la variation du niveau général des prix a décéléré pour ressortir à -4,69 %, en glissement annuel, en fin d'exercice. Cette forte baisse des tensions inflationnistes est liée à la récession mondiale qui a provoqué une baisse de la demande et, par conséquent, la décrue des cours des matières premières dont le pétrole et les produits alimentaires. Il faut remonter à la période 1986-88 pour trouver trace d'un taux d'inflation négatif en Haïti, suite à l'épisode de libéralisation du commerce extérieur du pays.

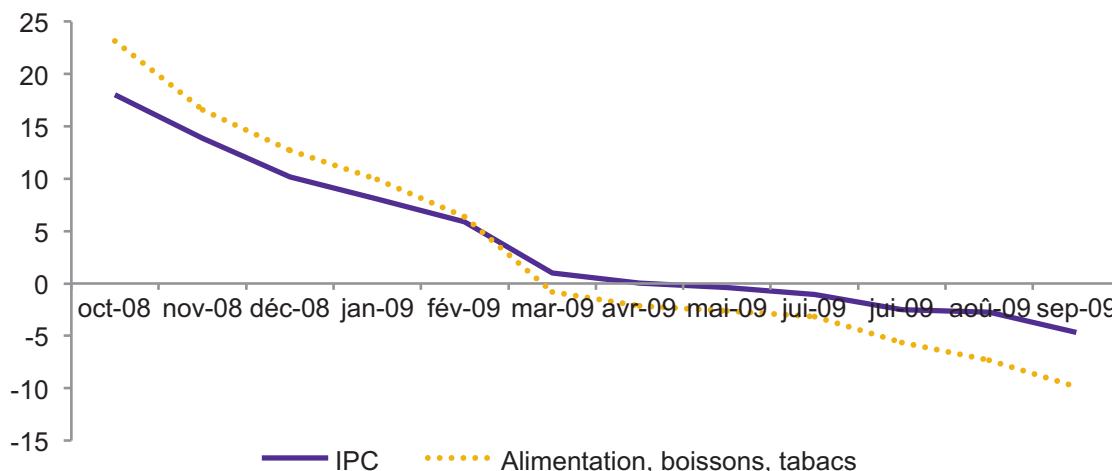
Graphique 3.- Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée à partir de la méthode d'exclusion



Pour l'ensemble de l'année 2009, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti à 3,8 % contre 14,3 % en 2008. La moyenne des taux mensuels s'est établie à -0,36 % en 2009 contre 1,5 % en 2008. L'inflation mensuelle est négative pendant le premier semestre pour passer à un rythme soutenu en terrain positif pendant tout le deuxième semestre.

Selon les principales composantes, l'examen de l'évolution de l'inflation montre que l'atténuation des tensions inflationnistes est imputable principalement à la baisse des prix des produits alimentaires suivie de celle des prix du transport et de l'énergie. La rubrique « alimentation, boissons et tabac » a fléchi de 37 points de pourcentage, celle du « transport » de 21 points de pourcentage et celle de « loyer, énergie et eau » de 15 points de pourcentage entre septembre 2008 et septembre 2009. Il convient de souligner que les produits alimentaires et le pétrole représentent 50,35 % du panier de consommation de la ménagère utilisé pour le calcul de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC).

Graphique 4.- Taux de croissance de l'IPC et du Poste Alimentation, Boissons et Tabac en glissement annuel



L'analyse de l'évolution des prix selon l'origine géographique des biens et services indique que la décélération de l'inflation est due à la fois à celle des produits locaux et importés. Cependant, la baisse des prix des produits importés a joué un rôle prépondérant dans l'évolution baissière de l'inflation au cours de l'exercice. Les prix des produits importés ont subi un ralentissement de 38 points de pourcentage entre septembre 2008 et septembre 2009, alors que ceux des produits locaux n'ont replié que de 14,57 points de pourcentage au cours de la même période.

La tendance de long terme de l'indice général des prix a été également en baisse. En effet, le taux d'inflation sous-jacente en glissement annuel calculé en excluant les produits les plus volatils, s'est établi à -1,33 % en septembre 2009 contre 15,05 % un an plus tôt, soit un recul de plus de 16 points de pourcentage.

Le différentiel d'inflation entre Haïti et ses principaux partenaires commerciaux (États-Unis et République Dominicaine) a diminué pendant l'exercice pour devenir favorable à Haïti d'abord par rapport à la République Dominicaine pendant les deux derniers trimestres et ensuite par rapport aux États-Unis pendant le quatrième trimestre.

FACTEURS EXPLICATIFS DE LA DÉCÉLÉRATION DE L'INFLATION EN 2009.

Sur le plan interne, le plus important facteur expliquant la baisse des prix est l'augmentation de l'offre alimentaire due à la bonne performance de la campagne agricole de 2008-2009. A la faveur de conditions climatiques clémentes, la politique agricole mise en place par le gouvernement avec l'appui de la communauté internationale pour améliorer la situation alimentaire du pays, suite aux émeutes de la faim de mai 2008, a donné de bons résultats. En effet, des statistiques de la Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNSA) et d'autres organismes ont fait état d'une augmentation remarquable de la production agricole en 2009. Ainsi, l'augmentation de l'offre alimentaire qui en est résultée a contribué à la baisse des prix des produits alimentaires locaux.

Sur le plan externe, le principal facteur responsable de la chute des prix en 2009 est la baisse des prix des produits alimentaires et du pétrole sur le marché international. Les importations de produits alimentaires et du pétrole représentent 41,2 % des importations totales du pays, alors que ces mêmes produits ont un poids de 50,35 % dans l'Indice des Prix à la Consommation (IPC). Le prix du baril de pétrole avait grimpé considérablement au cours de l'exercice précédent pour atteindre un pic de 150 dollars le baril en juillet 2008. Toutefois, à partir du mois d'août 2008, les cours du pétrole brut se sont inscrits en baisse pour se situer à 45 dollars en moyenne en décembre 2008, soit une baisse de 70 % par rapport au niveau atteint en juillet 2008. Ce retournement de la tendance haussière des prix s'explique essentiellement par le ralentissement de la demande mondiale liée notamment à la récession dans de nombreux pays industrialisés provoquée par la crise financière internationale. Grâce à cette détente des cours du pétrole, une série de modifications à la baisse du prix du carburant à la pompe ont été effectuées en Haïti. Par exemple, le prix de la gazoline 95 qui était à 247 gourdes en novembre 2008,

est passé à 134 gourdes en décembre de la même année, soit une baisse de près de 50 % pour se maintenir à ce même niveau jusqu'à la fin de mars 2009. Les prix des autres produits pétroliers consommés en Haïti ont connu à peu près la même évolution à la baisse. La chute du prix du carburant a eu des effets induits sur les prix des autres biens et services, notamment ceux des services de transport en commun qui se sont tous orientés à la baisse au cours de l'exercice.

La politique monétaire de la banque centrale a aussi contribué à l'atténuation de l'inflation dans l'économie. Au début de l'année 2008, les autorités monétaires avaient relevé graduellement les taux directeurs qui sont les taux sur les bons BRH en vue de contrecarrer les tensions inflationnistes qui se sont développées à la suite de la flambée des prix des produits primaires sur le marché international. En effet, le taux sur les bons de 91 jours d'échéance était passé de 3,70 % en décembre 2007 à 8 % en septembre 2008. Cependant, malgré la phase de désinflation entamée depuis octobre 2008 qui a porté le taux d'inflation de 18 % à 1 % en mars 2009, les autorités monétaires ont décidé de maintenir le taux directeur inchangé pendant toute cette période. Ce n'est qu'à partir du mois d'avril 2009 qu'elles ont commencé à abaisser graduellement les taux, lesquels ont atteint le niveau de 3,89 % en fin d'exercice. De plus, les autorités monétaires ont effectué des interventions ponctuelles à la vente sur le marché des changes pour lisser les fluctuations du taux de change en vue de ralentir la tendance à la dépréciation de la gourde compte tenu de la transmission de cette dépréciation de la monnaie locale à l'inflation. En outre, le comportement de certains agrégats monétaires témoigne de la volonté des autorités monétaires à combattre l'inflation dans l'économie. En effet, le taux de croissance de la monnaie M1 est ressorti à 14,4 % en 2009 contre 15,33 % en 2008 et celui de la base monétaire s'est établi à 15,13 % en 2009 contre 17,42 % un an plus tôt.

I.3- SALAIRES ET SITUATION DE L'EMPLOI EN 2009

L'indice du nombre de salariés dans le secteur de la construction a augmenté, en glissement annuel, de 5,1 % au premier trimestre et de 9 % au troisième trimestre. Une autre indication de la progression de l'emploi pendant l'exercice est la variation positive de l'indice de la masse salariale dans le commerce qui a enregistré des taux d'augmentation de 15,6 % au premier trimestre, de 11,8 % au deuxième trimestre et de 3,5 % au troisième trimestre.

Les programmes visant à palier les effets des intempéries de 2008 ainsi que ceux de type filets de sécurité pour les couches les plus vulnérables ont contribué à la création d'emplois pour les ménages les plus pauvres dans les endroits les plus affectés. La demande de travail devrait augmenter surtout au niveau des départements de l'Ouest, de l'Artibonite et du Sud où des travaux de construction et de réhabilitation des routes, de curage des égouts et de protection de bassins versants ont été effectués tout au cours de l'exercice suite au passage des quatre ouragans entre août et septembre 2008.

Le lancement de grands chantiers de travaux publics pour la construction de nouvelles routes nationales dont celle de Port-au-Prince-Hinche en passant par Mirebalais et celle de Cayes-Jérémie, a occasionné la création d'un certain nombre d'emplois dans ces régions.

D'après une étude réalisée par la firme « Strategic Management Group » pour le compte de l'Association des Industries d'Haïti (ADIH), au mois de mai 2009, le personnel de la sous-traitance était ainsi composé : 26 905 ouvriers à titre de main d'œuvre non spécialisée, 2620 superviseurs, 495 techniciens (électriciens, mécaniciens, plombiers), 305 professionnels de spécialités différentes (ingénieurs, gestionnaires, comptables, etc.) soit un total de 30 325 emplois.

Le niveau d'emploi devrait relativement augmenter dans le secteur agricole en raison de la bonne performance de ce secteur en 2009. Les travailleurs agricoles issus des ménages pauvres de la région du nord-ouest devraient donc trouver plus facilement du travail dans la zone de plaine en monoculture de la Vallée de l'Artibonite où le réseau d'irrigation a été réparé et la quantité d'engrais utilisée a beaucoup augmenté durant la dernière saison.

ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT EN 2009.

Le salaire journalier de base fixé à 70 gourdes depuis 2003 a été revalorisé par une nouvelle loi sur le salaire minimum ratifiée par le parlement haïtien en septembre 2009. Cette loi qui sera mise en vigueur à partir du prochain exercice fiscal après sa promulgation par l'exécutif a relevé le nouveau salaire minimum à 125 gourdes par jour pour le secteur de la sous-traitance et à 200 gourdes par jour pour tous les autres secteurs. Cet écart du salaire minimum de 75 gourdes qui a fait l'objet de beaucoup de controverses, a été justifié par la crainte de pertes d'emplois et d'une réduction de l'attractivité du secteur des industries d'assemblage aux yeux des investisseurs étrangers. Cependant, cette nouvelle loi sur le salaire minimum ne devrait pas à elle seule avoir, dans le court terme, un effet négatif sur les investissements, car la grande majorité des actifs occupés le sont grâce à l'auto-emploi et le salaire minimum de 200 gourdes par jour qui était déjà en application au niveau du secteur des services.

Tableau 1- Salaire Réel (au 30 septembre)

	Indice des Prix à la consommation	Taux d'inflation (en %)	Salaire nominal (Gdes)	Salaire réel (Gdes d'août 2004)	Taux de croissance Salaire réel (%)
2001	55,00	1,50	36,00	65.45	
2002	60,80	10.55	36,00	59.21	-9.54
2003	84.15	38,40	70,00	83.18	40.49
2004	102,40	21.69	70,00	68.36	-17.82
2005	117,60	14.84	70,00	59.52	-12.93
2006	132,20	12.41	70,00	52.95	-11.04
2007	142,60	7.87	70,00	49.09	-7.29
2008	170,90	19.18	70,00	40.96	-16.56
2009	162,90	-4,70	70,00	42.97	4.91

Source: IHSI, BRH-MAE/SMAC

N.B.: Le salaire réel est calculé par le ratio (Salaire nominal sur IPC, Base 100 Août 2004) *100

Après cinq années successives de dégradation face à la progression rapide des prix à la consommation, le pouvoir d'achat du salaire nominal de 70 gourdes par jour a connu une légère amélioration en 2009, consécutive au fléchissement des tensions inflationnistes dans l'économie haïtienne. En effet, le niveau général des prix tel que mesuré par l'indice des prix à la consommation (IPC), a reculé de 8 points de pourcentage à 162,90 au cours de l'exercice. Par conséquent, le salaire réel de l'ouvrier haïtien a gagné 2 points de pourcentage au cours de la même période en s'élevant à 42,97 gourdes contre 40,96 gourdes un an plus tôt. Il est important de noter que le salaire réel qui représente le pouvoir d'achat du salaire nominal, est la quantité de biens et services que l'on peut acheter avec une unité de salaire et son évolution est liée à celles des prix et des salaires.

L'amélioration du pouvoir d'achat des ménages, jointe à celle de la situation de l'emploi a été favorable, entre autres, à la situation socio-économique des couches les plus vulnérables de la population haïtienne. En effet, d'après un rapport de la FAO, le nombre de personnes en insécurité alimentaire en Haïti a diminué de 25 % au cours de l'exercice.

II- LA MONNAIE ET LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

L'exercice fiscal 2009 a été marqué par des contraintes liées aux effets des chocs internes et des incertitudes par rapport à la crise financière internationale. Cette crise qui s'est d'abord propagée à l'ensemble des économies développées et émergentes, a généré, par la suite, des effets en chaîne, affectant de manière significative le secteur réel de l'économie mondiale. Subséquemment, les grandes économies, notamment celles des États-Unis et de la zone Euro, sont entrées en récession, ce qui, à cause du tassement de la demande dans ces pays, a entraîné des pertes de débouchés pour des petits pays comme Haïti. Les petites économies sont d'autant plus touchées par cette crise que les impacts de cette dernière sur le niveau de l'emploi dans les pays de l'OCDE et notamment aux États-Unis, se sont reflétés négativement sur les transferts sans contrepartie, qui représentent un support non négligeable à l'ajustement de leurs comptes courants. Toutefois, le retournement à la baisse de la tendance des prix des produits énergétiques et alimentaires sur le marché international a été bénéfique pour l'économie nationale en ce sens que l'inflation s'est progressivement décélérée au cours de la première moitié de l'exercice et au second semestre fiscal 2009. Les prix ont varié à la baisse, consacrant ainsi une situation déflationniste au niveau de l'économie haïtienne jusqu'au mois de septembre 2009.

Par ailleurs, au cours de l'exercice fiscal 2009, l'environnement macroéconomique a été ponctué par des mesures de redressement en rapport avec les impacts des catastrophes naturelles dont les quatre ouragans de l'été 2008 et par les risques liés à la récession de l'économie mondiale. Les effets de cette récession se sont répercutés non seulement sur les transferts sans contrepartie mais aussi sur les recettes d'exportations. À cela, il faut ajouter les troubles sociopolitiques, notamment ceux en relation avec la question du salaire minimum, les élections législatives et le vote tardif du budget 2009 au parlement haïtien.

Toutefois, en dépit d'une certaine dégradation de la situation des finances publiques, les acquis du cadre macroéconomique depuis 2004 ont été consolidés dans la mesure où le recul de l'inflation au niveau international, a facilité la maîtrise de l'évolution des prix sur le marché local, ce qui a permis une détente de la politique monétaire. Et, contrairement à l'exercice fiscal 2008, la progression de la grande majorité des agrégats monétaires s'est décélérée.

II.1- LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2009

Au cours de l'exercice 2008-2009, la politique monétaire a été conduite dans le contexte de la dernière période de mise en application de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) échelonnée sur 3 ans, à partir de 2006. Grâce au repli des pressions inflationnistes résultant de la baisse des prix de nos principales importations, notamment ceux du pétrole et des produits alimentaires, la Banque de la République d'Haïti (BRH) avait gardé ses taux directeurs inchangés jusqu'au mois d'avril 2009. Elle disposait d'un coussin de réserves relativement confortable par rapport au niveau programmé et a retardé le desserrement monétaire, compte tenu des incertitudes liées à l'évolution de la conjoncture internationale. Vers la fin de mars 2009, une modification de la structure de l'encours des bons BRH a été enclenchée où les maturités de 91 jours se sont progressivement substituées en termes de proportion des bons de 7 jours, reflétant les anticipations de stabilité des taux d'intérêt et du change.

Tablant sur la situation déflationniste de l'économie à partir de mai 2009, la BRH a décidé de baisser les taux d'intérêt nominaux sur les bons des différentes maturités dès le mois d'avril, de façon à prendre en compte la hausse continue des taux d'intérêt réels. Cette situation, combinée à la baisse de l'encours des Bons BRH (-0,51 %) pendant le troisième trimestre 2009, a induit une chute annuelle de 4,47 % des revenus d'intérêts sur les Bons BRH pour les banques créatrices de monnaie et autres institutions financières participantes.

De plus, du fait de la déflation, se situant encore dans les limites compatibles avec la croissance, la BRH a baissé à trois reprises ses principaux taux directeurs. Ces derniers sont passés de 5 %, 6,5 % et 8 % à 2 %, 3,5 % et 5 % entre le 22 avril et le 10 juin 2009, respectivement pour les maturités de 7 jours, de 28 jours et de 91 jours ; par contre, les taux d'intérêt réels sont restés élevés en raison de la poursuite et du renforcement de la déflation. Par rapport à la FRPC, les nouvelles orientations de la politique monétaire n'ont guère eu d'impact sur le respect des cibles monétaires, d'autant plus que tous les agrégats monétaires ont progressé moins rapidement par rapport à l'exercice passé.

Au 30 septembre 2009, les crédits totaux accordés par le système bancaire se sont accrus de 14,68 % sur 12 mois, en raison de l'effet combiné de la progression du crédit en gourde (19,17 %) et du crédit en dollar ÉU (11,30 %). Les dépôts totaux ont évolué suivant la même tendance, soit 12,34 % sur 12 mois contre 18,50 % à la même période de l'exercice précédent. Ce résultat est stimulé principalement par une progression de 28,14 % des dépôts à vue en gourde et des dépôts en dollars EU en gourdes converties.

II.1.1- LES INSTRUMENTS DE POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2009

II.1.1.1- LES BONS BRH

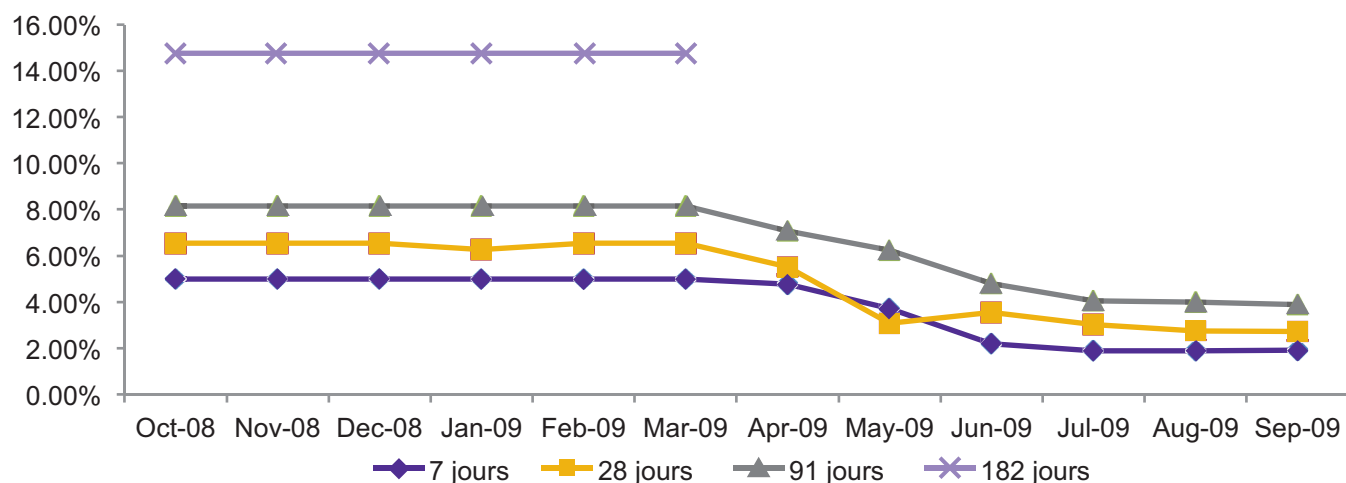
Des trois instruments généralement utilisés - les coefficients de réserves obligatoires, les bons BRH et les interventions sur le marché des changes - la BRH n'a utilisé activement que les deux derniers pour la mise en œuvre sa politique monétaire. Ayant été modifié depuis octobre 2007, le premier a été révisé en mars 2009. En vue d'assurer la stabilité des prix, les bons BRH, notamment ceux de 91 jours, représentent depuis le renforcement de son utilisation en 1999, le principal outil dans le contrôle de la masse monétaire.

Sur le plan de la rémunération de ces titres d'octobre 2008 à avril 2009, les taux moyens pondérés (TMP) servis sur les bons à maturité de 91 jours ont gardé leur niveau de septembre 2008, soit à 8,16 %. Suite à une baisse graduelle entamée à partir d'avril 2009, ils ont été ramenés à 4,79% en juin 2009 pour ensuite atteindre 3,89 % en septembre 2009. Parallèlement, les taux sur les bons de maturité 7 jours ont suivi une évolution similaire en passant de 4,99 %, d'octobre 2008 à mars 2009, à 2,20 % en juin 2009 puis à 1,92 % en septembre 2009.

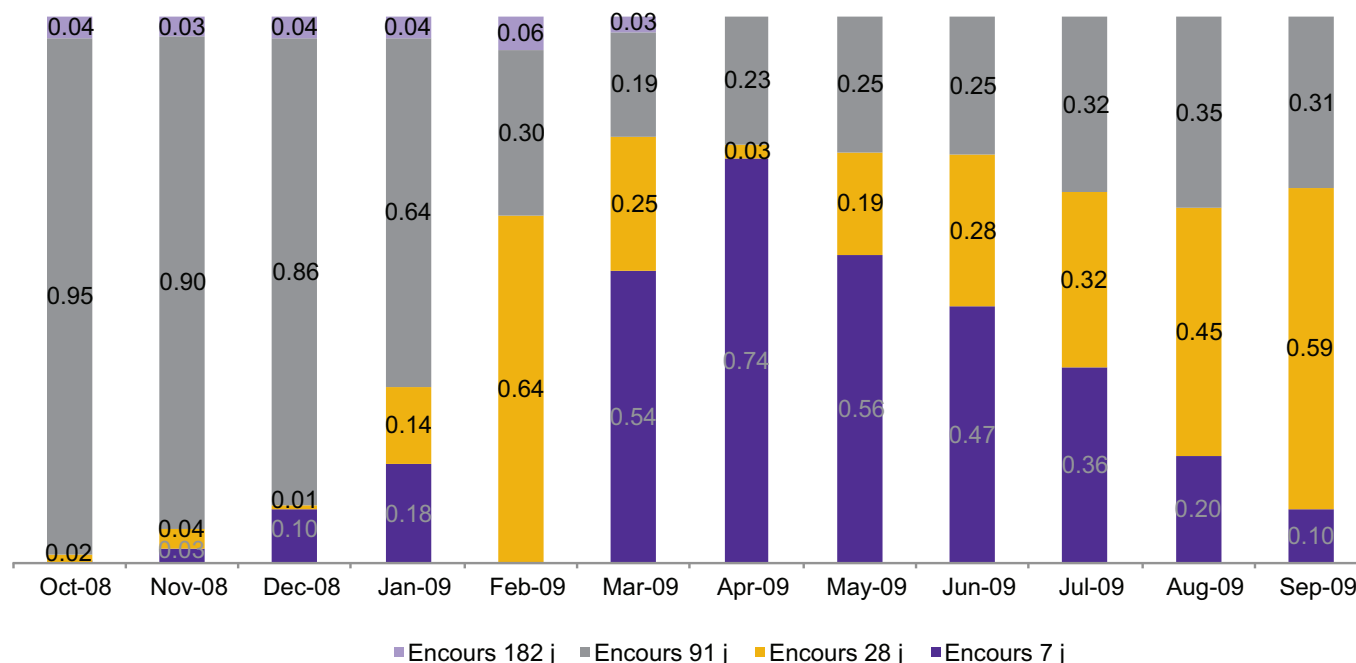
S'agissant des taux sur les bons de maturité 28 jours, ils ont baissé de 28 points de base en janvier 2009, à 6,28 % par rapport aux trois mois antérieurs, au cours desquels ils restaient fixés à 6,54 % avant de revenir au même niveau en février. Leur évolution à la baisse au second semestre a été entrecoupée par une hausse de 48 points de base à 3,56 % en juin 2009, ce qui ne les a pas empêchés toutefois de terminer l'exercice à 2,72 %.

Le maintien des taux d'intérêt sur les bons BRH à leur niveau de septembre 2008 pendant tout le premier semestre 2009 s'est accompagné d'une politique d'absorption partielle de liquidités excédentaires sur la même période. Ce qui a fait que l'encours des bons s'est accru continuellement pour atteindre 9 879 MG en mars 2009 contre 9 793 (MG) en octobre 2008. En revanche, la diminution de la rémunération des bons BRH d'avril à septembre 2009 a entraîné une baisse de l'encours de ces titres, lequel a clôturé l'exercice à 9 693 MG, légèrement en dessus de son niveau de septembre 2008 (9601 MG).

Graphique 5- Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH des différentes maturités



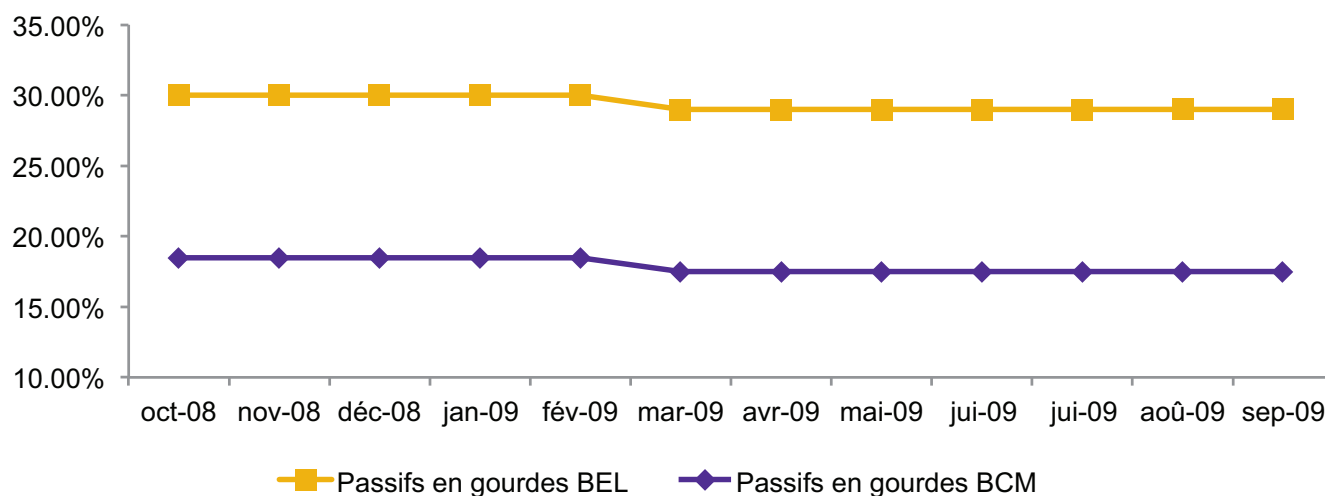
Graphique 6- Composition de l'encours des bons BRH (en %)



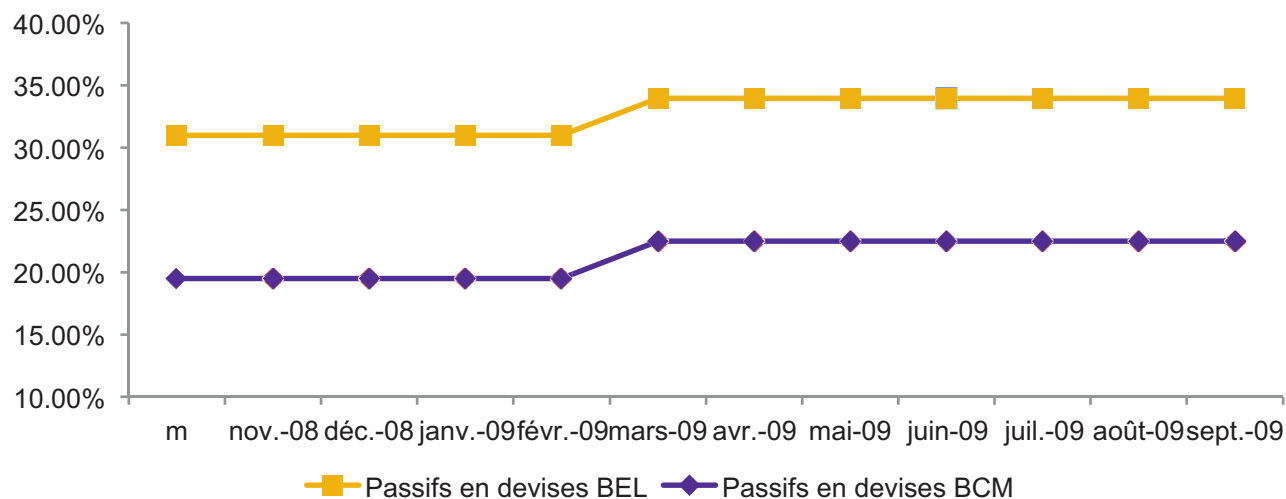
II.1.1.2- LES TAUX DE RÉSERVES OBLIGATOIRES

Durant les cinq premiers mois de l'exercice, les coefficients de réserves obligatoires fixés par la circulaire du 11 octobre 2007, sont demeurés inchangés; soit de 30 % pour les banques créatrices de monnaie (BCM) et 18,50 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL) pour les passifs en gourdes. En mars 2009, dans le cadre de la gestion de la liquidité du système bancaire, les autorités monétaires ont réduit d'un point de pourcentage les taux de réserve obligatoire (TRO) sur les passifs libellés en monnaie nationale pour les banques créatrices de monnaie (BCM) et les Filiales non bancaires (FNB) ainsi que pour les banques d'épargne et de logement (BEL). En ce qui concerne les passifs libellés en dollars EU, leurs coefficients, restés inchangés depuis la publication de la circulaire du 15 juin 2001 jusqu'à celle du 9 mars 2009, sont passés de 31 % à 34 % pour les banques créatrices de monnaie (BCM) et les Filiales non bancaires (FNB) tandis que ceux des BEL ont été ajustés de 3 points de pourcentage à 22,5 %. La structure de couverture des réserves sur les passifs en devise est toutefois restée stable, soit à 30 % en monnaie locale et à 70 % en monnaie étrangère.

Graphique 7- Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes

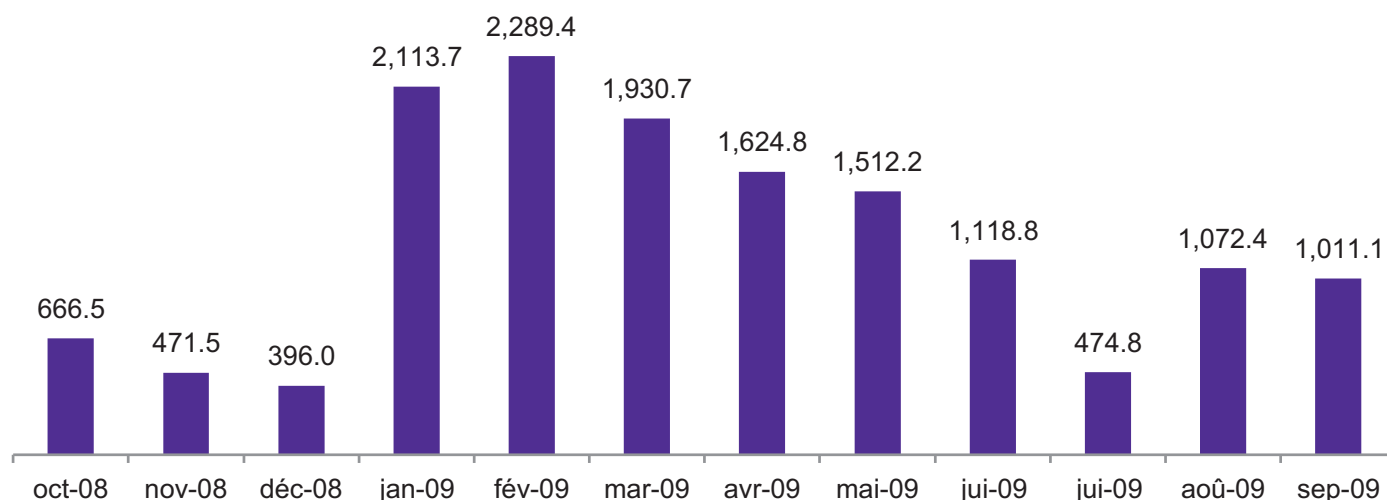


Graphique 8- Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère



La position moyenne de réserves des banques est restée excédentaire tout au long de l'exercice, avec un pic de 2 289 MG en février 2009. Toutefois, à partir de cette date, elle a diminué graduellement pour atteindre son plus bas niveau en juillet 2009 (475 MG) avant de terminer l'exercice à 1 072 MG. Le maintien de la position longue du système bancaire en termes de réserves tout au long de l'exercice, ajouté à l'importante liquidité du système confirmée par l'expansion de l'encours des bons BRH en dépit de la baisse des taux d'intérêt sur les bons BRH, traduit dans une certaine mesure le faible niveau de dynamisme des banques commerciales, notamment dans les transactions au niveau du marché interbancaire et de crédit.

Graphique 9- Position moyenne de réserves du système bancaire en MG



II.1.1.3- LES INTERVENTIONS DE LA BRH SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Les interventions des autorités monétaires sur le marché des changes ont été, à côté des bons BRH, l'un des instruments les plus utilisés par la BRH, dans le cadre de la gestion de sa politique monétaire et de change. Ainsi, les surplus de liquidités induits par le financement du déficit budgétaire durant l'exercice fiscal ont été partiellement absorbés par les émissions de bons BRH et dans l'optique d'une stabilisation du change, la Banque Centrale a procédé à des ventes nettes cumulées de 64,30 millions de dollars EU contre 57,96 millions de dollars EU au cours de l'exercice précédent. Ces opérations supportées par les réserves internationales nettes (RIN) de la BRH se sont déroulées sans aucun heurt à l'atteinte des objectifs du programme économique et financier.

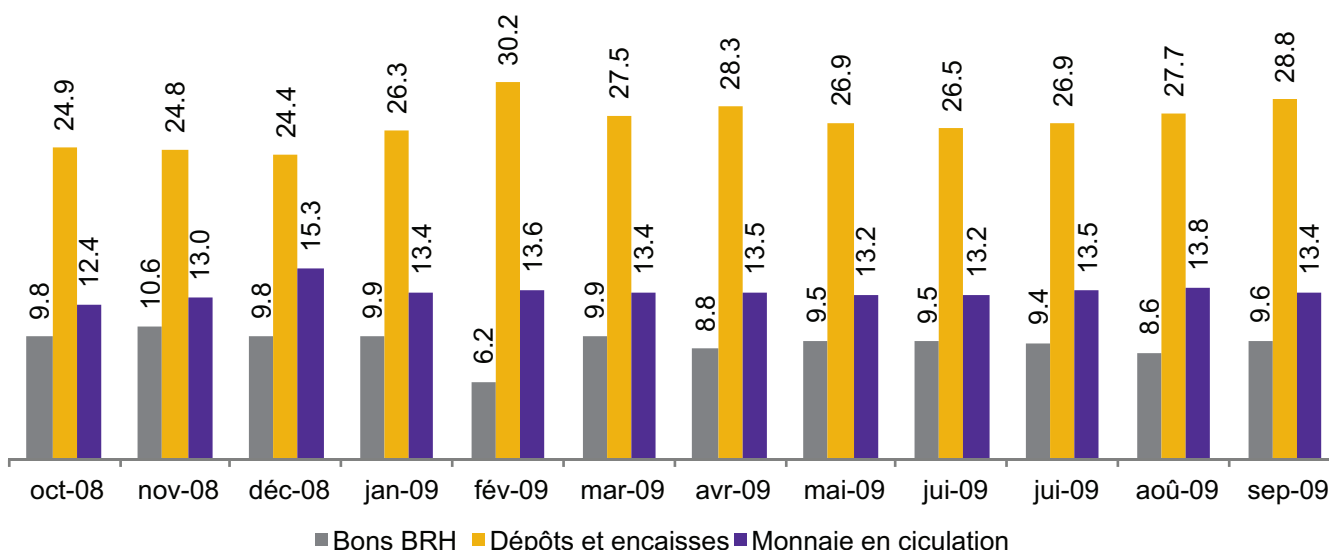
II.1.2- LES RÉSULTATS

Dans un contexte marqué par les incertitudes liées à la conjoncture économique nationale à la suite des ouragans ayant ravagé le pays durant les trois derniers mois de l'exercice 2008, les autorités monétaires ont gardé le statu quo durant le premier semestre de l'exercice fiscal 2009 pour ensuite desserrer les conditions monétaires d'avril à septembre 2009. Cette politique monétaire mixte a favorisé une croissance modérée de la masse monétaire par rapport à l'exercice antérieur.

II.1.2.1- LES RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

Pendant l'exercice sous revue, la base monétaire au sens large a crû de 14,41 %, soit un ralentissement de 91 points de base par rapport à l'exercice antérieur, portant le volume de la monnaie centrale à 56 589,9 MG. Au niveau du passif du bilan monétaire de la banque centrale, ces résultats reflètent surtout l'augmentation d'environ 19,65 % des dépôts des banques, lesquels représentent 47,17 % du montant de la base monétaire. Cette hausse substantielle des dépôts des banques a été partiellement contrebalancée par la baisse des bons BRH (-0,51 %). À l'actif, la progression de la base monétaire est une résultante de celle de 14,31 % des Avoirs extérieurs nets (42,49 % de la base) et de 12,80 % des créances sur le Gouvernement central (39,69 % de la base). Cette croissance plus que proportionnelle de la base monétaire relativement à la masse monétaire au sens large, a contribué à maintenir la tendance à la baisse du multiplicateur monétaire, lequel est passé de 1,13 en septembre 2008 à 1,03 en septembre 2009.

Graphique 10- Composantes de la base monétaire (en milliards de gourdes)

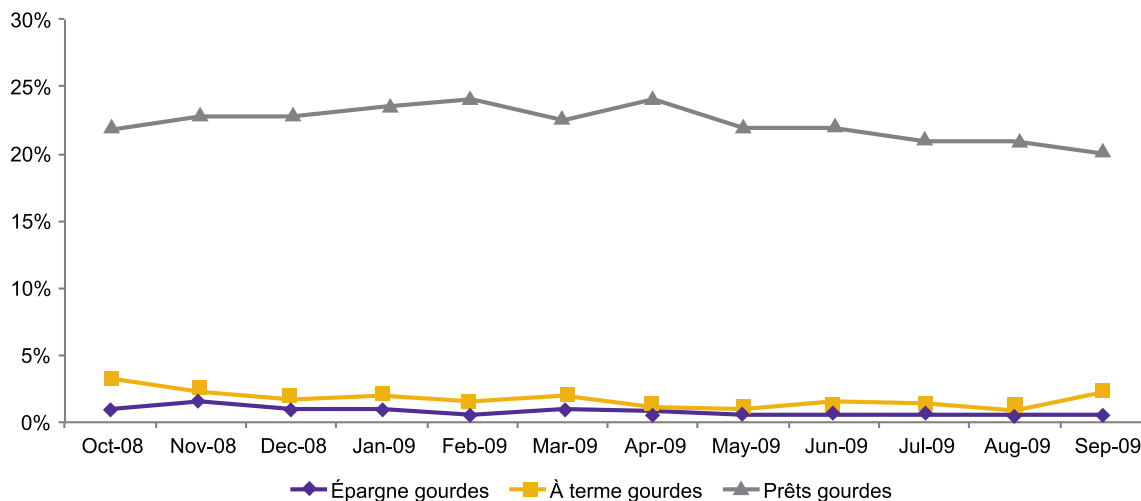


II.1.2.2 LES RÉSULTATS FINALS

LES OPÉRATIONS EN GOURDES

Les décisions prises par les autorités monétaires au cours de l'exercice fiscal 2009 ont eu des impacts significatifs sur le comportement de l'inflation, du taux de change, des taux d'intérêt du système bancaire et des agrégats monétaires. En ce qui a trait aux taux d'intérêt, notamment ceux sur les opérations en gourdes, leurs évolutions se sont alignées sur la tendance imprimée aux taux offerts sur les bons BRH. C'est ainsi que le maintien de ces derniers à des niveaux relativement stables durant le premier semestre 2009 a eu pour effet de laisser presque inchangées les rémunérations sur les dépôts dans le système. Ainsi, les taux d'intérêt moyens sur les dépôts d'épargne en gourdes, établis en moyenne à 0,91 % au dernier semestre 2008 (avril 2008-septembre 2008) ont été maintenus pratiquement au même niveau au premier semestre 2009 (octobre 2008-mars 2009), soit à 0,90 %. De même, les taux d'intérêt moyens sur les dépôts à terme, fixés à 2,81 % en moyenne au deuxième semestre de l'exercice antérieur, ont été réduits seulement de 51 points de base à 2,30 % en moyenne au premier semestre de l'exercice 2009. Par contre, suite à la posture monétaire plutôt expansionniste du deuxième semestre 2009, les taux d'intérêt moyens sur les dépôts d'épargne et à terme ont subi une réduction beaucoup plus importante de 28 et de 79 points de base à 0,62 % et à 1,51 % respectivement au deuxième trimestre de l'exercice 2009. Parallèlement à cette évolution des taux d'intérêt créditeurs, la moyenne des taux sur les prêts en gourdes est passée de 23,75 % au dernier semestre de l'exercice 2008 à 22,52 %, puis à 21,62 %, respectivement au premier et deuxième semestre de l'exercice 2009.

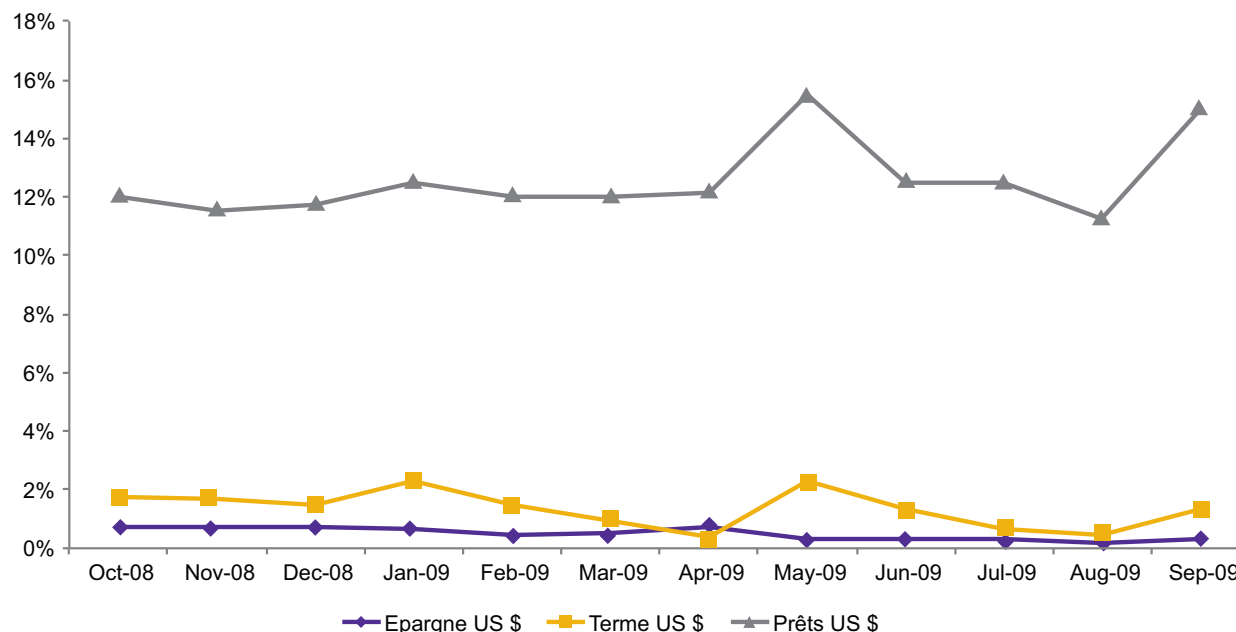
Graphique 11- Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en gourdes)



LES OPÉRATIONS EN DEVISES

En moyenne, l'évolution des taux d'intérêt moyens sur les opérations en devises a suivi la même tendance que celle des taux d'intérêt directeurs. En effet, au premier semestre de l'exercice 2009, la moyenne des taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne en devises a été de 0,61 % contre 0,75 % au dernier semestre de l'exercice précédent. Par rapport à la période d'octobre 2008 à mars 2009, la baisse des taux d'intérêt moyens s'est accentuée, s'élevant à 0,35 % en moyenne au deuxième semestre 2009. Fixés à 1,10 % en moyenne au deuxième semestre de l'exercice 2009, les taux sur les dépôts à terme ont diminué modérément de 49 points de base en comparaison à la baisse de 63 points de base enregistrée au premier semestre pour se fixer à 1,59 % en moyenne contre 2,22 % au dernier semestre de l'exercice antérieur. Par ailleurs, au premier semestre 2009, la moyenne des taux d'intérêt sur les prêts en dollars a été de 12,36 % contre 11,96 % au dernier semestre de l'exercice 2008. Toutefois, au deuxième semestre 2009, la baisse des taux d'intérêt directeurs s'est transcrite sur le taux moyen sur les prêts en devises, en ce sens qu'il s'est inscrit à 12,30 %.

Graphique 12- Taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales (Opérations en dollars ÉU)



II.2- ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES EN 2009

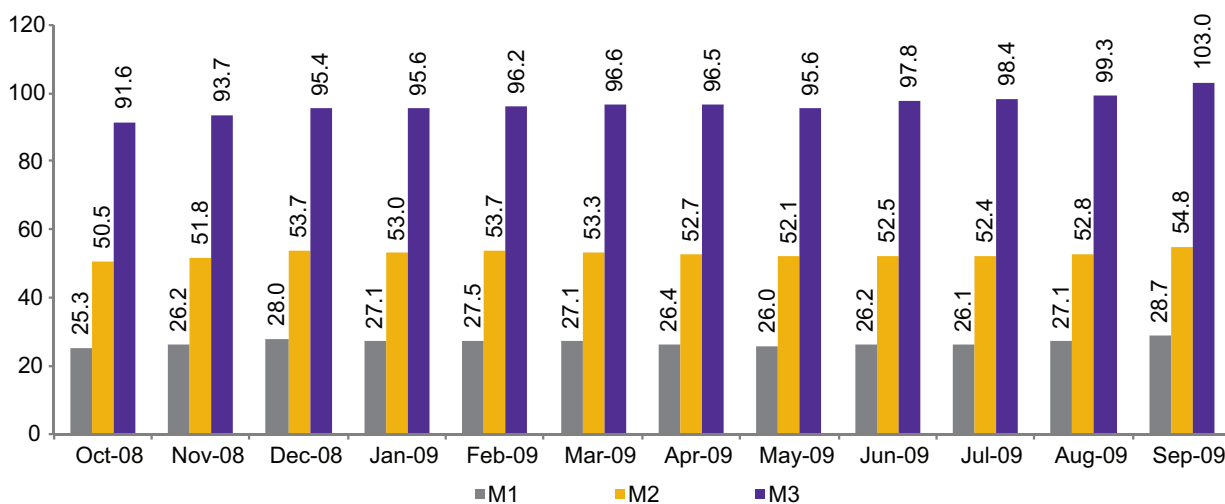
En raison de la baisse continue de l'indice général des prix à la consommation, les autorités monétaires ont visé, à travers la posture monétaire adoptée, une dynamisation de l'activité économique, axée sur le financement de l'économie par le système bancaire. Ce contexte de faible niveau des prix a favorisé le maintien de la posture expansionniste tout en gardant une situation monétaire relativement assainie en termes de progression des agrégats.

En effet, la masse monétaire M1 a crû de 15,13 %, soit un ralentissement de 2,29 points de pourcentage par rapport à l'exercice antérieur. Cette hausse de M1 est la résultante de la forte progression des dépôts à vue (DAV), lesquels ont augmenté de 28,14 % sur un an, représentant ainsi au 30 septembre 2009 plus de 53 % de M1 contre 47,81 % en 2008. Notons que cette forte croissance des DAV s'est réalisée au détriment des autres types de dépôts, qui se sont révélés très peu attirants en raison de la faiblesse de leur rémunération.

La quasi-monnaie, évoluant dans le même sens que M1, a toutefois connu un taux de croissance moindre, soit de 3,23 % au cours de l'exercice. Ce résultat s'explique par l'évolution mitigée de ses deux composantes. En effet, si les dépôts d'épargne ont augmenté de 7,73 %, les dépôts à terme, de leur côté, se sont contractés de 5,26 %. Ce qui a induit une atténuation de la croissance de la quasi-monnaie et conséquemment celle de la masse monétaire M2 (9,14 %).

De même que pour l'exercice précédent, la masse monétaire au sens large a connu une croissance à deux chiffres, mais à un rythme moins prononcé en 2009, soit 6,57 points de pourcentage de moins par rapport à la forte progression de 17,63 % enregistrée en 2008. Par ailleurs, exprimée en gourdes, la composante en devises de M3 a augmenté de 13,33 %, sous l'effet de la hausse conjuguée des dépôts à vue (22,34 %) et des dépôts d'épargne (16,59 %) qui a éclipsé la faible contraction des dépôts à terme en dollar ÉU (-0,97 %). Cette progression des comptes en devises est en partie la résultante de l'«effet-taux de change» qui a contribué pour près d'un tiers dans la progression de ces types de dépôts. En termes de volume de dollars ÉU, les dépôts en devise étrangère se sont accrus de 8,34 % au cours de l'exercice 2009.

Graphique 13.- Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes)



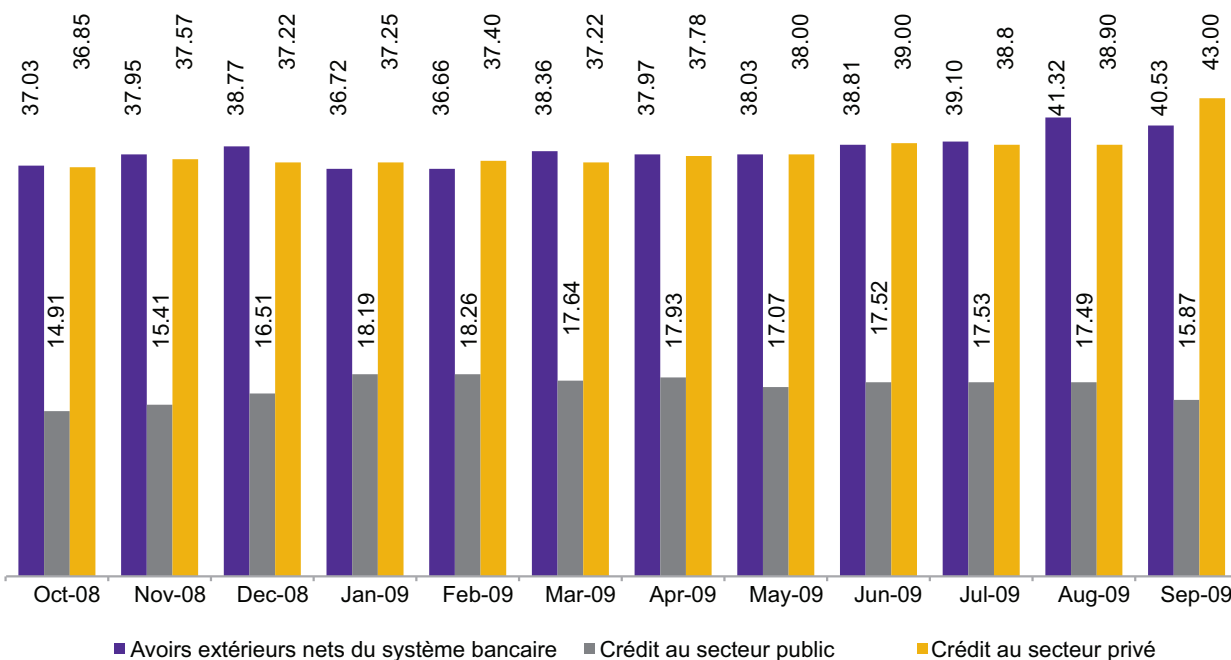
II.2.1- CONTREPARTIES DE M3 ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Au niveau de l'actif du bilan du système bancaire, la progression de la masse monétaire a été une résultante de la hausse conjuguée des avoirs extérieurs et du crédit intérieur net. Au 30 septembre 2009, sous l'impulsion de la hausse des réserves nettes de la BRH (17,86 %), les avoirs extérieurs nets, se sont établis à 40 583,9 MG. Bien qu'aidée en partie par la dépréciation de la gourde, l'évolution des réserves de la BRH a bénéficié de nouvelles allocations en droits de tirages spéciaux (DTS) octroyées par le FMI à ses pays-membres.

Parallèlement, les concours à l'économie ont atteint 62 427,6 MG, en hausse de 16,38 % par rapport à l'exercice précédent. Après une forte contraction en 2008, le crédit au secteur public a de nouveau rebondi un an plus tard, avec un taux de croissance de 27,15 %. Cette évolution résulte du financement monétaire (2,5 milliards de gourdes) au gouvernement sur l'ensemble de l'exercice.

Aidé par une politique de détente des taux d'intérêts, le crédit au secteur privé (43 milliards de gourdes) a crû substantiellement mais n'a pas pu maintenir le même rythme de croissance qu'en 2008. Sur l'ensemble de l'exercice 2008-2009, il a crû de 14,68 % contre 25,21 % en 2008.

Graphique 14: Contreparties de M3 (en milliards de gourdes)

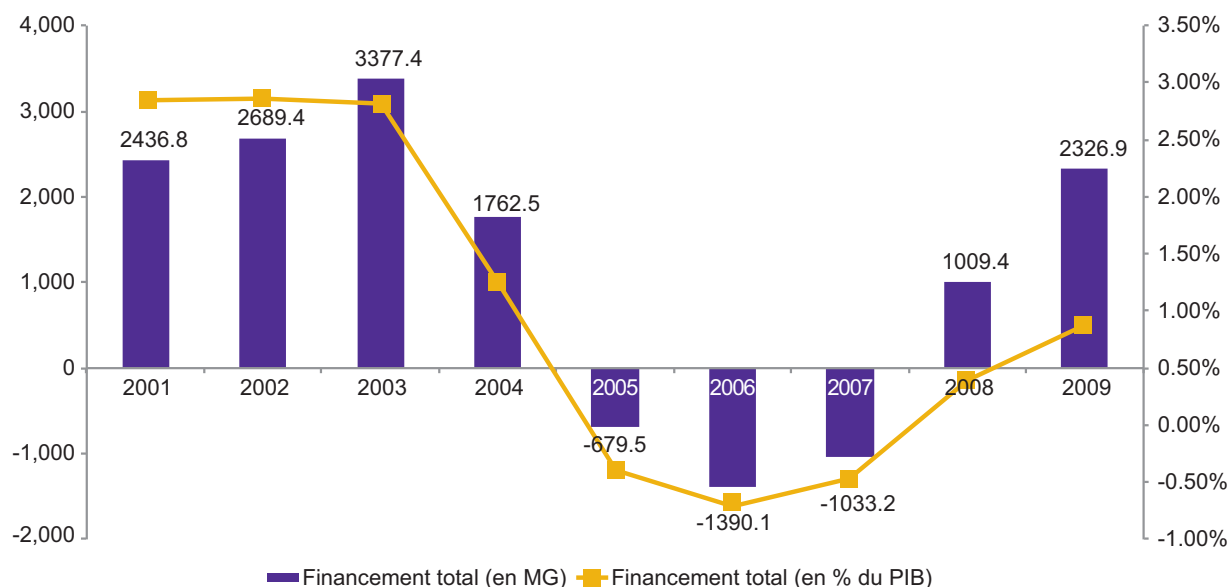


III- LES FINANCES PUBLIQUES EN 2009

Les huit premiers mois de l'exercice fiscal 2008-2009 se sont déroulés dans le cadre de la reconduction du budget 2007-2008 et la signature d'un programme financier entre les autorités monétaires et fiscales ainsi que le Fonds Monétaire International. En dépit des anticipations négatives alimentées par le retard accusé par le vote du budget 2008-2009 et les revendications sociopolitiques en faveur du salaire minimum donnant lieu à des manifestations de rue, des résultats significatifs ont été obtenus au premier semestre de l'exercice 2008-2009, notamment en matière de lutte en faveur de la réduction de la pauvreté. Sur la même lancée, le gouvernement a pu achever le premier rapport d'évaluation annuelle sur l'implémentation du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté et atteindre le point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et de l'Initiative pour l'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM).

A la fin du troisième trimestre, suite au vote du budget rectificatif par le Parlement, tout en s'engageant à maintenir la stabilité macroéconomique, le gouvernement s'est donné comme priorité de soutenir la croissance en poursuivant avec les dépenses d'investissement nécessaires à la réhabilitation des infrastructures routières, sanitaires et scolaires endommagées par le passage sur le pays des quatre ouragans successifs mentionnés antérieurement. Malheureusement, compte tenu d'un appui budgétaire très limité par rapport aux prévisions, un dépassement du financement monétaire de 120 MG a été enregistré, portant ce dernier à 2 515,2 MG, soit 0,9 % du PIB. Par ailleurs, les recettes courantes de l'exercice se sont établies à 31 303,5 MG, en hausse de 7,8 % par rapport à la cible du programme. Quant aux dépenses publiques, elles se sont chiffrées à 35 554,6 MG, représentant les 80 % des dépenses programmées.

Graphique 15.- Financement monétaire du déficit budgétaire



III.1- LES RECETTES

La performance de la politique fiscale menée au cours de l'exercice 2008-2009 a été satisfaisante malgré les dégâts causés par les catastrophes naturelles ayant frappé le pays à la fin de l'année précédente évalués à 15 % du PIB et les effets négatifs de la crise financière internationale sur l'évolution de l'économie dans son ensemble. La pression fiscale a gagné 1,1 point de pourcentage en passant de 10,6% en 2007-2008 à 11,7 % en 2008-2009. En effet, de 26 673,7 MG en septembre 2008, les recettes fiscales sont passées à 31 303,5 MG en septembre 2009, accusant ainsi une augmentation de 17,4 % contre 12,7 % au cours de l'exercice précédent, soit un gain de 4,7 points de pourcentage. Cette progression est due à la hausse simultanée des recettes internes et des recettes douanières respectivement de 10,7 % et de 13,8 % par rapport à l'exercice précédent. Par ailleurs, ces résultats peuvent être attribués au renforcement de la réforme fiscale en cours et aux différentes mesures adoptées par les autorités gouvernementales, telles que: l'automatisation des procédures de liquidation et d'encaissement à travers les 10 départements du pays, l'action constante et intensive de recouvrement des créances par le gel des comptes bancaires (disposition du décret de 2005).

Toutefois, en raison de l'absence de vignettes de véhicules comme levier important de recettes fiscales et de la mise en application tardive des nouveaux tarifs de passeport (20 juillet 2009), les recettes de l'exercice 2008-2009 sont restées en dessous des projections de 32 849,1 MG du budget.

RECETTES INTERNES

Les recettes internes ont totalisé 19 948,2 MG (7,5 % du PIB) à la fin de l'exercice 2008/2009, soit une hausse de 10,7 % par rapport à l'exercice précédent. Cet accroissement des recettes internes peut être attribué aux performances de ses composantes telles l'impôt sur le revenu, la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) et les droits d'accises suite aux mesures spécifiques visant à renforcer l'Administration fiscale, notamment la mise en réseau et l'intégration des champs d'impôt au niveau des 10 départements. Toutefois, la part des recettes internes dans les recettes courantes a diminué de 3,9 points de pourcentage, passant de 67,6 % en 2007-2008 à 63,7 % en 2008-2009.

L'impôt sur le revenu (ISR) représentant 27,3 % des recettes internes, s'est élevé à 5 449,1 MG au 30 septembre 2009 contre 5 111,1 MG au 30 septembre 2008, soit une hausse de 6,6 %. Ce résultat reflète la volonté de la Direction Générale des Impôts (DGI) d'assurer le suivi des mesures fiscales adoptées pour cerner les différentes sources de revenus des contribuables.

Passant de 8 206,7 MG en 2008 à 9 105,3 MG en 2009, la TCA a contribué à hauteur de 10,9 % à l'augmentation des recettes de l'exercice 2008-2009. Cette performance est attribuable aux efforts entrepris par les autorités fiscales dans le cadre de la mise en réseau des différentes directions régionales à travers les 10 départements du pays.

Quant aux droits d'accises, ils ont totalisé 1 979,9 MG au 30 septembre 2009 contre 1 284,1 MG à la même date de l'année précédente, soit une augmentation de 54,19 %. Ils constituent ainsi une autre source d'accroissement des recettes internes pour cet exercice. Cette évolution s'explique par la croissance des taxes sur les cigarettes, l'alcool et les produits pétroliers. Par ailleurs, au cours de l'exercice, les autorités ont procédé à des ajustements de prix à la pompe des produits pétroliers à 46 reprises dont 28 à la hausse. Ainsi, les ratios des revenus sur les prix à la pompe de la gazoline 95, de la gazoline 91, du gasoil et du kérosène ont gagné respectivement 8,44; 0,15; 1,05 et 0,50 points de pourcentage entre octobre 2008 et septembre 2009.

RECETTES DOUANIÈRES

Les recettes douanières, constituées de 53,4% de droits de douane et de 39,5% de frais de vérification, se sont élevées à 9 013,3 MG au cours de l'exercice 2008-2009 contre 7 917,3 MG durant l'exercice précédent, soit une augmentation de 13,8%. Toutefois, ce résultat reste inférieur aux projections de 10 145,7 MG du budget 2009, avec un écart de 1 132,4 MG. Les recettes provenant des droits de douane et des frais de vérification, principales composantes des recettes douanières, ont progressé respectivement de 18,5% et de 11,9%. Cette évolution positive résulte de l'action conjointe de AGD/DGI de gel de quitus fiscal grâce à une meilleure exploitation des informations du SYDONIA et surtout de la décision des responsables de l'AGD de poursuivre l'application des différentes mesures administratives adoptées en 2008.

Malgré l'évolution à la hausse des recettes douanières au cours de l'exercice 2008/2009, les principaux postes frontaliers à l'exception de celui de Malpasse, ont connu une contreperformance par rapport à l'exercice précédent. Ainsi, les recettes provenant des bureaux de Ouanaminthe sont passées de 177,3 MG en 2007/2008 à 154,7 MG en 2008/2009, celles de Belladère de 225,9 MG à 120,6 MG. En revanche, les recettes de Malpasse ont progressé de 21,5 %, passant de 695,7 MG en 2008 à 845,5 MG en 2009. Pour l'exercice 2008/2009, les 3 postes frontaliers ont contribué à 5,5 % des perceptions douanières contre 87,25 % pour Port-au-Prince et 7,25 % pour les autres villes.

PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE

Les recettes perçues par la DGI et l'AGD ont progressé respectivement de 7,2% et de 16,1% en glissement annuel. L'apport de la DGI au total des recettes internes s'est élevé à 59,5 %, soit un recul de 1,9 point de pourcentage par rapport à l'exercice 2007/2008 (61,4 %). Les recettes provenant du Bureau Central ont chuté de 6 %, passant de 2 648,8 MG au 30 septembre 2008 à 2 489 MG à la même date de l'exercice précédent. Par contre, l'Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal (UGCF), principale composante de la DGI, a collecté 7 678,6 MG durant l'exercice 2008-2009 contre 6 770,6 MG pour l'exercice 2007-2008, soit une hausse de 13,4 %. Cette performance est surtout attribuable à une bonne gestion des dossiers fiscaux des grands contribuables.

Par ailleurs, la contribution de l'AGD aux recettes internes totales est en nette augmentation au cours de l'exercice 2008-2009. En effet, elle se chiffre à 8 076,6 MG (40,50 % des recettes internes) au 30 septembre 2009 contre 6 955,6 MG (38,5% des recettes internes) un an plus tôt, soit un gain de 2 points de pourcentage. Elle demeure le meilleur point de perception de recettes internes.

Tableau 2- Structure des Recettes par Institutions

	Encours 2007-2008	En pourcentage des recettes totales	Encours 2009-2009	En pourcentage des recettes totales	Var %
DGI	11,069.90	61.41	11,871.60	59.5	7.24
Bureau Central	2,648.80	23.93	2,489.00	20.96	-6.03
UGCF	6,770.60	61.16	7,678.60	64.68	13.41
Autres Recettes Internes	1,650.50	14.91	1,704.00	14.36	3.24
Douane	6,955.60	38.59	8,076.60	40.5	16.12
Total	18,025.50	100	19,948.20	100	10.67

Source : BRH/Direction Contrôle de crédit

L'UGCF ET LE SYTEME FISCAL HAITIEN

Suite aux différents travaux de diagnostic et des recommandations de certains organismes internationaux, la DGI, dans le but de stabiliser et de sécuriser les recettes publiques, a créé en mai 1996 l'Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal. Chargée de la gestion des dossiers fiscaux des grands contribuables, l'UGCF est une unité administrative déconcentrée de la DGI ayant pour mission de donner un traitement spécial et de qualité aux grandes entreprises. En octobre 2006, la DGI, à travers l'UGCF, a publié le premier classement des grandes entreprises haïtiennes en termes de performances fiscales.

Pour l'exercice 2008-2009, la contribution des grandes entreprises représente 64,68 % des recettes de la DGI (11 871,6 MG) et 38,49 % du total des recettes internes, soit 7 678,6 MG contre 6 770,6 MG un an plutôt. Selon le classement 2009, les secteurs des télécommunications et des banques ont contribué à hauteur de 40,57 % du total des recettes de l'UGCF et les entreprises et établissements publics (OAVCT, ONA, BNC, APN, EDH) à seulement 4,51 %, soit un montant de 352 MG.

Le secteur des télécommunications, avec la Unigestion Holding SA ou DIGICEL en tête (1 313,7 MG), a contribué aux recettes fiscales générées par les grandes entreprises à hauteur de 25,64 %, soit pour un montant de 1 969,2 MG. Le secteur financier (banques, assurances, maisons de transfert) a versé 1 162,8 MG pour l'exercice 2009, soit 14,93 % du total des recettes de l'UGCF.

Les résultats de l'UGCF justifient sa présence dans le système fiscal haïtien. Dans le but de renforcer ses capacités opérationnelles et de lui donner les moyens nécessaires sur le plan technique et légal dans l'accomplissement de sa mission, la DGI vient de déposer devant le Parlement la loi organique de la Direction des Grands Contribuables (DGC).

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES RECETTES

L'analyse de la structure des recettes fiscales durant l'exercice 2008-2009 indique que les impôts indirects à la consommation de biens et services demeurent la source principale de revenus pour le Trésor Public. Ils représentent 64,2 % du total des recettes fiscales en 2009 contre 65,3 % en 2008, soit un léger recul de 1,1 point de pourcentage. Ceci peut être expliqué par les pertes de 1,7 point de pourcentage de la TCA et de 0,9 point de pourcentage des recettes douanières en glissement annuel.

Quant aux droits d'accises, leur contribution aux recettes totales a augmenté de 1,51 point de pourcentage. La part des impôts directs sur les revenus et les bénéfices dans les recettes internes est passée de 17,81 % en 2007-2008 à 15,95 % en 2008-2009. Celle-ci a baissé de 1,86 point de pourcentage en raison de la régression des composantes telles : « Impôts sur les sociétés et autres personnes morales » et « Impôts sur les personnes physiques ».

Tableau 3- Évolution de la structure des recettes (en %)

	Exercice 07	Exercice 08	Exercice 09
Recettes totales	100.00%	100.00%	100.00%
Impôts directs sur le revenu et les bénéfices	17.60%	17.81%	15.95%
Sociétés et autres personnes morales	8.58%	6.81%	5.57%
Personnes physiques	9.02%	10.99%	10.38%
Impôts indirects à la consommation	65.71%	65.26%	64.21%
TCA	28.92%	30.77%	29.09%
Accises	7.54%	4.81%	6.32%
Recettes douanières	29.26%	29.68%	28.79%
Autres	16.68%	16.93%	19.85%

Source : BRH/Direction Contrôle de crédit

III.2- DÉPENSES

Les dépenses exécutées par l'Administration Centrale dans le cadre du budget de l'exercice 2008-2009 se sont chiffrées à 35,6 milliards de gourdes, ce qui correspond à une augmentation de 17,2 % par rapport à l'exercice 2007-2008. Ces dépenses représentent 13,32 % du PIB contre des projections de 16,65% dans le cadre du programme économique du gouvernement. Comme pour l'année précédente, elles n'ont pas atteint le niveau programmé. Pour le premier trimestre par exemple, elles sont restées en dessous des prévisions de 27 043 MG établies en raison des contraintes liées aux sous-dotations budgétaires de certaines institutions. Toutefois, le budget rectificatif permettant de remédier à cette situation d'insuffisance de crédits par une réallocation des ressources disponibles n'a pu être voté par le parlement que le 2 juin 2009. Ce retard explique la raison pour laquelle l'objectif des dépenses révisé à 44,4 milliards de gourdes n'a pas été atteint à la fin de l'exercice.

La structure des dépenses publiques n'a pas subi de modification au cours de l'exercice 2008-2009. Toutefois, les dépenses d'investissement financées sur ressources internes ont baissé légèrement en se chiffrant à 5 949,1 MG.

DÉPENSES COURANTES

Les dépenses effectuées par le gouvernement haïtien en vue de faire face à ses obligations courantes ont totalisé 29 605,3 MG au 30 septembre 2009, ce qui représente une hausse de 21,8 % en glissement annuel. Celles-ci sont réparties de la manière suivante : 87,8 % à la consommation publique; 4,5 % au service de la dette et 7,7 % aux subventions et transferts.

La moyenne mensuelle des dépenses courantes a été de 2 467,1 MG en 2008-2009 contre 2 025,01 MG en 2007-2008, soit une augmentation de 442,1 MG. Cette évolution à la hausse a été enregistrée sous la poussée de l'augmentation des dépenses en biens et services de 18,5 %, des paiements d'intérêts de 83,0 % et des subventions et transferts de 39,6 %. Les dépenses en biens et services ont évolué à la hausse au cours de l'exercice, passant de 21 943,60 MG en 2007/2008 à 25 999,5 MG en 2008/2009. Cette progression de 18,5 % est due aux contributions des sous-rubriques « Traitements et Salaires » et « Autres Achats de Biens et Services » qui ont accusé des hausses respectives de 12,5 % et de 26,9 %. Toutefois, l'extension de la masse salariale s'explique principalement par de nouveaux recrutements qui se sont traduits par une augmentation de 2 % de l'effectif de la Fonction Publique en 2008-2009 contre 13 % en 2007-2008, soit 60 572 employés par rapport à 59 376 précédemment.

En totalisant 2 269,5 MG en 2008-2009 contre 1 626,2 en 2007-2008, les dépenses de transferts et de subventions ont progressé de 39,6 %. De ces dépenses, la contre-valeur en gourdes de 66,3 millions de dollars ÉU a été transférée à la compagnie Sogener pour le paiement des services fournis à l'EDH.

Les dépenses d'intérêts sur la dette publique ont augmenté de 83,0 %, passant de 730,2 MG en 2007-2008 à 1 336,4 MG en 2008-2009. Cette hausse de 606,2 MG est due principalement au comportement de sa composante interne qui a observé une évolution positive de 827,5 MG pour la période. Par contre, la dette externe a diminué de 30,3 % en raison des accords relatifs à sa consolidation signés avec le Club de Paris afin de renforcer sa soutenabilité. En effet, au début de l'exercice antérieur, le gouvernement de la République d'Haïti avait pris l'initiative de solliciter de tous ses créanciers externes des conditions d'allègement et de rééchelonnement de sa dette. Le respect par l'État haïtien des clauses de ces accords lui a valu l'annulation d'une tranche de 1,2 milliard de dollars ÉU pour l'exercice 2008-2009.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Au cours de l'exercice 2008-2009, les dépenses de capital exécutées dans le cadre du programme d'investissement public ont atteint 5 949,1 MG contre 6 046,0 MG en 2007-2008, affichant ainsi une baisse de 1,6 %. La tendance baissière des dépenses d'investissement financées à partir des ressources internes découle en partie des problèmes de décaissement de fonds externes en appui à la composante « Projets et programmes ».

Au Ministère de l'Économie et des Finances, 5,6 % du programme d'investissement a été alloué. La priorité a été accordée à l'amélioration de la perception des recettes publiques, au renforcement du Ministère en matière de contrôle fiscal, à la modernisation de la gestion du fonds de pension, à l'orientation de la politique économique de l'État, à l'allègement des procédures d'exécution des dépenses et à l'efficacité de la gestion des finances publiques.

Au Ministère de la Planification, lequel a reçu 23,2 % des ressources, la quasi-totalité de ces fonds a été consacrée afin d'assurer la régulation et l'efficacité du processus de budgétisation annuelle du Programme d'Investissement Public (PIP) et à encadrer les Collectivités Territoriales.

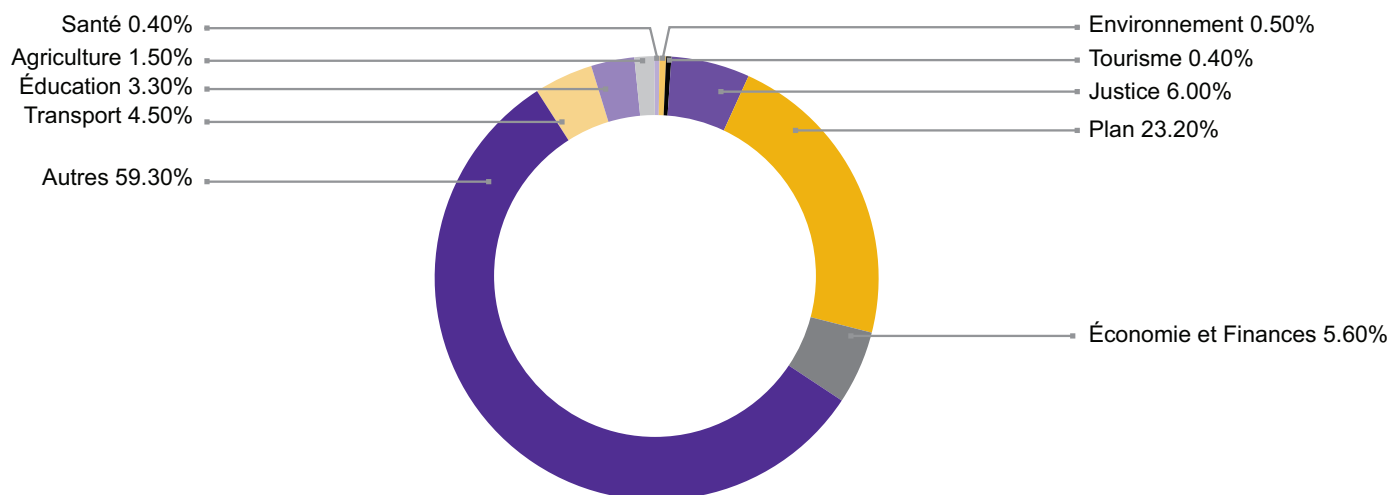
Au Ministère des Travaux Publics qui a bénéficié de 4,5 % des fonds d'investissement, les dépenses visaient la réhabilitation des routes rurales, la réparation des dégâts causés par les intempéries, le réaménagement des ports et aéroports du pays et l'entretien des infrastructures existantes.

Au Ministère de la Justice où les investissements ont représenté 0,6 % des dépenses d'investissement, une bonne partie de celles-ci a été effectuée, entre autres, pour réformer la justice et l'État, lutter contre la détention prolongée, rénover et moderniser le système d'enregistrement de transcription d'acte civil.

Et, finalement les parts suivantes ont été ainsi allouées :

- 1,5 % au Ministère de l'Agriculture afin d'augmenter principalement la production et la productivité de ce secteur;
- 3,3 % au Ministère de l'Éducation Nationale pour accroître l'offre d'éducation et améliorer sa qualité à tous les niveaux;
- 0,4 % au Ministère de la Santé pour étendre la couverture sanitaire et contrôler l'hygiène de l'environnement;
- 0,4 % au Ministère du Tourisme en vue de valoriser les ressources touristiques du pays et promouvoir l'investissement dans ce secteur;
- 0,7 % au Ministère des Affaires Sociales afin de financer le programme de restaurants communautaires, renforcer les structures d'accueil et des centres d'hébergement pour la réinsertion sociale, gérer les problèmes liés au travail et le parc de logements sociaux;
- 0,5 % au Ministère de l'Environnement pour rénover le Système National de Gestion de l'Environnement et promouvoir la conservation des sols et la protection des bassins versants;
- 59,3 % aux autres Ministères pour procéder, entre autres, à une redynamisation de leurs structures.

Graphique 16.- Structure en % des dépenses d'investissement par secteur d'activité en 2009



III.3- LE FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE EN 2009

Au 30 septembre 2009, les opérations financières du gouvernement se sont soldées par un déficit global de 2 326,9 MG, soit 0,9 % du PIB. Ce déficit, accumulé en grande partie au cours du premier semestre, est dû, entre autres, aux dépenses d'urgence liées aux passages successifs de quatre (4) cyclones au cours du quatrième trimestre de l'exercice précédent et dont les dégâts ont été évalués à environ 15 % du PIB.

Le financement externe a enregistré un solde net négatif de 129,6 MG. Ce solde résulte des dons externes au comptant pour un montant de 900,2 MG et de l'amortissement de la dette extérieure pour un montant de 1 029,8 MG.

Quant au financement interne, il a totalisé 2 456,6 MG, représentant 0,9 % du PIB en raison d'un remboursement de 79,5 MG aux banques commerciales. Le financement monétaire a clôturé l'exercice avec une augmentation nette des engagements du gouvernement central de 2 515,2 MG qui est réparti comme suit :

- une augmentation de la position nette du trésor d'un montant de 4 268,1MG;
- une augmentation des dépôts nets de l'ordre de 1 609,3 MG;
- un remboursement des arriérés d'intérêts de l'ordre de 11,4 MG et;
- une augmentation des autres créances de 128,6 MG.

III.4- ÉVALUATION DU PROGRAMME FRPC POUR L'EXERCICE FISCAL 2009

Dans l'ensemble, les objectifs du programme financier signé entre le gouvernement et le FMI ont été réalisés. Tous les critères de performance ont été respectés à l'exception du crédit net de la BRH au gouvernement central. En effet, au 30 septembre 2009, le crédit net de la BRH au gouvernement central a dépassé la cible du programme pour se chiffrer à 2 515 MG contre un objectif fixé de 2 395 MG. Quant aux recettes collectées au profit du Trésor pour l'ensemble de l'exercice, elles ont dépassé de 688 MG les prévisions du budget rectifié. De leur côté, les dépenses totales effectuées par l'Administration Centrale sont restées en deçà des prévisions du programme en fin d'exercice et ce, malgré une croissance annuelle de 17,2 %. Ces dernières se sont établies à 35 554,6 MG, ce qui représente 80 % des prévisions établies dans le cadre du budget rectificatif.

Tableau 4- Évolution du déficit du gouvernement central financé par la BRH (en MG)

Rubriques/Exercices	2006/2007	2007/2008	2008/2009
1. Position nette du Trésor	4, 613,178.5	3, 311,262.2	4, 268, 097.0
2. Dépôts de l'État	5, 842,756.9	3, 369,057.7	1, 609,340.6
3. Arriérés d'intérêts	-138,199.40	1,775.00	-11,411.20
4. Autres créances	24,300.40	-79,699.90	128, 595.2
5. Comptes spéciaux	394,468.20	-241,706.50	3,630.30
Financement monétaire	-949,009.20	-377,427.00	2,515.20

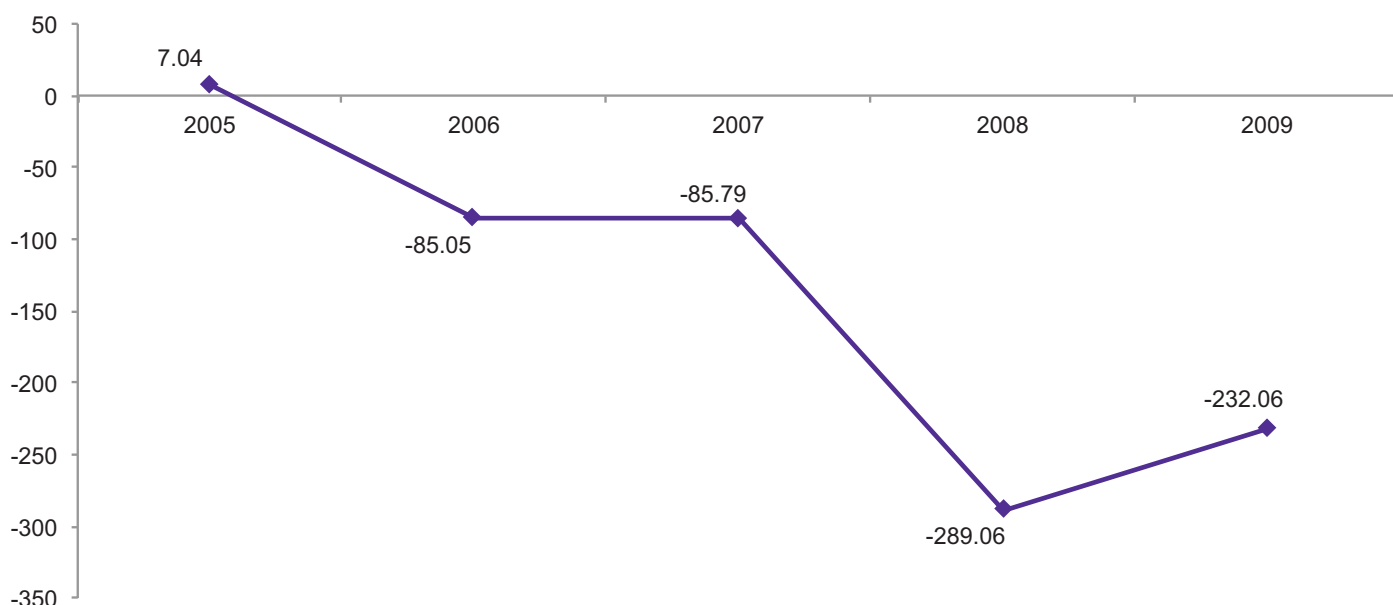
Source : BRH/Direction Contrôle de crédit

IV- LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2009

En 2009, le secteur externe a évolué dans un environnement marqué par la crise financière internationale et ses effets perturbateurs sur le marché du travail dans les pays industrialisés, entraînant la perte de milliers d'emplois. La situation de chômage de longue durée enregistrée notamment en Amérique du Nord et dans la Zone Euro s'est traduite par la baisse des transferts privés des immigrants évoluant dans ces pays vers leurs pays d'origine. Haïti n'a pas été épargné par cette crise, dans la mesure où l'on a enregistré une certaine stagnation des envois de fonds des travailleurs émigrés, lesquels constituent habituellement un support significatif au solde des comptes courants. Toutefois, les remises de dettes successives bénéficiées par le pays auprès de ses principaux créanciers ont fait baisser les sorties de fonds liées au service de la dette (remboursements du principal et des charges d'intérêts), ce qui, en fin de compte, a contribué à assurer l'équilibre de la balance des paiements.

Les transactions courantes ont connu une amélioration sous l'effet de la baisse marquée du solde déficitaire des biens et services. Elles se sont élevées à 232 millions de dollars ÉU contre 289 millions en 2008, soit un déficit estimé à 3,5 % du PIB. Les investissements directs étrangers ont accusé une hausse de 27,35 % en s'inscrivant à 37,95 millions de dollars ÉU. Par ailleurs, les remises totales de dettes ont atteint près de 893,39 millions de dollars ÉU et un montant de 239,89 millions de dollars ÉU a été accumulé au titre des avoirs de réserves brutes.

Graphique 17 : Évolution du solde des transactions courantes



IV.1.- LE SOLDE DES COMPTES COURANTS EN 2009

LE SOLDE DES BIENS ET SERVICES

Le déficit des transactions courantes provient de celui dégagé sur les échanges de biens qui a atteint près de 1,9 milliard de dollars EU, en dépit d'une réduction de 8,43 % par rapport à l'exercice précédent. Le déficit du solde des services s'est amélioré de 1,11 % pour s'inscrire à près de 399 millions de dollars, avec un effet contributif à la réduction du déficit du compte courant.

Tableau 5- Résumé de la Balance des Paiements (en millions de dollars EU)

	2003	2004	2005	2006	2007 (P)	2008 (P)	2009 (P)
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	-44.11	-62.87	7.04	-85.05	-85.79	-289.06	-232.06
Biens et services	-946.48	-1,043.55	-1,247.81	-1,452.48	-1,605.26	-2,020.82	-1,879.94
Crédit	470.51	518.49	605.07	689.10	779.20	832.97	932.77
Débit	-1,416.99	-1,562.04	-1,852.88	-2,141.58	-2,384.46	-2,853.80	-2,812.71
Biens	-782.20	-833.63	-848.90	-1,053.05	-1,182.13	-1,617.55	-1,481.14
Crédit	333.83	376.86	459.61	495.17	522.09	490.20	551.00
Débit	-1,116.03	-1,210.49	-1,308.51	-1,548.22	-1,704.22	-2,107.76	-2,032.14
Services	-164.28	-209.92	-398.91	-399.43	-423.13	-403.27	-398.80
Crédit	136.68	141.63	145.46	193.93	257.11	342.77	381.77
Débit	-300.96	351.55	-544.37	-593.36	-680.24	-746.04	-780.57
Revenus	-14.28	-12.34	-35.04	6.63	2.19	5.55	12.66
Crédit		0.00	0.00	18.69	21.78	28.03	31.13
Débit	-14.28	-12.34	-35.04	-12.06	-19.59	-22.48	-18.47
Transferts courants	916.65	993.02	1,289.89	1,360.80	1,517.28	1,726.21	1,635.22
Crédit:	948.00	1,031.54	1,349.57	1,436.32	1,613.69	1,843.29	1,770.05
Dons officiels	137.00	100.00	363.42	373.45	391.60	473.54	394.50
Transferts privés		931.54	986.16	1,062.87	1,222.09	1,369.75	1,375.55
Débit	-31.35	38.52	-59.69	-75.52	-96.41	-117.08	-134.82
B. COMPTE DE CAPITAL	-	-	-	-	-	-	893.39
Crédit	-	-	-	-	-	-	893.39
Débit	-	-	-	-	-	-	-
C. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES	-48.46	23.09	13.35	139.50	138.30	308.19	-470.54
Investissements directs	13.80	5.90	26.00	160.60	74.50	29.80	37.95
Autres Investissements	-62.26	17.19	-12.65	-21.10	63.80	278.39	-508.49
Administrations publiques	22.12	-14.24	51.93	39.57	51.51	284.11	-760.29
Décaissements	-	-	-	-	-	333.87	224.81
Amortissements	-	-	-	-	-	49.76	931.67
dont annulation de la Dette	-	-	-	-	-	-	893.39
Secteur bancaire (net)	-48.78	24.23	-70.76	-83.46	14.43	-141.71	56.54
Secteur non bancaire (net)	-40.00	5.00	6.00	19.80	-2.00	86.00	19.00
Autres avoirs et engagements(nets)	4.40	2.20	0.18	2.99	-0.14	49.99	122.82
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	84.38	78.09	13.53	39.50	145.54	78.47	-45.76
BALANCE GLOBALE (A+B+C+D)	-8.19	38.31	33.92	93.95	198.05	97.60	150.47
E. FINANCEMENT	8.19	-38.31	-33.92	-93.95	-198.05	-97.60	-150.47
Avoirs de réserve 1/	25.15	-50.10	-21.97	-108.87	-208.27	-170.51	-239.89
Utilisation des crédits et prêts du FMI	-14.87	-6.75	8.48	12.43	23.21	49.21	64.84
Autres Engagements 2/	0.87	1.15	1.63	0.80	0.47	0.72	3.09
Variation des arriérés de paiement 3/	-2.96	17.39	-22.06	1.69	-38.04	-	-
Remise de dette	-	-	-	-	21.01	18.66	17.87
Reéchelonnement obtenu	0.00	0.00	0.00	0.00	3.58	4.33	3.63
Pour mémoire							
Assistance externe	144.25	79.06	406.79	423.87	464.14	831.42	-247.52
Dons officiels 4/	137.00	100.00	363.42	373.45	391.93	458.25	394.50
Prêts nets	7.25	-20.94	43.37	50.42	72.21	373.17	-642.02
En pourcentage du PIB							
Compte de transactions courantes (incluant dons officiels)	-1.50	-1.69	0.99	-1.51	-0.01	-4.61	-3.45
Compte de transactions courantes (hors dons officiels)	-6.15	-4.43	-8.36	-9.23	-5.93	-10.41	-9.47
Exportations de biens et services	15.99	14.33	13.94	14.37	11.78	11.37	14.17
Importations de biens et services	-48.14	-43.89	-42.96	-44.16	-34.71	-38.95	-42.75
Balance globale	-0.28	1.01	1.17	1.94	2.41	1.38	2.29

Sources : Banque de la République d'Haïti (BRH)

Banque des Règlements Internationaux (BRI)

(P) : Données provisoires Le signe (-) signifie une augmentation

1/ Variation des avoirs de réserve bruts

3/ Sans signe = accumulation; (-) = remboursement

2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales

4/ Transferts publics (appellation des anciennes éditions du Manuel de BDP)

Le taux d'ouverture de l'économie, mesuré par la somme des importations et exportations de biens et services rapportée au PIB, est passé de 56,30 % en 2008 à 57,09 % en 2009. D'autre part, le taux de couverture, soit le ratio des exportations rapportées aux importations, a augmenté de plus de trois points de pourcentage à 27,11 % en raison d'un rythme d'accroissement plus marqué des exportations par rapport aux importations.

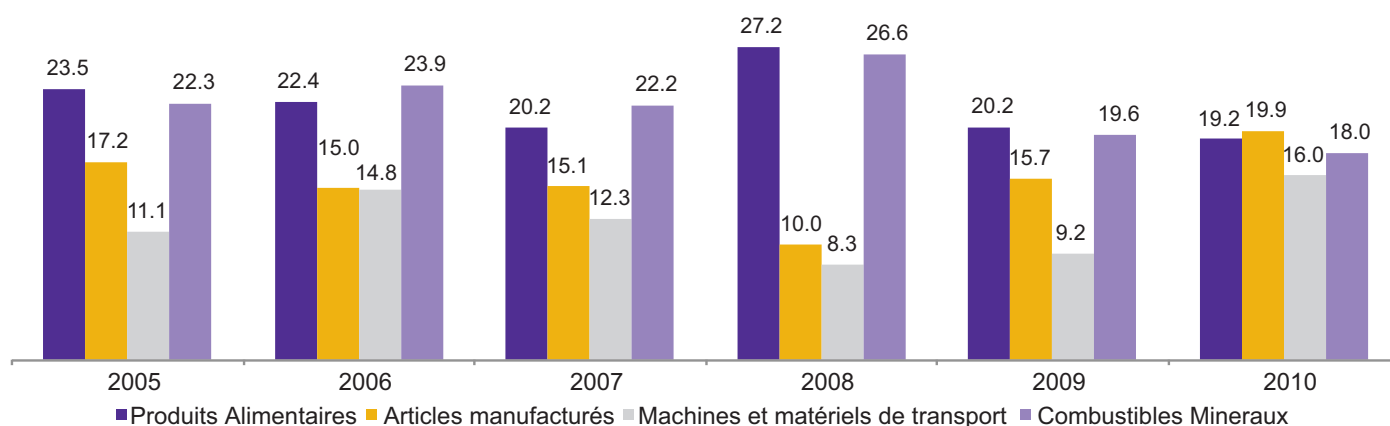
LA BALANCE COMMERCIALE/SOLDE DES BIENS

En diminution de 8,43 %, le déficit du solde commercial est évalué à 1,48 milliard de dollars ÉU en 2009, après s'être inscrit à près de 1,62 milliard en 2008. Ce résultat est tributaire d'un accroissement de 12 % des exportations et d'une contraction d'environ 3,59 % des importations. Toutefois, en valeur absolue, les exportations restent insuffisantes pour combler le fossé de la balance commerciale à cause du poids des importations dans le commerce extérieur: 78,67 % en 2009.

IMPORTATIONS

Les importations, totalisant plus de 2 milliards de dollars ÉU, sont en baisse de 4 %. Cette diminution reflète celle enregistrée au niveau de ces principales composantes: produits alimentaires, combustibles minéraux, machinerie et équipement, et articles manufacturés. Pris ensemble, ces quatre groupes de produits ont représenté près de 70 % du total des importations en 2009.

Graphique 18 : Part relative des importations



Les importations de produits alimentaires se sont établies à 483,98 millions de dollars ÉU, après le niveau record de 616 millions de dollars ÉU atteint en 2008, soit une baisse de 22 %. Cette évolution est d'abord la résultante d'un effet valeur, dans la mesure où les prix des principales denrées alimentaires ont diminué considérablement; en particulier, celui du riz qui a chuté de manière significative sur le marché international passant de 826 dollars ÉU la tonne métrique en septembre 2008 à 532 dollars ÉU en septembre 2009, soit une baisse 35 %. Parallèlement, les efforts déployés par les autorités haïtiennes dans le secteur agricole ont permis d'atteindre une hausse de 25 % de la production agricole en 2009.

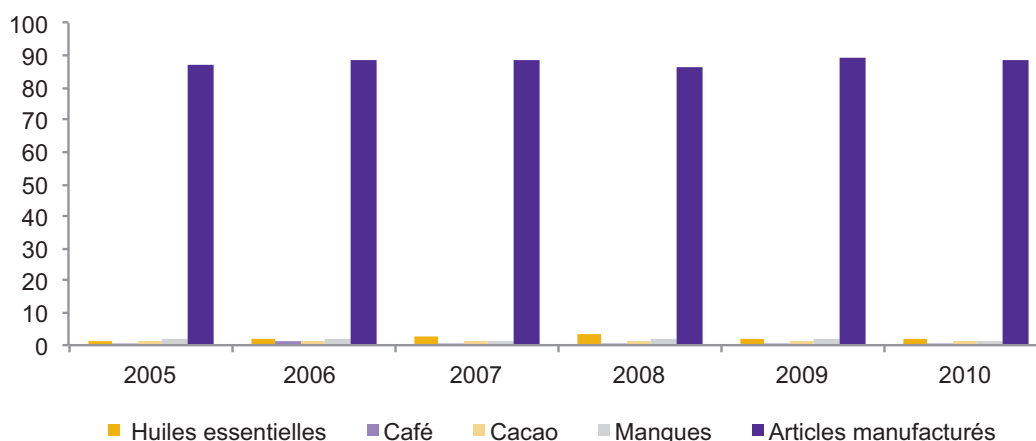
Les turbulences financières liées à l'effondrement du marché de crédit au niveau international, ont entraîné une accalmie qui a provoqué la chute des cours des produits pétroliers sur les marchés mondiaux. Cette diminution du cours du pétrole sur le marché international a largement contribué à la réduction de la facture pétrolière du pays. En glissement annuel, le baril de Brent s'est replié de 32 %. Ce repli du cours s'est manifesté par une compression de 36 % de la valeur des importations de ce produit, alors que le volume a augmenté de 12 %.

Les articles manufacturés, représentant 17 % des importations globales, se sont accrus de 54 %. Le groupe « Machines et Matériels de transport » représentant 9 % de l'ensemble des importations totales n'a varié que de 5 %.

EXPORTATIONS

Les recettes d'exportations pour l'exercice 2009 se sont établies à 551 millions de dollars ÉU, soit une progression de 12,40 %, par rapport à 2008. Elles ont été, une fois de plus, largement dominées par le secteur d'assemblage, lequel a représenté 89 % des exportations totales. Les exportations du secteur d'assemblage destinées au marché américain ont fait un bond en 2009, ayant bénéficié des effets positifs de la loi HOPE II qui offre aux intervenants la possibilité de s'approvisionner en intrants à des prix compétitifs auprès d'autres pays. Avec un poids aussi élevé, la sous-traitance continue de doper les exportations haïtiennes. La loi HOPE II a permis aux acteurs nationaux d'intégrer l'ajout d'un plus grand contenu local dans la confection des vêtements.

Graphique 19 : Part relative des principaux produits exportés



Les exportations de café vers les marchés traditionnels ont de nouveau régressé pour se stabiliser autour de 2,65 millions de dollars ÉU, soit une baisse de 24 %. Cette diminution ne semble pas cadrer avec les réformes mises en œuvre et les efforts de l'Institut haïtien de café allant dans le sens de la recherche d'une expansion de la production.

Les exportations de cacao ont connu une croissance timide de 2 % pour atteindre 7,42 millions ÉU. Toutefois, la hausse du cours mondial de ce produit (18 % en 2009) a encouragé le maintien et le renforcement de sa culture.

Avec un taux de croissance de 11 %, les exportations de mangues s'imposent de plus en plus dans l'éventail des produits échangés avec l'extérieur. Elles sont estimées à 11,07 millions de dollars ÉU au cours de l'année 2009.

Les exportations d'huiles essentielles, avec un poids relatif non négligeable, ont considérablement régressé en 2009. Leurs recettes ont régressé de 46 % pour ne totaliser que 9,8 millions de dollars ÉU après s'être chiffrées à plus de 18 millions de dollars ÉU au cours de l'année précédente.

SERVICES

Le solde déficitaire des services s'est légèrement contracté (1 %) en 2009. Ce fléchissement découle d'un accroissement de 4,62 % des dépenses et d'une augmentation de 11,37 % des recettes. En dépit de la situation difficile du marché de l'emploi aux États-Unis d'Amérique, nos compatriotes de la diaspora ont été nombreux à visiter le pays, ce qui a largement contribué à cette croissance du côté crédit.

Le taux d'effort d'exportation, mesuré par le rapport des exportations de biens et services au PIB, a progressé de 12,72 % à 14,22 % de 2008 à 2009.

TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants ont atteint plus de 1,6 milliard de dollars ÉU en 2009 (1 635,22 millions), enregistrant toutefois une baisse de 5,27 % par rapport à 2008. Les envois de fonds des travailleurs émigrés représentant près de 78 % du crédit des transferts ont quasiment stagné. Ils ont atteint 1 375,5 millions ÉU en 2009 contre 1 369,7 millions en 2008 alors que les transferts de fonds des Haïtiens vers l'extérieur ont augmenté de 15 %.

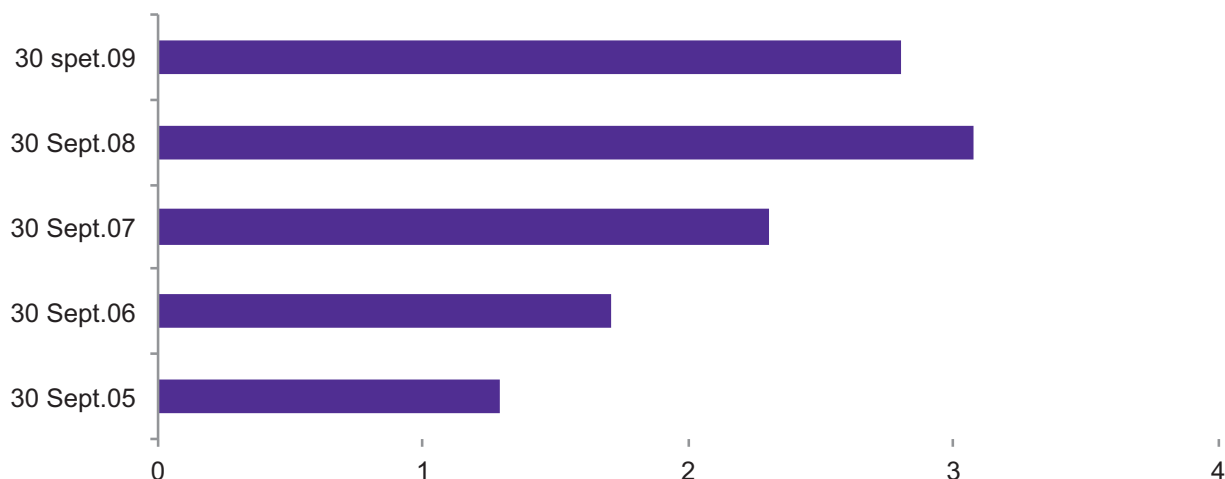
IV.2.- LE COMPTE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Les différentes remises de dettes reçues par le pays en 2009 ont contribué à un écart favorable au niveau du solde des opérations financières. Bien que rangés dans la catégorie des amortissements au niveau de la présentation analytique de la balance des paiements, les allègements n'occasionnent pas de sorties de fonds pour le pays, mais des facilitations octroyées par les organismes et États amis du pays face aux difficultés de dettes non soutenables.

Le solde des Autres Investissements a accusé des sorties nettes de 508,49 millions de dollars ÉU. Ceci s'explique par les différentes initiatives d'annulation de dettes bénéficiées par les administrations publiques et qui se sont élevées à 893,39 millions de dollars ÉU. Le secteur bancaire a accusé des entrées nettes de fonds de l'ordre de 56,54 millions de dollars ÉU.

Les investissements directs étrangers ont connu une croissance de 27,34 % pour se hisser à environ 37,95 millions de dollars É.U. Cette situation traduit le retour de la confiance des investisseurs étrangers qui sont prêts à engager des fonds dans un environnement économique relativement stable. Le secteur de la sous-traitance et celui des services hôteliers sont les principaux artisans de ce regain d'espoir.

Graphique 20.- Réserves brutes en mois d'importations

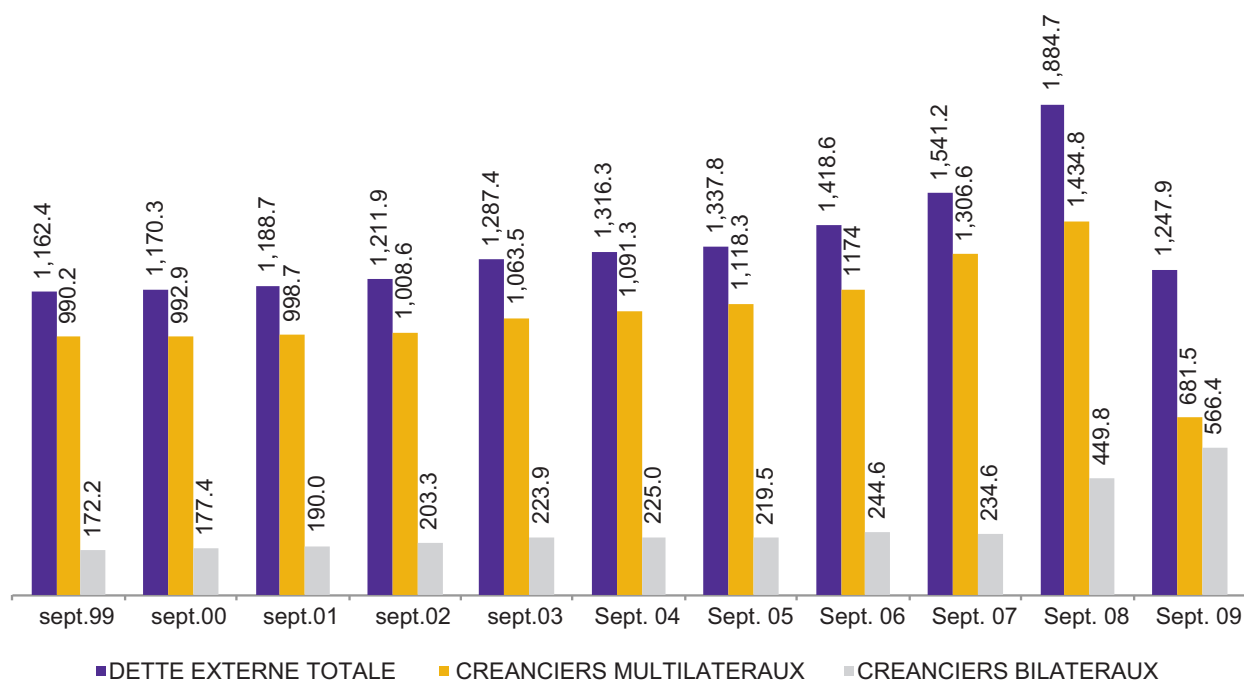


V- LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2009

V.1- L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE

L'encours de la dette publique externe a chuté de 33,79 % en septembre 2009 par rapport à l'année précédente. Cette baisse significative est essentiellement due à l'annulation d'une partie de la dette survenue en juillet 2009 suite à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE le 30 juin 2009. Cette chute de l'encours survient en dépit du fait que les décaissements nets soient positifs, ce qui traduit l'importance des montants éliminés par rapport à ceux qui ont été décaissés.

Graphique 21.- Encours de la dette Publique externe au 30 septembre 2009 (millions de dollars ÉU)



V.1.1.- LES CRÉANCES BILATÉRALES

Les créances bilatérales, représentant 45,39 % de la dette externe à la fin de l'exercice 2009, ont augmenté de 25,92 % par rapport à 2008 pour se chiffrer à 566,44 millions de dollars ÉU. Cette augmentation est imputable aux décaissements de l'ordre de 295 millions de dollars ÉU effectués dans le cadre de l'accord « Petro Caribe » (PDVSA), portant actuellement le Venezuela à la position de leader parmi les créanciers bilatéraux avec un portefeuille équivalent à plus de la moitié de la dette bilatérale, soit 52,11 %. Ensuite viennent la Chine Taipei et l'Italie qui représentent respectivement 15,83 % et 10,30 % de l'encours bilatéral. En dernière position, on retrouve l'Espagne et la France qui totalisent 21,40 % de cet encours. Notons enfin que la dette d'Haïti envers les États-Unis a fait l'objet d'une remise totale au cours de l'année 2009.

V.1.1.- LES CRÉANCES MULTILATÉRALES

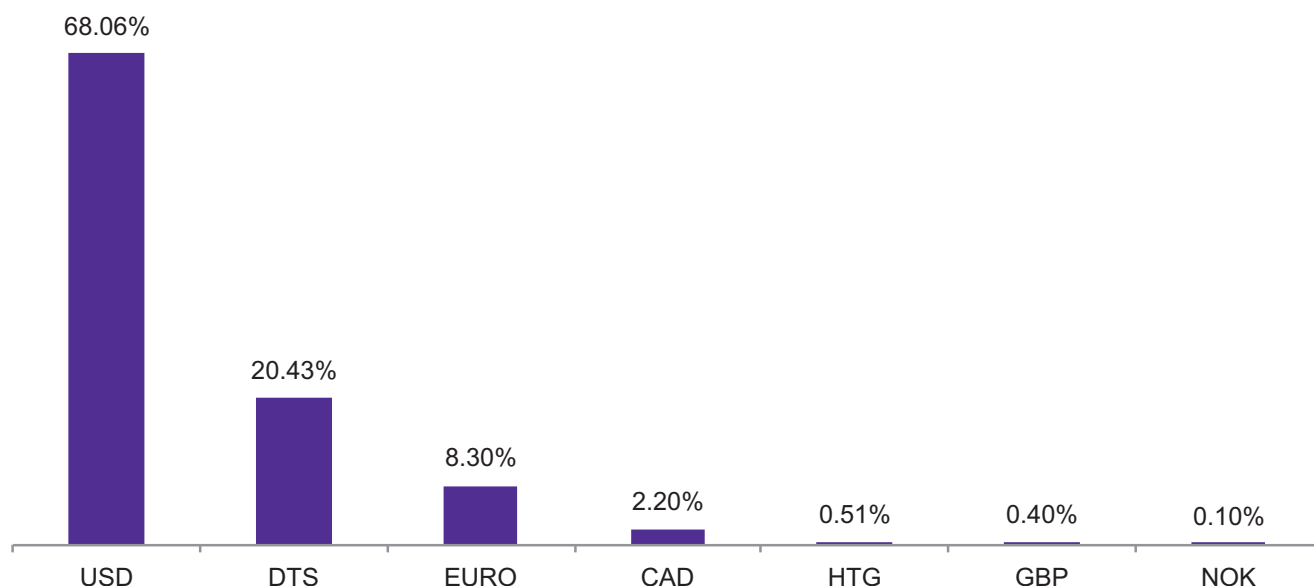
La dette multilatérale au regard du stock total s'est élevée à 54,61 % en 2009 contre 76,13 % l'année précédente. Cette diminution de l'encours multilatéral s'explique par les allègements de dette venant des créanciers multilatéraux. En effet, l'encours de la dette envers les créanciers multilatéraux s'est chiffré au 30 septembre 2009 à 681,47 millions de dollars ÉU, ce qui représente 52,51 % en moins de l'encours au 30 septembre 2008, qui s'était élevé à 1 434 7 million de dollars ÉU. Cette baisse significative enregistrée au niveau du stock de la dette multilatérale provient en grande partie de l'annulation de 91,13 % du stock dû à l'IDA et de 51,94 % de celui envers la BID. Les créances multilatérales sont réparties comme suit : la BID (61,37 %), FMI (32 %) et FIDA (6,63 %).

V.2.- STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE PAR TYPES DE DEVISES

Au 30 septembre 2009, la plus grande partie du portefeuille de la dette publique externe est libellée en dollars ÉU et représente 68,06 %. Les Droits de Tirages Spéciaux (DTS), deuxième composante de l'encours, suit de très loin le dollar avec une participation de 20,43 % dans le stock total, et les autres devises y contribuent pour 11,51 %.

Le DTS, instrument de réserve internationale utilisé comme unité par certains organismes internationaux, est constitué de quatre principales monnaies telles: le dollar à 45 %, l'Euro 29 %, la livre sterling 11 % et le yen japonais 15 %. De la même façon, la variation des autres devises par rapport au dollar ÉU a pesé de manière significative dans l'évolution de l'encours de dette externe du pays.

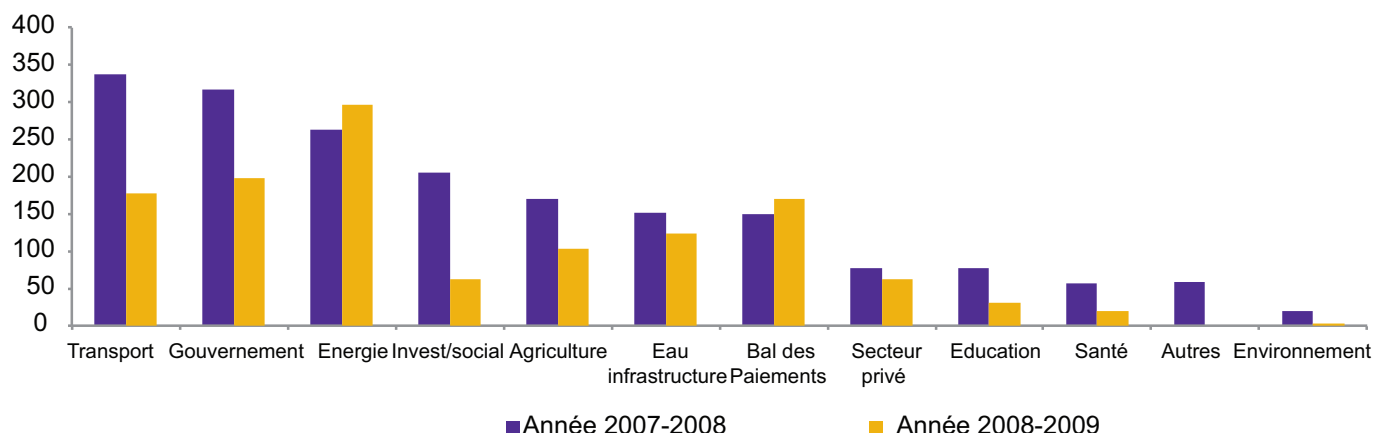
Graphique 22.- Structure de l'encours de la Dette Publique par type de devise en 2009



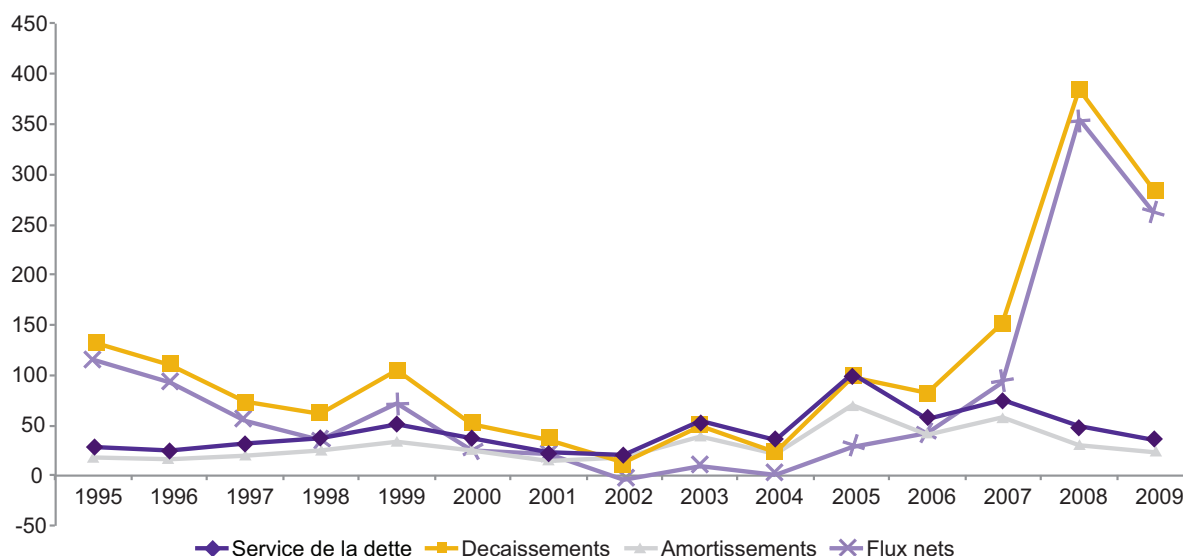
V.3.- RÉPARTITION DE L'ENCOURS DE LA DETTE PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

L'exercice fiscal 2008-2009 a été surtout marqué par un transfert observé au niveau des secteurs les plus performants au cours de l'année précédente. Les secteurs : Énergie, Gouvernement, Transport et Balance des Paiements se partagent les 67,53 % de l'encours de la dette accumulée à la fin de septembre 2009, avec une prédominance du secteur Énergie. Les secteurs Eau/Infrastructure et Agriculture se retrouvent dans une position intermédiaire en accusant à eux deux les 18,24 % du total et les 14,23 % restant sont attribuables aux Autres secteurs.

Graphique 23.- Répartition de la dette par secteur économique



Graphique 24.- Évolution des décaissements, des amortissements, du Service de la dette et des flux nets (en millions de dollars EU)



B- LE SYSTÈME BANCAIRE EN 2009: VUE D'ENSEMBLE

Au 30 septembre 2009, l'actif du système bancaire est évalué à 107,91 milliards de gourdes, soit une hausse de 7,6 % (+7,61 milliards de gourdes) par rapport au 30 septembre 2008. Le taux de dollarisation de l'actif bancaire a régressé de 1,59 point de pourcentage en 2009, pour se fixer à 53,16 % en dépit d'une forte appréciation du dollar américain (le taux de change est passé de 39,9535 HTG/ÉU en septembre 2008 à 41,7737 HTG/ÉU en septembre 2009). Cependant, si les actifs en devises converties en gourdes ont crû de 5,32 % entre septembre 2008 et septembre 2009 (54 078,58 MG à 56 954,24 MG), cela est dû à l'effet de change car le volume d'actifs en dollars n'a augmenté que de 0,73 % (1 353,54 millions de dollars ÉU à 1 363,40 millions).

L'activité bancaire s'est encore intensifiée en 2009. A la fin de l'exercice, le volume des dépôts totaux captés a progressé de 9,14 % pour atteindre 92,46 milliards de gourdes, représentant 85,68 % de l'actif bancaire. Il en est de même du portefeuille de crédit brut, chiffré à 35,40 milliards de gourdes par suite d'une variation à la hausse de 13,50 %. En outre, la qualité du portefeuille s'est quelque peu améliorée de 1,21 point de pourcentage, le taux d'improductifs passant de 9,69 % à 8,48 %. Par ailleurs, le taux de couverture a progressé de 3,26 points de pourcentage pour s'établir à 69,64 % en septembre 2009.

L'encours des Bons BRH a crû de 1,7 % en 2009 (contre une croissance de 4,3 % en 2008) pour atteindre 9,55 milliards de gourdes. Les taux accordés sur ces bons ont fléchi au cours de l'exercice. Les taux sur les bons à échéance de 7, 28 et 91 jours ont baissé respectivement de 2,96; 3,01 et 3,00 points de pourcentage par rapport à septembre 2008, pour s'établir à 2,0 %; 3,5 % et 5,0 %. Ainsi, en dépit de l'augmentation de leur encours (+155,2 millions de gourdes), ces titres ont généré des revenus d'intérêt en baisse de 4,9 % (-28,58 millions de gourdes) par rapport à l'exercice précédent.

En dépit de l'amélioration de la qualité du portefeuille, le bénéfice net du système n'a crû que de 4 %, soit une augmentation de 44 MG par rapport à l'exercice 2007-2008. En effet, le Produit Net Bancaire (PNB) est passé de 6,4 milliards de gourdes (MMG) à 6,8 milliards de gourdes enregistrant une amélioration de 6,5 %. Ce renforcement est surtout dû à la hausse de 8,6 % de la marge nette d'intérêt et à la progression de 3,7 % des Autres revenus. Cependant, l'augmentation de 158,1 % de la dotation à la provision pour créances douteuses jointe à la progression de 5,8 % des dépenses d'exploitation et à la croissance de 5,8 % des charges fiscales, a contrebalancé le gain enregistré dans le produit net bancaire (PNB) pour conduire à une régression de 4,1 % du bénéfice net qui s'est porté à 1,26 MMG. Les ratios de rentabilité ROA (1,21 %) et ROE (18,27 %) se sont repliés respectivement de 0,24 et de 3,38 points de pourcentage, du fait de la baisse des résultats enregistrés par rapport à la croissance de l'actif (7,6 %) et de l'avoir des actionnaires (11,3 %).

Néanmoins, l'assise financière du système s'est légèrement renforcée, grâce à la croissance plus accélérée de l'avoir des actionnaires (11,3 %) par rapport à celle de l'actif (7,6 %). En effet, le ratio «Avoir des actionnaires en pourcentage de l'actif» a gagné 22 points de base pour terminer l'exercice à 6,71 %. De plus, les fonds propres comptables du système bancaire se trouvent moins exposés au risque de crédit, car le taux d'exposition a diminué de 3,02 points de pourcentage, s'établissant à 12,58 % contre 15,60 % en septembre 2008.

VI.- ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2009

Le système bancaire a réalisé, au cours de l'exercice 2008-2009 un résultat net inférieur de 44,37 MG à celui de l'exercice 2008. La baisse des indicateurs de rentabilité: le ROA et le ROE, est tributaire de la faible progression des résultats du système par rapport à celle, plus rapide, de l'actif et de l'avoir des actionnaires.

En 2009, l'actif bancaire a connu une croissance de 7,6 %, soit 7,61 MMG de plus par rapport à 2008. Cette croissance de l'actif est financée par les Dépôts à hauteur de 85,7 %; l'Avoir des actionnaires (6,7 %), les obligations à vue et à terme (2,6 % et 3,3 %) et les Autres passifs (1,7 %).

Le degré de concentration du système bancaire (10 banques au total) s'est renforcé en 2009 au niveau de tous les segments du marché. Les trois principaux établissements bancaires détiennent à la fin de l'exercice plus de 80 % des actifs et des dépôts totaux du système. Parallèlement, le ralentissement observé dans le cadre de l'expansion du réseau bancaire en 2008 s'est poursuivi en 2009; seulement trois nouvelles succursales ont été ouvertes et mises en opération.

Tableau 6- Indicateurs financiers clés au 30 septembre 2009 (MG)

(en millions de gourdes)	2009	2008	2007	2006	2005
BILAN					
Actif	107 913,09	100 301,55	79 764,26	72 519,41	65 810,65
Bons BRH	9 551,92	9 396,74	9 008,38	7 683,51	5 527,10
Prêts nets	33 315,18	29 180,78	22 564,58	20,486,60	20 724,02
Dépôts	92 460,41	84 724,66	66 030,67	61 311,22	56 771,15
Avoir des actionnaires	7 244,80	6 511,23	5 588,50	3 840,37	3 296,08
RÉSULTATS					
Revenus nets d'intérêt	3 983,83	3 667,84	3 643,2	3 474,52	2 517,87
Autres revenus	2 850,99	2 749,27	2 173,54	1 017,09	1 790,25
Dotation à la Provision pour Créances douteuses	299,46	116,02	38,48	157,76	298,51
Frais d'exploitation	4 975,16	4 704,24	4 246,98	3 763,20	3 469,97
Bénéfice net (perte nette)	1 256,60	1 309,98	1 279,10	1 298,54	392,57
(en pourcentage)					
STRUCTURE FINANCIÈRE					
Avoir des actionnaires en % de l'actif	6,71	6,49	7,01	5,30	5,01
Dépôts en % de l'actif	85,68	84,47	82,78	84,54	86,26
QUALITÉ DE L'ACTIF					
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts	8,48	9,69	9,98	11,14	12,38
Provisions pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts	69,64	66,38	85,54	89,32	49,09
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires	12,58	15,60	6,37	7,05	42,19
RENTABILITÉ					
Rendement de l'actif (ROA)	1,21	1,45	1,86	1,76	0,66
Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE)	18,27	21,65	27,13	34,17	12,77
Revenus nets d'intérêts en % des revenus d'intérêt	84,80	77,44	69,22	72,24	71,83
Rendement moyen des prêts	11,02	12,64	14,23	14,01	13,78
Rémunération moyenne des dépôts ^a	0,81	1,42	2,54	2,30	1,88
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire	72,79	73,31	73,01	70,66	80,54
Produit net bancaire par employé (en milliers de gourdes)	1 742,47	1 609,91	1 489,20	1 462,78	1 153,75
Nombre d'employés	3 919,00	3 909,00	4 063,0	3 749,00	3 936,00

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Dépôts moyens de la période, y compris les dépôts à vue.

VI.1- LE SYSTEME BANCAIRE: ÉTABLISSEMENTS ET ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

ÉTABLISSEMENTS

Au terme de l'exercice fiscal 2009, le nombre d'établissements bancaires formant le système n'a pas évolué. En ce qui a trait à leurs activités principales et à leurs sources de capitaux, les dix (10) établissements opérant en Haïti sont classifiés comme suit : deux (2) banques commerciales d'État, deux (2) succursales de banques étrangères, six (6) banques commerciales à capitaux privés haïtiens dont une (1) banque d'Épargne et de Logement.

Tableau 7- Établissements bancaires fonctionnant en Haïti (au 30 septembre 2009)

Succursales de banques commerciales étrangères	Bank of Nova Scotia (Scotiabank) Citibank N.A. (CBNA)
Banques commerciales à capitaux privés haïtiens	Banque Industrielle et Commerciale d'Haïti (BICH) Banque de l'Union Haïtienne (BUH) Capital Bank Société Générale Haïtienne de Banque (Sogebank) Unibank
Banques d'épargne et de logement à capitaux privés haïtiens	Société Générale Haïtienne de Banque d'Epargne et de Logement (Sogebel)

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Pour l'exercice 2008-2009, la BRH n'a pas eu à traiter beaucoup de requêtes d'ouverture de succursales. D'une manière générale, le réseau bancaire s'est agrandi de trois (3) succursales (contre 2 en 2008): deux (2) à Port-au-Prince et une (1) autre au niveau des villes de provinces. A la fin de l'exercice 2009, 169 unités de service desservent la population haïtienne (contre 166 en septembre 2008) dont 59 dans les villes de provinces.

Tableau 8- Nombre de succursales et agences autorisées

	2009	2008	2007	2006	2005
Succursales et agences autorisées	3	2	8	0	1

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Tableau 9- Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire

Etablissements	2009 Nombre de succursales et agences autorisées ^a		2008 Nombre de succursales et agences autorisées		Variation	
	P-AU-P & environs ^b	Villes de province	P-AU-P & environs	Villes de province	P-AU-P & environs	Villes de province
BICH	1	0	1	0	-	-
BNC	20	19	20	18	-	1
BPH	5	0	5	0	-	-
BUH	5	7	5	7	-	-
Capital Bank	11	4	10	4	1	-
Citibank	1	0	1	0	-	-
Scotiabank	4	0	4	0	-	-
Sogebank	28	14	28	14	-	-
Sogebel	3	0	3	0	-	-
Unibank	31	16	30	16	1	-
Total	109	60	107	59	2	1

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Par agence, on entend une unité qui offre des services bancaires limités et qui ne jouit pas d'une autonomie de fonctionnement.

b) Englobe la ville de Port-au-Prince et les régions périphériques : Pétion-ville, Laboule, Delmas, Carrefour, la Plaine du Cul-de-sac et Croix-des-bouquets.

Par ailleurs, au cours de l'exercice, la BRH n'a reçu aucune demande formelle d'agrément en vue de l'émergence d'une nouvelle banque sur le marché.

VI.2- STRUCTURE DU SYSTEME BANCAIRE

La tendance à la forte concentration observée depuis plusieurs années au niveau du système bancaire s'est encore maintenue en 2009. On dénote une augmentation de l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman au niveau de tous les marchés. En revanche, le renforcement du poids des trois principaux établissements bancaires se manifeste seulement au niveau des dépôts totaux.

POIDS DES TROIS PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

A la fin de l'exercice 2008-2009, les parts de marché des trois principales banques du système en termes d'actifs possédés, de dépôts totaux et de dépôts en dollars ÉU captés ont régressé respectivement de 0,29; 0,27 et 1,06 point de pourcentage pour s'établir respectivement à 80,67 %; 81,51 % et 80,88 %. Sur le marché du portefeuille de prêts totaux, ces trois leaders occupent la part la plus importante : à eux seuls, ils ont financé 73,76 % des prêts totaux contre 71,39 % à la fin de l'exercice précédent.

Tableau 10- Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre (en %)

	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars ÉU
2009 (10 établissements)				
Les trois premiers établissements	80,67	73,76	81,51	80,88
2008 (10 établissements)				
Les trois premiers établissements	80,96	71,39	81,78	81,94
Variation 2009/2008				
Les trois premiers établissements	-0,29	2,37	-0,27	-1,06

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

POIDS DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Le poids des deux banques d'État dans l'actif du système s'est contracté au cours de l'exercice 2008-2009. Une perte de parts de marché de 2,11 points de pourcentage par rapport à septembre 2008 a été constatée. Les cinq (5) banques commerciales à capitaux privés haïtiens, possédant 69,63 % de l'actif du système en septembre 2009, ont gagné 1,81 point de pourcentage sur leur part de marché. Il en est de même pour la Sogebel (0,10 point de pourcentage), seule banque d'épargne et de logement du système, et les deux succursales de banques étrangères qui ont vu leur part dans l'actif passer respectivement à 3,70 % et 3,13 % (contre 3,64 % et 2,99 % en septembre 2008).

Au niveau du portefeuille de prêts, des dépôts totaux et des dépôts en dollars ÉU, les cinq (5) banques commerciales privées haïtiennes ont également gagné des parts de marché. Au 30 septembre 2009, elles ont octroyé 67,06 % des prêts, capté 71,69 % des dépôts totaux ainsi que 73,71 % des dépôts libellés en devises (contre respectivement 64,23 % ; 68,92 % et 69,37 % en septembre 2008). En revanche, les deux banques d'État ont régressé respectivement de 0,63; 2,98 et 4,70 points de pourcentage sur ces mêmes segments de marché.

Les parts de marché des deux succursales de banques étrangères (Scotiabank et Citibank) ont baissé en termes de portefeuille de prêts de 2,03 points de pourcentage. Toutefois, elles ont gagné respectivement 0,22 et 0,24 point de pourcentage au niveau de dépôts totaux et des dépôts en dollars ÉU. La Sogebel a surtout renforcé sa position sur le marché des dépôts en dollars ÉU, ses parts ayant crû de 12 points de base pour s'établir à 4,28%.

Tableau 11- Poids des différentes catégories d'établissements bancaires au 30 septembre (en %)

Catégories de banques	Actif total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars EU
2009				
5 Banques commerciales privées haïtiennes	69,63	67,06	71,69	73,71
2 Succursales de banques étrangères	6,83	10,04	6,19	5,91
2 Banques d'État	20,11	18,34	19,11	16,10
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3,43	4,56	3,01	4,28
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2008				
5 Banques commerciales privées haïtiennes	67,82	64,23	68,92	69,37
2 Succursales de banques étrangères	6,63	12,07	5,99	5,67
2 Banques d'État	22,22	18,97	22,09	20,80
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3,33	4,73	3,00	4,16
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2007				
6 Banques commerciales privées haïtiennes	70,82	64,67	74,34	78,98
2 Succursales de banques étrangères	7,84	14,36	6,29	6,47
2 Banques d'État	17,91	16,35	16,38	10,34
1 Banque d'épargne et de logement privées haïtiennes	3,42	4,62	2,99	4,22
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100,
2006				
7 Banques commerciales privées haïtiennes	77,64	75,49	80,03	82,1
2 Succursales de banques étrangères	7,85	12,9	7,80	8,92
2 Banques d'État	11,64	7,25	10,21	5,17
2 Banques d'épargne et de logement privées haïtiennes	3,15	4,31	2,85	3,80
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2005				
7 Banques commerciales privées haïtiennes	77,4	76,6	80,2	84,2
2 Succursales de banques étrangères	7,9	11,2	7,5	7,8
2 Banques d'État	10,9	6,9	9,1	3,9
2 Banques d'épargne et de logement privées haïtiennes	3,8	5,3	3,2	4,1
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

INDICATEUR DE CONCENTRATION HERFINDHAL-HIRSCHMAN

L'indice de concentration Herfindhal-Hirschman témoigne d'une forte concentration du secteur bancaire haïtien sur tous les segments de marché pour l'exercice 2009. La hausse la plus significative du degré de concentration s'est manifestée au niveau du marché des dépôts en dollars ÉU où l'indice a augmenté de 85,60 points, pour afficher 2 478,21 au 30 septembre 2009.

Tableau.12- Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre

	Actif total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts ÉU
2009	2 338,43	2 045,96	2 416,93	2 478,21
2008	2 307,99	1 923,86	2 356,98	2 392,81
2007	2 283,94	1 897,70	2 428,34	2 638,81
2006	2 122,23	1 797,62	2 226,49	2 463,09
2005	1 760,10	1 501,90	1 863,20	2 150,90

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VI.3- DISTRIBUTION DU CRÉDIT EN 2009

Au cours de l'exercice 2009, les parts de crédit allouées aux secteurs d'activité «Prêts aux Particuliers», «Industries manufacturières» et «Immobilier résidentiel et commercial» connaissent une hausse plus importante que celle des autres secteurs. Parallèlement, à la fin de l'exercice 2008-2009, l'encours des prêts à court terme totalisait 42 % du portefeuille de crédit global du système bancaire contre 47 % à la fin de l'exercice 2007-2008.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Au terme de l'exercice 2009, 76,09 % (contre 76,26 % en septembre 2008) du crédit bancaire est alloué aux quatre secteurs d'activité suivants : «Commerce de gros et de détail (27,14%)», « Services et autres (18,55 %)», «Industries manufacturières (16,66 %)» et «Immobilier résidentiel et commercial (13,74 %)».

Contrairement à 2008, le secteur «Electricité, Gaz et Eau», avec une part de 5,15 % du portefeuille de crédit brut du secteur au 30 septembre 2009 (+0,96 point de pourcentage de plus qu'en 2008), reçoit plus de crédit que le secteur «Bâtiments et travaux publics» auquel a été alloué les 3,74 % du portefeuille à cette même date, soit une réduction de 1,63 point de pourcentage par rapport à 2008. Le secteur «Agriculture, sylviculture et pêche» détient la plus faible part du crédit bancaire total, soit 0,02 %.

Tableau 13- Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité au 30 septembre (en MG et en %)

Secteurs d'activité	2009		2008		Variation (point de pourcentage)
	Montant ^a	%	Montant ^a	%	
Commerce de Gros et Détail	10,274.25	27.14	9,833.99	28.62	-1.48
Services et autres	7,021.10	18.55	6,776.80	19.72	-1.17
Industries manufacturières	6,307.32	16.66	5,264.24	15.32	1.34
Prêts aux particuliers	4,445.53	11.74	3,396.50	9.89	1.85
Immobilier résidentiel et commercial	5,202.28	13.74	4,328.76	12.60	1.14
Transport, Entrepôt et Communication	1,236.87	3.27	923.33	2.69	0.58
Bâtiments et travaux publics	1,415.15	3.74	1,844.49	5.37	-1.63
Électricité, Gaz et Eau	1,948.11	5.15	1 439.15	4.19	0.96
Agriculture, Sylviculture et Pêche	8.00	0.02	552.12	1.61	-1.59
Total	37,858.62	100.00	34,359.39	100.00	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a: Comprend aussi des engagements hors-bilan.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR TRANCHE

Comparé au 30 septembre 2008, le poids des emprunteurs se regroupant dans la tranche (prêts à plus faible encours) de 75 000 à 249 999 gourdes a régressé de 9,28 points de pourcentage (57,20 % contre 66,48 %) alors que celui des emprunteurs bénéficiant d'un prêt de 5 MG gourdes ou plus (prêts à encours élevé) est en hausse de 2,05 points de pourcentage (8,31 % contre 6,26 %). En outre, les emprunteurs se trouvant dans la tranche de 5 MG et plus, ont reçu plus de 80% de l'encours des prêts accordés. Par contre, au 30 septembre 2009, la majorité des emprunteurs (57,20 %) se trouve dans la tranche de 75 000 à 249 999 gourdes et n'ont bénéficié que de 2,43 % (contre 3,74 % en 2008) du portefeuille de crédit global du système (778,70 MG). La tranche de prêts comprise entre 2 500 000 et 4 999 999 gourdes contient le nombre le moins élevé d'emprunteurs, soit 4,65 % (contre 3,34 % en 2008) et a bénéficié de 5,61 % (5,68% en 2008) du total de crédit du système, soit 1,80 milliard de gourdes.

Malgré une diminution de 19,75 % du nombre total d'emprunteurs (10 900 en septembre 2009 contre 13 583 en septembre 2008), l'encours total de crédit a crû de 13,34 % pour s'établir à 32,07 milliards de gourdes au 30 septembre 2009.

Tableau 14- Répartition de l'encours des prêts par tranche (prêts de 75 000 gourdes ou plus)

Tranches de prêts ^a	Nombre d'emprunteurs	Nombre d'emprunteurs en %	Encours des prêts en MG	Encours des prêts en %
2009				
75 000 à 249 999	6 235	57,20	778,70	2,43
250 000 à 499 999	1 325	12,16	468,73	1,46
500 000 à 999 999	1 033	9,48	739,97	2,31
1 000 000 à 2 499 999	894	8,20	1 429,01	4,46
2 500 000 à 4 999 999	507	4,65	1 800,48	5,61
5 000 000 ou plus	906	8,31	26 853,57	83,30
Total	10 900	100	32 070,46	100
2008				
75 000 à 249 999	9 030	66,48	1 058,23	3,74
250 000 à 499 999	1 355	9,97	479,47	1,69
500 000 à 999 999	1 021	7,52	720,47	2,54
1 000 000 à 2 499 999	873	6,43	1 406,62	4,97
2 500 000 à 4 999 999	454	3,34	1 608,21	5,68
5 000 000 ou plus	850	6,26	23 040,60	81,38
Total	13 583	100	28 313,60	100
2007				
75 000 à 249 999	3 192	42,93	429,92	1,86
250 000 à 499 999	1 277	17,17	446,59	1,94
500 000 à 999 999	983	13,22	693,58	3,01
1 000 000 à 2 499 999	815	10,96	1 285,66	5,57
2 500 000 à 4 999 999	438	5,89	1 550,71	6,72
5 000 000 ou plus	731	9,83	18 669,42	80,9
Total	7 435	100	23 075,77	100
2006				
75 000 à 249 999	3 128	44,16	419,92	1,98
250 000 à 499 999	1 248	17,62	447,90	2,1
500 000 à 999 999	853	12,04	598,27	2,82
1 000 000 à 2 499 999	743	10,49	1 185,10	5,58
2 500 000 à 4 999 999	422	5,96	1 509,94	7,11
5 000 000 ou plus	689	9,73	17 084,10	80,41
Total	7 083	100	21 245,23	100
2005				
75 000 à 249 999	3 157	45,33	424,24	2,05
250 000 à 499 999	1 101	15,81	395,93	1,91
500 000 à 999 999	861	12,36	618,65	2,98
1 000 000 à 2 499 999	764	10,97	1 228,95	5,93
2 500 000 à 4 999 999	382	5,48	1 367,59	6,59
5 000 000 ou plus	700	10,05	16 700,70	80,54
Total	6 965	100	20 736,06	100

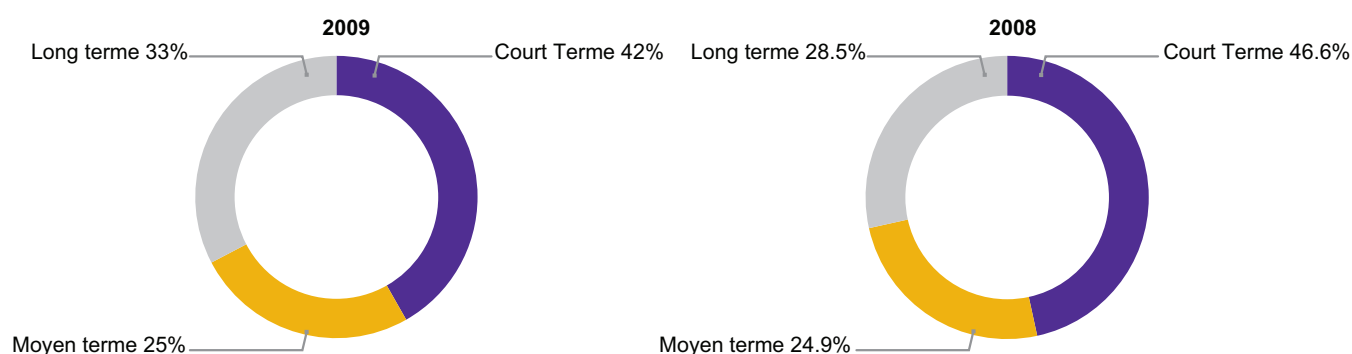
Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

26 Ce tableau porte sur les prêts dont l'encours global est supérieur à 75 000 gourdes. Il indique le taux de concentration par tranche d'emprunteurs pour la population considérée.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR ÉCHÉANCE

Par rapport à septembre 2008, le poids des prêts à court terme (42 %) a régressé de 5 points de pourcentage au profit des prêts à long terme (33 %) qui ont gagné 5 points de pourcentage en septembre 2009. Parallèlement, le poids des prêts à moyen terme reste stable à 25 % entre 2008 et 2009.

Graphique 25.- Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus (au 30 septembre)



RÉPARTITION DU NOMBRE DE PRÊTS PAR EMPRUNTEUR

Durant les cinq dernières années, le nombre de comptes de prêts octroyés par le secteur bancaire ainsi que le nombre d'emprunteurs a évolué à la hausse. Par rapport à l'exercice précédent, le nombre de prêts (75 648) s'est accru de 18,95 % (+12 051 unités) tandis que le nombre d'emprunteurs (11 069) a régressé de 19,75 % (-2 611 unités). Il en est résulté une hausse de 2 points du ratio «nombre de prêts/emprunteur» qui représente sept (7) prêts par emprunteur en septembre 2009 (contre 5 en septembre 2008).

Tableau 15- Répartition du nombre de prêts par emprunteur (au 30 septembre)

	2009	2008	2007	2006	2005
Nombre de prêts	75 648	63 597	38 804	33 106	23 804
Nombre d'emprunteurs	11 069	13 680	7 574	7 218	7 138
Nombre de prêts/nombre d'emprunteurs	7	5	5	5	3

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VI.4- PARTS DE MARCHÉ INDIVIDUELLES DANS LE SYSTÈME BANCAIRE HAÏTIEN

Possédant 31,51 % de l'actif du système bancaire, la Sogebank reste le leader du secteur. Ses parts détenues sur le marché de l'actif ont augmenté de 0,95 point de pourcentage par rapport à septembre 2008. Malgré l'augmentation de 86 points de base des parts détenues par la Unibank, deuxième banque du secteur avec 30,40 % de l'actif, l'écart entre les deux premières banques du système a pris 1,11 point de pourcentage en 2009 contre 1,02 point de pourcentage en septembre 2008.

La BNC conserve la troisième place avec 18,76 % de l'actif total du système avec un repli de 2,10 points de pourcentage par rapport à 2008. Cependant, la Capital Bank (4ème place), la Citibank (5ème place), la Sogebel (6ème place) et la Scotiabank (7ème place) ont toutefois vu augmenter leurs parts de marché de quelques points de base. La BUH (8ème place) et la BPH (9ème place) détiennent respectivement 2,73 % et 1,36 % de l'actif total du système en septembre 2009 alors que la BICH continue à garder la 10ème place du marché.

Tableau 16- Parts de marché et rang Actif total et portefeuille de prêts bruts (au 30 septembre)

	Actif Total						Prêts Bruts					
	2009		2008		2007		2009		2008		2007	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Sogebank	31,51	1	30,56	1	32,75	1	30,29	1	28,84	1	28,98	1
Unibank	30,40	2	29,54	2	29,25	2	27,13	2	25,65	2	25,97	2
BNC	18,76	3	20,86	3	16,43	3	16,34	3	16,90	3	14,38	3
Capital Bank	4,99	4	4,67	4	5,07	4	6,19	4	5,73	6	5,03	6
Citibank	3,70	5	3,64	5	4,78	5	4,89	6	6,29	4	7,89	4
BUH	2,73	8	3,05	7	3,75	6	3,45	8	4,01	8	4,69	7
Sogebel	3,43	6	3,33	6	3,42	7	4,56	7	4,73	7	4,12	8
Scotiabank	3,13	7	2,99	8	3,06	8	5,15	5	5,78	5	6,47	5
BPH	1,36	9	1,36	9	1,48	9	2,00	9	2,08	9	1,97	9
BICH	-	10	-	10	-	10	-	10	-	10	0	10
Total	100,00		100,00		100,00		100,00		100,00		100,00	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Sur le marché du crédit, hormis la Capitalbank et la Citibank, en raison des conditions du marché ont connu une permutation en termes de place, les autres banques du système ont conservé leur position dans le classement. La Sogebank arrive en tête (30,29 % des parts de marché) soit une augmentation de 1,45 point de pourcentage de ses parts. Suivent la Unibank (2ème place) et la BNC (3ème place) avec respectivement 27,13 % (+1,48 point de pourcentage) et 16,34% (-0,56 point de pourcentage) de parts détenues. La Capitalbank (6,19 %) et la Scotiabank (5,15 %) occupent respectivement les quatrième et cinquième rangs. Après la Citibank (4,89 %; 6ème place), arrivent la Sogebel (4,56%) à la 7ème place, la BUH (3,45 %), reléguée à la 8ème place et la BPH (2,00 %) à la 9ème place ; la BICH demeurant à la 10ème place.

Tableau 17- Parts de marché et rang Dépôts totaux et Dépôts en dollars ÉU (au 30 septembre)

	Dépôts totaux						Dépôts en dollars ÉU					
	2009		2008		2007		2009		2008		2007	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Sogebank	33,57	1	31,88	1	34,85	1	34,01	1	31,53	1	36,48	1
Unibank	30,20	2	29,09	2	30,25	2	32,05	2	30,66	2	33,65	2
BNC	17,74	3	20,81	3	14,99	3	14,82	3	19,75	3	9,32	3
Capital Bank	4,88	4	4,61	4	5,09	4	5,28	4	4,86	6	5,71	6
BUH	3,04	5	3,34	5	4,15	5	2,37	6	2,31	4	3,14	4
Citibank	3,31	8	3,43	7	3,51	6	4,33	8	4,44	8	5,05	7
Scotiabank	2,88	6	2,56	6	2,78	7	1,58	7	1,22	7	1,42	8
Sogebel	3,01	7	3,00	8	2,99	8	4,28	5	4,16	5	4,22	5
BPH	1,37	9	1,28	9	1,39	9	1,28	9	1,05	9	1,02	9
BICH	-	10	-	10	-	10	-	10	-	10	-	10
Total	100,00		100,00		100,00		100,00		100,00		100,00	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Les quatre premières banques sur le marché des dépôts totaux ont conservé leur place en gagnant toutefois des parts de marché à l'exception de la BNC (-3,07 points de pourcentage). Les autres banques du système ont conservé également leur position et ont enregistré des gains de part de marché; hormis la Citibank (3,31%) et la BUH (3,04%) qui ont accusé des pertes respectives de 12 et 30 points de base.

Sur le segment des dépôts en dollars américains, toutes les banques gardent la même position occupée en 2008. La Sogebank, la Unibank et la BNC arrivent toujours en tête avec une part totale de 80,88 % des dépôts en devises captés. Toutefois, si les deux premières banques du système ont gagné des parts de marché au niveau des dépôts en dollars, la BNC, quant à elle, a nettement régressé en perdant 4,93 points de pourcentage.

VI.6- LES ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2009 (HORMIS BANQUE CENTRALE).

VI.6.1- ACTIVITÉS BANCAIRES

ÉVOLUTION DU BILAN

Au 30 septembre 2009, l'activité bancaire, mesurée par le total du bilan, a crû de 7,6 % pour afficher 107 913,09 MG. En glissement annuel, les disponibilités, les Bons BRH et les prêts nets ont augmenté respectivement de 15,6 % (5 556,12 MG), de 1,7 % (155,17 MG) et de 14,2 % (4 134,40 MG). Par contre, les Autres placements, les immobilisations et les autres actifs ont connu respectivement un recul de 7,1 % (1 251,15 MG), de 3,7 % (159,67 MG) et de 18,8 % (823,33 MG). Par ailleurs, les actifs en devises converties ont représenté plus de la moitié de l'actif total, soit 52,78 % contre 53,92 % au 30 septembre 2008.

Tableau 18- Bilan du système bancaire au 30 septembre (en MG)

	2009	2008	2007	2006	2005
Disponibilités	41 074,73	35 518,60	28 066,54	25 141,47	23 162,99
Bons BRH	9 551,92	9 396,74	9 008,38	7 683,50	5 527,10
Autres placements	16 319,45	17 570,61	12 128,58	12 684,07	10 359,55
Prêts nets	33 315,18	29 180,78	22 564,57	20 486,58	20 724,02
Immobilisations nettes	4 107,00	4 266,68	4 425,36	4 305,41	3 409,02
Autres actifs	3 544,80	4 368,14	3 570,81	2 218,35	2 627,95
Actif total	107 913,09	100 301,55	79 764,26	72 519,40	65 810,64
Dépôts	92 460,41	84 724,66	66 030,66	61 311,22	56 771,14
Obligations à vue	2 827,20	3 542,63	4 242,33	2 798,77	2 923,43
Obligations à terme	3 573,99	2 534,54	1 692,29	1 311,33	1 531,73
Autres passifs	1 806,67	2 988,48	2 210,46	3 257,71	1 288,24
Passif total	100 668,28	93 790,32	74 175,76	68 679,03	62 514,63
Avoir des actionnaires	7 244,80	6 511,23	5 588,50	3 840,36	3 296,08
Passif et avoir des actionnaires	107 913,09	100 301,55	79 764,26	72 519,40	65 810,64

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Suite à une croissance de 7,3 % (6 877,96 MG), le passif du système s'est soldé à 100 668,28 MG au 30 septembre 2009 alors qu'à la fin de l'exercice précédent, il affichait 93 790,32 MG. En effet, cet accroissement du passif est imputable aux dépôts totaux et aux obligations à terme qui ont crû respectivement de 9,1 % (7 735,75 MG) et de 41,00 % (1 039,45 MG) car les obligations à vue et les autres passifs ont reculé de 20,2 % (715,43 MG) et de 39,50 % (1,181.87 MG) respectivement.

Tableau 19- Principaux postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (%)

	2009	2008	2007	2006	2005
Disponibilités	15,6	26,6	11,6	8,5	3,2
Bons BRH	1,7	4,3	17,2	39,9	56
Autres placements	-7,1	44,9	-4,4	22,4	41,8
Prêts nets	14,2	29,3	10,1	-1,1	21,5
Immobilisations nettes	-3,7	-3,6	2,8	26,3	21,3
Autres actifs	-18,8	22,3	61,0	-15,5	-4,8
Actif total	7,6	25,7	10,0	10,2	17,7
Dépôts	9,1	28,3	7,7	8,0	18,1
Obligations à vue	-20,2	-16,5	51,6	-4,3	1,5
Obligations à terme	41,0	49,8	29,1	-14,4	47,6
Autres passifs	-39,5	35,2	-32,1	152,9	27,9
Passif total	7,3	26,4	8,0	9,9	18
Avoir des actionnaires	11,3	16,5	45,5	16,5	11,8
Passif et avoir des actionnaires	7,6	25,7	10,0	10,2	17,7

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Par ailleurs, l'Avoir des Actionnaires a atteint 7 244,80 MG au 30 septembre 2009, soit une progression de 6,7 % par rapport à l'année précédente. En termes de performance, le ratio Immobilisations sur Avoirs des Actionnaires s'est inscrit à hauteur de 56,69 % contre 65,53 % en 2008. En outre, le ratio «Avoir des actionnaires sur Actif» s'est établi à 6,71 % contre 6,49 % au cours de l'exercice passé. Ainsi, le levier financier du système bancaire s'est amélioré de 22 points de base durant l'exercice.

Tableau 20- Composition des postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (en pourcentage)

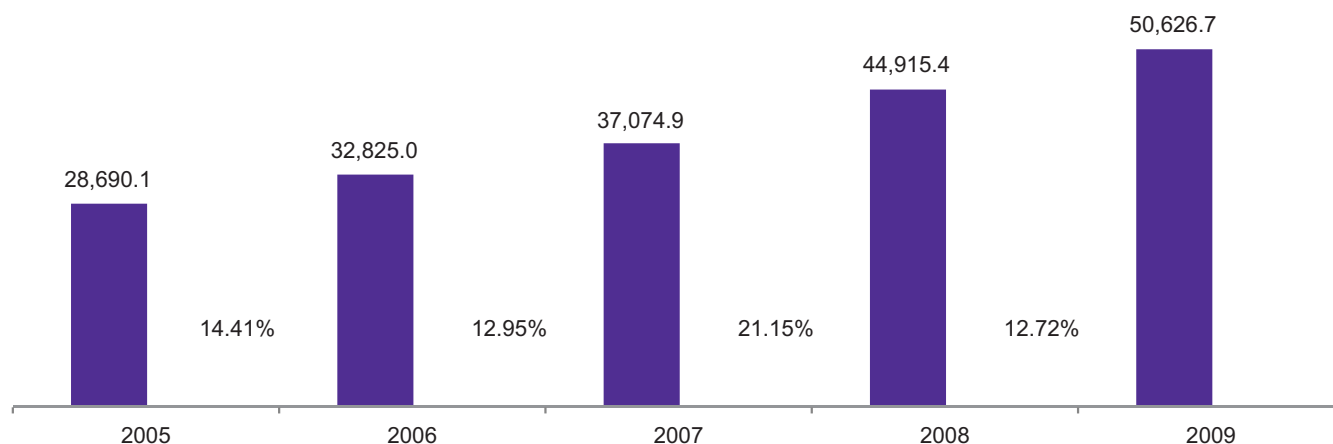
	2009	2008	2007	2006	2005
Disponibilités	38,1	35,4	35,2	34,7	35,2
Bons BRH	8,9	9,4	11,3	10,6	8,4
Autres placements	15,1	17,5	15,2	17,5	15,7
Prêts nets	30,9	29,1	28,3	28,2	31,5
Immobilisations nettes	3,8	4,3	5,5	5,9	5,2
Autres actifs	3,3	4,4	4,5	3,1	4,0
Actif total	100	100	100	100	100
Dépôts	85,7	84,5	82,8	84,5	86,3
Obligations à vue	2,6	3,5	5,3	3,9	4,4
Obligations à terme	3,3	2,5	2,1	1,8	2,3
Autres passifs	1,7	3,0	2,8	4,5	2,0
Passif total	93,3	93,5	93,0	94,7	95,0
Avoir des actionnaires	6,7	6,5	7,0	5,3	5,0
Passif et avoir des actionnaires	100	100	100	100	100

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

LIQUIDITÉS

Les liquidités du système bancaire ont évolué à un rythme accéléré (12,72 % ; soit 5 711,4 MG) par rapport à l'exercice précédent. En effet, leur encours est passé de 44 915 MG au 30 septembre 2008 à 50,627 MG au 30 septembre 2009. Cette croissance est due à l'évolution à la hausse des disponibilités (15,60 %) et des Bons BRH (1,7 %). Par ailleurs, les postes de disponibilités ont tous affiché des croissances positives (Encaisse : 11,80 %; Avoirs à la BRH : 19,9 %; Avoirs à l'étranger : 18,5 % et Avoirs dans les banques locales : 1,8 %) à l'exception des autres liquidités qui ont baissé de 23,9 %.

Graphique 26- Liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG)



Au 30 septembre 2009, les Disponibilités représentent 81,10 % des liquidités alors qu'elles y ont compté à hauteur de 79,08 % en septembre 2008, soit une hausse de 2,02 points de pourcentage. Quant aux Bons BRH, leur niveau a baissé dans la structure des liquidités passant de 20,92 % en septembre 2008 à 18,87 % en septembre 2009.

Dans la structure des liquidités, les Avoirs à la BRH demeurent la principale composante puisqu'ils y comptent pour 52,6 % (26 657,6 MG). Ils sont suivis des postes "bons BRH", "Encaisse" et "Avoirs à l'étranger" qui affichent respectivement 18,8 % (9 551,92 MG), 11,92 % (6 036,41 MG) et 10,7 % (5 420,53 MG). Les deux derniers postes sont les Avoirs dans les banques locales et les Autres liquidités dont le poids représente respectivement 3,40 % (1 752,51 MG) et 2,30 % (1 207,86 MG).

Tableau 21- Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %)

	2009		2008		2007		2006		2005	
	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%
Encaisse	6 036,41	11,92	5 397,87	12,0	3 028,95	8,2	3 280,39	10,049	3 131,43	10,9
Avoirs à la BRH	26 657,59	52,6	22 238,17	49,5	18 252,22	49,2	16 312,63	49,7	14 692,43	51,2
Avoirs à l'étranger	5 420,53	10,7	4 575,18	10,2	3 343,81	9,0	3 038,87	9,3	3 130,03	10,9
Avoirs dans les banques locales	1 752,31	3,4	1 721,05	3,8	1 726,47	4,7	1 452,56	4,4	1 204,03	4,2
Autres	1 207,86	2,3	1 586,34	3,5	1 715,07	4,6	1 057,01	3,2	1 005,05	3,5
Disponibilités	41 074,73	81,1	35 518,61	79,1	28 066,53	75,7	25 141,47	76,6	23 162,99	80,7
Bons BRH	9 551,92	18,8	9 396,74	20,9	9 008,38	24,3	7 683,50	23,4	5 527,10	19,3
Liquidités	50 626,65	100,0	44 915,35	100,	37 074,91	100,0	32 824,97	100,0	28 690,09	100

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Les liquidités comptent pour 46,9 % (50 626,65 MG) de l'Actif alors que ce ratio s'était fixé à 44,8 % (44 915,35 MG) au 30 septembre 2008. En effet, cette hausse de 2,1 points de pourcentage provient principalement de l'évolution à la hausse des disponibilités (15,6 %) plus rapide que celle du total des actifs (7,6 %).

Tableau 22- Liquidités du système bancaire (en pourcentage de l'actif total, au 30 septembre)

	2009	2008	2007	2006	2005
Disponibilités	38,1	35,4	35,2	34,7	35,2
Bons BRH	8,9	9,4	11,3	10,6	8,4
Liquidités	46,9	44,8	46,5	45,3	43,6

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

OPÉRATIONS INTERBANCAIRES

Au terme de l'exercice 2009, le solde des opérations interbancaires a atteint 60 MG contre 115 MG en 2008, soit une réduction de 47,8 % (55 MG). De même, la moyenne des opérations de fin de mois s'est chiffrée à 9 MG, en repli de 72,31 % par rapport à l'année 2008 (32,5 MG).

Tableau 23- Position nette interbancaire du système (en MG et en %)

	Au 30/9/09	Au 30/9/08	2009/2008	Moyenne mensuelle 2009	Moyenne mensuelle 2008	2009/2008
Prêts / Emprunts^a	60	115	-47.83%	9.00	32,50	-72.31%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

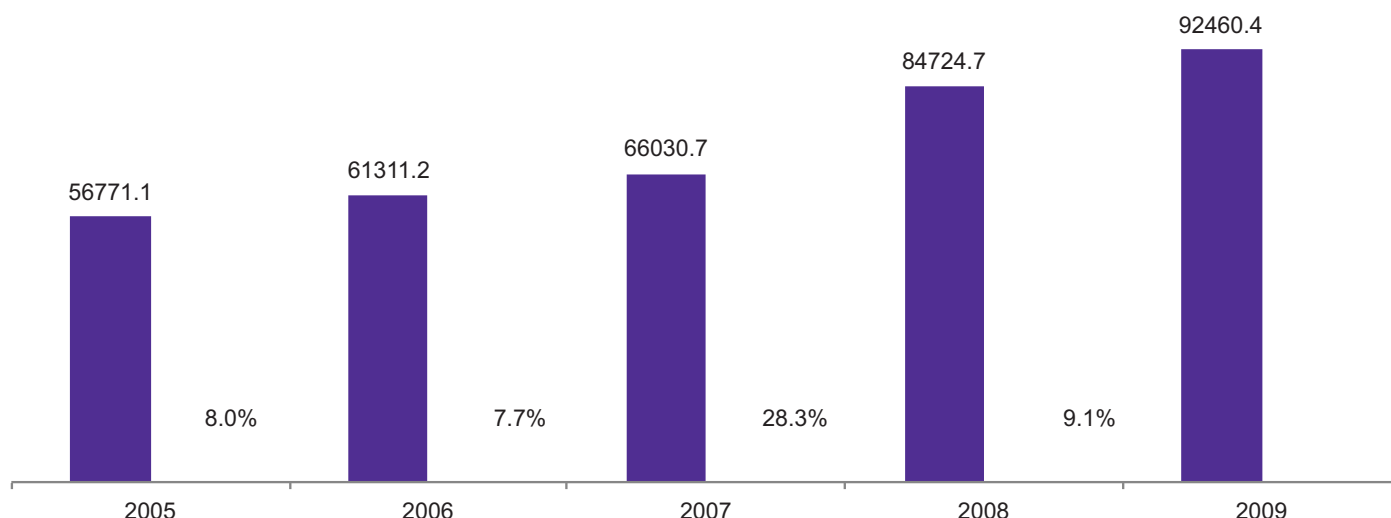
a) N'inclut pas les avances accordées par la BRH

OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

DÉPÔTS

Au cours de l'exercice, le portefeuille de dépôts totaux s'est largement amélioré, passant de 84 724,66 MG en septembre 2008 à 92 460,41 MG en septembre 2009, soit une croissance de 9,13 % alors qu'au 30 septembre 2008, le système avait enregistré une forte augmentation (28,31 %). Cette évolution positive est due principalement aux dépôts à vue et dépôts d'épargne qui ont crû respectivement de 13,4 % (4 367,54 MG) et 12,0 % (3 748,35 MG). Quant aux dépôts à terme, ils sont en repli de 1,8 % pour atteindre un encours de 20 463,3 MG au 30 septembre 2009 (contre 20 843,41 MG en septembre 2008).

Graphique 27- Croissance des dépôts du système bancaire (au 30 septembre)



Contrairement aux années précédentes, la structure des dépôts totaux a été complètement modifiée. Les dépôts à vue qui représentaient la composante la moins importante entre 2005 et 2007, sont devenus la part la plus importante des dépôts totaux depuis l'exercice précédent. En effet, leur poids est passé de 38,5 % en septembre 2008 à 40,0 % en septembre 2009, soit une hausse de 1,5 point de pourcentage.

Tableau 24- Variation en pourcentage des dépôts du système

Catégorie	2009	2008	2007	2006	2005
Obligations à vue	13,4%	63,2%	10,6%	8,2%	28,4%
Dépôts d'épargne	12,0%	23,3%	4,9%	6,1%	23,8%
Dépôts à terme	-1,8%	0,8%	8,5%	10,3%	3,8%
Total	9,1%	28,3%	7,70%	8 %	18,10%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

La part des dépôts d'épargne dans les dépôts totaux est restée plus ou moins stable entre 2008 et 2009, passant de 36,9 % à 37,9 %. Ils représentent le second poste des dépôts totaux (37,9 %) en termes de poids. Quant aux dépôts à terme, ils occupent le troisième poste des dépôts totaux avec 22,1 %. Ainsi, au 30 septembre 2009, la contribution des dépôts totaux dans le financement de l'actif se situe à hauteur de 85,7 % (92 460,41MG), soit 1,2 point de pourcentage de plus qu'en 2008 (84,5 % ; 84 724,65 MG).

Tableau 25- Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %)

Catégorie	2009		2008		2007		2006		2005	
Dépôts à vue	36 968,99	40,0%	32 601,44	38,5%	19 978,07	30,3%	18 071,25	30%	16 697,37	29%
Dépôts d'épargne	35 028,15	37,9%	31 279,80	36,9%	25 373,57	38,4%	24 185,08	39%	22 799,13	40%
Dépôts à terme	20 463,26	22,1%	20 843,41	24,6%	20 679,01	31,3%	19 054,88	31%	17 274,64	30%
Total	92 460,41	100%	84 724,65	100%	66 030,66	100%	61 311,21	100%	56 771,15	100%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Après un recul de 1,3 point de pourcentage, le poids des «dépôts en devises » dans les dépôts totaux s'est fixé à 56,9 % contre 58,2 % en 2008. Ce recul est dû principalement à la croissance moins rapide des dépôts en devises converties (6,7 %) que celle des dépôts en gourdes (12,5 %) en dépit de l'augmentation du taux de change enregistrée au cours de l'exercice, soit 41,7737 gourdes pour 1 dollar américain en septembre 2009 contre 39,9535 gourdes pour 1 dollar en septembre 2008.

Tableau 26- Évolution des dépôts en dollars ÉU du système en MG (au 30 septembre)

2009					2008			
Catégorie	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts dollars ÉU convertis ^a	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis/ Dépôts totaux	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts dollars ÉU convertis ^a	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis/ Dépôts totaux
Dépôts à vue	534,56	22 330,65	36 968,99	60,40%	536,10	21 419,09	32 601,44	65,70%
Dépôts d'épargne	409,47	17 105,18	35 028,15	48,83%	366,60	14 646,84	31 279,80	46,83%
Dépôts à terme	315,85	13 194,26	20 463,26	64,48%	331,83	13 257,77	20 843,41	63,61%
Total	1259,88	52 630,10	92 460,41	56,92%	1234,53	49 323,70	84 724,66	58,22%

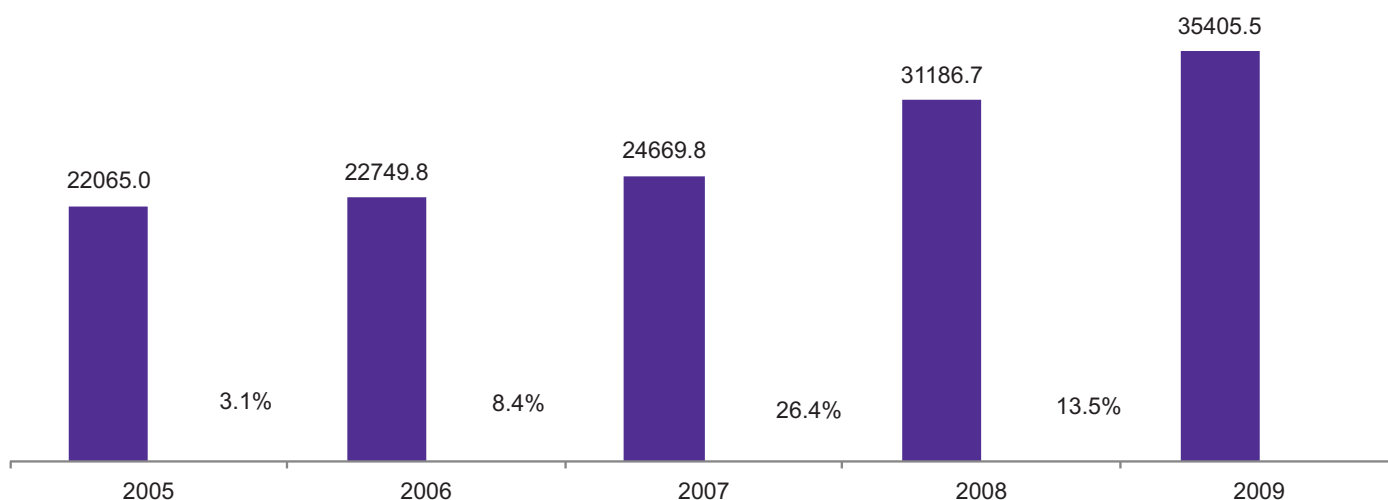
Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Taux de conversion : 41,7737 et 39,9535 gourdes aux 30 septembre 2009 et 2008 respectivement.

EMPLOIS DU SYSTÈME

Durant l'exercice 2009, les postes de financement du système bancaire ont largement augmenté. En effet, le portefeuille de prêts bruts, évalué à 31 186,6 MG en 2008, a crû de 13,5 % pour atteindre un encours de 35 405,5 MG au 30 septembre 2009. Parallèlement, le portefeuille de prêts nets a connu une évolution positive de 14,2 % ; ce qui a amené son solde à 33 315,2 MG contre 29 180,8 MG en 2008. En matière de structure, les prêts libellés en gourdes ont compté pour 31,06 % (10 346,89 MG) dans le portefeuille net. En revanche, la composante libellée en devises converties a accusé un repli de 1,14 point de pourcentage pour représenter 68,94 % (22 968,28 MG) dans ce portefeuille.

Graphique 28- Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre (en MG)



OPÉRATIONS SUR TITRES

Les opérations sur titres désignent les transactions du système bancaire relatives aux bons BRH et aux placements.

BONS BRH

Le rythme de croissance des Bons BRH est très faible en raison de la baisse des taux d'intérêt. Leur encours est passé de 9 396,74 MG en septembre 2008 à 9 551,92 MG, soit une évolution peu significative de 1,7 %, révélant une croissance plus lente que celle de l'année précédente (4,3 %).

AUTRES PLACEMENTS

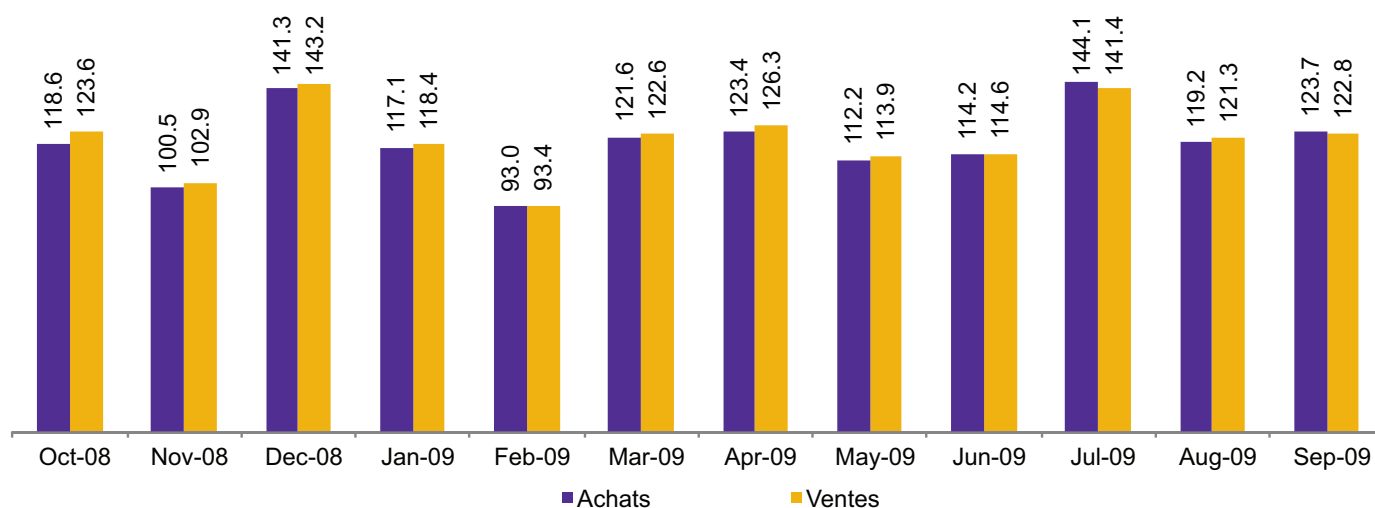
Les Autres placements ont compté pour 15,1 % dans la structure de l'actif contre 17,52 % en 2008. Ainsi, ils ont reculé de 7,1 % durant l'exercice pour atteindre 16 319,45 MG en 2009 contre 17 570,61 MG en 2008. En effet, cette baisse résulte de la chute des «Autres Placements» en gourdes (19,56 %; 2 740,74 MG), en dépit de la croissance des «Autres Placements» en devises converties en gourdes qui ont augmenté de 41,64 % (1 489,58 MG).

OPÉRATIONS DE CHANGE

Durant l'exercice en cours, les opérations de change du système bancaire se sont intensifiées. En effet, la moyenne mensuelle des achats et des ventes de devises a été respectivement de 119,07 millions de dollars ÉU (contre 116,37 millions en septembre 2008) et 120,36 millions de dollars ÉU (contre 117,52 millions de dollars ÉU en septembre 2008). En outre, les opérations sur achats de devises ont crû de 2,32 % pour passer de 1 396,43 millions de dollars ÉU en septembre 2008 à 1 428,86 millions en septembre 2009 et les ventes en devises ont augmenté de 2,42 % pour passer de 1 410,26 millions de dollars ÉU en septembre 2008 à 1 444,38 millions en septembre 2009.

Ces opérations, en hausse en décembre 2008, avec 141,27 millions de dollars ÉU en achats et 143,2 millions de dollars ÉU en ventes de devises, ont reproduit la même tendance en juillet 2009, avec respectivement 144,07 millions de dollars ÉU à l'achat et 141,4 millions de dollars ÉU à la vente. En glissement annuel, le solde cambiste s'est élevé à 1,29 million de dollars ÉU contre 1,15 million en 2008.

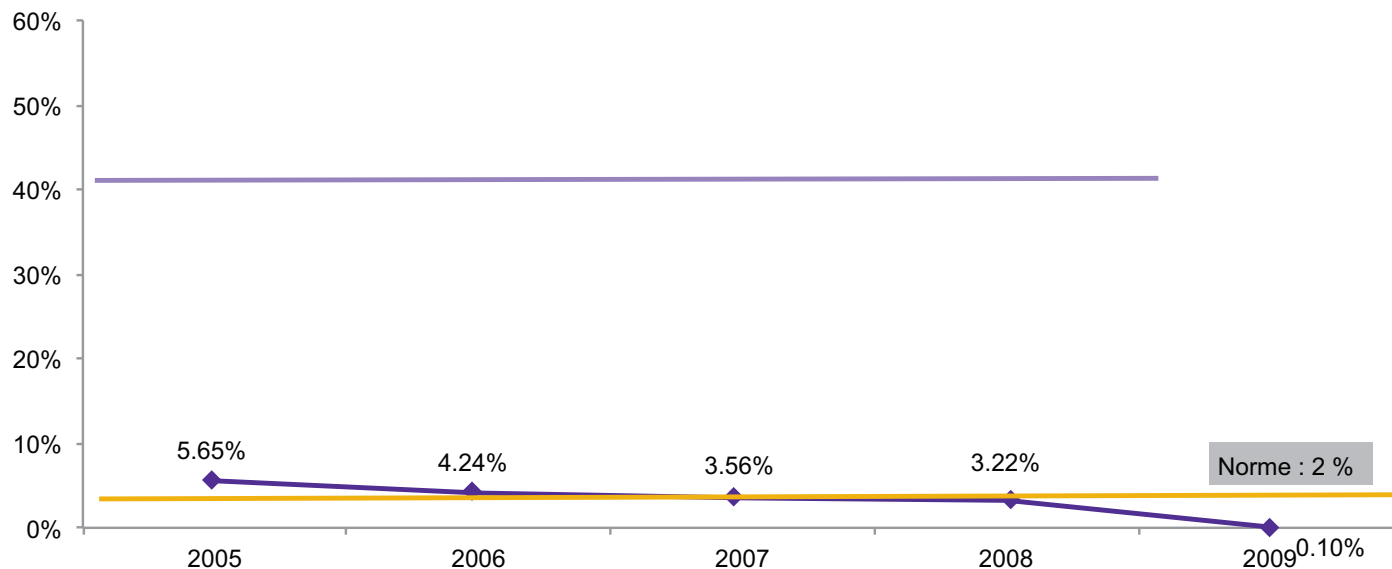
Graphique 29- Volume des achats et des ventes de dollars ÉU sur le marché des changes
(en millions de dollars ÉU)



TRANSACTIONS DES BANQUES POUR LEUR PROPRE COMPTE

Au 30 septembre 2009, la position nette en devises du système bancaire, exprimée en pourcentage des fonds propres, s'est établie à 0,1 % contre 3,2 % en 2008. Ainsi, elle est en-dessous de la limite maximale de 2 % établie par la BRH.

Graphique 30- Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres (au 30 septembre).

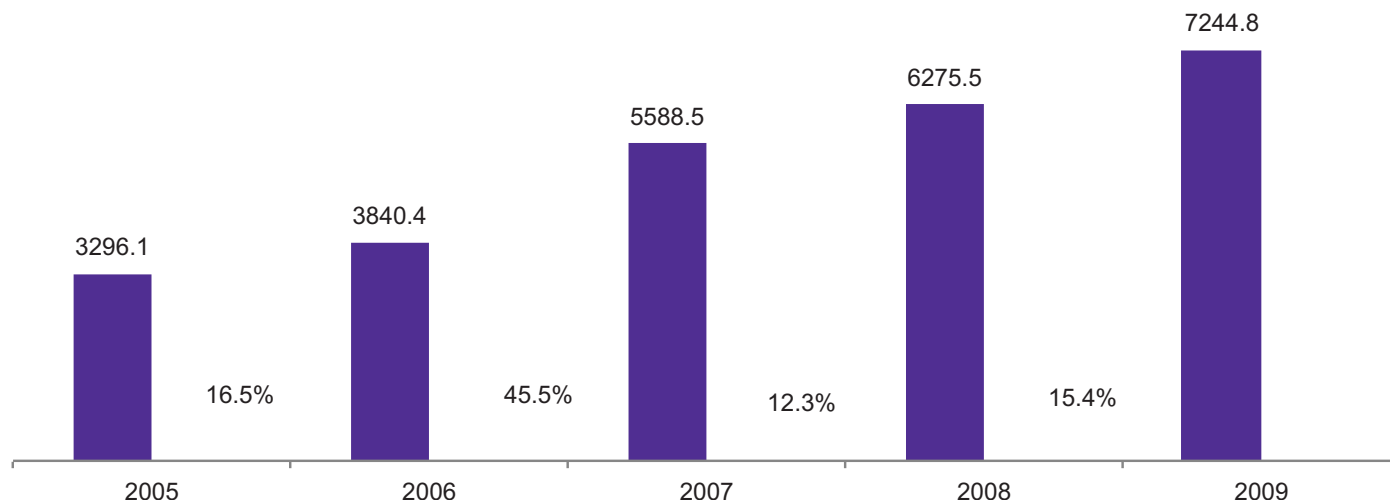


VI.7.- STRUCTURE FINANCIERE ET QUALITÉ DE L'ACTIF

ASSISE FINANCIÈRE ET FONDS PROPRES

Au terme d'un taux de croissance de 15,4 %, les fonds propres ont valu 7 244,8 MG au 30 septembre 2009 contre 6 275,5 MG au 30 septembre 2008. En effet, cette évolution résulte de la hausse du capital versé (+43,0 % ; 827,62 MG) et des réserves (19,4 % ; 216,41 MG) contrebalancée par la baisse du poste « Surplus d'apport » (-52,6 % ; 261,26 MG) et des BNR (-1,7 % ; 49,20 MG). En outre, le ratio fonds propres sur actif est fixé à 6,71 % en septembre 2009 contre 6,49 % en 2008, soit un gain de 22,0 points de pourcentage en raison de la croissance plus rapide des Fonds propres (11,3 %) par rapport à l'actif (7,6 %).

Graphique 31- Évolution des fonds propres du système bancaire au 30 septembre (en MG)



Les fonds propres du système bancaire se sont révélés inadéquats par rapport aux limites réglementaires fixée par la Circulaire 88 traitant des règles en la matière. Le multiple actif sur fonds propres réglementaires, inscrit à 23,40 fois demeure supérieur au maximum réglementaire de 20 fois alors qu'il s'est élevé à 18,03 fois à la fin de l'exercice précédent. Le ratio fonds propres réglementaires sur actifs à risque affiche 12,26 % (contre 12,65 % en 2008) respecte la limite de 12 % (minimum) prescrite.

Par ailleurs, les banques commerciales d'État ont été à la base du non respect par le système bancaire de la norme de suffisance de fonds propres (circulaire 88). En effet, au 30 septembre 2009, le multiple actif sur fonds propres réglementaires de ces deux (2) banques s'est inscrit respectivement à -137,06 fois (contre -107,86 fois en 2008). Cette violation se retrouve également au niveau du ratio des fonds propres sur actifs à risque qui s'est porté à -2,55 % (contre en -2,15 % en 2008). Cette situation résulte de la détérioration de leurs fonds propres réglementaires qui sont encore négatifs au 30 septembre 2009. Il faut souligner que la BNC, quant à elle, bénéficie d'une dérogation de la BRH.

De leur côté, les banques à capitaux privés haïtiens et les succursales de banques étrangères sont restées conformes à la réglementation en vigueur sur l'adéquation des fonds propres. Au 30 septembre 2009, pour les banques privées, le multiple actif sur fonds propres et le ratio "fonds propres sur actifs à risque" se sont élevés respectivement à 17,20 fois et 15,93 % alors que ces ratios se sont affichés à hauteur de 11,59 fois et 20,58 % pour les succursales de banques étrangères.

Tableau 27- Respect des normes de suffisance de fonds propres (au 30 septembre)

Catégories d'établissement	Actif / fonds propres ^a		Fonds propres / actif à risque ^b	
	Limite réglementaire		Limite réglementaire	
	2009	2008	2009	2008
		Max: 20 fois		Min: 12 %
Banques à capitaux privés haïtiens (6 banques)	17,20	14,13	15,93	16,11
Banques commerciales d'État (2 banques)	-137,06	-107,86	-2,52	-2,15
Succursales de banques étrangères (2 banques)	11,59	11,28	20,58	19,47
Système	23,40	18,03	12,26	12,65

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a : Constitue un instrument de mesure de la suffisance des fonds propres compte tenu de l'importance de l'actif et de la croissance de celui-ci.

b : Constitue un instrument de mesure de la suffisance des fonds propres compte tenu du risque de contrepartie de chacun des éléments d'actif au bilan et des hors bilan.

QUALITÉ DE L'ACTIF

Au cours de l'exercice 2009, les prêts improductifs ont chuté de 0,7 % pour atteindre un encours de 3 001,52 MG alors qu'au cours de l'exercice précédent, ils avaient crû de 22,8 % pour se fixer à 3 021,70 MG au 30 septembre 2008. Par ailleurs, les improductifs ont compté pour 8,48 % des prêts bruts alors qu'au 30 septembre 2008, ils se situaient à hauteur de 9,69 % des prêts bruts qui avaient affiché une croissance de 13,50 % au cours de cet exercice.

Tableau 28- Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre 2009 (en MG et en %)

Catégorie	2009	Var.	2008	Var.	2007	Var.	2006	Var.	2005
Prêts improductifs bruts	3 001,52	-0,7%	3 021,71	22,8%	2 461,09	-2,9%	2 533,88	-7,2%	2 731,66
Prêts bruts totaux	35 405,49	13,5%	31 186,66	26,4%	24 669,79	8,4%	22 749,77	+3,1%	22 065,01
Taux d'improductifs	8,48%		9,69%		9,98%		11,14%		12,38%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Le taux d'improductifs établi sur la classification « faibles, douteux et pertes » a fortement augmenté pour toutes les catégories de prêts. Au 30 septembre 2009, il s'est fixé à 19,26 % pour les prêts commerciaux et 43,86 % pour les prêts au logement. Toutefois, cette tendance a évolué à la baisse pour les prêts à la consommation dont le taux d'improductifs est passé de 7,55 % en septembre 2008 à 3,73 % en septembre 2009. Les improductifs des prêts commerciaux représentent 15,67 % (contre 10,31 %) du portefeuille de prêts bruts dont l'encours se fixe à 35 405,49 MG. Ceux des prêts à la consommation et des prêts au logement y comptent respectivement pour 0,58 % et 1,33 % (contre 0,92 % et 1,20 % respectivement 2008).

Tableau 29- Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 septembre 2009

Catégorie	Consommation	Logement	Commerciaux
Taux d'improductifs (en % du total des prêts de la catégorie)	3,73%	43,86%	19,26%
Taux d'improductifs (en % des prêts totaux du système)	0,58%	1,33%	15,67%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au 30 septembre 2008, les provisions pour créances douteuses et les improductifs ont eu des évolutions contrastées. En effet, les provisions ont crû de 4,2 % pour se solder à 2 090,31 MG (contre 2 005,87 MG en septembre 2008) tandis que les improductifs ont chuté de 0,7 % pour représenter 3 001,52 MG à la même date. Par conséquent, il en résulte un renforcement des provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs, portant le ratio à 69,64 % en septembre 2009 contre 66,38 % en septembre 2008.

Tableau 30- Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses au 30 septembre (en MG)

Catégorie	2009	Var.	2008	Var.	2007	Var.	2006	Var.	2005	Var.
Provisions pour créances douteuses	2 090,31	-4,2%	2 005,88	-4,7%	2 105,22	-6,9%	2 263,19	68,8%	1 340,99	8,9%
Prêts improductifs bruts	3 001,52	-0,7%	3 021,71	+22,8%	2 461,09	-2,8%	2 533,88	-7,2%	2 731,66	39,3%
Taux de couverture	69,64%		66,38%		85,54%		89,32%		49,09%	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Les prêts improductifs nets représentent 12,58 % de l'avoir des actionnaires, soit un recul de 3,02 points de pourcentage par rapport à septembre 2008 (15,60%). Cette chute du taux d'exposition des fonds propres du système bancaire au risque de crédit découle de la baisse des prêts improductifs (-0,7 %) face à la croissance de l'avoir des actionnaires (+11,3 %).

Tableau 31- Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre (en MG)

Catégorie	2009	2008	2007	2006	2005
Prêts improductifs bruts	3 001,52	3 021,71	2 461,09	2 533,89	2 731,66
moins : provisions pour créances douteuses	2 090,31	2 005,88	2 105,22	2 263,19	1 340,99
Prêts improductifs nets	911,21	1 015,83	355,87	270,70	1 390,67
Fonds Propres Comptables	7 244,80	6 511,23	5 588,50	3 840,36	3 296,08
Proportion des prêts improductifs nets par rapport aux fonds propres	12,58 %	15,60 %	6,37 %	7,05 %	42,2 %

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Les prêts accordés par les établissements bancaires à leurs apparentés représentent 7,6 % (2 690,46 MG) de l'encours total au crédit (35 405,46 MG), alors que ce ratio représentait 7,29 % (2 273,67 MG) au 30 septembre 2008. Globalement, la part de crédit octroyée aux apparentés a augmenté de 18,31 % (416,35 MG) au niveau du système bancaire.

Au 30 septembre 2009, les encours de ces prêts se sont présentés comme suit : 35,27 MG pour les banques commerciales d'État, 2 509,66 MG pour les banques commerciales privées, 91,35 MG pour les banques d'épargne et de logement et 53,74 MG pour les succursales de banques étrangères, soit un encours global de 2 690,02 MG pour le système bancaire. De plus, la proportion de ces prêts en pourcentage du portefeuille de crédit s'est élevée à 0,54 % pour les banques commerciales d'Etat, à 10,57 % pour les banques commerciales privées, à 5,66 % pour les banques d'épargne et de logement et 1,51% pour les succursales de banques étrangères; ce qui donne une proportion de 7,6 % pour le système bancaire.

Tableau 32- Importance des prêts accordés aux apparentés au 30 septembre 2009

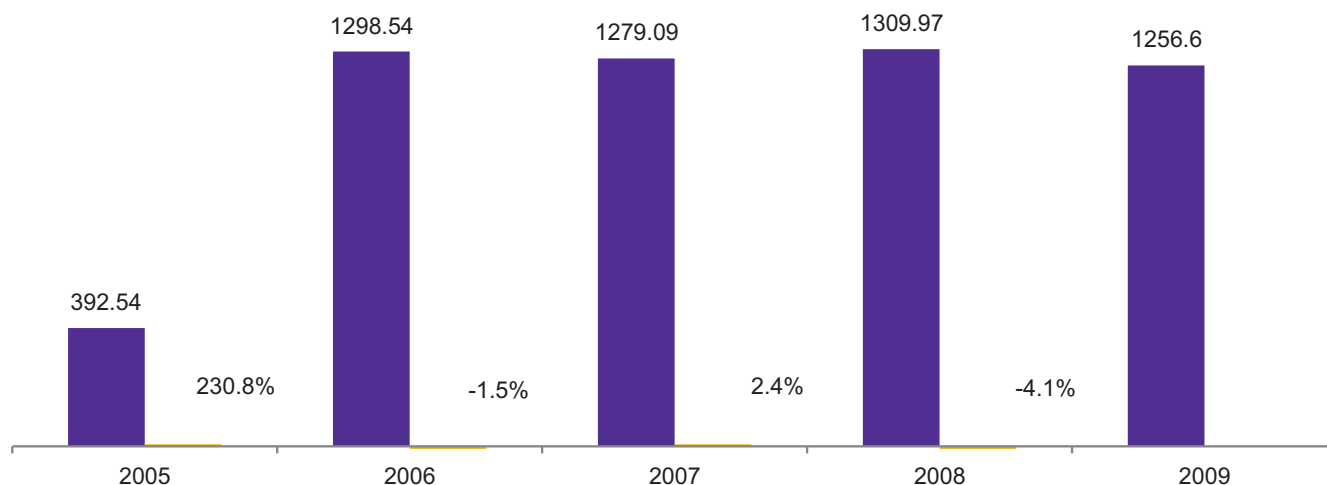
	Banques commerciales d'État	Banques commerciales privées	Banques d'épargne et de logement	Succursales de banques étrangères	Système Bancaire
Prêts aux apparentés (MG)	35,27	2 509.66	91,35	53,74	2 690.02
Portefeuille de crédit (MG)	6 495.58	23 742.56	1 614.89	3 552.43	35,405.46
En pourcentage du portefeuille de crédit	0,54	10,57	5,66	1,51	7,60

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VI.8.- RÉSULTATS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

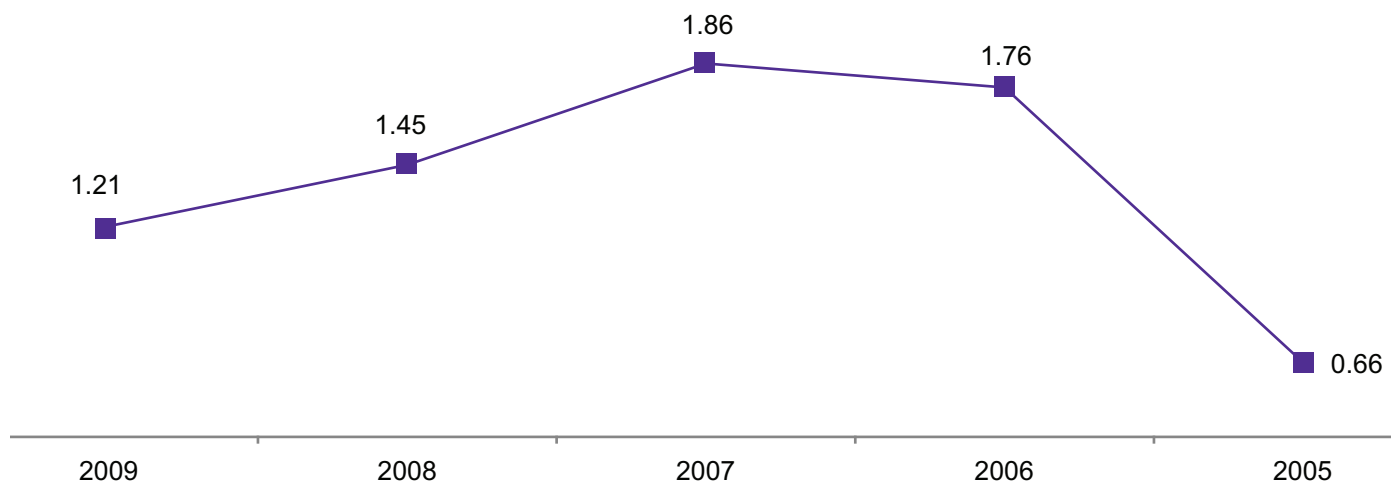
La rentabilité du système bancaire a connu une baisse de 4,1 % (53,37 MG) au cours de l'exercice 2009. En effet, le bénéfice net est passé de 1 309,97 MG en 2008 à 1 256,60 MG en 2009.

Graphique 32- Évolution du bénéfice net du système pour l'exercice terminé le 30 septembre (en MG)



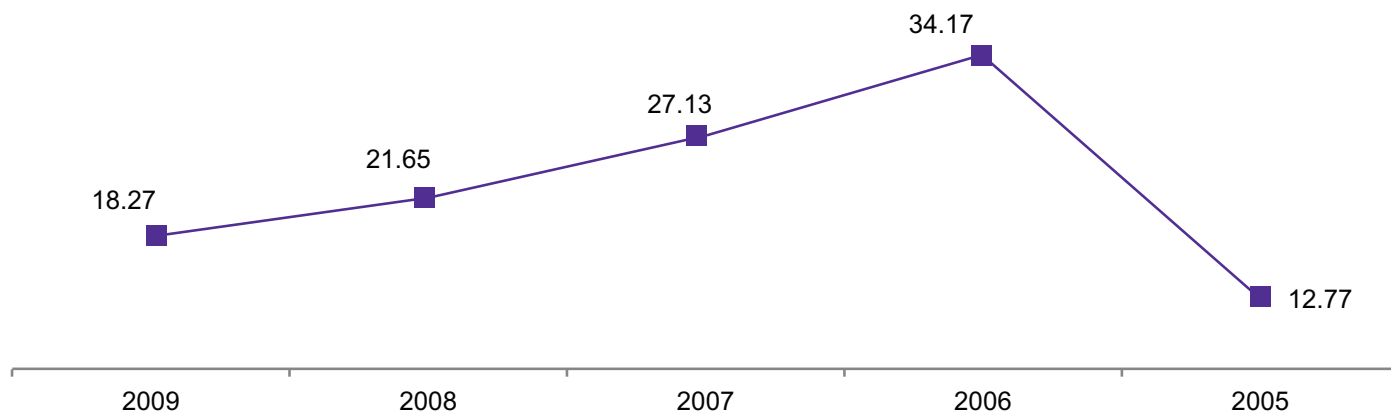
Cette baisse est imputable à l'évolution à la hausse des dépenses d'exploitation (5,8 % ; 270,92 MG) et des impôts sur le revenu (5,8 % ; 16,72 MG) en dépit de l'accélération du produit net bancaire (+6,5 % ; 417,71 MG).

Graphique 33- Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé le 30 septembre (en %)



Le ralentissement du rythme de progression du bénéfice net, conjugué à la croissance relative des postes «Actif et Avoir des Actionnaires » qui ont augmenté respectivement de +7,6 % et +11,3 % au 30 septembre 2009, a contribué sensiblement à l'évolution à la baisse des ratios de rentabilité. En effet, le rendement net de l'actif (ROA) et celui de l'avoir des actionnaires (ROE) se sont repliés pour s'établir respectivement à 1,21 % et 18,27 % en 2009 contre 1,45 % et à 21,65 % en 2008.

Graphique 34- Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) pour l'exercice terminé le 30 Septembre (en %)



REVENUS NETS D'INTÉRÊT

La contraction des dépenses d'intérêt (-33,2 % ; -354,36 MG) a entraîné la nette amélioration des revenus nets d'intérêt qui se sont établis à 3 983,8 MG au cours de l'exercice 2009, en dépit de la baisse relative des revenus d'intérêts (0,8 % ; 38,37 MG). Ils ont crû de 8,6 % (315,99 MG) contre 0,7 % (24,56 MG) en 2008. Les composantes des revenus d'intérêts ont évolué dans la proportion suivante au cours de l'exercice 2009 : les revenus d'intérêts sur prêts (4,0 %), les intérêts sur Bons BRH (-4,9 %) et les autres revenus d'intérêt (-24,2 %). Le ratio revenus nets d'intérêt sur revenus d'intérêt a progressé au cours de l'exercice 2009 pour s'établir à 84,8 % contre 77,44 % pour l'exercice antérieur, soit une amélioration de 7,36 points de pourcentage.

Tableau 33- Revenus nets d'intérêt pour l'exercice terminé au 30 septembre (MG)

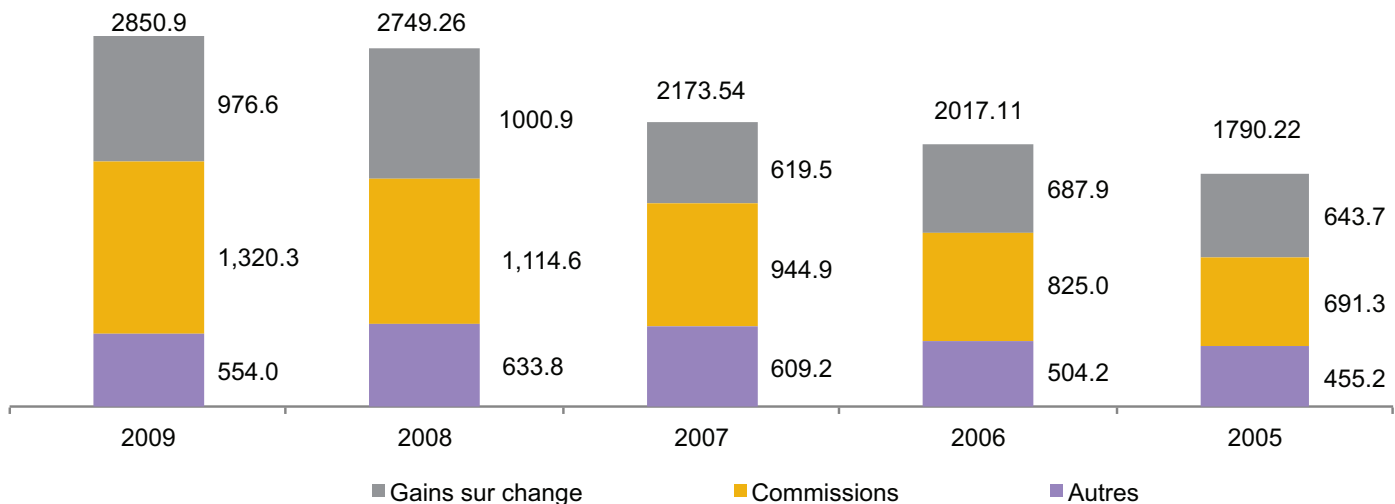
	2009	2008	2007	2006	2005
Revenus d'intérêt					
Prêts	3 670,0	3 529,4	3 373,4	3 058,8	2 773,3
Intérêts sur bons BRH	556,8	585,4	175,9	1 090,6	353,4
Autres	471,0	621,5	713,7	631,1	378,5
	4 698,0	4 736,4	5 263,0	4 780,5	3 505,2
Dépenses d'intérêt	714,1	1 068,5	1 619,7	1 305,9	987,3
Revenus nets d'intérêt	3 983,8	3 667,8	3 643,3	3 474,5	2 517,9
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt	84,80 %	77,44 %	69,2 %	72,6 %	71,8 %

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

AUTRES REVENUS

Les autres revenus se sont établis à 2 850,9 MG, affichant la plus faible marge de progression au cours des trois derniers exercices (+3,7 %). Cette augmentation est due principalement à celle des commissions (+18,5 %). Les autres composantes, Gains sur change et Autres revenus ayant, en revanche, varié négativement, respectivement de 12,6 % et 2,4 % comparativement à des hausses de 4 % et 61,6 % pour l'exercice précédent. La structure des Autres revenus est restée inchangée. En effet, les commissions représentent toujours la composante dominante, avec 46,31 % (contre 40,54 % en 2008), suivies du poste «Autres» avec 34,26 % (contre 36,41 %) et des Gains sur change avec 19,43 % contre 23,05 %. Les autres revenus représentent 41,71 % dans la structure du produit net bancaire contre 42,84 % l'exercice précédent.

Graphique 35- Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



PRODUIT NET BANCAIRE ET PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Le produit net bancaire a augmenté de 6,5 %, affichant 6 834,8 MG pour l'exercice 2009. Cette amélioration est imputable d'une part à la hausse de 8,6 % de la marge nette d'intérêt totalisant 3 983 MG et d'autre part à celle des Autres revenus de 3,7 % qui se sont établis à 2 850,99 MG. Leur part contributive dans la composition du PNB a changé, représentant chacune respectivement 58,28 % et 41,72 % en 2009 contre 57,16 % et 42,84 % en 2008.

Les dotations à la provision pour créances douteuses ont considérablement augmenté durant l'exercice 2009, passant de 116 MG en 2008 à 299,4 MG en 2009, soit une hausse de 158,1 % contre 201,5 % au cours de l'exercice 2008.

Tableau 34- Produit net bancaire pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %)

	2009		2008		2007		2006		2005	
	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%
Revenus nets d'intérêt	3 983,83	58,28 %	3 667,8	57,16 %	3 643,3	62,6 %	3 474,5	63,3 %	2 517,9	58,4 %
Autres revenus	2 850,98	41,72%	2 749,3	42,85%	2 173,5	37,4 %	2 017,1	36,7 %	1 790,2	41,6 %
Produit net bancaire	6 834,82	100 %	6 417,1	100 %	5 816,8	100 %	5 491,6	100 %	4 308,1	100 %
Dotation à la Provision pour créances douteuses	299,46		116,0		38,5		157,7		298,5	
Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts	6 535,38		6 301,1		5 778,3		333,8		4 009,6	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

DÉPENSES D'EXPLOITATION

La croissance des dépenses d'exploitation du système bancaire a connu une décélération au cours de l'exercice 2009. Ces dépenses ont augmenté de 5,8 % (4 975,2 MG) contre 10,8 % en 2008, passant de 4 704,2 MG à 4 975,1 MG. Cette évolution résulte de la croissance de la masse salariale et avantages sociaux (+9,6 % ; +2 024,9 MG), des autres dépenses d'exploitation (+3,9 % ; +2 215,9 MG), des charges d'amortissement (+1,7 % ; +453,2 MG) et des frais de locaux (+1,2 % ; +281,2 MG).

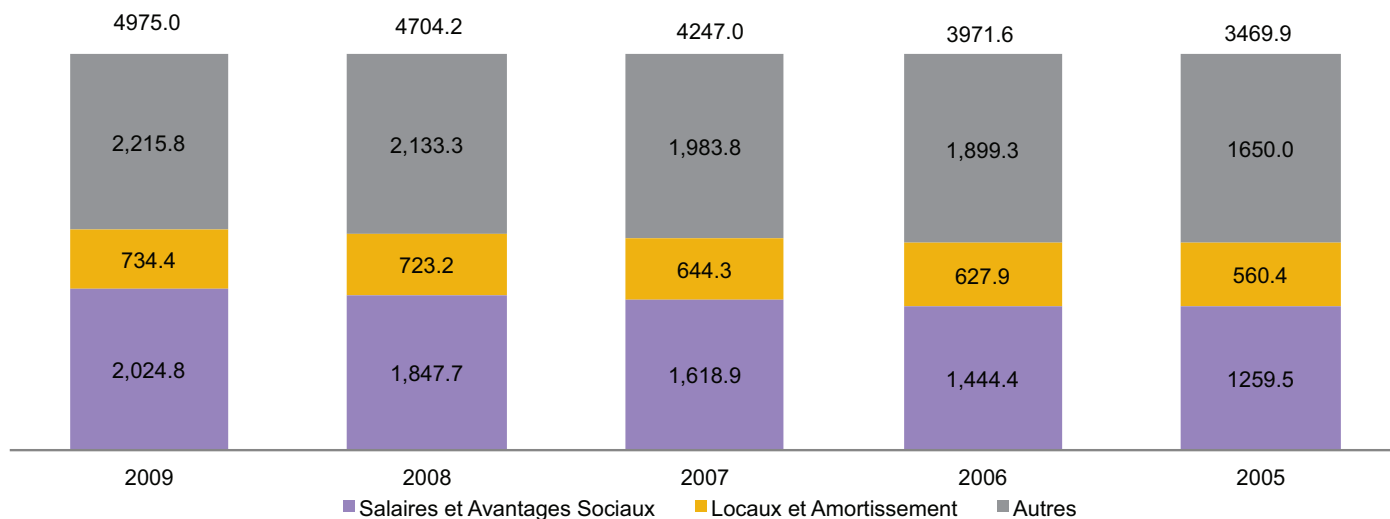
Tableau 35- Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre

	2009	2008	2007	2006	2005
Coefficient brut d'exploitation (Dépenses d'exploitation / produit net bancaire)¹	72,8 %	73,3 %	73,0 %	70,66 %	80,5 %
Ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus nets d'intérêt (Revenus nets d'intérêt / dépenses d'exploitation)	80,0 %	78,0 %	85,8 %	92,3 %	72,6 %

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Le ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus nets d'intérêt a connu une légère hausse de 2 points de pourcentage, en raison de la progression plus que proportionnelle des revenus nets d'intérêt (8,6 %) par rapport aux dépenses d'exploitation (6,5 %). En outre, le coefficient brut d'exploitation s'est légèrement contracté, affichant 72,78 % contre 73,31 % par rapport à l'exercice précédent, soit une amélioration de 53 centimes.

Graphique 36- Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes pour l'exercice terminé au 30 septembre (MG)



TAUX DE RÉMUNÉRATION MOYENNE DES DÉPÔTS ET DE RENDEMENT MOYEN DES PRÊTS

La rémunération moyenne des dépôts et le rendement moyen des prêts ont encore régressé au cours de l'exercice 2009, perdant respectivement 0,61 et 1,62 point de pourcentage pour s'établir à 0,81 % et à 11,02 %. La contraction de ces indicateurs est attribuable à la diminution des taux directeurs de la BRH. En effet, les taux sur les Bons BRH de 7, 28 et 91 jours ont connu une forte baisse (- 60 %) durant la période allant de septembre 2008 à septembre 2009, entraînant la baisse des taux pratiqués sur les comptes de dépôts et de prêts. Ainsi, les taux moyens pondérés offerts sur les prêts en gourdes et en devises sont passés respectivement de 18,36 % à 15,42 % et de 9,39 % à 10,53 %; tandis que les taux offerts sur les dépôts à terme en devises sont passés en moyenne de 3,0 % à 0,69 %, ceux sur les dépôts à terme en gourdes de 1,69 % à 0,13 %. En ce qui a trait aux taux moyens pondérés pratiqués sur les dépôts d'épargne gourdes et dollars, ils se sont inscrits respectivement à 0,20 % et 0,13 % au 30 septembre 2009.

Tableau 36- Rémunération moyenne des dépôts pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %)

	Dépôts Moyens ^a	Dépenses d'intérêt	rémunération moyenne des dépôts	Variation (point de pourcentage)
2004	33 505,2	2 225,5	4,89 %	4,0
2005	37 564,1	987,3	1,88 %	
2006	41 656,9	1 305,9	2,30 %	+0,9
2007	44 646,3	1 619,7	2,54 %	+0,1
2008	49 087,9	1 068,5	1,42 %	-1,4
2009	53807,3	714,19	0,81%	-1,39

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Tableau 37- Rendement moyen des prêts pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %)

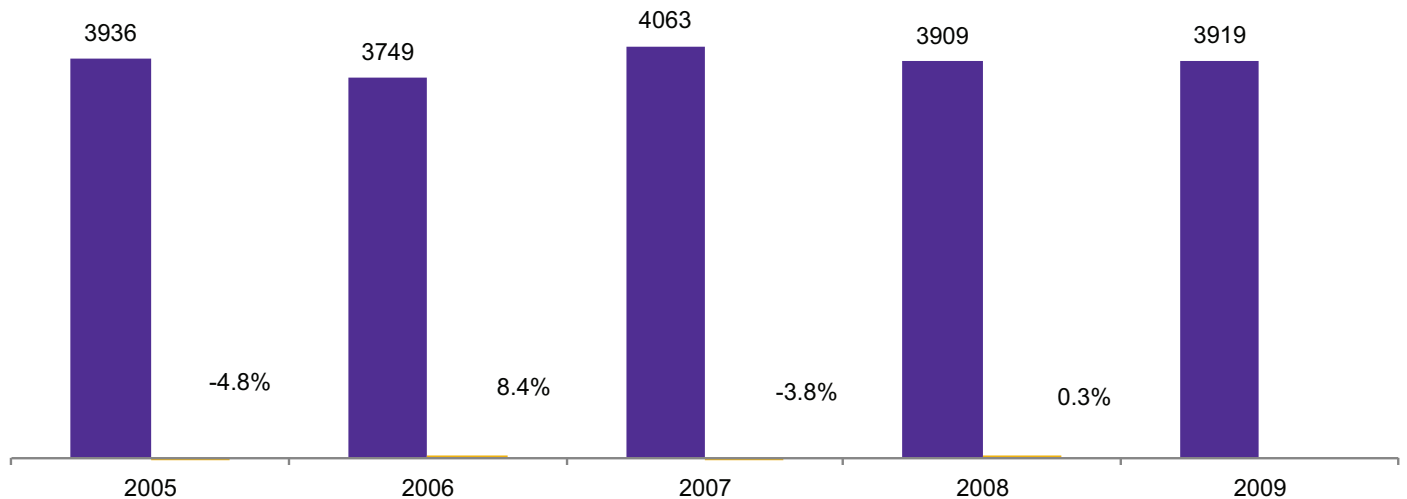
	Prêts bruts Moyens	Revenus d'intérêt sur prêts	rendement moyen des prêts	Variation (point de pourcentage)
2002	12 038,6	2 187,9	18,1 %	
2003	14 995,8	3 120,7	20,8 %	+2,7
2004	17 662,5	3 486, 2	19,7 %	-1,1
2005	20 121,8	2 773,3	13,8 %	-5,9
2006	22 260,0	3 138, 7	14,0 %	+0,2
2007	23 709,8	3 373,4	14,2 %	+0,2
2008	27 928,2	3 529,4	12,6 %	-1,6-
2009	22 407,4	3.670.0	11,0%	-1,6

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

EFFECTIF DES BANQUES ET PRODUCTIVITÉ

Au 30 septembre 2009, l'effectif du secteur bancaire s'est établi à 3 919 employés, soit une hausse relative de 0,26 % (dix employés) par rapport à l'exercice précédent. La Capitalbank, la Sogebank et la BNC, trois (3) banques commerciales à capitaux haïtiens, ont augmenté leur effectif respectivement de 65, 27 et 15 employés. La BUH a considérablement réduit son personnel, en congédiant 83 employés, suite à la fermeture des succursales de Ouanaminthe et de Limbé. Ensuite viennent la Unibank, la Sogebel et BPH qui ont perdu respectivement 9, 3 et 2 employés. L'effectif des succursales de banques étrangères a évolué de façon mitigée: la Citibank a augmenté son personnel de 3 employés alors que la Scotiabank a diminué son effectif pour le même nombre.

Graphique 37- Évolution du nombre d'employés du système bancaire (au 30 septembre)



Les employés du système bancaire ont été très productifs au cours de l'année fiscale 2009, reproduisant ainsi la tendance à la hausse affichée l'année dernière, sauf en termes de bénéfice net (320,64 milliers de gourdes (MG) en baisse de 4,31 %. En effet, chaque employé du système bancaire a généré 27 535,87 MG d'actif ; 9 034,31 MG de prêts bruts ; 23 592,85 MG de dépôts totaux et 1 744,02 MG de PNB, soit des hausses respectives de 7,31 %; 3,23%; 8,85 % et 6,23 %.

Tableau 38- Productivité par employé (au 30 septembre, en milliers de gourdes et en %)

Catégorie	2009	Var. en %	2008	Var. en %	2007	Var. en %	2006	Var. en %	2005
Actif/employé ^a	27535,87	+7,31	25659,13	+30,70	19 631,90	+1,49	19 343,66	+15,69	16 720,2
Prêts bruts/employé	9034,31	+13,23	7978,17	+31,40	6 071,82	+0,06	6068,22	+8,24	5 605,95
Dépôts/employé	23592,85	+8,85	21674,25	+33,37	16 251,70	0,60	16 354,02	+13,38	14 423,56
PNB/employé	1744,02	+6,23	1 641,63	+14,66	1 431,70	2,26	1 464,82	+33,83	1 094,54
Bénéfice net/employé	320,64	4,31	335,12	+6,44	314,82	9,11	346,37	+247,3	99,73

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Nombre d'employés au 30 septembre uniquement.

VI.9.- LA SURVEILLANCE DES BANQUES

VI.9.1- ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE

Les activités de surveillance, au cours de l'exercice 2008-2009, ont été réalisées selon les deux modes de contrôle en vigueur : inspection sur place et surveillance sur pièces.

INSPECTIONS SUR PLACE

Au cours de l'exercice 2008-2009, le Service Inspection a réalisé cinq (5) missions d'inspection générale au niveau des banques commerciales suivantes: Unibank, Capitalbank, Sogebel, BNC et BPH. Une seule mission ponctuelle a été menée au cours de cette période. Elle a porté notamment sur l'évaluation du change (circulaire sur le change #81.4/BNC). Par ailleurs, dans le cadre de la problématique liée au blanchiment d'argent, une mission d'inspection a été conduite à la Citibank et une autre s'est tenue à la Sogebel.

CONTRÔLE SUR PIÈCES

La BRH effectue une surveillance permanente à partir des rapports, formulaires et états financiers provenant des différents établissements bancaires. Cette surveillance permet de détecter à temps des irrégularités. De plus, les informations soumises par les banques servent à la production de différents rapports :

- Les rapports externes dont les « Rapports statistiques et indicateurs financiers » produits sur une base trimestrielle et distribués à l'ensemble des décideurs du système financier ;
- Les autres rapports qui sont internes à la BRH et constituent des études analytiques des tendances observées tant pour le système bancaire que pour les établissements qui le composent.

SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE TRANSFERT ET DE CHANGE

Au cours de l'exercice 2008-2009, le Service Surveillance des Activités de transfert et de change a réalisé trois (3) missions d'inspection ponctuelle au niveau des Agents de change suivants: Universal Change Opération (UCO), Argex Trading Investment Corporation (Louis Philippe Bayard) et Norman Acra.

VI.9.2.- AUTRES

DEMANDES D'AGRÉMENT

Aucune demande d'agrément relative à l'ouverture de banque n'a été formulée au cours de l'exercice 2008 – 2009. Il en est de même dans le cadre de l'exercice de la profession d'agent de change. Cependant, pour ce qui concerne les Maisons de Transfert, une demande a été adressée à la BRH par la société « Haiti Money Transfers Services S.A.» au cours de l'exercice 2009. Cette demande fait encore l'objet d'analyse de la part des Directions concernées.

OUVERTURE DE SUCCURSALES OU DE COMPTOIRS

La BRH a autorisé l'ouverture de deux nouvelles succursales : l'une à Tabarre, Carrefour Fleuriau, par la Unibank et l'autre à Place Boyer, par la Capitalbank. La BNC a rouvert sa succursale des Cayes fermée quelque temps auparavant.

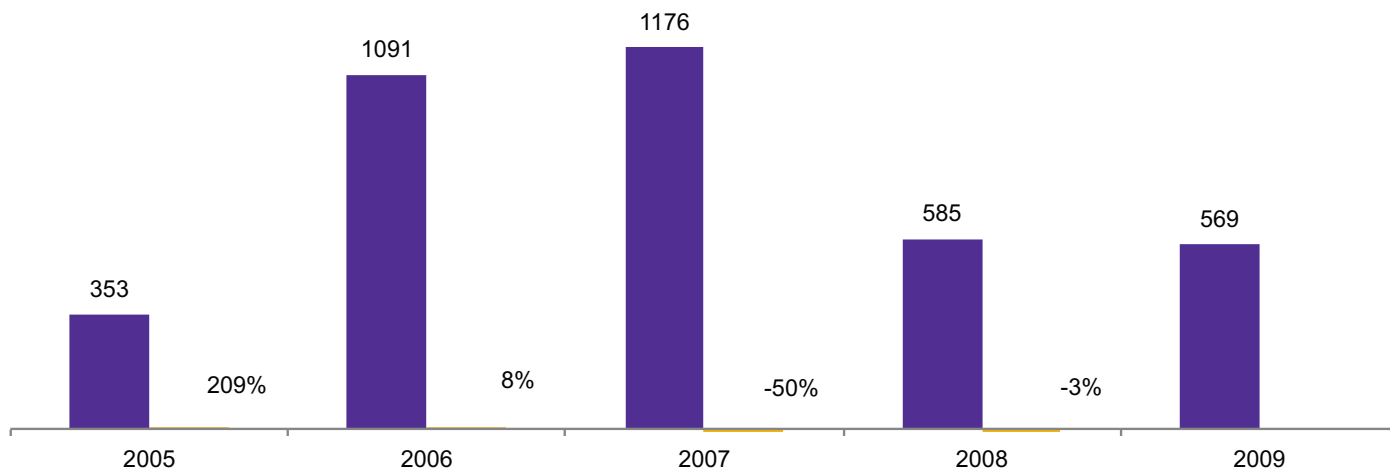
PÉNALISATION

Après avoir affiché une forte croissance au cours de l'exercice 2008 (+162,7 %), les revenus liés aux pénalités encourues par les établissements bancaires assujettis au contrôle de la BRH ont chuté de 42,63 % pour s'établir à 11,3 millions de gourdes au cours de l'exercice 2009. En revanche, la pénalisation liée au déficit de réserves représente la part la plus importante (73,4 %; 8,3 MG), suivie de la position nette de change (22,10 % ; 2,5 MG) et dans une proportion moindre, les pénalités pour les retards dans la soumission des rapports (4,5 %, 535 mille gourdes).

INTÉRÊTS PAYÉS

La baisse des taux sur les bons BRH amorcée en 2007-2008 s'est poursuivie en 2008-2009. La BRH a versé, pour l'exercice 2008-2009, à titre de rémunération des Bons BRH, des intérêts s'élevant à 569,00 MG contre 585,00 MG en 2008, soit une diminution de 2,73 %. L'évolution à la baisse des taux d'intérêt sur les Bons BRH au cours du deuxième semestre de l'exercice (respectivement de 3,5 %; 5 % et 8 % à 2 %; 3,5 % et 6,5 % pour les bons de 7 jours, 28 jours et 91 jours) explique en grande partie la réduction des intérêts créditeurs accordés par les banques.

Graphique 38- Évolution des intérêts versés sur Bons BRH au 30 septembre (en MG)



CHRONOLOGIE DES FAITS MARQUANTS DU SYSTÈME BANCAIRE AU COURS DE L'EXERCICE 2009

- Dans le cadre des exigences du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), deux experts internationaux, Monsieur Mario Goeckler et Monsieur Pablo Bazerque ont soumis à la Supervision leur rapport d'évaluation de la Sogebank et de la Unibank.
- Le suivi du dossier de la Banque de l'Union Haïtienne, enclenchée depuis le 1er juillet 2008 notamment par la nomination d'un Contrôleur, se poursuit progressivement.

VII – LES ACTIVITÉS D'INSPECTION GÉNÉRALES DES CAISSES POPULAIRES

L'exercice 2008-2009 a été surtout marqué par la conduite des activités d'inspection et l'accélération du processus d'agrément des caisses populaires. En effet, suite à l'approbation par le Conseil d'Administration du calendrier d'inspection, la Direction d'Inspection Générales des Caisse Populaires (DIGCP) a réalisé 32 missions d'inspection, 18 missions de diagnostic financier dans tout le pays. Au cours de ces missions, des lacunes ont été décelées, notamment en ce qui concerne la structure financière des caisses d'épargne et de crédit (CEC) et la gestion du portefeuille. Aussi, des recommandations visant à l'amélioration de la gestion générale des caisses ont été faites aux dirigeants concernés et par le truchement du Service de suivi, la DIGCP s'est assurée de l'application de ces recommandations ainsi qu'à la dissipation des lacunes et/ou problèmes liés à la structure financière.

En outre, le processus d'agrément a connu une certaine accélération. Suite aux différentes ententes survenues entre la BRH et le Conseil National des Coopératives (CNC), la DIGCP a relancé le processus d'agrément. Des dossiers soumis par le CNC (une soixantaine), 42 avis favorables ont été émis par la BRH contre 24 l'année précédente, soit une augmentation de 75 % par rapport à 2008-2009.

Il faut noter que la première fédération des caisses populaires haïtiennes « FECAPH (Le LEVIER) » a vu le jour en mars 2008. Supportées par l'Agence Canadienne de Développement Internationale (ACDI), certaines de ces caisses ont déjà participé aux adjudications des Bons BRH. Conformément à la loi de 2002 et à leur demande, la BRH s'efforce à créer des conditions optimales pour que les caisses, membres de la fédération, aient accès à la Chambre de Compensation. Toutefois, de part et d'autre, cela requiert des efforts de cohésion et de calcul intenses.

Grace à l'appui de la mission canadienne en Haïti, la BRH a participé en juillet 2009 à un stage au Rwanda qui a permis de confronter les systèmes rwandais et haïtien. Il ressort de cette comparaison que notre pays est bien positionné par rapport à certaines régions de l'Afrique de l'Ouest, mais tant d'obstacles jalonnent encore le secteur de la microfinance mutualiste.

Le secteur de la micro finance a fait l'objet d'études assez poussées et de nombreuses manifestations d'intérêt se sont produites pour qu'enfin ce secteur qui s'annonce prometteur, puisse disposer d'un cadre légal adapté à sa situation. La BRH, en coopération avec l'Agence Française de Développement (AFD) s'active sérieusement à la formalisation dudit secteur.

Il convient de souligner que des progrès notables ont été réalisés dans le domaine des caisses d'épargne et de crédit depuis la décision de la BRH d'intégrer ce secteur à l'ensemble du système financier de manière formelle et systématique. Certes, toutes les données ne sont pas disponibles compte tenu du fait que certaines caisses du pays ne disposent pas de structure leur permettant de fournir à la BRH des informations financières à jour sur une base régulière. Cependant, au cours de l'exercice 2008-2009, l'actif et le portefeuille de crédit des caisses inspectées s'élèvent à 4,5 milliards de gourdes et 2,5 milliards de gourdes respectivement, grâce à une meilleure implication et perception des sociétaires et dirigeants.

C – LA BRH EN 2009

Dans le souci de s'assurer de la stabilité du taux de change et de pouvoir répondre en temps réel au déséquilibre de la balance des paiements, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a accumulé des réserves brutes de l'ordre de 953 millions de dollars ÉU au 30 septembre 2009. En dépit des interventions nettes à la vente de la BRH sur le marché des changes, la gourde a connu une légère dépréciation face au dollar ÉU, s'échangeant ainsi à 41,7737 gourdes pour un dollar américain au 30 septembre 2009 contre 39,9535 HTG/ \$ÉU au 30 septembre 2008. Si le taux de change a relativement augmenté, les spreads moyens sur les opérations cambistes se sont rétrécis, passant à 32 et 43 centimes en moyenne mensuelle, respectivement sur les marchés bancaire et informel, contre 37 et 56 centimes l'an dernier.

Pour faire face à la détérioration des billets, la BRH a procédé à une destruction record de toutes les coupures, notamment celles de 250 et de 500 gourdes. Par ailleurs, suivant sa politique monétaire, la banque centrale a diminué la quantité de monnaie émise, laquelle a régressé de 8,5 % en glissement annuel. De ces mouvements de destruction et d'émission de monnaie, dépendamment des coupures, découle une augmentation en valeur de l'encours des billets de l'ordre de 7 % et une diminution du volume d'environ 16 %. En outre, les contrefacteurs ont intensifié leur activité, faisant augmenter de 29,39 % les faux papiers-monnaies en gourdes et de 48,67 % les faux billets en dollars ÉU contrés dans les guichets des institutions financières. Il est à souligner que tout faux billet capté dans le système bancaire est automatiquement détruit, d'après les procédures et réglementation en vigueur.

Au niveau de la chambre de compensation, une baisse tant en volume qu'en valeur a été observée au niveau des chèques en gourdes, soit 2 369 437 chèques pour un montant de 131 764 MG. La valeur des chèques libellés en dollars américains a aussi diminué, passant de 477,4 millions de dollars ÉU pour l'exercice 2007-2008 à 379,5 millions en 2008-2009.

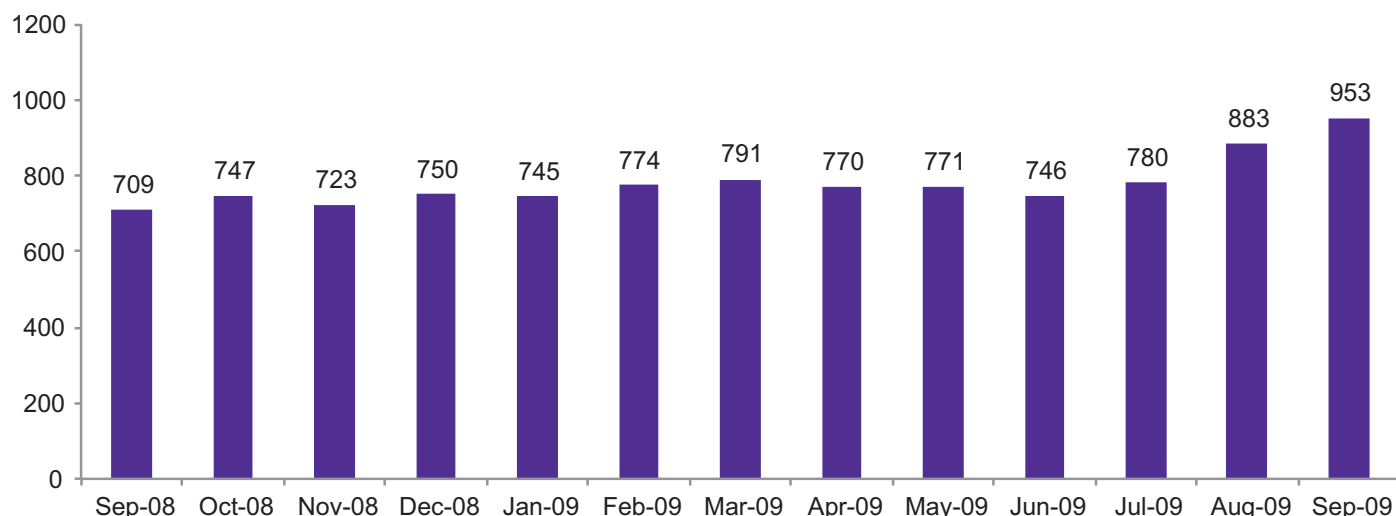
Cette baisse que connaît le nombre de chèques compensés est due principalement au renforcement du système de paiements interbancaires d'Haïti (SPIH). Par ailleurs, en plus du SPIH, la BRH a procédé à des projets d'entretien et de développement d'outils techniques tant internes qu'externes. On peut citer en autres le logiciel de gestion des activités de formation, le SIF, le Crédit- Direct et le Portail Web Sécurisé (PWS). Le PWS, bien que demandé par le Ministère des Finances, devra s'étendre à toutes les institutions de façon à leur permettre de consulter leur état de compte en ligne.

VIII- GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS BRUTS DE LA BRH EN 2009

Les avoirs extérieurs bruts de la BRH ont progressé de 34,41 % en glissement annuel pour atteindre 953 millions de dollars ÉU au 30 septembre 2009 contribuant ainsi à renforcer d'une part la capacité de la banque centrale à renflouer les déséquilibres de court et de moyen terme de la balance des paiements et, d'autre part, à intervenir sur le marché des changes en vue de maintenir la stabilité de la gourde face au dollar américain. C'est ainsi qu'au cours de l'exercice, la BRH a pu intervenir en vendant 83 millions de dollars ÉU pour contrôler les pressions sur la gourde.

Les réserves brutes de change se sont accrues particulièrement à la faveur des acquisitions de devises réalisées par la BRH sur le marché des changes et des décaissements de l'aide externe. Les acquisitions de devises ont totalisé 17,23 millions de dollars ÉU tandis que les décaissements effectués par la communauté internationale se sont élevés à hauteur de 158 millions de dollars ÉU.

Graphique 39- Évolution des réserves brutes de change (en millions de dollars ÉU)



VIII.1.- COMPOSITION DES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA BRH

Au 30 septembre 2009, les réserves internationales de la BRH étaient constituées pour 68,60 % environ par des titres de court et moyen terme, 17,50 % par des placements sur le marché du loyer de l'argent au jour le jour et 2,24 % par des fonds en attente de placement à l'étranger. Le reliquat était constitué d'or, de DTS et d'un placement dans un SICAV monétaire (CILR) .

L'allocation du portefeuille de titres de la BRH au 30 septembre 2009 se présente comme suit :

- 89,26 % d'obligations d'agences fédérales contre 79,77 % l'an dernier;
- 6,61 % d'obligations de sociétés privées contre 8,76 % durant l'exercice 2008 ;
- 1,63 % de créances hypothécaires titrisées contre 6,99 % antérieurement;
- 2,50 % en liquides ou en équivalents

Cette allocation du portefeuille de la BRH entre des titres à faible niveau de risque et de notation AAA à A-, selon la notation de la firme S&P, reflète essentiellement l'optique d'optimisation de la rentabilité sous les contraintes de faible niveau de risque et de disponibilité élevée imposées par le statut d'une banque centrale. Elle est conforme aux termes des contrats de gestion convenus entre la BRH et ses gérants de portefeuille. En effet, ces derniers sont autorisés à en placer au plus 25 % dans des titres émis par des sociétés privées. Les 75 % restants pourraient faire l'objet de placements constitués pour l'essentiel d'obligations du trésor américain, d'agences fédérales et de dépôts à vue soumis aux opérations de prises en pension et de créances hypothécaires titrisées.

VIII.2.- RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Le portefeuille de titres de la BRH a dégagé un rendement moyen de 4,84% cette année alors qu'il avait généré 2,49 % au cours de l'exercice précédent. Ce taux de rendement a surpassé la performance du repère retenu par la BRH pour le portefeuille de titres, le LIBOR à trois mois sur les dollars ÉU qui a affiché en moyenne 0,47 %. Ce résultat a été obtenu en dépit du fait qu'au cours de l'année, la Fed, motivée par sa volonté de réduire les impacts de la crise financière sur l'économie réelle, a procédé à des rabaissements du taux directeur du marché monétaire américain, le faisant passer de 1,50 % à 0,25 % en septembre 2009.

Cette surperformance du rendement moyen du portefeuille vis-à-vis du benchmark s'explique du fait que la BRH avait investi 89 % de ses fonds dans des titres d'agences du gouvernement fédéral américain qui pouvaient être rappelés par les émetteurs lorsque les taux baissaient. La BRH, prévoyant la baisse des taux, avait fait mettre cette possibilité de rappel en veilleuse en la faisant bloquer pendant deux ans. Cette stratégie s'est révélée payante dans un environnement caractérisé par la crise financière internationale qui a favorisé des sous-performances au niveau de beaucoup de titres, tandis que ceux de la BRH ont connu une grande envolée et une bonne appréciation.

VIII.2.1- RENDEMENT DES FONDS PLACÉS SUR LE MARCHÉ DU LOYER AU JOUR LE JOUR (REPOS)

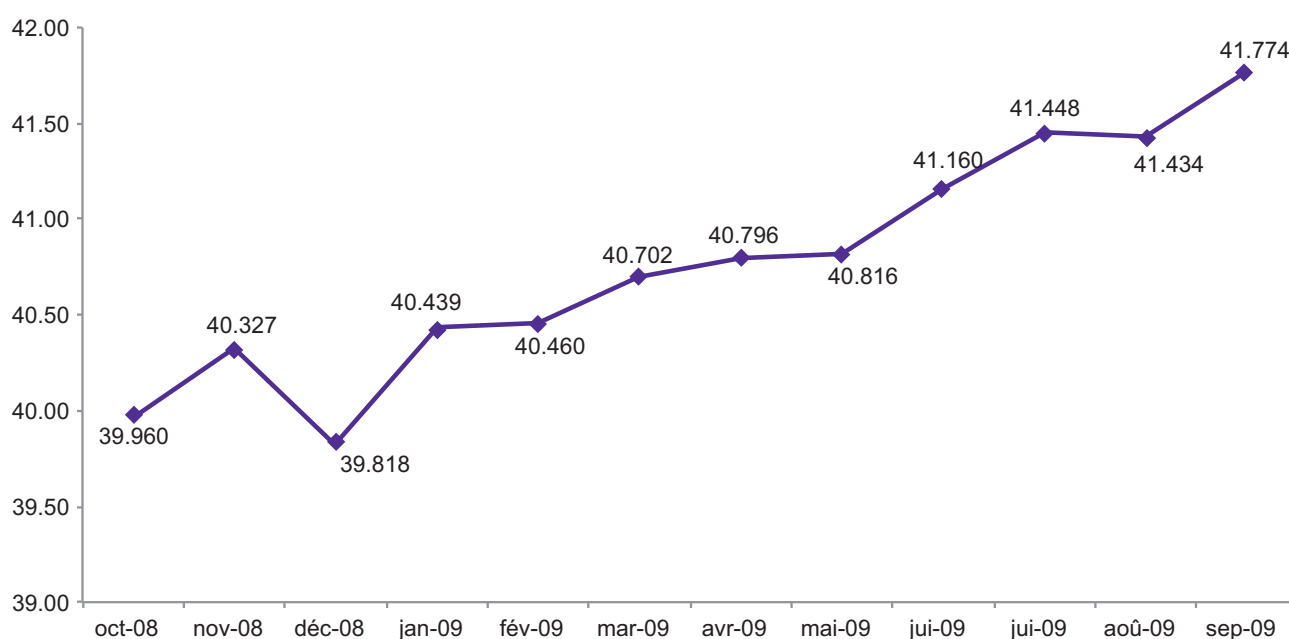
Les flux nets de trésorerie disponibles sur les comptes de transactions de la BRH sont investis à chaque fin de journée, puis les jours fériés, sur le « Repos Market ». Ces fonds ont généré un rendement moyen de 0,17 % au cours de l'exercice 2009, tandis qu'ils avaient produit 2,71% l'année antérieure. Cette baisse de performance de 2,54 points de pourcentage résulte de la baisse des taux directeurs décidée par la Réserve Fédérale Américaine dans le cadre de la lutte contre les effets pervers que pouvaient avoir la crise financière sur l'économie réelle.

IX- QUELQUES FAITS SAILLANTS RELATIFS AU CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2009

IX.1- ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE HTG/\$ÉU D'OCTOBRE 2008 À SEPTEMBRE 2009

Au cours de l'exercice fiscal 2008-2009, le taux de change de la gourde par rapport au dollar ÉU a légèrement baissé. Le taux de référence de la BRH de fin de période, a atteint 41,7737 HTG/\$ÉU en septembre 2009 contre 39,9535 HTG/\$ÉU en octobre 2008, soit une progression de 4,56 %.

Graphique 40- Évolution du taux de change (fin de période)



Cette évolution défavorable de la gourde résulte des principaux facteurs mentionnés ci-dessous:

- La détérioration des finances publiques. En effet, en septembre 2009, le solde budgétaire cumulé a accusé un déficit de 3,79 milliards de gourdes. À noter que sur l'exercice fiscal, la BRH a consenti des avances de l'ordre de 2,52 milliards de gourdes au Trésor pour pallier à la faiblesse des recettes collectées;
- La non matérialisation des décaissements liés à l'appui budgétaire. Elle a quasiment réduit l'offre de devises sur le marché local des changes, contribuant ainsi à la dépréciation de la gourde face au dollar américain au cours de l'exercice fiscal 2009. En effet, les décaissements provenant des organismes étrangers ont connu une baisse de 26 % environ, passant de 384,95 millions de dollars ÉU en 2008 à 284,7 millions de dollars ÉU en 2009;
- Les anticipations pessimistes des agents économiques. Celles-ci ont été entretenues notamment par la dégradation de l'environnement sociopolitique traduite par de violentes manifestations d'étudiants et ont eu pour effet d'alimenter la demande de devises (de précaution) sur le marché local des changes;
- La nette croissance des transferts expédiés vers l'étranger. Ils ont connu une hausse de 15,15%, atteignant 121,33 millions de dollars ÉU contre 105,37 millions l'année antérieure.

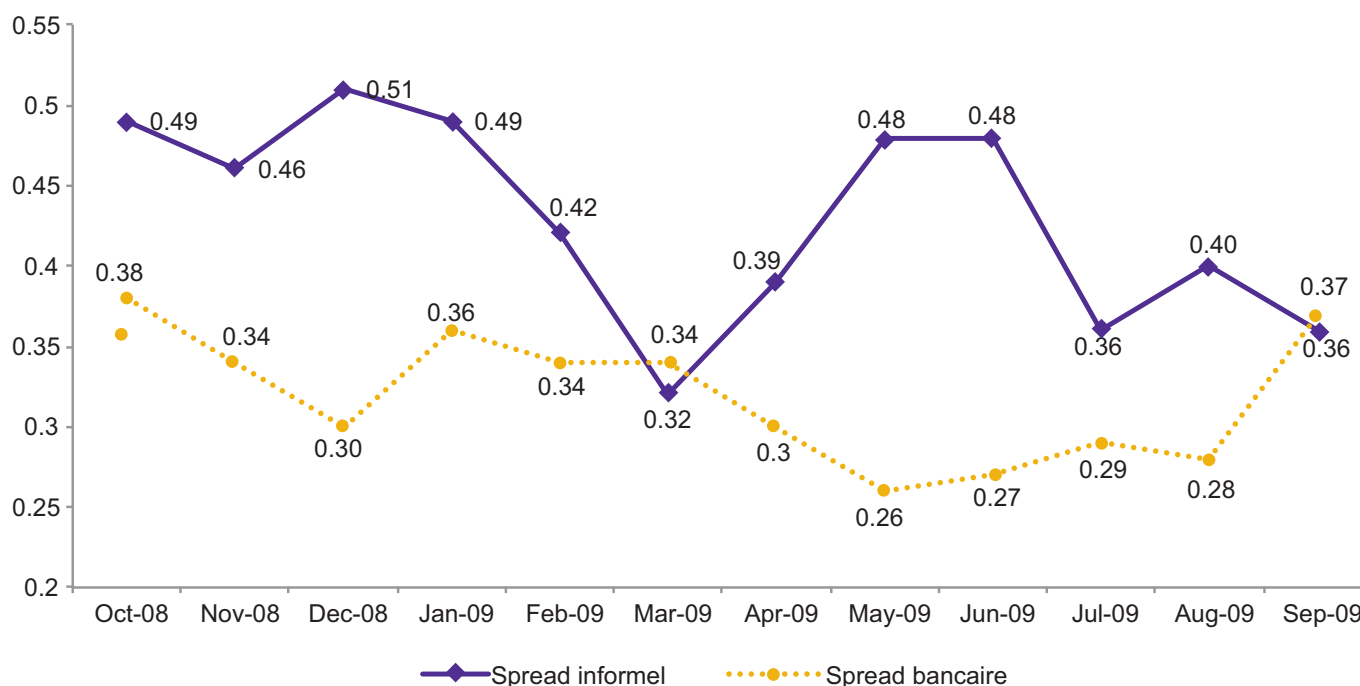
Par contre, d'autres facteurs ont contribué à contenir l'évolution à la hausse du taux de change, notamment :

- Une forte résilience des transferts privés reçus de l'étranger. Constituant l'une des principales composantes de l'offre de devises sur le marché des changes, ils ont crû de nouveau mais à un rythme moindre que les deux exercices fiscaux précédents. Cette faible croissance de 0,42 % des transferts s'explique en partie par la crise financière mondiale qui s'est traduite par des pertes d'emplois sans précédent. Cette année, les transferts privés ont atteint 1,004 milliard de dollars ÉU contre 999,2 millions de dollars ÉU l'année antérieure;
- Une politique monétaire proactive. Elle a été caractérisée par les ventes de devises par les autorités monétaires qui sont intervenues au niveau du marché à hauteur de 83 millions de dollars US au cours de l'exercice. L'objectif était non seulement de pallier l'atonie de l'offre de devises mais surtout de restreindre la volatilité du change lors du processus d'équilibre entre l'offre et la demande de devises;
- Une certaine stabilité au niveau de l'encours des bons BRH qui a augmenté de 1,06 %, se chiffrant à 9,55 milliards de gourdes en septembre 2009 contre 9,45 milliards en septembre 2008;
- Une réduction du service de la dette externe de la République d'Haïti. L'application avec succès des réformes économiques et financières par Haïti lui a permis de bénéficier d'un allègement de sa dette externe. En effet, Haïti, ayant rempli les conditions requises aux Pays Pauvres Très Endettés (PPTÉ), a obtenu en juillet 2009 plus de 1 milliard de dollars ÉU d'allègement de sa dette par ses créanciers multilatéraux et bilatéraux.

IX.2- ÉVOLUTION DES SPREADS BANCAIRE ET INFORMEL

Une relative stabilité a été observée quant à l'évolution du spread de taux de change tout au long de l'exercice 2008-2009. En effet, la marge de profit générée sur les opérations cambistes s'est chiffrée à 32 centimes en moyenne mensuelle. Du côté du marché informel, le spread moyen réalisé sur chaque dollar transigé a été estimé à 43 centimes. Soulignons que pour l'exercice précédent, les spreads bancaire et informel ont été estimés respectivement à une moyenne mensuelle de 37 et 56 centimes.

Graphique 41.- Évolution du spread de taux de change pour l'exercice fiscal 2009



X- LA MONNAIE FIDUCIAIRE ET LA MONNAIE SCRIPTURALE

X.1- BILLETS ET MONNAIE DIVISIONNAIRE

X.1.1 ÉMISSION, DESTRUCTION ET REMPLACEMENT DE MONNAIE

Les billets mis en circulation au titre de l'émission monétaire ont régressé de 8,5 % par rapport à l'exercice précédent en raison notamment de la chute des billets de 50 gourdes (-83 %) et de 20 gourdes (-40 %).

Les grosses coupures de 1 000, 500 et 250 gourdes, qui ont été intensément sollicitées jusqu'à présent, ont fini par s'user dans la mesure de leur utilisation. Elles se sont détériorées à un rythme tel que des niveaux de destruction records, tels 4,181 % pour les billets de 1 000 gourdes, 119 % pour les billets de 250 gourdes et 96 % pour les billets de 500 gourdes, ont été atteints en comparaison avec les destructions de ces mêmes dénominations au cours de l'année dernière.

Il en est de même des billets de 20 gourdes qui n'ont pas non plus résisté à la pression du niveau de circulation auquel ils ont été soumis. En effet, des 39 millions de billets qui ont été mis en circulation sur l'ensemble des deux exercices, 29,7 millions de billets de 20 gourdes ont été détruits au cours l'exercice, soit en termes relatifs, un volume de 76,2 %.

Les billets de 50 et 100 gourdes ont constitué à eux seuls près de la moitié des remplacements de billets effectués au cours de l'exercice (47 %). Ces billets tant attendus ont fait l'objet d'une demande pressante qui s'est traduite par des taux d'augmentation très significatifs de l'ordre de 921 % pour les billets de 100 gourdes et 225 % pour les billets de 50 gourdes par rapport à l'exercice antérieur. L'utilisation des billets de 20 gourdes et 25 gourdes pour remplacer les billets mutilés détruits a fortement baissé, soit respectivement de 48 % et de 76 %.

Il est à noter que l'ensemble de ces mouvements dans la circulation de la monnaie se solde par une augmentation de l'encours des billets en valeur de l'ordre de 7 % et une diminution du volume (nombre de billets en circulation) d'environ 16 %.

Tableau 39- Destruction, remplacement et émission de la monnaie (en milliers d'unités)

Coupure	Destruction	%	Remplacement	%	Emission	%
Billets gourdes						
1	11	0%	-	-	-	-
2	-	-	-	-	-	-
5	8	0%	-	-	-	-
10	8 431	9%	12 500	21%	2 000	12%
20	29 718	31%	8 500	14%	6 000	37%
25	10 266	11%	2 400	4%	1 000	6%
50	24 676	26%	13 000	22%	700	4%
100	15 164	16%	14 800	25%	2 000	12%
250	2 743	3%	2 980	5%	1 320	8%
500	3 805	4%	2 980	5%	1 620	10%
1 000	1 113	1%	1 640	3%	1 460	9%
Total billets	95 934	100%	58 800	100%	16 100	100%
Pièces						
0,05	-	-	-	-	-	-
0,10	-	-	-	-	-	-
0,20	-	-	-	-	-	-
0,50	-	-	10 416	63%	-	-
1	-	-	4 350	26%	-	-
5	-	-	1 800	11%	-	-
Total pièces			16 566	100%	-	

Source : BRH / DCR - Service Monnaie Fiduciaire

X.1.2 CIRCULATION AU SENS STRICT

La monnaie en circulation stricte a crû de 2,6 % pour l'exercice sous étude. En effet, les billets et les pièces de monnaie en dehors de la BRH et des coffres-forts des banques commerciales sont passés de 13 718 MG à 14 079 MG en 2009.

X.1.3 CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS LARGE

La valeur globale des billets de banque et pièces de monnaie en circulation est passée de 15 437 MG en 2008 à 16 180,2 MG en 2009, soit une augmentation de 4,8 %; faisant ainsi preuve d'une relative stabilité compte tenu de l'amplitude des variations généralement observées.

X.1.4 COMPOSITION DE L'ENCOURS DES BILLETS

Les billets de 1000 gourdes et de 10 gourdes ont poursuivi l'augmentation de leur part dans l'encours. Les autres coupures ont toutes vu leur poids fortement chuté dans l'encours ; c'est le cas pour celles de 20 gourdes (-59 %), de 50 gourdes (-44 %) et de 25 gourdes (-43 %) ; les billets d'une et de deux gourdes, quoique quasiment disparus de la circulation, détiennent les parts les plus importantes. Une enquête est nécessaire pour confirmer leur existence tant au niveau des coffres des banques commerciales et autres institutions financières, qu'au niveau du public en général.

X.1.5- BILLETS CONTREFAITS RETENUS AUX GUICHETS DE LA BRH

Le nombre de faux billets retirés de la circulation à travers les guichets de la BRH et des banques commerciales a augmenté de 29,39 % à 2 351 pour les papiers-monnaies en gourdes et de 48,67 % à 639 pour les billets en dollars ÉU.

Les contrefacteurs ont intensifié leur activité au cours des mois d'avril et de mai 2009. Ainsi, la part des coupures à valeur faciale élevée dans le total de faux billets saisis représente 46,9 % pour le papier-monnaie de 1 000 gourdes et 77,0 % pour celui de 100 dollars ÉU.

En vue d'un meilleur filtrage des billets en circulation (Gourdes et dollars ÉU), le partage d'expertise en dépistage de faux billets et l'utilisation de lampes à rayon ultraviolet demeurent des pratiques sécuritaires valables à renforcer.

Tableau 40- Faux Billets retenus au Service des Guichet (billets dollars ÉU)

Période/coupure	5	10	20	50	100	TOTAL
Octobre 08	1	1	1	2	19	24
Novembre 08	-	3	10	4	44	61
Décembre 08	-	-	-	-	2	2
Janvier 09	-	1	7	-	25	33
Février 09	-	-	2	1	9	12
Mars 09	-	-	2	1	4	7
Avril 09	-	-	4	-	28	32
Mai 09	2	6	23	7	150	188
Juin 09	-	-	1	-	4	5
Juillet 09	-	4	12	5	69	90
Août 09	-	1	1	2	4	8
Septembre 09	-	2	35	6	134	177
TOTAL	3	18	98	28	492	639

Source :BRH / Direction de la Caisse - Service des Guichets

Tableau 41- Faux Billets retenus au Service des Guichet (billets HTG)

	10	20	25	50	100	250	500	1000	TOTAL
Oct-08				1	1	21	20	49	92
Nov-08	1			1	29	49	64	124	268
Déc-08				3	3	7	12	20	45
Janv-09				1	3	31	31	67	133
Févr-09					4	6	10	15	35
Mars-09			1		8	4	5	31	49
Avr-09	1			25	73	222	265	486	1072
Mai-09				1	1	6	5	13	26
Juin-09					8	2	5	20	35
Juil-09				6	62	110	85	183	446
Août-09					3	2	4	20	29
Sep-09				2	9	17	19	74	121
TOTAL	2	0	1	40	204	477	525	1102	2351

Source :BRH / Direction de la Caisse - Service des Guichets

X.2.- LES CHÈQUES

LES OPÉRATIONS DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

Les transactions en gourdes par chèque transitant à la Chambre de Compensation ont évolué à la baisse, tant en volume qu'en valeur, soit un nombre de 2 369 437 chèques pour un montant de 131 764,0 MG (débit et crédit). La balance finale de la compensation en gourdes s'est évaluée à 14 458,7 MG.

Le nombre de chèques libellés en dollars compensés par la BRH a été de 493 732 pour un montant de 2 323,4 millions de dollars ÉU (débit et crédit). Le solde final de la compensation s'est élevé à 379,5 millions de dollars ÉU contre 477,4 millions pour l'exercice précédent. La BRH a prélevé en 2009, à titre de frais sur chèques compensés 2,37 MG et 493,7 milliers de dollars ÉU.

Les dépenses du trésor public enregistrées à la Chambre de Compensation sont de l'ordre de 12 582,4 MG avec un taux de répartition de 95,2 % et de 3,7 % en faveur de Port-au-Prince et du Cap-Haïtien.

Tableau 42- Résultat de la compensation par banque des chèques en gourde en 2009 (en MG)

	Debit	Credit	Solde débiteur	Solde créditeur
BRH	23 237,25	30 421,66		7 184,41
BNC	14 665, 94	14 454,85	211,09	
SOGE BANK	30 945,38	25 352,45	5 592,94	
BPH	1 472,63	1 848,23		375, 61
BUH	3 050,76	1 694,22	1 356,54	
BNS	3 566,92	3 925,98		359,06
CBNA	9 714,92	13 542,14		3 827,21
CAPITAL BANK	9 855,41	10 651,68		796,64
SOGE BEL	1 146,75	1 718,27		571,48
BICH*	0.13	0,49		0.35
UNIBANK	34 107,92	28 154,11	5 953,82	
TOTAL	131 764,38	131 764,38	13 114,38	13 114,38

Source :BRH / Direction de la Caisse - Service des Compensations

Tableau 43- Résultat de la compensation mensuelle des chèques en gourdes en 2009 (en MG)

	Debit	Credit	Solde débiteur	Solde créditeur
Oct. 08	13 096,05	13 096,05	1 141,50	1 141,50
Nov. 08	10 229,03	10 229,33	947,32	947,32
Dec. 08	12 942,55	12 942,55	886,11	886,11
Janv.09	10 018,25	10 018,25	1 022,19	1 022,20
Fevr.09	9 324,91	9 324,91	1 185,97	1 186,00
Mars 09	11 950,12	11 950,12	929,47	929,47
Avr. 09	10 504,30	10 504,30	1 288,40	1 288,39
Mai 09	10 142,18	10 142,18	1 467,27	1 467,27
Juin 09	10 662,85	10 662,85	1 314,41	1 314,41
Juil. 09	11 445,49	11 445,50	1 397,90	1 397,90
Août09	10 469,87	10 469,87	1 754,75	1 754,75
Sept.09	10 978,41	10 978,40	1 123,47	1 123,47
Total	131 764,01	131 764,01	14 458,74	14 458,74

Source :BRH / Direction de la Caisse - Service des Compensations

Tableau 44- Résultat de la compensation par banque des chèques en devises en 2009 (millions de dollars ÉU)

	Debit	Credit	Solde débiteur	Solde créditeur
BRH	60 ,79	62 30		1 ,51
BNC	328 ,81	151 ,57	177 ,24	
SOGE BANK	632,24	554 ,45	77 ,79	
BPH	41 ,88	25 ,16	16 ,71	
BUH	77 ,26	52 ,5	25 ,22	
BNS	125 ,29	83 ,12	42 ,18	
CBNA	155 ,99	388 ,88		233 ,38
CAPITAL BANK	276 ,97	261 ,15	15 ,82	
SOGE BEL	40,00	38 ,59	1 ,41	
UNIBANK	584 61	706 ,06		121 ,46
TOTAL	2 323,35	2 323 ,35	356 ,36	356 ,36

Source :BRH / Direction de la Caisse - Service des Compensations

Tableau 45- Résultat de la compensation mensuelle des chèques en devises en 2009(millions de dollars ÉU)

	Debit	Credit	Solde débiteur	Solde créditeur
Oct. 08	249,85	249,85	45,69	45,69
Nov. 08	185,68	185,68	24,29	24,29
Dec. 08	222,13	222,13	41,33	41,33
Janv.09	187,38	187,38	33,31	33,31
Fevr.09	169,54	169,54	33,17	33,17
Mars 09	213,43	213,43	33,19	33,19
Avr. 09	198,88	198,88	36,06	36,06
Mai 09	170,15	170,15	27,31	27,31
Juin 09	175,74	175,74	23,88	23,88
Juil. 09	197,11	197,11	29,06	29,06
Août09	171,57	171,57	27,31	27,31
Sept.09	181,91	181,91	24,91	24,91
Total	2 323,35	2 323,35	379,48	379,48

Source :BRH / Direction de la Caisse - Service des Compensations

LES OPÉRATIONS DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

Considérant la période 2004-2009, les résultats de la Compensation en gourdes et en dollars ont pour les 4 premières années évolué à la hausse, tandis que le nombre de chèques compensés en gourdes (exception faite pour l'exercice 2007) a montré une nette tendance à la baisse, appelée à se renforcer avec l'utilisation du SPIH (Système de paiements interbancaires mis en place par la BRH qui est à la fois administrateur, opérateur et participant du système).

Les dépenses du Trésor Public enregistrées à la Chambre de Compensation ont plus que doublé, passant de 6 467,7 MG en 2004 à 13 129,0 MG en 2007 pour se fixer en fin de période à 12 582,4 MG fin septembre 2009.

XI.- SITUATION DU SYSTÈME D'INFORMATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA BRH EN 2009.

XI.1.- ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN

XI.1.1.- SYSTÈME D'INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le module Risques d'application «SIF» a fait l'objet de mises à jour dans son processus de développement pour faciliter les banques dans la transmission des informations sur les emprunteurs et les prêts à la BRH. Ces changements ont retardé la mise en production à la date initialement prévue. Les réactions lentes des banques aux différentes communications de la BRH ont aussi ralenti le projet. A la fin de l'exercice sous étude, on est à la phase d'initialisation de la base de données. Après cette étape, on passera au test et à la mise en production du module qui sera effectif au début du prochain exercice fiscal.

XI.1.2.- INTRANET

L'Intranet de la BRH a évolué avec l'intégration de trois nouvelles rubriques : la Sécurité Informatique, BRHInfo et Consignes d'Alertes Cycloniques. La rubrique «Sécurité Informatique» est en appui à la campagne de sensibilisation sur la sécurité informatique en cours à la BRH. La Rubrique «BRHInfo» met à la disposition des cadres de la BRH une version électronique des publications du magazine de la BRH et la rubrique « Consignes d'Alertes Cycloniques » donne des informations utiles au staff en cas de cyclone.

XI.1.3.- PORTAIL WEB SÉCURISÉ

Le Portail Web Sécurisé, connu sous le sigle PWS est une interface web développée par la BRH sur demande du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), en production depuis le mois de juillet 2009 et permettant aux cadres de cette institution de consulter les états de comptes hébergés à la BRH. Bien qu'initié sur demande du Ministère des Finances, ce projet de conception du portail web est appelé à évoluer pour permettre à toutes les institutions de l'État possédant des comptes à la BRH de pouvoir consulter en ligne leur état de compte.

Il a été décidé que les utilisateurs du PWS auront accès en temps réel aux données disponibles sur le serveur. Les services « Production et Opérations » et «Réseau et Télécommunications» se sont mobilisés pour permettre au serveur PWS d'accéder aux bases de données des applications CODA et GCC en toute sécurité en ne laissant que les ports nécessaires ouverts entre le réseau interne de la BRH et le Réseau Télématique Financier - RTF. Dès lors, la consultation des données via le Portail web Sécurisé se fait en ligne.

Un manuel pour la configuration des postes clients pour l'accès à l'application Portail Web Sécurisé a été élaboré dans le cadre des travaux de mise en place pour cette application. Ce manuel met à la disposition des responsables informatiques du Ministère de l'Economie et des Finances la procédure à suivre pour la configuration des ordinateurs qui auront à accéder à l'application PWS. La DIT a pris en charge la distribution de ce document.

Presque tous les certificats électroniques pour le MEF ont été livrés aux utilisateurs; ceux-ci ont accédé à l'application et ont modifié leur mot de passe initial. Mais une fois les certificats récupérés, les utilisateurs n'ont effectué aucune tentative pour accéder à l'application PWS quoique la DIT le leur ait suggéré.

XI.1.4.- LOGICIEL DE GESTION DES ACTIVITÉS DE FORMATION À LA BRH (LGAF)

Ce logiciel, développé au cours de l'année, permettra à la BRH de gérer automatiquement ses activités de formation. En phase de test actuellement, cette application sera en production au début du prochain exercice fiscal.

XI.1.5.- MISE À JOUR D'APPLICATIONS EN PRODUCTION

La mise à jour d'applications en production a été aussi effectuée au cours de cette année fiscale. Nous citons en exemple, CODA-Financials, Crédit-Direct, GCC.

XI.1.5.1 CLÔTURE D'EXERCICE 2007-2008 DANS CODA

Les opérations de Clôture d'Exercice 2007-2008 dans Coda-Financials, application comptable utilisée à la BRH, furent réalisées en parfait accord avec la Direction Financière, la DIT et les utilisateurs de Coda à la BRH.

Le service Production et Opérations de la DIT exécute sur environnement de test la clôture d'exercice 2007-2008 dans Coda et soumet au fur et à mesure que les rapports générés par Coda à la Direction Financière aux fins d'analyse et de vérification des données générées lors de l'opération de clôture. Au cas où le résultat escompté par la Direction Financière n'est pas celle trouvée par la clôture, la Direction Financière apporte les corrections nécessaires sur la base de production et ensuite on procède à un autre essai de clôture sur le serveur de test jusqu'à ce que les données soient conformes suivant les standards définis pour la clôture.

Une fois que la vérification du rapport de clôture test ne décèle aucune erreur, la Direction Financière nous autorise à procéder à la clôture de l'exercice 2008-2009 de Coda en base de production.

XI.1.5.2 CRÉDIT-DIRECT : MISE À JOUR

Crédit-Direct est une facilité que la BRH a mis au service du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) consistant à transférer le montant des chèques des fonctionnaires publics sur leurs comptes respectifs domiciliés chez les banques commerciales via le système de paiement géré par la BRH. Le MEF a fait une requête demandant d'insérer le NIF du bénéficiaire dans les ordres de virement exécutés par la BRH.

Suite à l'étude de l'aspect légal de la requête, la DIT a effectué la mise à jour du Crédit-Direct à la grande satisfaction de l'institution requérante.

XI.1.5.3 GCC : CORRECTION DE BUG

Au niveau de l'application GCC, il a été constaté qu'au service des Guichets de la BRH, le système a autorisé le paiement des chèques bloqués sous la rubrique «DCHEQ : CHEQUE TIRÉ RECU EN DEPOT».

Les services compétents de la Direction Information et Technologie ont procédé à la correction de l'erreur et le bug a été fixé en environnement de production dans un très bref délai.

XI.1.6 ASSURANCE QUALITÉ LOGICIEL (AQL)

Le Service Assurance Qualité Logiciel (AQL) est un nouveau Service de la DIT créé en mars 2009. Son mandat est de valider les logiciels produits pour la Banque, principalement par le Service R&D et de veiller à un haut niveau de qualité des applications en utilisation. De ce fait, le Service intervient surtout au niveau du cycle de développement de la Banque Centrale et gère aussi les défauts décelés dans les applications existantes pour en valider la correction.

Parallèlement, le Service travaille à la mise en place d'outils qui aideront à améliorer la gestion de projets de développement d'application à la DIT. Nous pouvons citer par exemple le serveur Bugzilla qui sert à répertorier les défauts des applications. Dans un futur proche, le Service compte choisir un outil de gestion de projet ainsi qu'un outil de gestion de configuration qui aidera à rationaliser le suivi des fichiers et documents produits en cours de projet.

XI.1.6.1 LOGICIEL DE GESTION DES ACTIVITES DE FORMATION DE L'IFBC (LGAF)

Le LGAF est le premier système en développement sur lequel l'AQL a travaillé activement pendant l'exercice 2008-2009. Ce système sera mis en application au début de l'exercice 2009-2010.

XI.1.6.2 NOUVEAU SITE WEB DE LA BRH

Le nouveau site de la BRH, produit par la Direction de la Monnaie et Analyse Économique (MAE) est en test officiellement depuis quelques temps. Le Service AQL a été chargé de vérifier que le site est fonctionnellement correct. Les résultats de cette analyse ont été consignés sur le serveur Bugzilla.

XI.1.7 SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ : PHASE 2

La première phase qui a eu lieu en mai et juin 2008 avait pour but immédiat de conscientiser les employés sur les risques actuels inhérents à l'utilisation des systèmes informatiques et les amener ainsi à avoir des comportements sécuritaires

routiniers, ce, dans le but ultime de mieux protéger la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de l'information véhiculée dans les dits systèmes de la BRH.

La deuxième phase du programme de sensibilisation a débuté au mois de janvier 2009. L'objectif est de consolider les acquis de la Phase I par un suivi des préoccupations soulevées et la mise en place des contrôles nécessaires, tout en gardant vivante la sensibilisation déjà obtenue en délivrant des messages sur une base continue. Le principe est qu'à force de répéter un message en utilisant plusieurs modes différents pour le présenter, il finit par être mieux capté et retenu plus longtemps.

Pour le déroulement, si lors de la première phase, tous les thèmes étaient abordés au cours de la même séance de présentation, dans la deuxième phase on vise la consolidation des acquis par l'entretien de la mémoire à long terme des utilisateurs. Ainsi, au début de chaque mois, un thème différent est en vigueur et le restera tout le long du mois. Ce thème est exploité en continu sur des flyers distribués de bureau à bureau, sur des posters affichés, dans le visionnement de films éducatifs et enfin via des capsules vidéo sur l'intranet de la banque. Le mois suivant, un nouveau thème est mis en vigueur. Et ainsi de suite pendant douze mois, de janvier à décembre 2009.

XI.1.8- RÉSEAU ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'extension du réseau de la BRH se poursuit avec la réalisation du câblage informatique du Bureau de Crédit et celui du Service Retrait de la Direction de la Caisse. Le contrôle et la gestion du réseau sont facilités par l'introduction comme prévu d'un logiciel de surveillance «Solarwinds» et d'un logiciel de gestion et de configuration des matériels de réseau « CiscoWorks ».

Une nette amélioration par rapport à l'année précédente a été apportée dans le service Internet suite à l'augmentation de la liaison Teleconet à 2Mb par l'optimisation de l'utilisation des deux liaisons internet (NSS, Teleconet) dont dispose la BRH avec Linkproof et par un contrôle de l'utilisation de l'Internet avec le logiciel Websense.

Pour préparer la migration obligatoire du système de VSATs de la BRH vers le nouveau satellite Horizons 2 (H2), la station secondaire (HUB Boutilliers) a été remise en service et la liaison radio à haut débit entre le Centre de Technologie et le siège principal de la BRH sera établie dès le début de la prochaine année fiscale.

XI.1.9 CENTRE DE TECHNOLOGIE

Depuis la relance du projet de réaménagement du Centre de Technologie le 19 décembre 2007, un long chemin a été parcouru. Le Centre de Technologie est aujourd'hui composé d'une zone d'accueil, de trois salles de conférence, et d'un amphithéâtre pour les présentations audiovisuelles multimédias ou la formation à l'aide d'équipements de projection et de sonorisation ultramodernes. En outre, les tables de deux des salles ont été conçues pour que les utilisateurs puissent y brancher leurs micro-ordinateurs. Le Centre dispose également d'un espace cafétéria avec fontaine à eau, four à micro-ondes, cafetière électrique et réfrigérateur. Le bâtiment lui-même a été repeint en 2008 puis en 2009. Beaucoup de matériels ont été aussi repeints. À l'extérieur, le Centre dispose d'un large parking de soixante-douze (72) places sur deux niveaux et un bel aménagement paysager a été réalisé ainsi que la mise en œuvre de réseaux d'arrosage et de drainage pour les bacs et jardins.

Au niveau du réseau informatique, le câblage du Centre est complété, les équipements de réseau sont installés et configurés, des armoires sont disposées à la salle informatique pour recevoir les différents serveurs. Ces derniers sont en train d'être installés et configurés au fur et à mesure. Une liaison à haut débit entre le siège social et le Centre de technologie est prévue pour être établie en octobre 2009 lors de la 33ème Conférence des Gouverneurs de la Caraïbe. Une liaison par satellite est aussi fonctionnelle, un utilisateur à Boutilliers peut aujourd'hui accéder aux ressources de la BRH via cette liaison VSAT. Pour l'Internet, le Centre utilise actuellement les services d'une compagnie locale, après consultation de plusieurs fournisseurs. Parallèlement, des équipements pour l'Internet sans-fil (wireless) ont été acquis et installés.

Au niveau du personnel, le Centre fonctionne régulièrement avec un responsable, une assistante administrative et deux techniciens informatiques. Le personnel est complété avec un opérateur électrotechnique de nuit, un messenger, un manutentionnaire et deux agents de sécurité. Du personnel additionnel peut venir à tout moment s'ajouter provisoirement à cette équipe permanente suivant le type d'évènement organisé au Centre. Trois serveurs pour la Production (GCC, CODA et GRAIGE) hébergeant un total de cinq applications ont été placés au Centre de Technologie. Ils ont été configurés et les bases de données installées et paramétrées.

A fréquence régulière, un opérateur de la Direction de l'Information et de la Technologie (DIT) attaché au service Production et Opérations effectue le recouvrement de ces serveurs. Cet opérateur se charge aussi de la mise à jour de l'antivirus sur ces serveurs. La mise en place d'autres infrastructures est en cours d'implémentation pour effectuer prochainement la synchronisation des serveurs du Siège Central avec ceux du Centre de Technologie.

XI.2. GESTION DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTROMÉCANIQUES

XI.2.1 PRODUCTION D'ÉNERGIE

AU SIÈGE CENTRAL

Le Service Electrotechnique (ET) a assuré la programmation et la supervision des opérations d'entretien périodique (après 250 heures de marche) et des travaux de réparation des groupes électrogènes, exécutés par la Haytrac, fournisseur de services avec qui la Banque a signé un contrat d'entretien. Lors des pannes (enregistrées particulièrement avec le groupe No 2), le service ET a établi les premiers diagnostics et les a communiqués au fournisseur de services. Cela a rendu les interventions plus efficaces.

Le 15 décembre 2008, un défaut de la ligne électrique de la centrale a occasionné l'arrêt de la centrale électrique et une coupure de l'électricité. Le Service ET a rapidement établi que le problème relevait d'une détérioration des câbles provoquée par des travaux effectués au parking de la BNC quelques mois auparavant. Le Service ET a effectué les réparations nécessaires, le jour même.

A BOUTILLIERS

Le Service ET a programmé et exécuté l'entretien périodique (après 250 heures de marche) des deux groupes electrogènes et les travaux de réparation. Ainsi, le Centre de Technologie a été régulièrement alimenté en électricité.

AU CAP-HAÏTIEN

Des techniciens du Service dépêchés sur place, ont procédé à la réparation du moteur du groupe No 2 et à sa remise en service après environ 3 mois d'arrêt.

XI.2.2 ALIMENTATION DES CHARGES CRITIQUES

AU SIÈGE CENTRAL

Aucun incident majeur n'a été enregistré. Les charges critiques ont été régulièrement alimentées par le système d'alimentation sans interruption (UPS) redondant de 120 kVA.

AU CAP-HAÏTIEN

Une panne de disjoncteur a provisoirement rendu indisponible la redondance du système UPS du Cap. Le 30 janvier 2009, la PowerTech a réparé l'équipement qui était encore sous garantie.

À BOUTILLIERS

Le système d'alimentation sans interruption de 30 kVA a fonctionné normalement. Les 32 batteries de type AGM de l'ancien système du siège central ont été délocalisées et affectées désormais au UPS du Centre de Technologie .

XI.2.3.- CLIMATISATION

A PORT-AU-PRINCE

Un nouveau compresseur est installé sur le groupe froid No 1. Cette intervention est très importante car elle permet de rétablir la pleine capacité du système de climatisation. Sous la supervision du service ET, les travaux de climatisation de l'agrandissement du Retrait (soit une capacité total de 12 tonnes de climatisation), ont été réalisés par la compagnie All Appliance qui a installé les 8 ventilo-convecteurs acquis sur recommandation du Service ET. Les travaux de climatisation du Bureau de Crédit (soit 30 tonnes de climatisation) ont été étudiés et exécutés par les techniciens du Service Electrotechnique.

AU CAP-HAÏTIEN

Une panne de climatisation est survenue à la succursale du Cap, le Service est intervenu et a pu remettre le système en marche. Les réparations qui ont nécessité le remplacement de certaines pièces et le vidange de tout le système, ont été menées à bien par les techniciens du Service.

XI.2.4.- BROYEUR

Les opérations de maintenance préventive ont été régulièrement exécutées par nos techniciens, de sorte que les opérations de broyage se soient déroulées sans qu'une panne majeure ait été enregistrée. Par ailleurs, la BRH a procédé à l'acquisition de trois nouvelles photocopieuses dont une constitue un remplacement à la DIGCP et deux nouvelles installations, respectivement au Service des Guichets et à boutilliers.

XII.- LES RESSOURCES HUMAINES DE LA BRH EN 2009

XII.1- MOUVEMENT DU PERSONNEL

Au terme de l'exercice fiscal 2008-2009, l'effectif des employés au service de la BRH, toutes catégories confondues, se chiffre à 752 employés, comparé à l'exercice précédent qui accusait un effectif de 755 employés.

Tableau 46- Effectif de la BRH en 2009

Catégorie	Effectif au 30 / 09 / 08	Diminution de l'effectif exercice 2008 - 2009	Augmentation de l'effectif exercice 2008 - 2009	Effectif au 30 / 09 / 09
Conseil	5	0	0	5
Direction	225	5	6	226
Exécution	267	10	18	275
Support	211	10	1	202
Contractuels	38	3	4	39
Stagiaire	9	9	5	5
Total	755	37	34	752

Source : BRH/Direction administrative/SRH

La variation de l'effectif qui justifie le flux des employés est consigné dans le tableau ci-dessous :

Tableau 47- Mouvement du personnel de la BRH en 2009

Evenements	Nombre
Décès	1
Cessation de Contrat	0
Démission / Abandon	7
Nouveaux Contrats	4
Mise à la Retraite	10
Disponibilité	25
Transferts	28
Intégrations	19
Promotions	41
Renouvellements de Contrats	23
Changement de Statut	2
Ajustements de Salaire	1
Détachement	0
Amendements de Contrats	0
Sanctions	17
Révocations	6

Source : BRH/Direction administrative/SRH

VENTILATION DES EMPLOYÉS ACTIFS ET RÉGULIERS

Hormis le Conseil d'Administration dont le mandat est de 3 ans et les contractuels dont la durée du contrat est limitée, la ventilation des employés actifs et réguliers en fonction de leur ancienneté se présente comme suit:

Tableau 48- Répartition de l'effectif de la BRH par classe d'ancienneté au 30 sept. 2009

Classe ancienneté	Poids dans la structure
0 à 5 ans de service	253 employés, soit 36 %
6 à 10 ans de service	168 employés, soit 24 %
11 à 15 ans de service	60 employés, soit 8 %
16 à 20 ans de service	73 employés, soit 10 %
21 à 25 ans de service	41 employés, soit 6 %
26 à 30 ans de service	92 employés, soit 13 %
31 ans et plus	21 employés, soit 3 %

Source : BRH/Direction administrative/SRH

PROMOTIONS ET AJUSTEMENTS

Au cours de l'exercice 2008-2009, un pourcentage relativement faible des ressources humaines a bénéficié de promotion (6 %).

Tableau 49- Rotation du personnel de la BRH en 2009

Direction	Promotion	Ajustement de salaire	Total
Administration	4	0	4
Affaires Internationales	5	0	5
Affaires Juridiques	0	0	0
Bureau du Gouverneur	0	0	0
Direction Générale	0	0	0
Caisse	2	0	2
Contrôle de Crédit	1	0	1
Information et Technologie	9	1	10
Monnaie et Analyse Economique	10	0	10
Supervision	5	0	5
I.F.B.C	1	0	1
U.O.M	0	0	0
DIGCP	3	0	3
BUREAU DU F.M.I	0	0	0
U.G.B	0	0	0
Direction Financière	2	0	2
U.A.I.	0	0	0
U.M.N.	0	0	0
U.S.T.	1	0	1
Total	43	1	44

Source : BRH/Direction administrative/SRH

XIII.- LA GESTION DU PARC IMMOBILIER DE LA BRH EN 2009

Au cours de l'année 2009, la BRH a pu améliorer ses infrastructures physiques grâce aux investissements consentis dans le cadre du programme de construction et de rénovation des espaces afin de répondre au mieux au bien-être des cadres de l'Institution. Les dépenses relatives aux projets entrepris à cet effet ont totalisé la somme de 24,7 MG qui peut être ventilée comme suit:

AGRANDISSEMENT RETRAIT

Projet en phase terminale à l'approche de la fin de l'exercice. Cependant, les travaux n'étaient pas encore terminés suite aux nouveaux besoins formulés par les futurs utilisateurs. Le projet en question a permis de disposer d'espace adéquat pour certaines opérations de la Caisse et d'accueillir de façon convenable les représentants des banques commerciales pour les transactions de retrait et de dépôt. Le coût pour l'exercice a été d'environ d'un MG et le budget total de 8 MG environ.

AMÉNAGEMENT CABINES DE COMPTAGE

Ce projet consistait à agrandir l'aire de comptage des billets de banque et à aménager des postes de travail fermés au service du Retrait de manière à permettre à chaque utilisateur de disposer d'un espace approprié pour les opérations de comptage dans le but de pouvoir améliorer les conditions de sécurité. Il a donc été question de construire au total trente huit (38) cubicules pour un budget total de près de 1,3 MG. A date, vingt quatre (24) cabines sont opérationnelles et les dépenses dans le cadre de ce projet se sont chiffrées, pour la période, à 0,5 MG.

INTERVENTIONS AU NOUVEAU BÂTIMENT

De par sa dimension et sa superficie, le nouvel immeuble a nécessité une attention spéciale tant au niveau du volet nettoyage que celui de l'entretien préventif et curatif. Les interventions à cet effet ont lieu dans le but de maintenir le bâtiment en bon état de fonctionnement. Les débours effectués vont du paiement régulier des services fournis par les prestataires aux coûts d'achat de pièces, matériels pour l'éclairage, articles sanitaires, meubles, etc. Pour l'exercice fiscal 2009, ces dépenses ont été de l'ordre de 7,9 MG.

INTERVENTIONS AUX AUTRES BÂTIMENTS

Toujours dans le souci d'améliorer les conditions physiques de travail et maintenir les bâtiments en état, certaines interventions ont lieu aux autres bâtiments dont on peut mentionner la réfection de blocs sanitaires, les travaux de sécurisation entrepris dans la zone de parking intérieur aux fins de réaménagement de l'entrée de la rue du Magasin de l'État, la signalisation des directions et unités. Les coûts se sont élevés à 3,05 MG.

CENTRE DE TECHNOLOGIE (BOUTILLIERS)

Ce projet a connu quatre (4) étapes. Après les interventions des différents prestataires, il est maintenant arrivé à terme et le bâtiment est opérationnel avec une salle:

- de conférence
- de serveurs
- multimédia

Il est doté d'une aire de stationnement et d'une antenne pour l'infrastructure VSAT. Les débours pour cette tranche des travaux ont été de 0,64 MG.

AMÉNAGEMENT EX-M&S

L'acquisition de ce bâtiment a permis à la BRH d'aménager dans un premier temps un espace parking de quarante-deux (42) places au rez-de-chaussée de cette propriété ; l'Unité a, par la suite, procéder au marquage de ces unités de parking. Il a été également aménagé un espace physique pour les agents de sécurité et des installations hydrauliques et sanitaires ont été mises sur pied. Le coût total pour l'exercice a été de 0,2 MG environ.

STATION DE TRAITEMENT

Ce projet consistait en la réalisation de travaux de relocalisation et de mise en conformité de la station de traitement d'eau. Le matériel existant a été déplacé du local ex-Madeleine à un espace approprié au nouvel immeuble et l'on a ajouté des équipements supplémentaires pour le fonctionnement optimal du système de traitement. Les dépenses encourues pour l'exercice se sont élevées à 1,51 MG pour un budget total d'un peu plus de 5 MG alloué au dit projet.

BUREAU DE CRÉDIT NATIONAL HAÏTIEN (BCNH)

Dans le but de faciliter dans la transparence, la centralisation et la gestion efficace de l'information financière, notamment en ce qui concerne le crédit, il a été envisagé le projet d'aménager un espace devant abriter un Bureau dénommé "Bureau de Crédit National Haïtien". Les travaux ont été entrepris à cet effet et terminés durant l'exercice. Le coût total de ce projet est estimé à 9,40 MG.

AMÉNAGEMENT ESPACE 4ÈME ÉTAGE

Il s'agit d'aménager un espace VIP au niveau du 4ème étage du nouvel immeuble. Le coût pour les études s'est élevé à 0,50 MG environ.

CENTRE DE CONVENTIONS ET DE DOCUMENTATION

C'est un projet en phase d'études pour l'érection d'un bâtiment de trois (3) niveaux à l'espace Ex-Madeleine en face du nouvel immeuble. Le tableau ci-dessous donne une récapitulation des dépenses qui ont été effectuées dans le cadre de la gestion du parc immobilier de la BRH.

Tableau 50- Récapitulation des Dépenses relatives à la gestion des bâtiments pour l'exercice 2009

Projet	Montant (MG)
Agrandissement Retrait	0.96
Aménagement cabines de comptage	0.49
Interventions au nouveau bâtiment	7.91
Interventions aux autres bâtiments	3.05
Centre de Technologie (Boutilliers)	0.64
Aménagement Ex-M&S	0.2
Station de traitement	1.51
Bureau National de Crédit Haïtien	9.4
Aménagement espace 4e étage	0.5
TOTAL	24.66

Source : BRH/Unité de Gestion des Bâtiments

ETATS FINANCIERS & ANNEXE JURIDIQUE



Mérové-Pierre - Cabinet d'Experts-Comptables

P.O. Box 13270, Delmas
Port-au-Prince
Haïti

7, rue Lechaud
Bourdon, Port-au-Prince
Haïti

Téléphone (509) 2245-6537
(509) 2244-8965 / 66
(509) 2510-9613 / 2512-4263
Fax (509) 2245-1078
email: mireille.merove-pierre@mpahaiti.com

Rapport des vérificateurs indépendants

Conseil d'Administration
Banque de la République d'Haïti:

Nous avons vérifié les états financiers de la Banque de la République d'Haïti comprenant le bilan au 30 septembre 2009 et les états des résultats, des résultats étendus, de l'évolution du capital et des comptes de réserves, et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, ainsi que les principales conventions comptables et autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction vis-à-vis des états financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la fidélité de ces états financiers conformément à la loi organique du 17 août 1979 régissant la Banque Centrale et suivant la méthode de comptabilité d'exercice. Cette responsabilité inclut: la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne pertinent à la préparation et à la présentation fiable d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes, imputables à des fraudes ou erreurs; le choix et l'application de principes comptables appropriés; et la détermination d'estimations comptables vraisemblables dans les circonstances.

Responsabilité des Vérificateurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur la base de notre vérification. Nous avons effectué notre vérification selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes exigent que nous nous conformions aux normes de déontologie en vigueur et que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers.

Une vérification implique la mise en œuvre de procédures en vue d'obtenir des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information présentés dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des vérificateurs, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes importantes imputables à des fraudes ou erreurs. En procédant à l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération la structure de contrôle interne pertinente à la préparation et à la présentation fiable d'états financiers afin d'utiliser des procédés de vérification appropriés dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entreprise. Une vérification comprend également l'appréciation du caractère approprié des principes comptables utilisés et la vraisemblance des estimations comptables faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.



Mérové-Pierre - Cabinet d'Experts-Comptables,
a partnership established
under Haitian law, is a correspondent firm of
KPMG International, a Swiss association.



Restrictions

Les opérations de Télécommunications d'Haïti S.A.M. (Téléco), filiale de la BRH, ne sont pas consolidées dans les états financiers ci-joints, parce que les informations financières de cette filiale ne sont pas fiables. Le placement à la Téléco est reflété à la valeur de consolidation et la quote-part de la BRH dans l'actif net de la Téléco a été enregistrée sur la base des états financiers internes non vérifiés de la Téléco, net d'une provision estimée par la Direction (**note 15**). Si les comptes de la Téléco avaient été consolidés, plusieurs postes des états financiers ci-joints ainsi que l'information fournie par voie de notes auraient été différents. Nous n'avons pas pu déterminer l'impact de la non consolidation sur les postes des états financiers.

La Banque de la République d'Haïti participe à un fonds de régime de retraite pour ses employés, tel qu'expliqué à la **note 26**. De plus, la Banque constitue des provisions supplémentaires à titre de primes de séparation pour les employés qui partent à la retraite. Il n'y a pas eu d'évaluation actuarielle récente de ce fond. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer le surplus ou le passif actuariel ainsi que l'amortissement y relatif. De plus, les charges ont été comptabilisées sur une base de caisse et non sur la base des obligations actuarielles.

Opinion

À notre avis, à l'exception du fait que les comptes de la Téléco ne sont pas consolidés dans les états financiers ci-joints, comme mentionné ci-dessus, et à l'exception de l'effet de redressements que nous aurions pu juger nécessaires, si nous avons obtenu une évaluation actuarielle dont il est question au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la BRH au 30 septembre 2009, ainsi que les résultats de son exploitation et ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, selon les normes décrites à la **note 2 (a)**, conformément aux dispositions de la loi du 17 août 1979 régissant la Banque Centrale.

Nous avons effectué notre vérification dans le but d'exprimer une opinion sur les états financiers de base de la BRH pris dans leur ensemble. L'information supplémentaire aux **annexes 1 à 4** est présentée à des fins d'analyse additionnelle et ne représente pas une exigence des états financiers de base. L'objectif de cette information est de présenter des états financiers proformas conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, comme si la BRH avait appliqué ces normes au cours des exercices 2009 et 2008. L'information présentée aux **annexes 1 à 4** ne constitue pas des états financiers complets en accord avec les Normes Internationales d'Information Financière.



Événements postérieurs à la date du bilan

Sans modifier la portée de l'opinion exprimée ci-dessus, nous informons les lecteurs que le 12 janvier 2010, un séisme d'une forte intensité a frappé Haïti. Les conséquences financières de ce séisme sur la situation et les résultats de la Banque ne sont pas comptabilisées parce que le séisme est survenu après la fin de l'exercice terminé le 30 septembre 2009. Tel que décrit à la **note 30** aux états financiers, une évaluation des dommages et pertes causés par ce séisme est en cours et l'impact financier sera reflété dans les états financiers de l'exercice terminé le 30 septembre 2010.

Tel que décrit à la **note 15**, le 29 avril 2010, une société étrangère a conclu un accord de partenariat avec la BRH pour moderniser les structures de la Téléco, dont la BRH est l'actionnaire majoritaire. L'impact de cette transaction sera reflété dans les états financiers de la BRH pour l'exercice 2010.

Meunier Pierre - Cabinet D'Experts-Comptables

Port-au-Prince, le 22 juillet 2010

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Bilans
30 septembre 2009 et 2008
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2009	2008
ACTIF			
LIQUIDITÉS			
Avoirs en devises	5	G 7,756,922	10,869,250
PLACEMENTS			
Placements étrangers	6	27,928,990	17,115,515
Disponibilités en DTS	7	4,579,305	293,496
Effets escomptés	8	-	180,000
Avoirs en or	9	<u>55,041</u>	<u>45,956</u>
		32,563,336	17,634,967
PARTICIPATIONS DANS LES ORGANISMES			
FINANCIERS INTERNATIONAUX	10	7,604,695	7,089,123
PRÊTS ET AVANCES			
Crédits à l'État Haïtien	11	39,048,367	34,481,356
Prêts et avances au personnel et aux autres institutions	12	2,601,856	2,445,160
Prêts et avances aux banques créatrices de monnaie et aux institutions financières non bancaires	13	<u>298,886</u>	<u>278,000</u>
		41,949,109	37,204,516
IMMOBILISATIONS			
Immobilisations, au coût	14	2,918,892	2,688,896
Moins amortissement cumulé		<u>(836,381)</u>	<u>(685,913)</u>
		2,082,511	2,002,983
AUTRES			
Placement à la Téléco	15	1,923,380	1,923,380
Autres éléments d'actif	16	<u>838,729</u>	<u>868,673</u>
		2,762,109	2,792,053
		G 94,718,682	77,592,892

Voir les notes aux états financiers

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI**Bilans (suite)****30 septembre 2009 et 2008****(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)**

	Notes	2009	2008
PASSIF, CAPITAL ET RÉSERVES			
BILLETS ET MONNAIE EN CIRCULATION	17 G	15,370,516	14,687,653
ENGAGEMENTS EN DEVISES	18	11,914,654	9,108,070
CONTRIBUTIONS ET ENGAGEMENTS ENVERS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX	19	19,738,209	11,997,508
DÉPÔT DU GOUVERNEMENT CENTRAL	20	16,572,167	14,331,627
ENGAGEMENTS EN MONNAIE LOCALE			
Engagements envers les banques créatrices de monnaie et les institutions financières non bancaires	21	25,250,223	23,101,356
Engagements envers les autres institutions	22	1,618,215	620,647
Autres éléments du passif	23	<u>1,151,248</u>	<u>1,608,282</u>
		28,019,686	25,330,285
		91,615,232	75,455,143
CAPITAL ET RÉSERVES			
Capital		50,000	50,000
Réserve de réévaluation de change		4,512,763	3,853,697
Réserves spéciales		(1,793,708)	(2,132,058)
Réserve de réévaluations -terrains et immeubles	14	769,487	769,487
Réserve légale		74,453	74,453
Moins-values non réalisées sur placements disponibles à la vente	6	<u>(509,545)</u>	<u>(477,830)</u>
		3,103,450	2,137,749
	G	94,718,682	77,592,892

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Résultats
Exercices terminés les 30 septembre 2009 et 2008
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2009	2008
REVENUS D'OPÉRATIONS:			
Produits des placements, prêts et avances à l'État Haïtien		G 1,071,662	841,660
Produits des opérations avec l'étranger:			
Intérêts		1,207,518	1,066,035
Gains sur ventes des valeurs mobilières		15,240	17,957
Produits des opérations de crédit		152,061	148,392
Autres produits	24	<u>278,720</u>	<u>124,645</u>
		2,725,201	2,198,689
DÉPENSES D'OPÉRATIONS			
Intérêts débiteurs et frais financiers		605,438	593,831
Coûts de fabrication des billets et des pièces de monnaie		257,853	140,544
Provision pour pertes de valeur sur prêts au personnel	12, 13	<u>35,172</u>	<u>95,244</u>
		898,463	829,619
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		1,826,738	1,369,070
DÉPENSES ADMINISTRATIVES			
Rémunérations et charges sociales	25	1,030,481	874,204
Dépenses administratives		248,143	223,094
Dotation aux amortissements	14	150,468	131,235
Dépenses relatives à la gestion des actifs		42,917	32,921
Dons		11,162	8,741
Autres dépenses		<u>5,217</u>	<u>4,098</u>
		1,488,388	1,274,293
REVENU NET DE L'EXERCICE	G	338,350	94,777

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des résultats étendus
Exercices terminés les 30 septembre 2009 et 2008
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Note	2009	2008
Revenu net de l'exercice		G 338,350	94,777
Autres éléments des résultats étendus:			
Réserve de réévaluation de change		659,066	970,034
Moins-values non réalisées sur placements	6	<u>(31,715)</u>	<u>(499,884)</u>
Total		627,351	470,150
Résultat étendus de l'exercice		G 965,701	564,927

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États de l'Évolution du Capital et des Comptes de Réserves
Exercices terminés les 30 septembre 2009 et 2008
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	Capital	Réserve de réévaluation de change	Réserves spéciales	Réserve de réévaluation- terrains et immeubles	Réserve légale	Moins-values non réalisées sur placements	Total
Solde au 30 septembre 2007	G	50,000	2,883,663	(2,303,311)	769,487	74,453	22,054	1,496,346
Résultats étendus de l'exercice:								
Revenu net de l'exercice		-	-	94,777	-	-	-	94,777
Autres éléments de résultats étendus :								
Réserve de réévaluation de change		-	970,034	-	-	-	-	970,034
Moins-value non réalisée sur placements		-	-	-	-	-	(499,884)	(499,884)
Total		-	970,034	94,777	-	-	(499,884)	564,927
Variation des comptes de réserves:								
Effet de change du DTS	7	-	-	76,476	-	-	-	76,476
		-	970,034	171,253	-	-	(499,884)	641,403
Solde au 30 septembre 2008		50,000	3,853,697	(2,132,058)	769,487	74,453	(477,830)	2,137,749
Résultats étendus de l'exercice:								
Revenu net de l'exercice		-	-	338,350	-	-	-	338,350
Autres éléments de résultats étendus :								
Réserve de réévaluation de change		-	659,066	-	-	-	-	659,066
Moins-value non réalisée sur placements		-	-	-	-	-	(31,715)	(31,715)
Total		-	659,066	338,350	-	-	(31,715)	965,701
Solde au 30 septembre 2009	G	50,000	4,512,763	(1,793,708)	769,487	74,453	(509,545)	3,103,450

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Flux de Trésorerie
Exercices terminés les 30 septembre 2009 et 2008
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes	2009	2008
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Revenu net de l'exercice	G	338,350	94,777
Éléments de conciliation du revenu net de l'exercice aux liquidités résultant des activités d'exploitation:			
Dotation aux amortissements	14	150,468	131,235
Provision pour pertes de valeur sur prêts	12, 13	35,172	95,244
Effet de change résultant de la réévaluation de la participation dans les organismes financiers internationaux		143,494	410,979
Changements dans les éléments d'actif et de passif résultant des activités d'exploitation:			
Augmentation des prêts et avances, net		(4,779,765)	(5,612,990)
Billets et monnaie en circulation		682,863	1,663,563
Engagements en devises		2,806,584	2,326,104
Contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux		7,740,701	2,889,334
Engagements envers les banques créatrices de monnaie		2,148,867	2,234,540
Dépôts du Gouvernement Central		2,240,540	4,037,810
Engagements envers les autres institutions		997,568	(115,522)
Changements dans les autres éléments d'actif, de passif et de réserves		<u>(4,721,984)</u>	<u>1,102,452</u>
Liquidités provenant des activités d'exploitation		7,782,858	9,257,526
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Augmentation des placements étrangers		(10,845,190)	(2,995,438)
Diminution (augmentation) des placements locaux		180,000	(180,000)
Acquisitions d'immobilisations	14	<u>(229,996)</u>	<u>(164,998)</u>
Liquidités utilisées dans des activités d'investissement		(10,895,186)	(3,340,436)
(Diminution) augmentation nette des liquidités		(3,112,328)	5,917,090
Liquidités au début de l'exercice		<u>10,869,250</u>	<u>4,952,160</u>
Liquidités à la fin de l'exercice	G	7,756,922	10,869,250

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers
30 septembre 2009 et 2008

(1) ORGANISATION

La Banque de la République d'Haïti (BRH) est une institution dont le capital appartient à l'État Haïtien et qui remplit le rôle de Banque Centrale. Son organisation est régie par la Loi du 17 août 1979. Le siège social de la BRH est situé à la Rue du Quai.

Les responsabilités fondamentales de la Banque Centrale sont de fixer les lois et règlements régissant le système bancaire et financier du pays; de définir la politique monétaire du pays; de garder et d'administrer les réserves externes de l'État Haïtien; et d'agir comme agent financier et fiscal de l'État Haïtien pour ses opérations de caisse et de crédit.

La Banque de la République d'Haïti est seule habilitée à émettre les billets et monnaie reçus comme monnaie légale sur le territoire d'Haïti.

Le Conseil d'Administration de la BRH est aussi celui de la Banque Populaire Haïtienne, appartenant à l'État, et du Fonds de Développement Industriel, une société créée par l'État, destinée à fournir un financement à moyen et long terme aux secteurs productifs de l'économie. En fonction de la Loi du 17 août 1979, le Gouverneur de la BRH est le Président du Conseil d'Administration de la Téléco dont la BRH détient 97% des actions.

(2) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

(a) Cadre de préparation des états financiers

Les états financiers de la BRH ont été préparés conformément aux dispositions de la loi organique du 17 août 1979 régissant la Banque Centrale et suivant la méthode de comptabilité d'exercice. Certains articles de la loi du 17 août diffèrent des Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière (IFRS), notamment les principales normes suivantes:

- La documentation et l'évaluation de pertes de valeur sur les créances arriérées de l'État Haïtien: la BRH ne provisionne pas ces dettes souveraines, sans échéances, à moins de désaccords spécifiques.
- La comptabilisation, à la réserve de réévaluation à l'actif net plutôt qu'aux résultats de l'exercice, des gains et pertes de change résultant de la réévaluation des avoirs et engagements de la BRH en devises et en or.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(2) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

(a) Cadre de préparation des états financiers (suite)

- La non-consolidation de la Téléco.
- La non-comptabilisation d'engagements de garantie à la BNC et à recevoir du Ministère des Finances.
- Des divulgations relatives à la valeur au coût des immobilisations présentées au coût réévalué.
- Le traitement et les divulgations requises du fonds de retraite et autres bénéfices post-emploi.

(b) Base d'évaluation

À l'exception des placements étrangers reflétés à leur juste valeur et des immeubles reflétés au coût réévalué, les états financiers ont été préparés selon la convention du coût historique.

(c) Monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en Gourde haïtienne qui est la monnaie nationale d'Haïti.

(d) Estimations et jugements

Lors de la préparation de ces états financiers, la Direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui affectent l'application des normes comptables et les montants des éléments d'actif et de passif déclarés et la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers ainsi que les résultats de l'exercice. Les résultats actuels peuvent être différents de ces estimations.

Les estimations comptables et hypothèses sont revues périodiquement. L'effet de révisions d'estimations comptables est imputé à l'exercice au cours duquel ces révisions ont lieu ainsi qu'aux exercices futurs affectés. En particulier, l'information au sujet des principales estimations dans l'application des normes comptables ayant un effet sur l'évaluation des montants reconnus aux états financiers est incluse dans les notes suivantes:

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(2) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

(d) Estimations et jugements (suite)

Note 12 Évaluation de la provision pour pertes de valeurs sur prêts et avances au personnel et aux autres institutions

La Direction établit une provision pour pertes de valeur sur prêts en fin d'exercice qui représente une estimation de la perte de valeur réelle sur le portefeuille de prêts à cette date. Cette provision est établie en prenant en considération les éléments probants spécifiques tels que les arriérés de remboursement, la valeur des garanties, les possibilités de recouvrement futur, et la situation économique de l'emprunteur qui ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés d'un prêt spécifique ou d'un groupe de prêts avec un risque similaire. Cette provision tient aussi compte de l'expérience et du jugement de la Direction. La provision pour pertes sur prêts ainsi déterminée est comptabilisée comme charge de l'exercice et représente la différence entre la provision pour pertes sur prêts au bilan du début et de la fin de l'exercice, nette des radiations et des récupérations.

Aucune provision n'a été établie pour les créances arriérées de l'État ou des entités gouvernementales et de services publics car de l'avis de la Direction, ces créances sont récupérables.

Note 14 Immobilisations

L'amortissement des immobilisations et la réévaluation des immeubles sont calculés sur la base de l'estimation de la durée de vie utile des immobilisations.

Note 26 Fonds de retraite et primes de séparation

La dépense annuelle pour le fond de retraite et primes de séparation est établie en fonction d'un taux de contribution fixé par la Direction.

Tout changement dans ces estimations aura un impact sur l'évaluation de ces montants d'actifs et des dépenses.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de manière constante à tous les exercices présentés dans les états financiers ci-joints.

En 2009, certaines reclassifications ont été effectuées qui ont affecté les postes suivants du bilan et de l'état des résultats: Crédit de l'État Haïtien, Prêts et Avances au Personnel et aux Autres Institutions, Autres Éléments d'Actif, engagement envers le Gouvernement Haïtien, dépenses administration intérêts débiteurs et frais financiers provisions pour pertes de valeur. Les chiffres comparatifs de 2008 ont été modifiés pour se conformer à la présentation actuelle. L'information sur les classifications différentes d'éléments d'actif et du passif est reflété dans les notes y relatives aux états financiers.

(a) Conversion des comptes exprimés en devises

Les éléments d'actif et de passif exprimés en devises sont convertis en gourdes haïtiennes au taux de change prévalant à la date du bilan. Les comptes détenus avec le FMI ont été convertis aux taux officiels du DTS par rapport à la gourde prévalant à la date du bilan.

Les transactions effectuées en monnaies étrangères sont converties au taux de change du marché à la date de la transaction.

Les gains et pertes de change résultant de ces conversions sont inscrits à la réserve de réévaluation (**note 3 h**), tel que prescrit par la loi, à l'exception des éléments dont les fluctuations de change sont supportées par l'État Haïtien et qui sont inscrits aux crédits à l'État Haïtien. Les comptes relatifs au FMI sont les principaux éléments dont les gains ou pertes de change sont supportés par l'État Haïtien (**note 11**).

Les taux de change du dollar US aux 30 septembre 2009 et 2008 étaient de 41.7737 et 39.9535 gourdes haïtiennes pour un dollar US, respectivement. Les taux de change du DTS étaient de 0.01510964 et 0.016072935 DTS pour une gourde haïtienne aux 30 septembre 2009 et 2008, tel que publié par le FMI.

(b) Instruments financiers

i) Classifications des instruments financiers

La Direction détermine la classification des instruments financiers à leur date d'acquisition en tenant compte des objectifs d'investissement. Les instruments financiers sont classifiés à prêts et avances, placements gardés à maturité et placements disponibles à la vente.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(b) Instruments financiers (suite)

Les prêts et avances aux employés sont des instruments financiers non dérivés, à paiement fixe et non cotés sur un marché financier. Ces prêts et avances sont enregistrés aux états financiers à leur date d'acquisition.

Les placements étrangers gardés à échéance sont des instruments non dérivés à paiement fixe et déterminable, et à maturité fixe que la Banque a l'intention et la capacité de garder à maturité. D'autres instruments financiers non dérivés détenus par la Banque sont classifiés disponibles à la vente.

ii) Évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers sont évalués initialement au coût incluant les coûts de transaction.

Suite à leur acquisition, les placements disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur.

Les actifs et passifs financiers non dérivés ainsi que les prêts et avances sont évalués au coût.

Sur la base des critères d'évaluation ci-dessus, les instruments financiers détenus par la BRH sont évalués comme suit:

1) Liquidités

Les liquidités comprennent les avoir en devises et d'autres instruments liquides qui peuvent être facilement convertis en liquidités sans avis préalable et qui ont une maturité de trois mois ou moins à compter de leur date d'acquisition. Elles sont reflétées au coût.

2) Placements étrangers

Les placements étrangers en devises sont composés principalement de titres du Trésor et d'organismes fédéraux des États-Unis, d'obligations municipales, d'obligations de sociétés, de comptes en marché monétaire et de valeurs mobilières qui sont reflétés à leur juste valeur.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(b) Instruments financiers (suite)

ii) Évaluation des instruments financiers (suite)

Les plus et moins-values non réalisées sur les placements disponibles à la vente sont comptabilisées à l'état des résultats étendus et dans un compte séparé au niveau du capital et des réserves jusqu'à leur réalisation. Les profits et pertes non réalisées sur les valeurs mobilières sont enregistrées aux résultats de l'exercice. Lorsqu'on dispose de ces placements, les profits et pertes cumulés préalablement aux réserves sont virés aux résultats nets de l'exercice.

3) Avoirs en or

L'or est valorisé au cours en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes résultant de cette valorisation sont inscrits à la réserve de réévaluation (**note 3 h**). Le stock d'or n'est pas porteur d'intérêts. L'avoir en or fait partie des réserves nettes de change en accord avec l'article 52 de la loi organique de la BRH.

4) Prêts et avances

Les crédits à l'État Haïtien représentent un financement au Secteur Public ainsi que les prêts et avances en comptes courants au Gouvernement, aux collectivités locales et aux entreprises publiques. Ils sont évalués au coût. La BRH n'enregistre pas de perte de valeur sur les crédits à l'État Haïtien et aux entreprises publiques à moins de désaccords spécifiques.

Les revenus d'intérêts sur ces prêts, avances et placements sont comptabilisés sur une base de d'exercice.

Les prêts et avances aux employés sont évalués au coût, net d'une provision pour pertes de valeur.

5) Provisions

Une provision est établie au bilan lorsque la Banque a une obligation légale résultant d'événements passés, qu'il est probable que des ressources économiques seront utilisées pour solder cette obligation, et qu'une estimation vraisemblable du montant de l'obligation peut être établie.

6) Autres éléments d'actif

Les autres éléments d'actif sont évalués au coût.

7) Autres éléments de passif

Les autres éléments de passif incluant les provisions sont évalués au coût.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(b) Instruments financiers (suite)

ii) Évaluation des instruments financiers (suite)

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé lorsque la Banque perd le contrôle sur les droits contractuels qui y sont inhérents. Ceci survient lorsque les droits sont réalisés, expirés ou abandonnés. Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation y relative est soldée. Les placements disponibles à la vente sont décomptabilisés à la date où la Banque s'engage à vendre l'instrument. Les prêts et avances à recevoir sont décomptabilisés lorsqu'ils sont transférés à un tiers.

Évaluation de juste valeur

La juste valeur des instruments financiers classifiés disponibles à la vente est basée sur les prix cotés sur le marché boursier à la date du bilan, sans déduction des coûts de transaction.

(c) Participations, contributions et engagements dans les organismes financiers internationaux

Conformément à l'article 2, alinéa 10, et l'article 61, alinéa 2 de la Loi du 17 août 1979, la BRH enregistre dans ses livres les participations de la République d'Haïti dans les différents organismes internationaux. Le Gouvernement Haïtien a souscrit au capital de différents organismes financiers internationaux. Les montants payés à titre de capital sont reflétés comme des contributions, et les montants non encore versés sont reflétés comme des engagements (**note 19**). Ces transactions sont gérées par la BRH à titre de fiduciaire et sont réévaluées aux taux de change de la fin de l'exercice. L'effet de change résultant de la réévaluation des actifs et passifs de l'État Haïtien est enregistré au crédit à l'État Haïtien.

(d) Placement à Télécommunications d'Haïti SAM (TÉLÉCO)

La BRH détient 97% des actions de la Téléco et le Gouverneur de la BRH est le président du Conseil d'Administration de cette institution. Les états financiers de la Téléco ne sont pas consolidés avec ceux de la BRH étant donné que les états financiers de la Téléco ne sont pas fiables.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(d) Placement à Télécommunications d'Haïti SAM (TÉLÉCO) (suite)

Ce placement est maintenu à la valeur de consolidation qui consiste à comptabiliser l'investissement à la valeur d'acquisition en y ajoutant sa quote-part des résultats enregistrés par l'entité émettrice et en y déduisant sa quote-part des dividendes déclarés ou versés, net d'une provision substantielle estimée par la Direction (**note 15**). Tel que reflété à la **note 15**, en avril 2010, la Téléco a souscrit 40% au capital de la société National Telecom S.A. (NATCOM) par le transfert de la majeure partie de ces actifs immobilisés. Une société étrangère a souscrit 60% au capital de la NATCOM.

(e) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au coût, à l'exception des immeubles qui, à la fin de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, ont été réévalués à leur juste valeur. La juste valeur des immeubles a été déterminée à partir d'évaluations effectuées par des experts indépendants en immobilier. Les valeurs nettes aux livres ont été ajustées à cette juste valeur. L'effet de réévaluation a été comptabilisé au poste de réserve de réévaluation (les moins-values constatées ont été enregistrées à l'état des résultats).

À l'exception des terrains, des constructions en cours et des aménagements, les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie utile. Les aménagements sont amortis sur la durée des contrats de bail selon la méthode d'amortissement linéaire.

Les dépenses importantes d'amélioration et de reconditionnement sont capitalisées, alors que les frais d'entretien et de réparation sont imputés aux dépenses.

Les taux d'amortissement en vigueur pour les principales catégories d'immobilisations sont comme suit:

Immeubles	5%
Matériel et mobilier du bureau	20% à 25%
Matériel informatique	20%
Équipements	20%
Matériel roulant	25%
Aménagements	20%
Installations	20%
Logiciels informatiques	100%

La méthode d'amortissement, la durée de vie et la valeur résiduelle des immobilisations sont revues périodiquement.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(f) Frais d'impression des billets et de pièces de monnaie

Les frais d'impression des billets sont enregistrés à la dépense au moment de la mise en circulation des billets. Les coûts des stocks de billets commandés et non encore mis en circulation sont inscrits aux autres actifs. À partir de l'exercice 2008, les frais d'impressions de pièces de monnaie sont inscrits aux autres actifs et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie utile de 20 ans. Ces frais étaient jusqu'au 30 septembre 2008 amortis au moment de leur mise en circulation. La Direction estime que la nouvelle méthode d'amortissement reflète mieux le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs liés à cet actif. Ce changement d'estimation a résulté en une augmentation du revenu net de G 12.9 millions et G 11.5 millions pour les exercices terminés les 30 septembre 2009 et 2008, respectivement. L'effet sur les exercices futurs ne peut être déterminé.

(g) Billets et monnaie en circulation

Le montant des billets et monnaie figurant au passif du bilan de la BRH correspond aux billets et pièces de monnaie en circulation, détenus par l'ensemble des agents économiques reflété à leur valeur nominale.

(h) Réserve de réévaluation de change

L'article 56 de la loi organique de la BRH précise que les gains et les pertes, qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or, doivent être comptabilisés à un compte dénommé "Réserve de réévaluation" présenté au bilan au niveau du Capital et Réserves.

(i) Réserve de réévaluation – terrains et immeubles

La plus-value résultant de la réévaluation des immeubles est reflétée au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles. Le solde de ce poste sera viré à la réserve spéciale quand les immeubles seront décomptabilisés. Toute moins-value résultant de la réévaluation est enregistrée directement comme une dépense à l'état des résultats à moins qu'elle ne soit relative à une plus-value existante pour un même immeuble déjà réévalué. Le cas échéant, cette moins-value sera affectée préalablement au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(j) Impôts et taxes

Conformément à l'article 63 de la loi régissant la Banque Centrale, la BRH est exonérée du paiement des droits et taxes de l'État ou des communes dans l'exécution de toutes opérations qui lui sont propres.

(k) Distribution des profits nets

Selon l'article 59 de la loi régissant la BRH, les résultats nets doivent être distribués de la manière suivante: 25% au Trésor Public, 10% à la réserve légale et le solde à des réserves spéciales destinées aux fins d'investissements, de placements, d'agrandissement et autres, tel que fixé par le Conseil d'Administration. En 2009 et 2008, le Conseil d'Administration a convenu avec le MEF de ne pas effectuer de distribution à l'État en vue d'éponger les pertes antérieures et de constituer les réserves nécessaires à la récapitalisation de la BRH, tel que prévu dans le cadre d'accords avec les partenaires internationaux.

(l) Opérations avec l'État Haïtien

La Loi du 17 août 1979 régissant la BRH mentionne à l'article 2 alinéa 10, que cette dernière exerce toutes les activités de banquier, d'agent financier et fiscal de l'État Haïtien.

Certains postes figurant au bilan de la BRH sont en fait des opérations de l'État Haïtien. Il s'agit notamment des participations, contributions et effets à payer aux organismes internationaux (**notes 10 et 19**).

Les autres dettes de l'État garanties par la BRH sont gérées en postes hors bilan du fait qu'elles ne deviennent une obligation qu'en cas de défaut de l'État Haïtien (**note 27**).

(m) Fonds de retraite

La Banque de la République d'Haïti participe conjointement avec la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire Haïtienne (BPH) à un fonds de retraite contributif à prestations déterminées de type de salaires de fin de carrière dont bénéficient ses salariés. Il n'y a pas eu d'évaluation actuarielle récente de ce fonds de régime de retraite.

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

(n) Juste valeur

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La juste valeur des placements étrangers et locaux est à peu près équivalente à la valeur marchande telle que divulguée à la **note 6**. Ces valeurs ont été déterminées comme décrites à la **note 3(b)**.

(4) GESTION DES RISQUES

Les instruments financiers détenus par la Banque à la date du bilan sont: les liquidités, les placements, les prêts et avances, certains éléments d'autres actifs, les dépôts et autres obligations à vue, l'allocation en DTS, et des éléments d'autres passifs.

Parmi les risques financiers que la Banque doit gérer, on retrouve principalement les risques de liquidités, de crédit et de marché incluant les risques de taux d'intérêts et de change.

A) RISQUE DE LIQUIDITÉS

Le risque de liquidités surviendrait si la BRH n'arrivait pas à convertir, à approximativement leur valeur marchande, ses placements en espèces ou si elle n'arrivait pas à disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses obligations. Une gestion prudente des risques de liquidités sous-entend le maintien de liquidités ou d'équivalent de liquidités suffisantes et/ou l'utilisation rationnelle de politiques de financement.

La BRH comme toute Banque Centrale n'a pas de risques financiers réels en relation à ses obligations en monnaie locale. Les obligations de la BRH ne l'exposent pas à des risques importants de liquidités vu qu'elle n'a généralement pas de créances importantes envers des fournisseurs étrangers. La BRH doit également maintenir suffisamment de réserves liquides en dollars US pour permettre, à titre de fiduciaire, le règlement des obligations de l'État à leur date d'échéance. La BRH gère ce risque à travers:

- Un processus budgétaire permettant de suivre les échéances des créances étrangères du gouvernement.
- Le maintien d'un portefeuille de placements facilement négociable.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

A) RISQUE DE LIQUIDITÉS (SUITE)

Le profil de maturité des passifs financiers de la Banque, par tranche d'échéance, était comme suit aux 30 septembre 2009 et 2008:

30 septembre 2009

En milliers de gourdes		Courants	0-3 mois	3 mois -1 an	Total
Billet et monnaie en circulation (note 17)	G	15,370,516	-	-	15,370,516
Contribution et engagements envers les Organismes financiers internationaux (note 19)		19,738,209	-	-	19,738,209
Engagements en devises (notes 18)		11,914,654	-	-	11,914,654
Engagement envers les banques créatrices de monnaie et les institutions financières non bancaires (note 21)		15,557,223	9,693,000	-	25,250,223
Engagements envers le Gouvernement Haïtien (note 20)		16,572,167	-	-	16,572,167
Engagements envers les autres institutions (note 22)		1,618,215	-	-	1,618,215
Autres éléments de passif		607,584	543,664	-	1,151,248
	G	81,378,568	10,236,664	-	91,615,232

30 septembre 2008

En milliers de gourdes		Courants	0-3 mois	3 mois -1 an	Total
Billet et monnaie en circulation (note 17)	G	14,687,653	-	-	14,687,653
Contribution et engagements envers les Organismes financiers internationaux (note 19)		11,997,508	-	-	11,997,508
Engagements en devises (notes 18)	G	9,108,070	-	-	9,108,070
Engagement envers les banques créatrices de monnaie et les institutions financières non bancaires (note 21)		13,500,356	9,353,000	248,000	23,101,356
Engagements envers le Gouvernement Haïtien (note 20)		14,331,627	-	-	14,331,627
Engagements envers les autres institutions (note 21)		620,647	-	-	620,647
Autres éléments de passif		496,105	1,112,177	-	1,608,282
	G	64,741,966	10,465,177	248,000	75,455,143

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

B) RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit résulte de l'incapacité d'un emprunteur de s'acquitter de ses obligations financières ou contractuelles envers la Banque.

Ce risque concerne les principaux actifs financiers suivants:

En milliers de gourdes	2009	2008
Liquidités :		
Dépôts à des banques étrangères	G 6,393,421	10,560,487
Effets de compensation	<u>689,870</u>	<u>231,355</u>
	<u>7,083,291</u>	<u>10,791,842</u>
Placements:		
Effets escomptés	-	180,000
Placements à l'étranger	<u>32,563,336</u>	<u>17,454,967</u>
	<u>32,563,336</u>	<u>17,634,967</u>
Crédit:		
Prêts, net (notes 11, 12 et 13)	<u>41,949,109</u>	<u>37,204,516</u>
Autres éléments d'actif:		
Avances aux fournisseurs	38,094	239,048
Effets collectés à recevoir – BNC (note 16)	114,203	75,673
Autres comptes à recevoir	3,249	1,905
Intérêts à recevoir - BNC	22,279	17,254
Autres actifs	<u>-</u>	<u>524</u>
	<u>177,825</u>	<u>334,404</u>
	G 81,773,561	65,965,729

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

i) Liquidités

Les liquidités sont maintenues dans des institutions financières importantes que la Banque considère financièrement solides. La viabilité de ces institutions est revue périodiquement.

ii) Placements

Le risque de crédit relatif aux placements survient lorsqu'un titre de placement perd de sa valeur en raison de résultats financiers défavorables, réels ou anticipés, de la société émettrice. Pour gérer ce risque, la BRH a mis en place des politiques et procédures qui définissent la nature et la qualité des titres de placements dans lesquels elle investit.

Les principaux paramètres de la politique de la BRH sont les suivants:

- Investir dans des titres de créances négociables bien cotés, facilement disponibles et à risques faibles.
- Fixer des critères de maturité maximale.
- Diversifier le portefeuille en différents instruments tout en limitant l'exposition maximale permise par type de sécurité ou par émetteur.

Les placements de la Banque Centrale rencontrent les objectifs de sécurité liés à la gestion des avoirs en devises.

iii) Crédit

Le portefeuille de crédit de la Banque Centrale est constitué en majeure partie par les crédits au Gouvernement. La BRH en tant que banquier de l'État n'est pas exposée à des risques significatifs de par ses crédits à l'État et aux entités gouvernementales.

iv) Autres éléments d'actif

La Banque considère comme faible le risque de crédit sur les autres actifs financiers.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

v) Répartition des risques financiers

La répartition par secteur géographique sur la base de localisation du risque ultime des actifs financiers de la Banque est comme suit:

En milliers de gourdes	2009	2008
Liquidités:		
Haiti	G 1,363,501	308,763
États-Unis	4,856,928	9,103,948
France	1,411,774	1,340,849
Panama	<u>124,719</u>	<u>115,690</u>
	<u>7,756,922</u>	<u>10,869,250</u>
Placements:		
Haiti	-	180,000
États-Unis	32,495,197	17,388,880
Panama	<u>68,139</u>	<u>66,087</u>
	<u>32,563,336</u>	<u>17,634,967</u>
Crédit:		
Haïti	<u>41,949,109</u>	<u>37,204,516</u>
Autres actifs:		
Haïti	177,825	334,404
Total des actifs financiers	G 82,447,192	66,043,137

C) RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est celui que des changements de prix résultant des variations de taux de change ou de taux d'intérêts affecterait les résultats de la Banque ou la valeur des instruments financiers qu'elle détient. La gestion des risques de marché vise à contrôler l'exposition aux risques de marché dans une limite acceptable tout en optimisant le rendement financier.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

C) RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

i) Risque de taux d'intérêts

La gestion des risques de taux d'intérêts à la BRH est conditionnée par les objectifs en matière de politique monétaire. Le portefeuille de prêts de la BRH est constitué principalement de crédits au Gouvernement dont les taux d'intérêts ne sont pas des taux commerciaux. Les taux de rémunération des Bons BRH sont ajustés régulièrement.

Le profil d'intérêts sur les principaux instruments financiers porteurs d'intérêts était comme suit:

En milliers de gourdes	2009	2008
Taux d'intérêts fixes:		
Actifs financiers:		
Crédits à l'État Haïtien	G 39,048,367	34,481,356
Prêts et avances	<u>2,369,798</u>	<u>2,200,821</u>
	41,418,165	36,682,177
Passifs financiers:		
Emprunt BID 990/SF-HA	<u>-</u>	<u>24,361</u>
Actif net	41,418,165	36,657,816
Taux d'intérêts variables:		
Actifs financiers :		
Dépôts à l'étranger	6,393,421	10,560,487
Placements étrangers	<u>27,928,990</u>	<u>17,115,515</u>
	<u>34,322,411</u>	<u>27,676,002</u>
Passifs financiers		
Bons BRH	<u>9,693,000</u>	<u>9,601,000</u>
Actif net	G 24,629,411	18,075,002

N'ayant pas de passifs financiers d'importance à taux fixes, la BRH n'a aucun risque de taux d'intérêts.

(ii) Risque de change

Le risque de change découle de la variation de la valeur d'actifs et de passifs libellés en devises étrangères, exprimée en gourdes, due aux fluctuations des taux de change. En vertu de l'article 56 de la loi organique de la BRH, les gains et pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or sont comptabilisés à la Réserve de Réévaluation.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)**C) RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)****(ii) Risque de change (suite)**

Le tableau ci-dessous présente la répartition des actifs et passifs financiers de la Banque aux 30 septembre :

30 septembre 2009

En milliers de gourdes	Gourdes	Dollars convertis	Autres devises	Total
Liquidités	G -	6,345,148	1,411,774	7,756,922
Placements	-	27,984,031	4,579,305	32,563,336
Prêts et avances	41,949,109	-	-	41,949,109
Autres actifs	<u>139,731</u>	<u>38,094</u>	<u>-</u>	<u>177,825</u>
Total des actifs financiers	42,088,840	34,367,273	5,991,079	82,447,192
Engagement en devises (note 18)	-	11,865,059	49,595	11,914,654
Engagements envers les banques créatrices de monnaie et les institutions non bancaires (note 20)	25,250,223	-	-	25,250,223
Engagements envers le Gouvernement Haïtien	8,171,456	8,361,204	39,507	16,572,167
Engagements envers les autres institutions (note 22)	1,618,215	-	-	1,618,215
Autres passifs	<u>1,011,256</u>	<u>139,992</u>	<u>-</u>	<u>1,151,248</u>
Total des passifs financiers	36,051,150	20,366,255	89,102	56,506,507
Actif net	G 6,037,690	14,001,018	5,901,977	25,940,685

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Notes aux États Financiers

(4) GESTION DES RISQUES (SUITE)C) RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)(ii) Risque de change (suite)30 septembre 2008

En milliers de gourdes	Gourdes	Dollars convertis	Autres devises	Total
Liquidités	G -	9,528,401	1,340,849	10,869,250
Placements	180,000	17,161,471	293,496	17,634,967
Prêts et avances	37,204,516	-	-	37,204,516
Autres actifs	95,356	239,048	-	334,404
Total des actifs financiers	37,479,872	26,928,920	1,634,345	66,043,137
Engagement en devises (note 18)	-	9,065,917	42,153	9,108,070
Engagements envers les banques créatrices de monnaie et les institutions non bancaires (note 20)	23,101,356	-	-	23,101,356
Engagements envers le Gouvernement Haïtien	5,492,297	8,803,246	36,084	14,331,627
Engagements envers les autres institutions (note 22)	620,647	-	-	620,647
Autres passifs	1,491,037	117,245	-	1,608,282
Total des passifs financiers	30,705,337	17,986,408	78,237	48,769,982
Actif net	G 6,774,535	8,942,512	1,556,108	17,273,155

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Notes aux États Financiers

(5) AVOIRS EN DEVISES

Les avoirs en dollars US sont composés de:

En milliers de gourdes		2009	2008
Encaisse	G	673,631	302,903
Dépôts à vue à l'étranger		6,393,421	10,560,487
Effets en transit		<u>689,870</u>	<u>5,860</u>
	G	7,756,922	10,869,250

Les dépôts à vue sont composés de fonds en dollars placés à un jour, rémunérés à des taux de rendement moyen de 0.17% et de 2.68% en 2009 et 2008, respectivement.

(6) PLACEMENTS ÉTRANGERS

Les placements étrangers sont répartis comme suit:

En milliers de gourdes		2009	2008
Placements disponibles à la vente (a)	G	27,317,187	16,397,519
Valeurs mobilières:			
Banco Latinoamericano de Exportaciones (Bladex)		<u>68,140</u>	<u>66,087</u>
		27,385,326	16,463,606
Placements monétaires (b):			
Citibank		<u>543,663</u>	<u>651,909</u>
	G	27,928,990	17,115,515

(a) Les placements en devises disponibles à la vente sont répartis comme suit:

En milliers de gourdes		2009	2008
Valeurs mobilières:			
Coût	G	9,887	9,456
Juste valeur		68,140	66,087
Comptes en marché monétaire:			
Coût	G	379,258	697,651
Juste valeur	G	379,258	698,701

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(6) PLACEMENTS ÉTRANGERS (SUITE)

En milliers de gourdes		2009	2008
Titres d'Agences du Gouvernement			
Fédéral Américain:			
Coût	G	23,170,213	12,223,186
Juste valeur		23,516,789	12,131,352
Obligations Municipales:			
Coût	G	41,209	-
Juste valeur		45,598	-
Obligations de sociétés:			
Coût	G	4,294,305	4,011,143
Juste valeur		3,375,542	3,567,466
Valeur totale des placements:			
Coût	G	27,894,872	16,941,436
Juste valeur		27,385,327	16,463,606
Moins-values non réalisées sur placements disponibles à la vente	G	(509,545)	(477,830)

Les taux de rendement moyen des comptes en marché monétaire sont de de 0.05% en 2009, et de 2.71% en 2008.

Les taux de rendement moyen des titres d'Agence du Gouvernement Fédéral Américain, obligations municipales et obligations de sociétés sont de 4.84% en 2009 et de 2.49% en 2008.

Les placements ont des échéances variables, entre 2010 et 2045. Toutefois, certains instruments tel que les titres adossés aux prêts hypothécaires détenus par la BRH ont une durée de vie moyenne de 5 ans.

- b) Aux 30 septembre 2009 et 2008 ces placements totalisant G 543,663,819 et G 651,909,251, respectivement étaient bloqués en garantie de transactions avec des fournisseurs sur demande du Ministère de l'Économie et des Finances. Ces placements ont généré un rendement moyen de 5.5% et 2.17% en 2009 et 2008, respectivement.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(7) DISPONIBILITÉS EN DROITS DE TIRAGES SPÉCIAUX (DTS)

Ce compte représente les avoirs en compte courant, exprimés en DTS, au Fonds Monétaire International (FMI). Au cours de l'exercice 2009, le Fonds Monétaire International (FMI) a accordé deux allocations additionnelles de droits de tirages spéciaux à Haïti totalisant 64.8 millions de DTS. Le solde des disponibilités en DTS 69,189M DTS et 4,717M DTS en 2008 est diminué des intérêts et autres charges de l'État Haïtien envers le FMI. L'engagement de l'État Haïtien en contrepartie des disponibilités est reflétée au poste contribution et engagements envers les organismes financiers internationaux (**note 19**), conformément aux dispositions préconisées par le Fonds Monétaire International. L'allocation accordée antérieurement est comptabilisée aux réserves spéciales. Le solde des disponibilités en DTS a ainsi évolué:

	DTS	Gourdes
Solde au 30 septembre 2008	4,717	293,496
Allocation accordée au cours de l'exercice (note 19)	64,811	4,289,513
Effet de réévaluation	-	18,751
Paiements sur compte	(339)	(22,455)
Disponibilités au 30 septembre 2009	69,189	4,579,305

(8) EFFETS ESCOMPTÉS

Au 30 septembre 2008, les effets escomptés sont constitués de bons BRH de la Citibank pris en pension, qui ont été libérés en 2009. Ce placement était de cinq jours et rémunéré à un taux fixe de 17%.

(9) AVOIRS EN OR

Les avoirs en or sont valorisés à leur juste valeur telle que publiée au Commodity Exchange Inc. aux 30 septembre 2009 et 2008, et se présentent comme suit:

En milliers de gourdes	2009		2008	
	<u>Onces</u>	<u>Valeur</u>	<u>Onces</u>	<u>Valeur</u>
Federal Reserve Bank of New York	1,308	55,041	1,308	45,956

Ces réserves détenues à la Federal Reserve Bank of New York ne portent pas d'intérêts.

Les cours en vigueur aux 30 septembre 2009 et 2008 étaient de US\$ 1,318 et de US\$ 1,150 par once d'or, respectivement.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(10) PARTICIPATIONS DANS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Les participations dans les organismes financiers internationaux se présentent comme suit:

En milliers de gourdes		2009	2008
Fonds Monétaire International (FMI) (a)	G	<u>5,420,551</u>	<u>5,095,523</u>
Autres organismes internationaux:			
Banque Interaméricaine de Développement (BID)		1,672,750	1,599,864
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)		288,893	276,305
Banque Caribéenne de Développement (BCD)		99,720	-
Association Internationale de Développement (IDA)		42,397	40,549
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)		39,267	37,556
Société Internationale de Financement (IFC)		34,337	32,842
Agence de Garantie des Investissements Multilatéraux (MIGA)		<u>6,780</u>	<u>6,484</u>
		<u>2,184,144</u>	<u>1,993,600</u>
	G	7,604,695	7,089,123

(a) La participation de l'État Haïtien au FMI est de 81,900,000 DTS aux 30 septembre 2009 et 2008.

(11) CRÉDITS À L'ÉTAT HAÏTIEN

En milliers de gourdes		2009	2008
Prêts et avances –selon accord (a)	G	36,780,270	6,736,545
Effet de change – FMI (note 3 a)		1,864,027	1,425,630
Compte à recevoir (b)		403,728	403,728
Titres du Gouvernement		-	1,217,101
Déficit du Trésor Public (c)		-	10,357,850
Obligation réseau routier		-	8,875
Autres avances à l'État		<u>342</u>	<u>-</u>
	G	39,048,367	20,149,729
Reclassification des dépôts du Gouvernement (c)		<u>-</u>	<u>14,331,627</u>
	G	39,048,367	34,481,356

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(11) CRÉDITS À L'ÉTAT HAÏTIEN (SUITE)

- (a) Au 30 septembre 2009, la BRH a procédé à la consolidation du crédit de l'État Haïtien incluant la balance des comptes suivants au 30 septembre 2009:

En milliers de gourdes		2009
Déficit cumulé du Trésor Public au 30 septembre 2008	G	24,381,332
Déficit exercice 2009		4,274,553
Prêts et avances consolidés au 30 septembre 2008		6,736,545
Titres du Gouvernement		1,217,101
Fond special dette extérieure		153,237
Obligations réseau routier		10,650
Compte à recevoir EDH		6,328
Titres ONA		524
	G	36,780,270

Les crédits à l'État Haïtien n'ont pas d'échéance fixe.

Le montant des intérêts mensuels à verser par le MEF s'élevait à G 70 millions en 2009 et 2008. Le taux de rendement moyen sur les crédits à l'État Haïtien est de 4.05% et 4.29% pour les exercices 2009 et 2008, respectivement.

- (b) Au 30 septembre 2007, la BRH avait enregistré une moins-value de G 403,728M représentant le prix d'acquisition des 8,074,551 actions de la Socabank acquises au prix unitaire de G 50, alors que la valeur comptable de l'action étant négative, soit (G 326) par action à cette date. Le 11 octobre 2007, l'État Haïtien à travers le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) s'est engagé à rembourser à la BRH, sur présentation, G 951,995M incluant G 403,728M représentant cette moins-value et G 548,267M représentant une garantie de la BRH à la BNC. Le montant à recevoir du MEF relatif à cette garantie, ainsi que la garantie sont considérés comme des postes Hors Bilans.
- (c) Au 30 septembre 2008, le déficit du Trésor Public était reflété net des comptes des dépôts du Trésor Public, auxquels s'ajoutaient d'autres comptes à recevoir du Trésor Public comme suit:

En milliers de gourdes		2008
Recettes Publiques	G	(26,079,558)
Fond de Financement du Trésor Public		5,778,152
Dépenses de fonctionnement du Trésor Public		23,826,935
Déficit exercice 2008		3,525,529
Déficit exercices antérieurs		20,855,803
Déficit brut au 30 septembre 2008		24,381,332
Dépôts du Gouvernement Central (note 20)		(14,331,627)
Autres comptes à recevoir du Trésor Public		308,145
	G	10,357,850

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(12) PRÊTS ET AVANCES AU PERSONNEL ET AUX AUTRES INSTITUTIONS

Les prêts et avances au personnel et aux autres institutions sont:

En milliers de gourdes	2009	2008
Employés, brut	G 1,989,151	1,742,273
Provisions	<u>(124,874)</u>	<u>(89,702)</u>
	1,864,277	1,652,571
Entreprises publiques:		
Téléco (a)	711,646	766,864
EDH (b)	<u>25,933</u>	<u>25,725</u>
	737,579	792,589
	G 2,601,856	2,445,160

Aux 30 septembre 2009 et 2008, les prêts aux employés portent des intérêts de 6% l'an pour les prêts et 5% pour les avances.

La provision pour pertes de valeur sur les prêts au personnel a ainsi évolué au cours de l'exercice:

En milliers de gourdes	2009	2008
Provision au début de l'exercice	G 89,702	77,840
Dotation de l'exercice	<u>35,172</u>	<u>11,862</u>
Provision à la fin de l'exercice	G 124,874	89,702

a) Les montants à recevoir de la Téléco sont ainsi composés:

En milliers de gourdes	2009	2008
Avances de fonds	G 347,454	461,934
Avances pour réseau télématique	206,125	218,614
Découverts en comptes courants	154,726	83,120
Intérêts à recevoir	<u>3,341</u>	<u>3,196</u>
	G 711,646	766,864

Une avance de fonds de G 270 millions consentie à la Téléco en juin 2007 porte intérêts au taux de 8 % et est remboursable sur 42 mois incluant une période de grâce de 6 mois; les intérêts seront capitalisés durant la période de grâce. De plus, une avance de fonds de US\$ 220,000 consentie à la Téléco en janvier 2006 porte intérêts au taux de 8% et est remboursable sur trois ans. Au 30 septembre 2009, les prêts et avances n'ont pas été remboursés suivant les accords, mais la Direction estime qu'il n'y a aucun risque de pertes relatif aux avances à la Téléco.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(12) PRÊTS ET AVANCES AU PERSONNEL ET AUX AUTRES INSTITUTIONS (SUITE)

Ces avances pour le réseau télématique ne portent pas intérêts et n'ont pas d'échéance fixe. Une avance de G 35 millions qui était reflétée aux autres comptes à recevoir aux autres actifs a été reclassifiée en 2009.

Les découverts en comptes courants portent intérêts aux taux de 10% en 2009 et 2008. Les intérêts ont été payés pour les exercices 2009 et 2008.

b) Les montants à recevoir de l'EDH sont ainsi composés:

En milliers de gourdes		2009	2008
Lettres de crédit et lettres de garanties			
en faveur de SOGENER	G	21,175	21,175
Avances		<u>4,758</u>	<u>4,550</u>
	G	25,933	25,725

En vertu d'un accord conclu entre l'État Haïtien, SOGENER et l'EDH pour la production d'énergie électrique dans plusieurs villes du pays, la BRH a honoré des lettres de crédit en faveur de la firme SOGENER. Ces valeurs n'ont pas été remboursées à date.

(13) PRÊTS ET AVANCES AUX BANQUES CRÉATRICES DE MONNAIE ET AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES NON BANCAIRES

Les prêts et avances aux banques créatrices de monnaie et aux institutions financières non bancaires sont:

En milliers de gourdes		2009	2008
Avances à la BNC (a)	G	278,000	278,000
Prêts à une institution financière monétaires non bancaires (b)		<u>20,886</u>	<u>-</u>
	G	298,886	278,000

a) Une avance de G 275 millions octroyée à la Banque Nationale de Crédit au cours de l'exercice 2007 porte intérêts au taux de 8% et est remboursable dans un délai de trois ans à partir du 1^{er} mars 2007. Aucun versement en capital ou intérêt n'a encore été effectué.

Une avance de G 3 millions à la Banque Nationale de Crédit bénéficie d'un moratoire sur le paiement des intérêts et le remboursement du principal.

La Direction estime qu'il n'y a pas de risque relatif aux avances consentis à la BNC.

b) Cette avance de la BRH au FDI portera un intérêt de 1% l'an et sera payée au fur et à mesure du recouvrement du portefeuille en dollars du fonds.

c) En date du 30 septembre 2008, la BRH a enregistré une provision à 100% pour perte de valeur sur un prêt fait à la SHEC, qui a été radié en 2009.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Notes aux États Financiers

(14) **IMMOBILISATIONS**

Les immobilisations ont ainsi évolué au cours de l'exercice:

Coût

En milliers de gourdes		Solde au 30/09/08	Acquisitions	Transferts	Solde au 30/09/09
Terrains	G	274,373	-	-	274,373
Terrains et immeubles		1,331,092	-	-	1,331,092
Matériel et mobilier de bureau		19,092	2,412	(933)	20,571
Matériel informatique		147,073	15,861	(3,387)	159,547
Équipements		137,619	10,770	(3,008)	145,381
Matériel roulant		29,143	8,954	(14,246)	23,851
Aménagements		25,412	378	(4,470)	21,320
Installations		16,833	262	(7,484)	9,611
Logiciels informatiques		199	9,002	(199)	9,002
Biens complètement amortis		429,688	-	52,163	481,851
Constructions en cours		<u>278,372</u>	<u>182,357</u>	<u>(18,436)</u>	<u>442,293</u>
	G	2,688,896	229,996	-	2,918,892

L'amortissement cumulé a ainsi évolué au cours de l'exercice:

Amortissement cumulé

En milliers de gourdes		Solde au 30/09/08	Amortissement	Transferts	Solde au 30/09/09
Immeubles	G	133,592	66,569	-	200,161
Matériel et mobilier de bureau		9,528	3,910	(933)	12,505
Matériel informatique		10,841	32,422	(3,387)	39,876
Équipements		59,299	29,680	(19,902)	69,077
Matériel roulant		18,906	5,571	(14,246)	10,231
Aménagements		12,878	4,743	(6,012)	11,609
Installations		11,047	2,158	(7,484)	5,721
Logiciels informatiques		134	5,415	(199)	5,350
Biens complètement amortis		<u>429,688</u>	<u>-</u>	<u>52,163</u>	<u>481,851</u>
	G	685,913	150,468	-	836,381
	G	2,002,983	79,528		2,082,511

Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, la BRH a procédé à la réévaluation des terrains et immeubles qu'elle détenait. Il en est résulté un surplus de réévaluation net de G 769,487, comme suit:

		<u>Valeur marchande</u>	<u>Valeur comptable</u>	<u>Surplus de réévaluation</u>
En milliers de gourdes				
Terrains et immeubles	G	<u>1,427,163</u>	<u>657,676</u>	<u>769,487</u>

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(15) PLACEMENT À LA TÉLÉCO

Le placement à la Téléco se présente comme suit, à la valeur de consolidation:

En milliers de gourdes		2009	2008
Valeur au coût d'acquisition	G	13,600	13,600
Quote-part des profits net de la provision (a)		<u>1,909,780</u>	<u>1,909,780</u>
Solde à la fin de l'exercice	G	1,923,380	1,923,380

- (a) La quote-part de la BRH dans les résultats et l'actif net de la Téléco a été enregistrée sur la base d'états financiers internes non vérifiés, soumis par la Téléco jusqu'en 2000. À partir de l'exercice 2001, la direction de la BRH, sur base de son évaluation de la fiabilité des informations financières disponibles sur la Téléco, a enregistré une provision de 100% sur sa quote-part des résultats nets de la Téléco.

Le 29 avril 2010, un accord de partenariat a été signé entre la Banque de la République d'Haïti, actionnaire majoritaire de la Téléco et Viettel Incorporation, qui a offert US\$ 59 millions pour une participation de 60% au capital social de la NATCOM. Les actifs transférés de la Téléco à la NATCOM représentent 40% de ce capital. Viettel Corporation est l'attributaire de l'appel d'offres lancé en vue de moderniser la Téléco. Cet accord s'est concrétisé au sein d'une nouvelle compagnie de Télécommunications, la National Telecom S.A. (NATCOM) qui va continuer à maintenir et exploiter le réseau de télécommunications et les activités de la Téléco.

(16) AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Les autres éléments d'actif sont:

En milliers de gourdes		2009	2008
Stocks de billets neufs et pièces de monnaie	G	494,661	294,684
Effets collectés à recevoir - BNC		114,203	75,673
Autres frais payés d'avance		66,767	54,915
Avances aux fournisseurs		38,094	239,048
Intérêts à recevoir des institutions monétaires		22,279	17,254
Intérêts payés d'avance - Bons BRH		19,915	100,634
Pièces de collection		18,160	18,160
Dépôt à terme - Fonds CERA (BNDAL) (note 23)		12,000	12,000
Autres comptes à recevoir		3,249	1,905
Autres		<u>49,401</u>	<u>54,400</u>
	G	838,729	868,673

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(16) AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF (SUITE)

Au 30 septembre 2009, une avance de G 35M à la Téléco pour le réseau télématique et financier a été reclassifiée aux prêts et avances à la Téléco (**note 12**). Les soldes comparatifs de 2008 ont été reclassifiés.

(17) BILLETS ET MONNAIE EN CIRCULATION

Les billets et monnaie en circulation sont:

En milliers de gourdes		2009	2008
Billets et monnaie émis	G	19,224,190	16,224,190
Moins: Billets et monnaie hors circulation		(2,628,341)	(786,832)
Encaisse		(1,049,365)	(524,210)
Effet en transit sur les banques locales		(175,968)	(225,495)
	G	15,370,516	14,687,653

L'émission autorisée représente la garantie que donne la BRH pour les billets et monnaie émis à date. Les billets et monnaie hors circulation représentent les montants détenus par la BRH dans son caveau à ces dates. Au cours de l'exercice 2009 et 2008, G 3 milliards et G 1 milliard ont été émis par la BRH.

(18) ENGAGEMENTS EN DEVISES

Les engagements en devises se présentent comme suit:

En milliers de gourdes		2009	2008
Banques créatrices de monnaie (a)	G	11,166,583	8,830,272
Dépôts des entreprises publiques		611,196	163,846
Institutions financières non bancaires		7,351	9,187
Autres		129,524	104,765
	G	11,914,654	9,108,070

(a) Les engagements des banques créatrices de monnaie représentent surtout des réserves statutaires en devises requises par la BRH. Ces réserves ne portent pas d'intérêts.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(19) CONTRIBUTIONS ET ENGAGEMENTS ENVERS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Les contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux se présentent comme suit:

En milliers de gourdes		2009	2008
Fonds Monétaire International (FMI) (a)	G	<u>9,705,597</u>	<u>5,091,416</u>
Autres organismes internationaux:			
Banque Interaméricaine de Développement (BID)		1,672,750	1,599,864
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)		288,893	276,305
Banque Caribéenne de Développement (BCD)		99,720	-
Association Internationale de Développement (IDA)		42,397	40,549
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)		39,267	37,556
Société Internationale de Financement (IFC)		34,337	32,842
Agence de Garantie des Investissements Multilatéraux (MIGA)		<u>6,780</u>	<u>6,484</u>
		<u>2,184,144</u>	<u>1,993,600</u>
Prêt – FMI au Gouvernement de la République d'Haïti (b)		7,085,104	4,185,919
Dépôts des organismes internationaux		763,364	702,212
Emprunt - BID 990/SF - HA (a)		-	<u>24,361</u>
	G	<u>19,738,209</u>	<u>11,997,508</u>

(a) Les contributions et engagements envers le Fonds Monétaire International (FMI) incluent des engagements relatifs à des opérations de l'État Haïtien et de la BRH. Ce poste inclut l'engagement de l'État Haïtien envers le FMI en contrepartie des droits de Tirage Spéciaux (**note 7**).

Les contestations et engagements envers le FMI sont comme suit:

En milliers de gourdes		2009	2008
Allocation DTS (note 7)	G	4,289,513	-
Effets à payer sur la participation de la République d'Haïti au FMI		3,014,165	2,833,429
Dépôts		<u>2,401,919</u>	<u>2,294,381</u>
	G	<u>9,705,597</u>	<u>5,127,810</u>

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(19) CONTRIBUTIONS ET ENGAGEMENTS ENVERS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX (SUITE)

- b)** Des facilités de crédit (PRGF) ont été accordées au Gouvernement de la République d'Haïti à travers la BRH. Ils portent intérêts au taux de 0.5% et sont remboursables sur une période de 10 ans avec une période de grâce de 5 ans sur le remboursement du principal.
- (c)** Le 20 janvier 1997, la BRH a signé un contrat de prêt no. 990/SF - HA avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Dans le cadre de ce contrat, la BID finançait à concurrence de US\$ 2,495,000 l'exécution du Programme de Renforcement Institutionnel de la BRH évalué à la contre-valeur de US\$ 2,745,000 par la BID.

Au cours de l'exercice 2009, le solde décaissé de ce prêt a été annulé par la BID. La balance du prêt a été enregistrée au poste autres produits à l'état des résultats en 2009 (note 24).

(20) DEPOTS DU GOUVERNEMENT CENTRAL

Les dépôts du gouvernement central représentent des comptes courants du Gouvernement qui sont répartis comme suit :

En milliers de gourdes		2009	2008
Devises	G	8,400,711	8,839,330
Monnaie locale		<u>8,171,456</u>	<u>5,492,297</u>
	G	16,572,167	14,331,627

Ces dépôts ne portent pas d'intérêt.

(21) ENGAGEMENTS ENVERS LES BANQUES CRÉATRICES DE MONNAIE ET LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES NON BANCAIRES

Les engagements en monnaie locale envers les banques créatrices de monnaie et les institutions financières non bancaires se présentent comme suit:

En milliers de gourdes		2009	2008
Banques créatrices de monnaie (a)	G	15,533,193	13,478,645
Bons BRH (b)		9,693,000	9,601,000
Institutions financières non bancaires		<u>24,030</u>	<u>21,711</u>
	G	25,250,223	23,101,356

- (a)** Les engagements des banques créatrices de monnaie sont surtout des réserves statutaires en monnaie locale requises par la BRH. Ces réserves ne portent pas d'intérêts.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(21) ENGAGEMENTS ENVERS LES BANQUES CRÉATRICES DE MONNAIE ET LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES NON BANCAIRES (SUITE)

(b) La répartition par tranche d'échéance des bons BRH sont comme suit:

En milliers de gourdes		2009	2008
Échéance de 7 jours	G	970,000	145,000
Échéance de 28 jours		5,538,000	4,000
Échéance de 91 jours		3,185,000	9,204,000
Échéance de 182 jours		-	248,000
	G	9,693,000	9,601,000

La rémunération moyenne est de 3.09% et 6.37% pour les exercices 2009 et 2008, respectivement.

(22) ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS

Les engagements envers les autres institutions sont les suivants:

En milliers de gourdes		2009	2008
Dépôts des entreprises publiques	G	1,331,001	331,122
Dépôts des collectivités locales		221,406	208,198
Chèques certifiés émis en monnaie locale		53,531	63,542
Divers		12,277	17,785
	G	1,618,215	620,647

(23) AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF

Les autres éléments du passif se présentent comme suit:

En milliers de gourdes		2009	2008
Engagements fonds de garantie – lettres de crédit	G	543,664	1,112,177
Fonds immobilisés		160,659	88,815
Obligations envers les employés (a)		102,108	98,485
Dépôts de garantie - lettres de crédit		105,573	100,973
Chèques de direction et certifiés - BRH		101,364	79,713
Dépôts-employés et autres comptes du personnel		65,916	49,672
Fournisseurs à payer		17,904	23,505
Contrepartie - dépôt à terme (BNDAL) (note 16)		12,000	12,000
Fonds détenus pour tiers (b)		8,051	4,448
Dépôts de cautionnement		7,016	6,352
Autres comptes à payer		26,993	32,142
	G	1,151,248	1,608,282

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(23) AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF (SUITE)

a) Obligations envers les employés

Aux 30 septembre les obligations envers les employés sont comme suit:

En milliers de gourdes		2009	2008
Provision pour boni	G	51,521	46,985
Primes de séparation		22,000	35,527
Autres charges sociales		28,587	15,973
	G	102,108	98,485

b) Fonds détenus pour tiers

Dans le cadre du Décret du 14 novembre 1980 réglementant le fonctionnement des banques et des activités bancaires sur le territoire de la République D'Haïti, la BRH gère la liquidation de la Banque Nationale de Développement Agricole et Industriel (BNDAL). À ce titre, elle comptabilise à son bilan un passif lié à la collection des obligations de tiers envers la BNDAL. De même, la BRH effectue certains débours pour compte de la BNDAL dans le cadre de cette gestion. Selon la politique de la Banque, ces débours sont débités directement aux obligations collectées pour le compte de la BNDAL.

Aux 30 septembre 2009 et 2008, les soldes des transactions enregistrées dans le cadre de la gestion de la liquidation de la BNDAL sont comme suit:

En milliers de gourdes		2009	2008
Autres éléments d'actif:			
Dépôt à terme détenu pour BNDAL	G	12,000	12,000
Autres éléments du passif:			
Contrepartie - dépôt à terme BNDAL		(12,000)	(12,000)
Valeurs collectées pour compte BNDAL, net		8,051	4,448
	G	8,051	4,448

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

4) AUTRES PRODUITS

Les autres produits comprennent surtout les commissions provenant des opérations bancaires et des pénalités imposées dans le cadre des activités de surveillance du système financier.

En 2009, la BRH a renversé à ce poste la balance du prêt 990-SF/HA s'élevant à G 2,077M suite à l'élimination de la dette de la Banque envers la Banque Interaméricaine de Développement (BID) (note 19).

5) RÉMUNÉRATIONS ET CHARGES SOCIALES

Le nombre d'employés aux 30 septembre 2009 et 2008 était respectivement de 747 et de 750. Les rémunérations et charges sociales du personnel sont comme suit:

En milliers de gourdes	2009	2008
Salaires et autres compensations	G 656,668	557,274
Bénéfices sociaux	249,803	180,212
Contributions - Fonds de Retraite (a)	43,909	34,056
Formation	41,068	33,531
Contributions – primes de séparation	22,000	27,513
Autres	17,033	41,618
	G 1,030,481	874,204

a) Contributions – Fonds de Retraite

Les contributions au fonds de retraite sont déposées dans un compte à la BNC.

6) FONDS DE RETRAITE

La Banque de la République d'Haïti participe conjointement avec la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire Haïtienne (BPH) à un fonds de retraite contributif à prestations déterminées de type de salaires de fin de carrière dont bénéficient ses salariés. La participation de la Banque s'effectue à un taux de contribution fixe de 10% du salaire mensuel brut et s'élève à G 43,909M et G 34,056M respectivement pour les exercices 2009 et 2008. Il n'y a pas eu d'évaluation actuarielle récente de ce fonds de régime de retraite.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

FONDS DE RETRAITE (SUITE)

En sus de la dépense annuelle versée au fonds de retraite, la BRH a encouru des charges totalisant G 22,000M en 2009 et G 27,513M en 2008 à titre de primes de séparation payées à des employés qui ont terminé leur emploi conformément aux politiques de la Banque. Ces primes sont enregistrées lorsque l'obligation est connue, au départ des employés.

TRANSACTIONS APPARENTÉES

Les transactions apparentées de la BRH sont essentiellement constituées des prêts hypothécaires et avances faites aux membres du Conseil d'Administration. Au 30 septembre 2009 et 2008, les soldes des transactions effectuées avec les membres du Conseil d'Administration sont comme suit:

En milliers de gourdes		2009	2008
Prêts hypothécaires	G	28,032	18,646
Avances sur salaires		<u>3,625</u>	<u>4,502</u>
	G	31,657	23,148

ENGAGEMENTS ET PASSIF ÉVENTUEL

- a) Au 30 septembre 2009 et 2008, les lettres de garantie et de crédit émises par la BRH en faveur de sociétés commerciales s'élèvent à environ G 1,567,345M et G 1,164,467M, respectivement. Les lettres de crédit ont été émises sur demande du Ministère de l'Économie et des Finances et garantissent des créances de l'État Haïtien et de certaines entreprises publiques envers des sociétés.
- b) En vertu d'un Protocole d'Accord datant du 5 décembre 2006 entre la BRH et la BNC, dans le cadre du rachat des actifs et passifs de Socabank par la BNC, la BRH s'est engagée à supporter 50% des fonds propres négatifs de Socabank au 30 septembre 2006 s'élevant à G 1.3 milliard. Après un apport en capital de G 225 millions par la BRH au 14 novembre 2006, ces fonds propres ont été ajustés à G 1.1 milliard. Cette garantie est constituée sous la forme d'une lettre de garantie pour un montant de G 548 millions couvrant une portion du portefeuille contaminé de la Socabank.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux États Financiers

(28) ENGAGEMENTS ET PASSIF ÉVENTUEL (SUITE)

Le 11 octobre 2007, l'État Haïtien à travers Le Ministère de l'Économie et des Finances a signé en faveur de la BRH un billet à ordre de G 951,955M par lequel elle entend rembourser à la BRH, à présentation, les valeurs avancées pour compte de l'État Haïtien relatif à la Socabank incluant G 548,267M, représentant la garantie de la BRH envers la BNC ainsi que la moins-value sur le placement enregistrée en 2006. Cette garantie de la BRH envers la BNC n'est pas comptabilisée.

- c) Au 30 septembre 2009, la BRH traite de certaines affaires en instance de litige par ou contre quelques tiers. Selon l'évaluation des faits à jours, de l'avis de conseillers juridiques, les positions prises par la BRH sont bien fondées. On ne prévoit pas qu'un règlement éventuel des poursuites soit d'importance à la situation financière de la BRH.

(29) POSTES HORS BILAN

Les postes hors bilan comprennent:

En milliers de gourdes	2009	2008
Prêts BID à l'État Haïtien garantis par la BRH	G 1,870,097	6,085,067

En 2009, la BID a accordé un allègement de la dette à Haïti ce qui a résulté en une diminution importante des prêts BID garantis par la BRH.

(30) ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

En date du 12 janvier 2010, un séisme de forte intensité a frappé Haïti, principalement la zone de Port-au-Prince, occasionnant des dommages considérables à une multitude d'entreprises en Haïti. Pour sa part, la BRH a subi des pertes en ressources humaines et des dommages importants sur certains immeubles et équipements. La Direction de la Banque s'est mobilisée pour gérer les priorités et a mis en place un ensemble de moyens pour reprendre les opérations.

La Direction procède présentement à l'inventaire des dommages et procédera dans les délais requis à l'évaluation globale des pertes et à la préparation et soumission des réclamations d'assurance.

À la date d'émission de ces états financiers, une évaluation complète des conséquences financières de ce séisme n'est pas disponible; elles seront comptabilisées en 2010, une fois qu'elles auront été déterminées.

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Bilans – PROFORMAS
30 septembre 2009 et 2008
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)
(Non vérifiés)

	Notes	2009	2008
ACTIF			
LIQUIDITÉS			
Avoirs en devises	5	G 7,756,922	10,869,250
PLACEMENTS			
Placements étrangers	6	27,928,990	17,115,515
Disponibilité en DTS	7	4,579,305	293,496
Effets escomptés	8	-	180,000
Avoirs en or	9	<u>55,041</u>	<u>45,956</u>
		32,563,336	17,634,967
PARTICIPATIONS DANS LES ORGANISMES			
FINANCIERS INTERNATIONAUX	10	7,604,695	7,089,123
PRÊTS ET AVANCES			
Crédits à l'État Haïtien	11	39,467,169	34,869,136
Prêts et avances au personnel et aux autres institutions	12	2,601,856	2,445,160
Prêts et avances aux banques créatrices de monnaie et aux institutions financières non bancaires	13	<u>298,886</u>	<u>278,000</u>
		42,367,911	37,592,296
IMMOBILISATIONS			
Immobilisations, au coût	14	2,918,892	2,688,896
Moins amortissement cumulé		<u>(836,381)</u>	<u>(685,913)</u>
		2,082,511	2,002,983
AUTRES			
Placement à la Téléco	15	1,923,380	1,923,380
Autres éléments d'actif	16	<u>838,729</u>	<u>868,673</u>
		2,762,109	2,792,053
		G 95,137,484	77,980,672

Voir les notes aux états financiers

(À suivre)

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Bilans - PROFORMAS (suite)
30 septembre 2009 et 2008
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)
(Non vérifiés)

	Notes	2009	2008
PASSIF, CAPITAL ET RÉSERVES			
BILLETS ET MONNAIE EN CIRCULATION	17 G	15,370,516	14,687,653
ENGAGEMENTS EN DEVISES	18	11,914,654	9,108,070
CONTRIBUTIONS ET ENGAGEMENTS ENVERS LES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX	19	19,738,209	11,997,508
ENGAGEMENTS ENVERS LE GOUVERNEMENT HAÏTIEN	20	16,572,167	14,331,627
ENGAGEMENTS EN MONNAIE LOCALE			
Engagements envers les banques créatrices de monnaie et les institutions financières non bancaires	21	25,669,025	23,489,136
Engagements envers les autres institutions	22	1,618,215	620,647
Autres éléments du passif	23	<u>1,151,248</u>	<u>1,608,282</u>
		28,438,488	25,718,065
Total du passif		92,034,034	75,842,923
CAPITAL ET RÉSERVES			
Capital		50,000	50,000
Réserve spéciale		2,719,055	1,721,639
Réserve de réévaluation – terrains et immeubles		769,487	769,487
Réserve légale		74,453	74,453
Moins - valeurs non réalisées sur placements disponibles à la vente	6	<u>(509,545)</u>	<u>(477,830)</u>
		3,103,450	2,137,749
	G	95,137,484	77,980,672

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Résultats – PROFORMAS
Exercices terminés les 30 septembre 2009 et 2008
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)
(Non vérifiés)

	Notes	2009	2008
REVENUS D'OPÉRATIONS:			
Produits des placements, prêts et avances à l'État Haïtien	G	1,071,662	841,660
Produits des opérations avec l'étranger:			
Intérêts		1,207,518	1,066,035
Gain sur ventes de placements disponibles à la vente		15,240	17,957
Gain de change, net		659,066	970,034
Produits des opérations de crédit		152,061	148,392
Autres produits	24	<u>278,720</u>	<u>124,645</u>
		3,384,267	3,168,723
DÉPENSES D'OPÉRATIONS			
Intérêts débiteurs et frais financiers		605,438	593,831
Coûts de fabrication des billets et des pièces de monnaie		257,853	140,544
Provision pour pertes de valeur sur prêts		<u>35,172</u>	<u>95,244</u>
		898,463	829,619
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		2,485,804	2,339,104
DÉPENSES ADMINISTRATIVES			
Rémunérations et charges sociales	25	1,030,481	874,204
Dépenses administratives		248,143	223,094
Dotation aux amortissements	14	150,468	131,235
Dépenses relatives à la gestion des actifs		42,917	32,921
Dons		11,162	8,741
Autres dépenses	14	<u>5,217</u>	<u>4,098</u>
		1,488,388	1,274,293
REVENU NET DE L'EXERCICE	G	997,416	1,064,811

Voir les notes aux états financiers

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des résultats étendus - PROFORMAS
Exercices terminés les 30 septembre 2009 et 2008
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)
(Non vérifiés)

	2009	2008
Revenu net de l'exercice	G 997,416	1,064,811
Autres éléments des résultats étendus:		
Transfert de l'allocation DTS aux passifs	-	-
Moins-values non réalisées sur placements	(31,715)	(499,884)
Total	(31,715)	(449,884)
Résultat étendus de l'exercice	G 965,701	564,927

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États de l'Évolution du Capital et des Comptes de Réserves - PROFORMAS
Exercices terminés les 30 septembre 2009 et 2008
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)
(Non vérifiés)

	G	Capital	Réserves spéciales	Réserve de réévaluation- terrains et immeubles	Réserve légale	Moins- values non réalisées sur placements	Total
Solde au 30 septembre 2007	G	50,000	580,352	769,487	74,453	22,054	1,496,346
Résultats étendus de l'exercice:							
Revenu net de l'exercice		-	1,064,811	-	-	-	1,064,811
Autres éléments de résultats étendus :							
Moins-value non réalisée sur placement		-	-	-	-	(499,884)	(499,884)
Variation des comptes de réserves:							
Effet de change du DTI		-	76,476	-	-	-	76,476
Solde au 30 septembre 2008		50,000	1,721,639	769,487	74,453	(477,830)	2,137,749
Résultats étendus de l'exercice:							
Revenu net de l'exercice		-	997,416	-	-	-	997,416
Autres éléments de résultats étendus :							
Moins-value non réalisée sur placement		-	-	-	-	(31,715)	(31,715)
Solde au 30 septembre 2009	G	50,000	2,719,055	769,487	74,453	(509,545)	3,103,450

Voir les notes aux états financiers

LISTE DES CIRCULAIRES

Date de parution	Objet	Date d'entrée en vigueur
2008 - 2009		
30 octobre 2008	Circulaire 95-1 relative à la déclaration de provenance de fonds-Banques commerciales	12 avril 2010
30 octobre 2008	Circulaire 95-1A relative à la déclaration de provenance de fonds -Maisons de transfert	3 novembre 2008
30 octobre 2008	Circulaire 95-1B relative à la déclaration de provenance de fonds-Agents de change	3 novembre 2008
9 mars 2009	Circulaire 87 relative aux réserves obligatoires sur les passifs libellés en monnaies nationale et étrangère	16 mars 2009
9 mars 2009	Lettre Circulaire 3 en matière de gestion du risque de change	16 mars 2009
13 mars 2009	Lettre Circulaire 4 en matière de constitution de provision générale sur le portefeuille de prêts	16 mars 2009

ANNEXE JURIDIQUE

Conseils d'Administration

BANQUE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI (BNRH)

Moniteur # 84 du 25 septembre 1947

Arrêté du 25 septembre 1947 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1947 :

Gaston Margron
C.E. Van Waterschoodt
Emmanuel Thézan *
Christian Aimé *
A.M. Herres

Moniteur # 27 du 21 mars 1949

Arrêté du 21 mars 1949 nommant M. Victor M. Coicou*, membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par la mise à la retraite de M. Chs. Van Waterschoodt.

Moniteur # 22 du 4 mars 1952

Arrêté du 3 mars 1952 nommant M. Arsène E. Magloire Membre du Conseil d'Administration de la BNRH pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par le décès de M. Gaston Margron.

Moniteur # 93 du 29 septembre 1952

Arrêté du 29 septembre 1952 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1952 :

Christian F. Aimé *
Arthur M. Herres
Victor M. Coicou *
Arsène E. Magloire
J. Frédéric Magny *

Moniteur # 23 du 11 mars 1957

Arrêté du 11 mars 1957 nommant pour 5 ans à partir du 11 mars 1957 :

Silvère Pilié *
Maurice Télémaque *
François Auguste *
Jean Méhu
Robert Bonhomme

Moniteur # 114 du 17 octobre 1957

Arrêté nommant M. Benjamin Prophète, Membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti en remplacement de M. Robert Bonhomme, démissionnaire.

Moniteur # 2 du 4 janvier 1958

Arrêté du 31 décembre 1957 nommant pour 5 ans :

Maurice Télémaque *

Antonio André *

François Auguste *

Marcel Vaval

Jean Pierre Mompont

Moniteur # 8 du 23 janvier 1960

Arrêté du 23 janvier 1960 nommant pour 5 ans :

Antonio André *

Joseph Chatelain *

Louis Smith *

Vilfort Beauvoir

Lebert Jean Pierre

Moniteur # 113 du 27 novembre 1960

Arrêté du 26 novembre 1960 nommant pour 5 ans :

Antonio André*

Vilfort Beauvoir

François Murat *

Noé Fourcand

Jean Magloire

Moniteur # 110 du 26 novembre 1965

Arrêté du 26 novembre 1965 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président et Directeur Général

Vilfort Beauvoir, Vice-Président et Directeur

François Murat *, Membre et Directeur Commercial

Noé Fourcand, Membre

Jean Magloire, Membre

Moniteur # 82 du 5 Octobre 1970

Arrêté du 4 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

Antonio André *

Léon Mirambeau

René Adrien *

Noé Fourcand

Jean Magloire

Moniteur # 75 du 30 octobre 1975

Arrêté du 3 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

François Murat *
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Léon Mirambeau
Donasson Alphonse

Moniteur # 69-A du 9 septembre 1976

Arrêté du 8 septembre 1976 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président-Directeur Général
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Donasson Alphonse
Léon Mirambeau

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Moniteur # 76-B du 27 septembre 1979

Arrêté du 26 septembre 1979 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *
Edouard Racine, Gouverneur Adjoint *
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

Moniteur # 42 du 21 juillet 1980

Arrêté du 18 juillet 1980 nommant pour 3 ans :

Gérard Martineau, Gouverneur *
Raoul Berret, Gouverneur Adjoint
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

Moniteur # 12 du 8 février 1982

Arrêté du 8 février 1982 nommant pour 3 ans :

Marcel Léger, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 51 du 14 juillet 1982

Arrêté du 12 juillet 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 87-A du 16 décembre 1982

Arrêté du 14 décembre 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

André Josaphat, Membre *

Moniteur # 26 du 18 Avril 1983

Arrêté du 6 avril 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *

Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Stanley Théard, Membre

Moniteur # 70 du 6 octobre 1983

Arrêté du 31 août 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *

Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Gérard Pierre-Louis, Membre

Moniteur # 43 du 20 juin 1985

Arrêté du 11 juin 1985 nommant pour 3 ans :

Jean Claude Sanon, Gouverneur *

Jacques Joubert, Gouverneur Adjoint *

Félix Gaston, Directeur Général *

Stanley Théard, Membre

Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 19 du 27 février 1986

Arrêté du 27 février 1986 nommant pour 3 ans :

Onill Millet, Gouverneur *
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Sully Belancourt, Directeur Général *
Joseph Lagroue, Membre *
Guy A. Douyon, Membre

Moniteur # 57 du 30 juin 1988

Arrêté du 23 juin 1988 nommant :

Hubert Cameau *, Membre du Conseil d'Administration en remplacement de Guy A. Douyon, démissionnaire.

Moniteur # 71-A du 11 août 1988

Arrêté du 3 août 1988 nommant :

Joseph Lagroue *, Directeur Général en remplacement de Sully Belancourt, démissionnaire et
M. Gérard Noël *, Membre.

Moniteur # 85-A du 29 septembre 1988

Arrêté du 26 septembre 1988 nommant pour 3 ans :

Ernest Ricot, Gouverneur
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Eddy V. Etienne, Directeur Général *
Yvon Guirand, Membre
Ernst Nicolas, Membre *

Moniteur # 48 du 26 juin 1989

Arrêté du 22 juin 1989 nommant pour 3 ans :

Jacques Vilgrain, Gouverneur
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Charles Beaulieu, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
Fritz Laurenceau, Membre *

Moniteur # 30 du 29 mars 1990

Arrêté du 26 mars 1990 nommant Serge Pothel, Gouverneur

Moniteur # 68-A du 6 août 1990

Arrêté du 3 août 1990 nommant :

Charles Beaulieu, Gouverneur *
Fritz Laurenceau, Gouverneur Adjoint *
Joachim Noel, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
René Durand, Membre *

Moniteur # 28-A du 1er avril 1991

Arrêté du 21 mars 1991 nommant :

Roger Pérodin, Gouverneur *
Dumas Benjamin, Gouverneur Adjoint *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Venel Joseph, Membre *

Moniteur # 94-A du 2 décembre 1991

Arrêté du 25 novembre 1991

Bonivert Claude, Gouverneur *
Fritzner Beauzile, Vice Président *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Serge Pérodin, Membre *

Moniteur d'octobre 1994

Arrêté d'Octobre 1994 nommant la Commission Provisoire de Gestion de la Banque de la République d'Haiti :

Roger Pérodin, Président *
Bonivert Claude, Membre *
Monique Ph. Thébaud, Membre *
Venel Joseph, Membre *
Dumas Benjamin, Membre *

Moniteur # 99 du 15 décembre 1994

Arrêté du 8 décembre 1994 nommant :

Leslie Delatour, Gouverneur
Fred Joseph, Vice-Gouverneur
Roland Pierre, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Henry Cassion, Membre

Moniteur # 9 du 31 janvier 1996

Arrêté du 16 janvier 1996 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur Adjoint en remplacement de Fred Joseph.

Moniteur # 12 du 12 février 1998

Arrêté du 9 février 1998 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur
Roland Pierre, Gouverneur Adjoint
Henry Cassion, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Max Etienne, Membre *

Moniteur # 71 du 30 août 2001

Arrêté du 16 août 2001 nommant:

Venel Joseph, Gouverneur*
Hancy Pierre-Louis, Gouverneur Adjoint*
Réginald Mondésir, Directeur Général
Gladys Péan, Membre
Yvon Guirand, Membre

Moniteur # 22 du 27 avril 2004

Arrêté du 31 mars 2004 nommant:

Raymond Magloire, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Charles Castel, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Georges Henry Fils, Membre

Moniteur # 86 du 30 septembre 2007

Arrêté du 20 septembre 2007 nommant:

Charles Castel, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Marc Hébert Ignace, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Fritz Duroseau, Membre

ANNEXE

STATISTIQUE

Tableau I.1

Produit intérieur brut par branche d'activité économique
(en millions de gourdes de 1986-87)

	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006^{1/}</u>	<u>2007^{2/}</u>	<u>2008^{3/}</u>	<u>2009^{3/}</u>
Secteur primaire	3,437.4	3,469.1	3,340.3	3,348.1	3,187.4	3,270.0	3,317.0	3,393.0	3,141.0	3,305.0
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	3,423.8	3,455.4	3,326.3	3,334.0	3,174.0	3,256.0	3,302.0	3,378.0	3,125.0	3,288.0
Industries extractives	13.6	13.7	13.9	14.1	13.4	14.0	15.0	15.0	16.0	17.0
Secteur secondaire	2,005.9	1,990.9	2,016.8	2,041.5	1,996.8	2,046.0	2,080.0	2,118.0	2,166.0	2,254.0
Industries manufacturières	982.1	983.3	998.8	1,003.5	977.8	994.0	1,017.0	1,030.0	1,029.0	1,067
Electricité, gaz et eau	82.0	59.8	61.0	63.0	70.0	75.0	58.0	57.0	52.0	68.0
Bâtiments et travaux publics	941.7	947.9	957.0	975.0	949.0	977.0	1,005.0	1,031.0	1,085.0	1,119.0
Secteur tertiaire	6,675.0	6,621.1	6,691.2	6,704.7	6,449.5	6,533.0	6,713.0	6,997.0	7,286.0	7,385.0
Commerce, Restaurants et hôtels	3,397.9	3,409.8	3,509.0	3,530.0	3,305.0	3,350.0	3,451.0	3,661.0	3,868.0	3,911.0
Transport et communications	748.3	764.6	762.6	774.7	781.4	806.0	842.0	910.0	967.0	991
Autres services marchands	1,566.4	1,555.7	1,531.5	1,535.1	1,522.4	1,542.0	1,573.0	1,602.0	1,653.0	1,654.0
Services non marchands	1,421.7	1,385.4	1,400.2	1,380.4	1,335.8	1,358.0	1,379.0	1,443.0	1,514.0	1,518.0
Branche fictive*	-459.3	-494.4	-512.1	-515.5	-495.0	-523.0	-532.0	-619.0	-716.0	-689.0
Valeur ajoutée brute totale	12,118.3	12,081.2	12,048.2	12,094.3	11,633.8	11,849.0	12,110.0	12,508.0	12,593.0	12,944.0
Impôts moins subventions sur les produits	1,019.7	919.7	920.0	921.0	924.0	934.0	961.0	1,000.0	1,029.0	1,071.0
Produit intérieur brut	13,138.0	13,000.8	12,968.2	13,015.3	12,557.8	12,783.0	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,015.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.1a

Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel
(en pourcentage)

	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u> ^{1/}	<u>2007</u> ^{2/}	<u>2008</u> ^{3/}	<u>2009</u> ^{3/}
Secteur primaire										
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	26.2	26.7	25.8	25.7	25.4	25.6	25.4	25.1	23.1	23.6
Industries extractives	26.1	26.6	25.7	25.6	25.3	25.5	25.3	25.0	22.9	23.5
	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Secteur secondaire										
Industries manufacturières	15.3	15.3	15.6	15.7	15.9	16.0	15.9	15.7	15.9	16.1
Electricité, gaz et eau	7.5	7.6	7.7	7.7	7.8	7.8	7.8	7.6	7.6	7.6
Bâtiments et travaux publics	0.6	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.4	0.4	0.4	0.5
	7.2	7.3	7.4	7.5	7.6	7.6	7.7	7.6	8.0	8.0
Secteur tertiaire										
Commerce, Restaurants et hôtels	50.8	50.9	51.6	51.5	51.4	51.1	51.4	51.8	53.5	52.7
Transport et communications	25.9	26.2	27.1	27.1	26.3	26.2	26.4	27.1	28.4	27.9
Autres services marchands	5.7	5.9	5.9	6.0	6.2	6.3	6.4	6.7	7.1	7.1
Services non marchands	11.9	12.0	11.8	11.8	12.1	12.1	12.0	11.9	12.1	11.8
Branche fictive*	10.8	10.7	10.8	10.6	10.6	10.6	10.6	10.7	11.1	10.8
	-3.5	-3.8	-3.9	-4.0	-3.9	-4.1	-4.1	-4.6	-5.3	-4.9
Valeur ajoutée brute totale	92.2	92.9	92.9	92.9	92.6	92.7	92.6	92.6	92.4	92.4
Impôts moins subventions sur les produits	7.8	7.1	7.1	7.1	7.4	7.3	7.4	7.4	7.6	7.6
Produit intérieur brut	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.1b

Taux de croissance du PIB réel

(en pourcentage)

	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u> ^{1/}	<u>2007</u> ^{2/}	<u>2008</u> ^{3/}	<u>2009</u> ^{3/}
Secteur primaire										
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	-3.6	0.9	-3.7	0.2	-4.8	2.6	1.4	2.3	-7.4	5.2
Industries extractives	-3.6	0.9	-3.7	0.2	-4.8	2.6	1.4	2.3	-7.5	5.2
	0.5	0.3	1.7	1.3	-4.6	4.2	7.1	0.0	6.7	6.3
Secteur secondaire										
Industries manufacturières	3.0	-0.7	1.3	1.2	-2.2	2.5	1.7	1.8	2.3	4.1
Electricité, gaz et eau	-0.5	0.1	1.6	0.5	-2.6	1.7	2.3	1.3	-0.1	3.7
Bâtiments et travaux publics	-9.2	-27.1	2.1	3.2	11.2	7.1	-22.7	-1.7	-8.8	30.8
	8.3	0.6	1.0	1.9	-2.7	3.0	2.9	2.6	5.2	3.1
Secteur tertiaire										
Commerce, Restaurants et hôtels	2.4	-0.8	1.1	0.2	-3.8	1.3	2.8	4.2	4.1	1.4
Transport et communications	4.5	0.3	2.9	0.6	-6.4	1.4	3.0	6.1	5.7	1.1
Autres services marchands	12.5	2.2	-0.3	1.6	0.9	3.2	4.5	8.1	6.3	2.5
Services non marchands	4.4	-0.7	-1.6	0.2	-0.8	1.3	2.0	1.8	3.2	0.1
Services non marchands	-1.6	-2.6	1.1	-1.4	-3.2	1.7	1.5	4.6	4.9	0.3
Branche fictive*	33.9	7.6	3.6	0.7	-4.0	5.7	1.7	16.4	15.7	-3.8
Valeur ajoutée brute totale	0.7	-0.3	-0.3	0.4	-3.8	1.8	2.2	3.3	0.7	2.8
Impôts moins subventions sur les produits	2.7	-9.8	0.0	0.1	0.3	1.1	2.9	4.1	2.9	4.1
Produit intérieur brut	0.9	-1.0	-0.3	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.3	0.8	2.9

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.2

Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants)										
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 ^{1/}	2007 ^{2/}	2008 ^{3/}	2009 ^{3/}
PIB	77,580.1	85,700.0	94,028.0	119,758.0	140,387.0	168,035.0	197,138.0	220,110.0	250,590.0	266,559.0
Importations	25,922.7	30,973.0	33,851.0	57,317.0	61,784.0	72,154.0	88,769.0	89,179.0	110,739.0	114,048.0
Ressources	103,502.8	116,673.0	127,879.0	177,075.0	202,171.0	240,189.0	285,907.0	309,289.0	361,329.0	380,607.0
Consommation	72,446.2	83,921.4	92,906.0	121,371.0	142,230.0	170,525.0	199,482.0	212,654.0	257,145.0	269,640.0
Investissement	21,207.7	22,157.7	23,570.0	36,758.0	38,386.0	46,072.0	57,861.0	567,092.0	72,281.0	73,161.0
Exportations	9,848.9	10,593.9	11,403.0	18,946.0	21,255.0	23,592.0	28,563.0	9,543.0	31,903.0	37,806.0
Emplois	103,502.8	116,673.0	127,879.0	177,075.0	202,171.0	240,189.0	285,907.0	309,289.0	361,329.0	380,607.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.2a

Structure du PIB nominal
(en millions de gourdes à prix courants)

	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u> ^{1/}	<u>2006</u> ^{2/}	<u>2007</u> ^{2/}	<u>2008</u> ^{3/}	<u>2009</u> ^{3/}
PIB	85,700.0	94,028.0	119,758.0	140,387.0	168,035.0	197,138.0	220,110.0	250,590.0	266,559.0
Demande intérieure	106,079.1	116,476.0	158,129.0	180,616.0	216,597.0	257,343.0	279,746.0	329,426.0	342,801.0
Consommation	83,921.4	92,906.0	121,371.0	142,230.0	170,525.0	199,482.0	212,654.0	257,145.0	269,640.0
Investissement	22,157.7	23,570.0	36,758.0	38,386.0	46,072.0	57,861.0	567,092.0	72,281.0	73,161.0
Solde extérieur	-20,379.1	-22,448.0	-38,371.0	-40,529.0	-48,562.0	-60,206.0	-79,636.0	-78,836.0	-76,242.0
Exportations	10,593.9	11,403.0	18,946.0	21,255.0	23,592.0	28,563.0	9,543.0	31,903.0	37,806.0
Importations	30,973.0	33,851.0	57,317.0	61,784.0	72,154.0	88,769.0	89,179.0	110,739.0	114,048.0

Source : IHSI; BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3

Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 1986/87)										
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006^{1/}</u>	<u>2007^{2/}</u>	<u>2008^{3/}</u>	<u>2009^{3/}</u>
PIB	13138.0	13,000.8	12,968.1	13,014.2	12,557.0	12,783.0	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,015.0
Importations	15248.8	14,931.5	14,757.2	15,225.6	15,063.0	16,062.0	16,365.0	16,440.0	17,307.0	18,317.0
Ressources	28386.8	27,932.4	27,725.4	28,239.8	27,620.0	28,845.0	29,436.0	29,948.0	30,929.0	32,332.0
Consommation	21107.0	20,770.8	20,514.0	20,691.0	19,921.0	21,082.0	21,337.0	21,814.0	22,194.0	23,053.0
Investissement	4334.9	4,280.8	4,390.0	4,526.0	4,381.0	4,444.0	4,541.0	4,680.0	4,811.0	4,967.0
Exportations	2945.0	2,880.8	2,821.4	3,022.8	3,318.0	3,319.0	3,558.0	3,454.0	3,924.0	4,312.0
Emplois	28386.8	27,932.4	27,725.4	28,239.8	27,620.0	28,845.0	29,436.0	29,948.0	30,929.0	32,332.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3a

Structure du PIB réel (en millions de gourdes de 1986/87)										
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006^{1/}</u>	<u>2007^{2/}</u>	<u>2008^{3/}</u>	<u>2009^{3/}</u>
PIB	13138	13,000.8	12,968.1	13,014.2	12,557.0	12,783.0	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,015.0
Demande intérieure	25442	25,051.6	24,904.0	25,217.0	24,302.0	25,526.0	25,878.0	26,494.0	27,005.0	28,020.0
Consommation	21107	20,770.8	20,514.0	20,691.0	19,921.0	21,082.0	21,337.0	21,814.0	22,194.0	23,053.0
Investissement	4335	4,280.8	4,390.0	4,526.0	4,381.0	4,444.0	4,541.0	4,680.0	4,811.0	4,967.0
Solde extérieur	-12304	-12,050.7	-11,935.9	-12,202.8	-11,745.0	-12,743.0	-12,807.0	-12,986.0	-13,383.0	-14,005.0
Exportations	2945	2,880.8	2,821.4	3,022.8	3,318.0	3,319.0	3,558.0	3,454.0	3,924.0	4,312.0
Importations	15249	14,931.5	14,757.2	15,225.6	15,063.0	16,062.0	16,365.0	16,440.0	17,307.0	18,317.0

Source : IHSI; BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3b

Compte du produit intérieur brut (variations en pourcentage)										
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006^{1/}</u>	<u>2007^{2/}</u>	<u>2008^{3/}</u>	<u>2009^{3/}</u>
PIB	0.9	-1.0	-0.3	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.3	0.8	2.9
Importations	29.3	-2.1	-1.2	3.2	-1.1	6.6	1.9	0.5	5.3	5.8
Ressources	14.4	-1.6	-0.7	1.9	-2.2	4.4	2.0	1.7	3.3	4.5
Consommation	14.8	-1.6	-1.2	0.9	-3.7	5.8	1.2	2.2	1.7	3.9
Investissement	18.3	-1.2	2.6	3.1	-3.2	1.4	2.2	3.1	2.8	3.2
Exportations	6.3	-2.2	-2.1	7.1	9.8	0.0	7.2	-2.9	13.6	9.9
Emplois	14.4	-1.6	-0.7	1.9	-2.2	4.4	2.0	1.7	3.3	4.5

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3c

Structure de la croissance du PIB réel (variations en pourcentage)											
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006^{1/}</u>	<u>2007^{2/}</u>	<u>2008^{3/}</u>	<u>2009^{3/}</u>	
PIB	0.9	- 1.0	- 0.3	0.4	- 3.5	1.8	2.3	3.3	0.8	2.9	
Demande intérieure	15.4	- 1.5	- 0.6	1.3	- 3.6	5.0	1.4	2.4	1.9	3.8	
Consommation	14.8	- 1.6	- 1.2	0.9	- 3.7	5.8	1.2	2.2	1.7	3.9	
Investissement	18.3	- 1.2	2.6	3.1	- 3.2	1.4	2.2	3.1	2.8	3.2	
Solde extérieur	36.3	- 2.1	- 1.0	2.2	- 3.8	8.5	0.5	1.4	3.1	4.6	
Exportations	6.3	- 2.2	- 2.1	7.1	9.8	0.0	7.2	- 2.9	13.6	9.9	
Importations	29.3	- 2.1	- 1.2	3.2	- 1.1	6.6	1.9	0.5	5.3	5.8	

Source : IHSI, BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3d

Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage)										
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006^{1/}</u>	<u>2007^{2/}</u>	<u>2008^{3/}</u>	<u>2009^{3/}</u>
PIB	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Demande intérieure	193.7	192.7	192.0	193.8	193.5	199.7	198.0	196.1	198.2	199.9
Consommation	160.7	159.8	158.2	159.0	158.6	164.9	163.2	161.5	162.9	164.5
Investissement	33.0	32.9	33.9	34.8	34.9	34.8	34.7	34.6	35.3	35.4
Solde extérieur	- 93.7	- 92.7	- 92.0	- 93.8	- 93.5	- 99.7	- 98.0	- 96.1	- 98.2	- 99.9
Exportations	22.4	22.2	21.8	23.2	26.4	26.0	27.2	25.6	28.8	30.8
Importations	116.1	114.9	113.8	117.0	120.0	125.7	125.2	121.7	127.1	130.7

Source : IHS; BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.4

Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays Août 2004=100													
	Pondération	Oct. 08	Nov. 08	Déc. 08	Janv. 09	Fév. 09	Mars 09	Avr. 09	Mai 09	Juin 09	Juil. 09	Août 09	Sept. 09
Indice général	100.00%	169.4	165.4	161.7	161.0	160.3	159.8	160.0	160.1	160.6	160.9	161.9	162.9
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	178.6	171.6	168.4	168.1	167.0	166.3	166.1	166.0	166.1	164.9	163.8	164.4
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	156.0	157.2	156.9	157.2	157.3	157.8	158.1	158.4	158.9	159.1	161.3	162.1
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	177.3	175.7	169.5	164.6	161.9	160.3	160.5	161.2	162.3	162.9	173.1	173.3
Aménagement et entretien du logement	4.70%	170.4	171.2	172.9	175.6	176.4	176.8	176.9	177.4	178.0	180.0	180.9	181.5
Santé	2.90%	159.0	159.2	160.4	160.9	161.3	161.3	161.3	161.5	162.1	165.2	166.7	167.0
Transport	13.74%	145.7	142.5	131.3	129.7	130.6	130.5	132.0	131.9	133.9	138.3	139.1	141.1
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	174.9	175.0	174.9	174.8	174.7	174.7	174.7	174.8	175.2	175.2	176.1	182.3
Autres biens et services	4.56%	137.7	138.7	139.5	139.8	139.8	140.0	141.2	141.6	141.7	141.7	141.9	142.1

Source : IHSI

Tableau I.4a

Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays

Août 2004=100

	Pondération	<u>Sept. 05</u>	<u>Sept. 06</u>	<u>Sept. 07</u>	<u>Sept. 08</u>	<u>Sept. 09</u>
Indice général	100.00%	117.6	132.2	142.6	170.9	162.9
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	118.2	133.9	143.9	182.4	164.4
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	111.1	126.5	138.0	153.7	162.1
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	114.8	136.3	157.2	177.5	173.3
Aménagement et entretien du logement	4.70%	118.8	130.2	146.4	165.4	181.5
Santé	2.90%	114.4	126.4	140.2	157.0	167.0
Transport	13.74%	122.4	127.1	126.9	147.6	141.1
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	121.0	144.9	159.6	171.3	182.3
Autres biens et services	4.56%	110.8	116.2	122.9	137.5	142.1

Source : IHSI

Tableau I.5

Taux d'inflation
(variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100)

	Oct. 08		Nov. 08		Déc. 08		Janv. 09		Fév. 09		Mars 09	
	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel
Indice général	-0.9	18.0	-2.4	13.8	-2.2	10.1	-0.4	8.1	-0.4	5.9	-0.3	1.0
Alimentation, boisson et tabac	-2.1	23.2	-3.9	16.6	-1.9	12.7	-0.2	9.9	-0.7	6.4	-0.4	-0.8
Habillement, tissus et chaussures	1.5	12.6	0.8	12.8	-0.2	11.6	0.2	11.0	0.1	9.7	0.3	9.0
Loyer du logement, énergie, eau	-0.1	12.1	-0.9	9.7	-3.5	5.1	-2.9	1.1	-1.6	-1.0	-1.0	-5.2
Aménagement et entretien du logement	3.0	15.7	0.5	15.5	1.0	15.9	1.6	17.1	0.5	16.7	0.2	14.7
Santé	1.3	13.3	0.1	13.3	0.8	12.4	0.3	12.8	0.2	13.0	-	11.4
Transport	-1.3	13.7	-2.2	9.4	-7.9	0.2	-1.2	-1.6	0.7	-1.0	-0.1	-3.4
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	2.1	9.5	0.1	9.6	-0.1	9.4	-0.1	9.3	-0.1	9.1	-	9.0
Autres biens et services	0.1	11.8	0.7	12.5	0.6	12.4	0.2	11.6	-	11.0	0.1	10.8

Tableau I.5 (suite)

Taux d'inflation
(variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100)

	Avr. 09		Mai 09		Juin 09		Juil. 09		Août 09		Sept. 09	
	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel
Indice général	0.1	0.1	0.1	-0.4	0.3	-1.0	0.2	-2.5	0.6	-2.8	0.6	-4.7
Alimentation, boisson et tabac	-0.1	-2.1	-0.1	-2.6	0.1	-3.6	-0.7	-5.6	-0.7	-7.4	0.4	-9.9
Habillement, tissus et chaussures	0.2	8.5	0.2	7.9	0.3	6.7	0.1	6.6	1.4	7.4	0.5	5.5
Loyer du logement, énergie, eau	0.1	-5.9	0.4	-6.0	0.7	-6.3	0.4	-6.4	6.3	-0.7	0.1	-2.4
Aménagement et entretien du logement	0.1	12.3	0.3	11.9	0.3	11.2	1.1	11.7	0.5	11.3	0.3	9.7
Santé	-	10.9	0.1	7.6	0.4	6.8	1.9	6.1	0.9	7.0	0.2	6.4
Transport	1.1	-2.9	-0.1	-3.3	1.5	-2.2	3.3	-4.8	0.6	-4.6	1.4	-4.4
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	-	8.4	0.1	8.4	0.2	8.6	-	8.3	0.5	6.3	3.5	6.4
Autres biens et services	0.9	10.2	0.3	9.1	0.1	7.5	-	7.0	0.1	6.5	0.1	3.3

Sources : IHSI, BRH

Tableau I.5a

Taux d'inflation (variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage, août 2004=100)						
	Pondération	Sept. 05	Sept. 06	Sept. 07	Sept. 08	Sept. 09
Indice général	100.00%	14.8	12.4	7.9	19.8	-4.7
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	16.1	13.3	7.5	26.8	-9.9
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	8.1	13.9	9.1	11.4	5.5
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	13.4	18.7	15.3	12.9	-2.4
Aménagement et entretien du logement	4.70%	17.3	9.6	12.4	13.0	9.7
Santé	2.90%	14.3	10.5	10.9	12.0	6.4
Transport	13.74%	18.2	3.8	-0.2	16.3	-4.4
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	11.8	19.8	10.1	7.3	6.4
Autres biens et services	4.56%	7.4	4.9	5.8	11.9	3.3

Source : IHSI

Tableau I.6

Taux de change à Port-au-Prince
(gourdes/dollar EU)

	<u>Oct. 08</u>	<u>Nov. 08</u>	<u>Déc. 08</u>	<u>Janv. 09</u>	<u>Fév. 09</u>	<u>Mars 09</u>	<u>Avr. 09</u>	<u>Mai 09</u>	<u>Juin 09</u>	<u>Juil. 09</u>	<u>Août 09</u>	<u>Sept. 09</u>
Marché informel ^{1/}												
À l'achat	39.7576	40.0067	40.1134	40.1602	40.4087	40.5702	40.6607	40.7018	40.8839	41.2052	41.3214	41.4704
À la vente	40.2470	40.4640	40.6260	40.6494	40.8313	40.8904	41.0526	41.1772	41.3645	41.5664	41.7236	41.8330
Marché bancaire ^{1/}												
À l'achat	39.8291	40.2298	40.2380	40.2652	40.4892	40.6220	40.8047	40.8858	41.0489	41.3528	41.5586	41.5999
À la vente	40.2342	40.5699	40.5411	40.6277	40.8391	40.9604	41.0611	41.1431	41.3206	41.3212	41.8359	41.9787
Taux de référence												
Moyen	39.8173	40.1076	40.2766	40.1949	40.4555	40.5829	40.7511	40.8097	40.9695	41.2803	41.4541	41.5617
Fin de période	39.9601	40.3273	39.8176	40.4392	40.4601	40.7022	40.7963	40.8162	41.1596	41.4482	41.4335	41.7737

Source : BRH.

^{1/} moyenne arithmétique de la période.

Tableau I.7

Composantes et contreparties de l'agrégat M3
 (en millions de gourdes)

Composantes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Agrégat M3										
Agrégat M2	30,188.94	31,753.37	37,228.74	52,027.89	64,225.87	68,289.72	75,278.45	78,850.61	92,754.00	103,011.45
Agrégat M1	19,367.81	21,027.93	23,462.63	30,345.39	41,973.71	38,838.64	42,879.24	44,730.94	50,254.36	54,846.81
Monnaie en circulation	8,627.87	9,303.35	11,237.29	14,158.94	23,370.96	18,999.06	19,561.53	21,261.57	24,965.11	28,741.85
Dépôts à vue	5,283.69	5,632.50	6,652.36	8,442.66	16,150.07	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74
Dépôts à terme	3,344.18	3,670.85	4,584.93	5,716.28	7,220.89	8,452.48	8,402.94	9,691.17	11,935.11	15,294.10
Quasi-monnaie	10,739.94	11,724.59	12,225.34	16,186.45	18,602.75	19,839.58	23,317.71	23,469.37	25,289.25	26,104.97
Dépôts d'épargne	6,295.47	6,532.90	7,468.85	9,930.77	10,629.86	12,510.64	13,443.86	13,997.24	16,522.68	17,799.76
Dépôts à terme et autres	4,444.47	5,191.69	4,756.49	6,255.68	7,972.89	7,328.94	9,873.85	9,472.13	8,766.57	8,305.20
Dépôts en dollars EU	10,821.13	10,725.43	13,766.11	21,682.50	22,252.16	29,451.08	32,399.21	34,119.67	42,499.64	48,164.64
Dépôts à vue	2,520.54	2,651.62	4,076.30	6,119.13	6,620.71	9,179.76	10,317.76	10,820.01	15,198.08	18,592.91
Dépôts d'épargne	3,601.15	3,501.69	4,588.44	7,045.22	7,452.99	9,832.82	10,295.64	11,071.21	14,435.46	16,830.41
Dépôts à terme et autres	4,699.44	4,572.12	5,101.37	8,518.16	8,178.46	10,438.50	11,785.81	12,228.45	12,866.10	12,741.32
Contreparties										
Reserves nettes de change du système bancaire	9,635.22	8,353.79	8,420.57	13,476.33	12,683.10	18,485.57	23,616.87	28,106.42	39,110.90	40,537.35
Avoirs extérieurs du système bancaire	13,059.57	11,437.84	11,884.54	17,952.76	17,371.92	23,938.15	28,953.34	34,305.71	50,678.24	61,358.27
Engagements extérieurs du système bancaire	3,424.36	3,084.05	3,463.96	4,476.43	4,688.82	5,452.58	5,336.47	6,199.29	11,567.34	20,820.92
Réserve nettes de change BRH	4,881.20	4,490.85	4,013.65	5,274.02	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	21,035.49	24,000.13
Avoirs extérieurs BRH	7,710.91	7,064.01	6,762.06	8,688.71	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,319.52	42,509.38
Engagements extérieurs BRH	2,829.71	2,573.16	2,748.40	3,414.69	2,889.41	3,915.78	4,268.05	4,829.52	9,284.03	18,509.25
Réserves de change banques commerciales	4,754.01	3,862.94	4,406.92	8,202.31	6,119.10	10,403.77	12,723.75	11,257.61	18,075.41	16,537.21
Avoirs extérieurs banques commerciales	5,348.66	4,373.83	5,122.48	9,264.05	7,918.51	11,940.57	13,792.16	12,627.38	20,358.72	18,848.89
Engagements extérieurs banques commerciales	594.65	510.89	715.56	1,061.74	1,799.41	1,536.80	1,068.42	1,369.77	2,283.31	2,311.67
Crédit intérieur net	22,889.02	24,662.93	29,521.10	37,677.43	41,941.57	46,499.72	47,174.55	48,314.35	49,980.35	58,875.10
Crédit au secteur public	9,275.99	12,078.55	15,074.58	18,415.06	20,939.64	21,029.63	20,155.85	18,368.15	12,483.94	15,873.45
Crédit à l'Etat	9,484.82	12,111.79	15,064.42	18,323.07	21,242.75	21,192.96	20,607.81	18,946.89	12,436.96	17,323.53
Crédit aux collectivités locales	-22.21	-41.80	-31.23	-14.16	-57.18	-61.19	-244.58	-397.26	-208.65	-222.09
Crédit aux entreprises publiques	-186.62	8.56	41.39	106.15	-245.93	-102.14	-207.38	-181.49	255.63	-1,227.99
Crédit au secteur privé	13,613.02	12,584.38	14,446.52	19,262.37	21,001.93	25,470.09	27,018.70	29,946.20	37,496.41	43,001.64
Autres postes nets 1/	-2,335.29	-1,263.36	-712.94	874.13	9,601.19	3,304.43	4,487.03	2,429.83	3,662.75	3,599.01

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les «créances interbancaires», «comptes de capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.8

La base monétaire et ses sources (en millions de gourdes)										
	2000	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
Base monétaire	14,118.27	19,277.75	26,337.64	30,981.54	33,574.11	38,537.10	42,887.40	49,460.26	56,589.68	
Monnaie en circulation	5,283.69	6,652.36	8,442.66	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	
Réserves des banques	8,465.22	12,122.68	17,604.34	21,252.77	22,093.31	25,979.24	28,933.98	33,793.25	38,343.17	
Réserves/dépôts des banques	6,063.05	5,289.08	7,857.95	16,150.07	14,716.35	16,342.37	18,324.88	22,308.92	26,692.43	
Encaisses des banques et autres	1,101.17	3,680.60	5,303.39	1,557.58	1,875.97	1,827.87	1,595.80	1,883.33	2,098.74	
Bons BRH émis	1,301.00	3,153.00	4,443.00	3,545.12	5,501.00	7,809.00	9,013.29	9,601.00	9,552.00	
Autres Dépôts	369.36	502.71	290.65	1,043.60	934.22	1,399.27	2,383.03	2,637.01	4,798.76	
Dépôts des collectivités locales	23.33	31.23	14.16	57.18	61.19	110.17	204.18	208.65	222.09	
Dépôts des entreprises publiques	202.11	359.44	137.79	338.84	267.18	368.61	645.58	575.00	1,986.14	
Dépôts du secteur privé	72.24	65.03	102.86	139.82	139.16	187.61	186.90	174.35	217.53	
Dépôts des autres institutions bancaires (AIB)	3.07	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dépôts des inst. financières non bancaires (IFNB)	68.61	47.01	35.84	507.76	466.70	732.88	1,346.37	1,679.00	2,373.00	
Sources	14,118.27	19,277.75	26,337.64	30,981.54	33,574.11	38,537.10	42,887.40	49,460.26	56,589.68	
Avoirs extérieurs nets	4,881.20	4,013.65	5,274.02	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	21,035.49	24,000.13	
Avoirs extérieurs BRH	7,710.91	6,762.06	8,688.71	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,319.52	42,509.38	
Engagements extérieurs BRH	-2,829.71	-2,748.40	-3,414.69	-2,889.41	-3,915.78	-4,268.05	-4,829.52	-9,284.03	-18,509.25	
Créances nettes sur le secteur public	9,717.37	15,522.56	19,039.24	21,896.15	21,872.91	21,568.69	20,454.84	20,630.99	23,102.79	
Créances nettes sur le gouvernement central	9,700.77	15,101.20	18,661.99	21,578.94	21,721.78	21,393.83	20,050.35	19,913.97	22,463.26	
Créances nettes sur les Organismes autonomes	-	-	-	0.00	-141.39	-129.92	-136.10	-158.76	-173.90	
Créances sur les collectivités locales	1.11	-	-	-	-	-	-	-	-	
Créances sur les entreprises publiques	15.49	421.36	377.24	317.21	292.52	304.79	540.59	875.78	813.42	
Créances sur institutions financières monétaires	1,122.38	81.12	1,011.22	62.95	142.28	2,025.08	538.36	783.30	593.37	
Autres postes nets 1/	-1,602.68	-339.58	1,013.17	2,458.43	3,477.12	4,050.21	5,045.39	7,010.48	8,893.39	

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les comptes «capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.9

Bilan de la BRH
 (en millions de gourdes)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Avoirs extérieurs nets	4,881.20	4,490.85	4,013.65	5,274.02	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	21,035.49	24,000.13
Avoirs extérieurs	7,710.91	7,064.01	6,762.06	8,688.71	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,319.52	42,509.38
Engagements extérieurs	-2,829.71	-2,573.16	-2,748.40	-3,414.69	-2,889.41	-3,915.78	-4,268.05	-4,829.52	-9,284.03	-18,509.25
Avoirs intérieurs nets	8,867.71	11,609.20	14,761.39	20,772.98	23,373.93	24,558.10	26,244.70	23,655.56	25,787.76	27,790.78
Créances nettes sur l'État	9,700.77	12,180.25	15,101.20	18,661.99	21,578.94	21,721.78	21,393.83	20,050.35	19,913.97	22,463.26
Créances internes	11,139.04	13,342.07	16,374.10	20,169.80	24,800.38	25,297.65	24,927.17	29,308.16	32,653.33	36,780.61
Dépôts du gouvernement	-1,438.26	-1,161.81	-1,272.90	-1,507.81	-3,221.44	-3,575.86	-3,533.34	-9,257.81	-12,739.35	-14,317.35
Créances nettes sur collectivités locales	-22.21	-41.80	-31.23	-14.16	-57.18	-61.19	-110.02	-204.03	-208.65	-222.09
Créances internes	1.11	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts des collectivités locales	-23.33	-41.80	-31.23	-14.16	-57.18	-61.19	-110.02	-204.03	-208.65	-222.09
Créances nettes sur les entreprises publiques	-186.62	11.24	61.92	239.46	-21.62	25.35	-63.82	-104.99	300.78	-1,172.71
Créances internes	15.49	199.32	421.36	377.24	317.21	292.52	304.79	540.59	875.78	813.42
Dépôts des entreprises publiques	-202.11	-188.08	-359.44	-137.79	-338.84	-267.18	-368.61	-645.58	-575.00	-1,986.14
Créances nettes sur les particuliers	271.30	380.51	420.48	542.19	763.26	935.76	1,050.43	1,354.73	1,568.35	1,771.75
Créances sur les institutions financières monétaires	1,122.38	89.99	81.12	1,011.22	62.95	142.28	2,025.08	538.36	783.30	593.37
Créances nettes sur autres institutions bancaires	-3.07	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances nettes sur les institutions financières non banc.	-56.14	-55.91	-38.99	-29.85	-504.49	-466.26	-732.88	-1,311.37	-1,595.62	-2,268.74
Comptes de capital	-4,605.00	-4,104.66	-4,262.24	-3,745.47	-2,472.76	-2,061.37	-1,004.06	-30.89	-595.15	-409.65
Autres postes non classés	2,646.29	3,149.58	3,429.14	4,107.60	4,024.83	4,321.74	3,686.15	3,363.39	5,620.79	7,035.59
Actif = Passif	13,748.91	16,100.05	18,775.04	26,046.99	29,937.93	32,639.90	37,137.83	40,504.37	46,823.25	51,790.91
Engagements envers inst. financières monétaires	8,465.22	10,467.54	12,122.68	17,604.34	21,252.77	22,093.31	25,979.24	28,933.98	33,793.25	38,343.17
Dépôts Gdes des institutions financières monétaires	6,063.05	5,114.01	5,289.08	7,857.95	11,594.67	9,543.46	10,185.42	11,763.40	13,478.65	15,533.19
Encaisses des institutions financières monétaires	836.14	859.60	1,241.55	1,659.98	1,557.58	1,875.97	1,827.65	1,595.80	1,883.15	2,098.74
Autres Engagements env. inst. financières monétaires	-	-	0.06	0.01	0.01	-	0.21	-	0.19	-
Dépôts devises des institutions financières monétaires	265.03	1,716.93	2,438.99	3,643.40	4,555.40	5,172.89	6,156.95	6,561.48	8,830.27	11,159.24
Bons BRH émis	1,301.00	2,777.00	3,153.00	4,443.00	3,545.12	5,501.00	7,809.00	9,013.29	9,601.00	9,552.00
Engagements envers secteur privé	5,283.69	5,632.51	6,652.36	8,442.66	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74
Monnaie fiduciaire en circulation	5,283.69	5,632.51	6,652.36	8,442.66	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74
Monnaie hors BRH	6,119.83	6,492.11	7,893.91	10,102.64	10,242.74	12,422.55	12,986.25	13,166.20	14,913.15	15,546.48
Encaisses des institutions financières monétaires	-836.14	-859.60	-1,241.55	-1,659.98	-1,557.58	-1,875.97	-1,827.65	-1,595.80	-1,883.15	-2,098.74
Allocations de DTS 1/	503.69	450.09	538.04	823.02	-740.90	-854.54	-791.26	-775.70	-852.18	-

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Suite à une revision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

Tableau I.10

Bilan consolidé des banques commerciales 1/										
(en millions de gourdes)										
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Avoirs extérieurs nets	4,754.01	3,862.94	4,406.92	8,202.31	6,119.10	10,403.77	12,723.75	11,257.61	18,075.41	16,537.21
Réserves	8,497.41	10,646.77	12,078.30	17,568.89	21,047.17	21,887.68	25,552.78	28,481.17	33,518.06	38,308.26
Dépôts à la Banque Centrale	6,360.27	7,010.18	7,683.75	11,465.91	15,945.82	14,484.61	15,916.13	17,872.04	22,041.91	26,657.52
Encaisses en monnaie nationale	836.14	859.60	1,241.55	1,659.98	1,557.58	1,875.97	1,827.65	1,595.84	1,883.15	2,098.74
Bons BRH	1,301.00	2,777.00	3,153.00	4,443.00	3,543.78	5,527.10	7,809.00	9,013.29	9,593.00	9,552.00
Portefeuille de crédit	13,511.04	12,322.19	28,404.57	18,720.18	20,238.67	24,534.33	25,953.34	28,404.57	35,753.71	41,012.36
Crédit au secteur public	169.32	114.32	-	-	-	-	172.69	-	-	-
Crédit au secteur privé	13,341.72	12,207.87	28,404.57	18,720.18	20,238.67	24,534.33	25,780.66	28,404.57	35,753.71	41,012.36
Comptes de capital	-2,356.53	-2,786.58	-8,612.65	-4,083.68	-4,402.69	-5,067.98	-6,670.77	-8,612.65	-9,160.79	-10,025.45
Autres postes non classés	1,523.50	2,412.75	-5,430.96	4,364.72	5,698.12	6,567.40	7,590.91	9,219.66	9,109.22	9,098.13
Total actif	25,929.44	26,458.08	30,846.18	44,772.42	48,700.37	58,325.20	65,150.01	68,750.37	87,295.61	94,930.51
Engagements envers la BRH	498.39	32.02	3.00	628.00	3.00	3.00	3.00	278.00	278.00	278.00
Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires	140.52	119.71	150.17	86.97	61.08	64.14	108.02	142.13	104.56	171.00
Engagements envers le secteur privé	24,905.25	26,120.89	30,576.40	43,585.23	48,075.80	57,743.14	63,932.24	67,093.31	79,549.65	89,346.18
Dépôts en gourdes	14,084.12	15,395.46	16,810.28	21,902.73	25,823.64	28,292.06	31,533.04	32,973.64	37,050.01	41,181.54
Dépôts en dollars	10,821.13	10,725.43	13,766.12	21,682.50	22,252.16	29,451.08	32,399.21	34,119.67	42,499.64	48,164.64
Engagements envers le secteur public	385.27	185.46	116.62	472.22	560.49	514.92	1,106.75	1,236.93	7,363.40	5,135.33
Total passif	25,929.44	26,458.08	30,846.18	44,772.42	48,700.37	58,325.20	65,150.01	68,750.37	87,295.61	94,930.51

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Y compris Capital Bank en 1996 et SOGEBEL en 1997.

Tableau I.11

Bilan consolidé des banques commerciales
 (en millions de gourdes)

	Oct. 08	Nov. 08	Déc. 08	Janv. 09	Fév. 09	Mars 09	Avril 09	Mai 09	Juin 09	Juill. 09	Août 09	Sept. 09
Avoirs extérieurs nets	13,809.02	15,019.66	15,099.57	14,282.12	14,242.22	15,270.82	15,374.22	15,617.90	17,067.88	17,071.33	18,973.58	16,537.21
Réserves	34,609.33	35,413.29	34,178.54	36,154.60	36,289.62	37,330.48	37,047.77	36,411.88	35,984.41	36,364.22	36,161.93	38,308.26
Dépôts à la BRH	22,850.47	22,813.15	21,752.91	23,590.23	27,586.27	25,478.55	26,343.27	24,738.94	24,405.24	25,216.80	25,651.45	26,657.52
Encaisses en monnaie nationale	1,981.86	1,998.14	2,622.63	2,710.37	2,485.35	2,000.94	1,875.50	2,152.94	2,054.17	1,776.43	1,930.48	2,098.74
Bons BRH	9,777.00	10,602.00	9,803.00	9,854.00	6,218.00	9,850.99	8,829.00	9,520.00	9,525.00	9,371.00	8,580.00	9,552.00
Portefeuille de crédit	35,084.78	35,789.98	35,381.52	35,372.74	35,515.03	35,315.03	35,858.08	36,072.71	37,065.15	36,904.59	36,921.72	41,012.36
Crédit au secteur public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit au secteur privé	35,084.78	35,789.98	35,381.52	35,372.74	35,515.03	35,315.03	35,858.08	36,072.71	37,065.15	36,904.59	36,921.72	41,012.36
Comptes de capital	-9,311.75	-9,265.73	-9,222.50	-9,165.12	-8,992.23	-9,405.05	-9,394.42	-9,539.44	-9,647.92	-9,724.69	-9,812.59	-10,025.45
Autres postes non classés	8,524.79	8,412.91	8,739.24	8,497.86	8,840.41	8,730.80	8,390.03	8,425.42	8,624.70	8,838.05	8,167.53	9,098.13
Total actif	82,716.17	85,370.13	84,176.37	85,142.18	85,895.05	87,242.09	87,275.67	86,988.46	89,094.22	89,453.50	90,412.17	94,930.51
Engagements envers la BRH	278.00	278.00	278.00	278.00	278.00	278.00	278.00	278.00	278.00	368.00	278.00	278.00
Engagements envers Inst. Fin. Non-Banc.	105.15	122.85	126.21	126.35	146.42	150.54	148.65	142.29	151.32	164.66	164.24	171.00
Engagements envers le secteur privé	79,043.37	80,569.94	79,885.21	81,938.32	82,299.48	82,949.50	82,878.56	82,242.60	84,392.88	84,682.03	85,371.27	89,346.18
Dépôts en gourdes	37,970.03	38,672.99	38,157.03	39,415.07	39,825.57	39,728.09	39,078.92	38,739.41	39,078.40	38,644.45	38,846.80	41,181.54
Dépôts en dollars	41,073.33	41,896.95	41,728.18	42,523.25	42,473.91	43,221.42	43,799.64	43,503.19	45,314.48	46,037.58	46,524.47	48,164.64
Engagements envers le secteur public	3,289.66	4,399.34	3,886.95	2,799.52	3,171.15	3,864.04	3,970.46	4,325.58	4,272.02	4,238.81	4,598.66	5,135.33
Total passif	82,716.17	85,370.13	84,176.37	85,142.18	85,895.05	87,242.09	87,275.67	86,988.46	89,094.22	89,453.50	90,412.17	94,930.51

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

Tableau I.12

Résumé des Opérations Financières de l'Administration Centrale 1/

(en millions de gourdes)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes Totales	6,169.60	6,332.20	7,721.70	10,502.20	12,473.90	16,252.90	19,912.49	23,667.08	26,673.53	31,303.60
Recettes Courantes	6,149.40	6,324.20	7,720.70	10,502.20	12,473.90	16,252.90	20,413.76	23,667.08	26,673.53	31,303.60
Recettes internes	4,294.10	4,504.10	5,561.30	7,414.10	8,778.00	10,901.30	13,144.70	15,656.91	18,025.51	19,948.14
Dont: Impôt sur le revenu et les bénéfices	1,263.20	1,246.00	1,583.90	3,161.00	2,779.20	3,796.90	4,083.70	4,361.16	5,111.12	5,449.09
Taxe sur le chiffre d'affaires	1,736.80	2,050.80	2,417.20	834.30	3,458.20	4,038.30	5,893.80	6,844.00	8,206.74	9,105.13
Droits d'accises	255.20	278.20	534.30	2,769.00	1,231.70	1,246.10	1,278.20	1,784.45	1,284.09	1,979.94
Recettes douanières	1,526.30	1,772.90	2,070.40	2,768.70	3,527.60	4,437.80	6,741.83	6,923.90	7,917.12	9,013.68
Dont: Droits de douanes	735.30	902.20	1,022.80	1,055.70	1,767.00	2,324.70	3,274.50	3,527.40	4,058.00	4,809.28
Frais de vérification	520.00	650.10	778.00	319.40	1,464.30	1,769.00	2,578.00	2,788.10	3,181.85	3,562.03
Autres recettes 2/	329.00	47.20	89.00	319.40	168.30	913.80	527.23	1,086.27	730.90	2,342.18
Transferts des Entreprises Publiques	20.20	8.00	1.00	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses Totales	8,140.70	8,589.00	10,376.70	14,149.70	16,838.30	19,247.30	21,203.80	28,369.05	30,346.07	35,554.56
Dépenses Courantes	6,310.70	7,011.00	8,468.70	10,222.00	13,507.90	17,220.30	19,366.80	22,428.42	24,300.04	29,605.48
Dépenses sur biens et services	5,257.20	6,044.60	7,611.50	9,283.90	11,321.10	13,860.70	14,665.20	20,314.40	21,943.60	25,999.55
Traitements et salaires	3,415.40	3,343.20	3,482.90	3,688.90	4,142.60	5,853.00	6,871.20	8,830.82	12,855.63	14,464.95
Autres achats de biens et services	1,841.80	2,701.40	4,128.60	5,595.00	7,178.50	8,007.70	7,794.00	11,483.60	9,088.20	11,534.60
Paiements d'intérêts	376.90	227.80	126.50	278.90	930.30	1,607.90	2,318.90	750.78	730.21	1,336.44
Dette interne	140.00	-	-	155.00	480.00	400.00	1,540.00	-	827.51	-
Dette externe	236.90	227.80	126.50	123.90	450.30	1,207.90	778.90	750.78	730.21	508.93
Subventions et transferts courants	401.50	438.50	494.40	398.20	1,024.60	1,322.60	1,840.40	1,363.24	1,626.22	2,269.50
Autres dépenses	275.10	300.10	236.30	261.00	231.90	429.10	542.30	-	-	-
Dont: Dépenses exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	1,830.00	1,578.00	1,908.00	3,927.70	3,327.70	2,027.00	1,837.00	6,043.00	3,327.00	5,949.08
Financées sur fonds locaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde Courant	-161.30	-686.80	-748.00	280.20	-1,034.00	-967.40	1,046.96	1,238.66	2,373.49	1,698.12
Ajustement	-282.90	182.80	34.40	-270.10	-2,601.90	-3,684.80	-2,681.42	-5,837.55	-5,189.02	-1,944.81
Solde Global	-1,688.20	-2,439.60	-2,689.40	-3,377.40	-1,762.50	690.40	1,390.10	1,033.19	1,804.70	-2,306.16
Financement Total	1,688.20	2,439.60	2,689.40	3,377.40	1,762.50	-690.40	-1,390.10	-1,033.19	-1,804.70	-2,306.16
Financement Externe	-192.30	60.20	-164.50	35.50	-948.90	-587.50	-828.60	252.81	-781.09	-129.55
Dons externes au comptant	197.20	369.80	112.70	170.80	21.00	2,140.60	766.50	1,235.70	361.10	900.23
Prêts nets	41.80	-309.60	-277.20	-135.30	-969.90	-2,728.10	-1,595.10	-982.89	-1,142.19	-1,029.78
Tirages	41.80	50.00	101.00	2,003.20	-	-	-	-	-	-
Amortissement	-431.30	-359.60	-378.20	-2,138.50	-969.90	-2,728.10	-1,595.10	-982.89	-1,142.19	-1,029.78
Financement Interne	1,880.50	2,379.40	2,853.90	3,341.90	2,711.40	-102.90	-561.50	-1,286.00	-1,023.61	-2,435.71
Système bancaire	1,880.50	2,379.40	2,853.90	3,341.90	2,688.90	-84.20	-560.60	-1,274.80	-1,023.61	-2,435.71
Dont: Autorités monétaires(BRH)	1,988.30	2,317.10	2,891.50	3,669.30	2,820.10	-21.20	-344.00	-949.00	-665.74	-2,515.11
Autres sources	222.00	609.00	497.00	-	22.50	-18.70	-0.90	-11.20	-	-
Dont arriérés de paiements	222.00	609.00	497.00	-	22.50	-	-	-	-	-
Pour mémoire : (en pourcentage du PIB)										
Recettes courantes	7.93	7.38	8.21	8.77	8.89	9.67	10.10	10.75	10.76	11.73
Dépenses courantes	8.13	8.18	9.01	8.74	9.20	10.25	10.78	10.19	10.78	11.09
Dépenses d'investissement	2.36	1.84	2.03	3.28	2.80	1.21	0.93	2.75	1.33	2.23
Solde courant	-0.21	-0.80	-0.74	0.23	-0.74	-0.58	0.53	0.61	-0.02	0.64
Solde global	-2.18	-2.85	-2.86	-2.82	-1.26	0.41	0.71	0.47	0.72	-0.86
Dons	0.25	0.43	0.12	0.14	0.01	1.27	0.39	0.56	0.14	0.34
Prêts(bruts)	0.05	0.06	0.11	1.58	-	-	-	-	-	-
Financement externe	-0.25	0.07	-0.17	4.51	-0.68	-0.35	-0.42	0.11	-0.31	-0.05
Financement BRH	2.56	2.70	3.08	3.06	2.01	-0.01	-0.17	-0.43	-0.27	0.94
PIB nominal	77,580.00	85,700.00	94,028.00	119,758.00	140,387.00	168,035.00	197,138.00	220,110.00	250,590.00	266,904.00

Sources : BRH, MEF

1/ Opérations du Budget de Fonctionnement de l'Administration Centrale, enregistrées sur la base des encaissements et des décaissements.

2/ Cette rubrique regroupe les recettes non identifiées au niveau des recettes internes et douanières ainsi que les recouvrements de dette.

Tableau 1.13

Résumé des opérations financières des administrations publiques ^{1/}

(en millions de gourdes)

	1er trimestre 2009			2e trimestre 2009			3e trimestre 2009			4e trimestre 2009		
	Oct. 08	Nov. 08	Déc. 08	Janv. 09	Fév. 09	Mars 09	Avril 09	Mai 09	Juin 09	Juil. 09	Août 09	Sept. 09
Recettes totales (incluant les dons)	3,603.15	2,111.69	2,558.95	2,301.64	2,323.68	2,757.58	2,603.86	2,804.69	2,638.95	2,785.85	2,660.13	3,053.65
Recettes totales	3,603.15	2,111.69	2,558.95	2,301.64	2,323.68	2,552.58	2,603.86	2,804.69	2,638.95	2,554.12	2,660.13	2,590.15
Recettes courantes	3,603.15	2,111.69	2,558.95	2,301.64	2,323.68	2,552.58	2,603.86	2,804.69	2,638.95	2,554.12	2,660.13	2,590.15
Recettes internes	1,801.07	1,348.37	1,762.52	1,642.87	1,701.40	1,692.26	1,738.35	1,737.45	1,814.10	1,566.22	1,708.32	1,435.20
Recettes douanières	883.92	656.66	752.24	583.66	591.53	812.10	722.26	827.99	779.04	811.97	750.58	841.33
Recettes non classées ^{1/}	918.15	106.65	44.19	75.12	30.75	48.22	143.26	239.25	45.81	175.93	201.23	313.61
Transferts des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses totales	3,364.44	2,200.00	4,336.02	3,024.36	1,867.20	2,576.36	2,694.44	2,191.01	2,141.65	4,258.51	3,107.73	4,541.37
Dépenses courantes	3,245.50	1,672.35	3,593.33	2,871.60	1,755.23	2,251.69	1,961.00	965.93	2,056.01	3,964.41	2,671.01	3,345.95
Dépenses sur biens et services	2,942.90	1,449.65	3,009.44	2,600.18	1,638.31	1,871.37	1,866.79	655.22	1,765.64	3,103.01	2,551.58	2,545.45
Traitements et salaires	1,738.70	946.06	1,598.15	1,276.67	786.09	1,145.22	1,150.49	845.90	1,081.11	1,679.96	1,067.45	1,149.14
Dépenses de fonctionn. / Achats de b & s	1,204.20	503.60	1,411.29	1,323.51	852.22	726.14	716.30	-190.68	684.54	1,423.05	1,484.14	1,396.31
Paiements d'intérêts	58.65	86.80	215.20	38.20	23.70	221.20	10.12	149.26	218.50	19.34	9.75	285.71
Subventions	243.95	135.89	368.68	233.22	93.21	159.13	84.09	161.45	71.87	93.53	109.68	514.79
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	748.53	-	-
Dépenses d'investissement	118.94	527.65	742.69	152.76	111.97	324.67	733.44	1,225.08	85.64	294.10	436.72	1,195.42
Solde courant	357.64	439.34	-1,034.37	-569.95	568.45	300.89	642.86	1,838.76	582.93	-1,410.29	-10.87	-755.80
Ajustement ^{2/}	-1,374.53	1,454.82	-1,045.66	-317.00	767.58	687.99	284.07	58.76	651.41	-1,567.24	130.21	-2,403.73
Solde global ^{3/}	1613.23	-1543.13	-731.40	-405.72	-311.09	-711.77	-354.64	554.92	-154.12	-137.15	-577.80	452.51
Financement total	-1613.2	1543.1	731.4	405.7	311.1	711.8	354.6	-554.9	154.1	137.1	577.8	-452.5
Financement externe	-131.83	-159.30	-109.50	-92.40	-61.60	123.30	-50.10	-83.89	-119.90	158.45	-3.57	400.79
Dons externes au comptant	-	-	-	-	-	205.00	-	-	-	231.73	-	463.50
Prêts concessionnels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Prêts	-131.83	-159.30	-109.50	-92.40	-61.60	-81.70	-50.10	-83.89	-119.90	-73.28	-3.57	-62.71
Amortissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financement interne	-1,481.40	1,702.43	840.90	498.12	372.69	588.47	404.74	-471.03	274.02	-21.30	581.37	-853.30
Financement BRH ^{4/}	-1,467.91	1,838.21	798.33	506.50	299.05	578.83	542.83	-636.04	256.91	65.03	509.36	-775.99
Financement BNC	-13.49	-135.78	42.57	-8.38	73.64	9.64	-138.09	165.00	17.10	-86.33	72.02	-77.31
Autres sources ^{5/}	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources : Direction du Contrôle du Crédit, BRH; Ministère de l'Économie et des Finances.

^{1/} Base : encaissements-décaissements.^{2/} Le poste «ajustement» permet de rétablir l'équilibre comptable entre la balance globale et le financement.^{3/} Le solde global est déterminé à partir des opérations considérées comme les moyens de son financement.^{4/} Exclut les comptes STABEX, PL-480, Farine Canada et Don Japonais.^{5/} Incluant les dépôts du gouvernement dans les banques commerciales publiques et privées.

Tableau I.14

Résumé de la Balance des Paiements d'Haïti En millions de Dollars E.U. (sauf indication contraire)						
	2005	2006	2007	2008	2009 (P)	
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES						
Biens et services						
Crédit	-1,247.81	-1,452.48	-1,605.25	-2,020.81	-1,874.31	
Débit	605.07	689.10	779.19	832.97	929.89	
	-1,852.88	-2,141.58	-2,384.44	-2,853.78	-2,804.19	
Biens						
Crédit	-848.90	-1,053.05	-1,182.12	-1,617.54	-1,481.11	
Débit	459.61	485.17	522.08	490.20	551.00	
	-1,308.51	-1,548.22	-1,704.20	-2,107.74	-2,032.11	
Services						
Crédit	-398.91	-399.43	-423.13	-403.27	-393.20	
Débit	145.46	193.93	257.11	342.77	378.88	
	-644.37	-593.36	-680.24	-746.04	-772.08	
Revenus						
Crédit	-35.04	6.63	2.19	5.55	12.80	
Débit	0.00	18.69	21.78	28.03	31.13	
	-35.04	-12.06	-19.59	-22.48	-18.33	
Transferts courants						
Crédit:	1,289.89	1,360.80	1,517.28	1,726.21	1,635.22	
Dons officiels	1,349.57	1,436.32	1,613.69	1,843.29	1,770.05	
Transferts privés	363.42	373.45	391.60	473.34	394.96	
Débit	986.16	1,062.87	1,222.09	1,367.75	1,376.55	
	-59.69	-75.52	-96.41	-117.06	-134.62	
	-	-	-	-	893.39	
B. COMPTE DE CAPITAL					893.39	
Crédit	-	-	-	-	-	
Débit	-	-	-	-	-	
C. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES						
Investissements directs						
Autres Investissements	26.00	180.60	74.50	29.80	37.95	
Administrations publiques	-12.65	-21.10	63.80	278.43	-508.49	
Décaissements	51.93	39.57	51.51	284.11	-706.86	
Amortissements	-	-	-	333.87	224.81	
dont annulation de la Dette	-	-	-	49.76	931.67	
Secteur bancaire (net)	-70.76	-83.46	14.43	-141.71	56.54	
Secteur non bancaire (net)	6.00	19.80	-2.00	86.00	19.00	
Autres avoirs et engagements (nets)	0.18	2.99	-0.14	49.99	122.82	
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES						
BALANCE GLOBALE (A+B+C+D)	13.35	139.50	138.30	308.23	-470.54	
E. FINANCEMENT						
Avoirs de réserve 1/						
Utilisation des crédits et prêts du FMI	-33.92	-93.95	-198.05	-90.38	-150.47	
Autres Engagements 2/	-21.97	-108.87	-208.27	-163.28	-239.89	
Variation des arriérés de paiement 3/	8.48	12.43	23.21	49.20	64.84	
Remise de dette	1.63	0.80	0.47	0.71	3.09	
Rechélonnement obtenu	-22.06	1.69	-38.04	-	-	
	-	-	21.01	18.66	17.87	
	-	-	3.58	4.33	3.63	
Pour mémoire						
Assistance externe	423.83	425.45	466.32	806.85	-247.52	
Dons officiels 4/	363.42	373.45	391.60	473.54	394.50	
Prêts nets	60.41	52.00	74.72	333.31	-642.02	
Compte de transactions courantes (incluant dons officiels)						
Compte de transactions courantes (hors dons officiels)	0.16	-1.79	-1.46	-4.41	-3.45	
Exportations de biens et services	-8.27	-9.64	-8.11	-11.65	-9.48	
Importations de biens et services	14.04	14.49	13.24	12.72	14.19	
Balance globale	-42.99	-45.03	-40.52	-43.58	-42.81	
	0.79	1.98	3.37	1.38	2.30	

Sources : Banque de la République d'Haïti (BRH)

Banque des Règlements Internationaux (BRI)

(P) : Données provisoires

1/ Variation des avoirs de réserve bruts

Le signe (-) signifie une augmentation

2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales

3/ Sans signe = accumulation; (-) = remboursement

4/ Transferts publics (appellation des anciennes éditions du Manuel de BDP)

Enregistrés maintenant dans la rubrique Transferts courants.

Tableau I.15

Position extérieure globale d'Haïti 1/
(En Millions de Dollars É.U.)

	2004	2005	2006	2007	2008(P)	2009(P)
AVOIRS	518.80	568.75	932.71	1,175.08	1,419.96	1,372.86
Investissements directs haïtiens à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Autres investissements	340.54	426.22	704.37	706.58	938.52	865.98
Secteur bancaire	219.80	277.41	352.47	348.39	509.61	451.21
Secteur non bancaire	66.00	94.00	299.00	308.00	379.00	346.00
Autres avoirs	54.74	54.81	52.90	50.19	49.91	68.77
Avoirs de réserve nets des autorités monétaires	178.26	142.53	228.34	468.50	481.44	506.87
ENGAGEMENTS	1,760.54	1,658.51	1,945.33	2,163.58	2,591.72	2,134.16
Investissements directs étrangers en Haïti	124.46	150.46	311.06	385.56	415.36	453.31
Autres investissements	1,636.08	1,508.05	1,634.27	1,778.02	2,176.36	1,680.85
Dette publique externe	1,316.30	1,336.30	1,419.25	1,541.20	1,884.60	1,247.15
Secteur bancaire	48.46	35.70	27.30	37.65	57.15	55.34
Secteur non bancaire	204.00	70.00	111.00	122.00	107.00	106.00
Autres engagements	67.32	66.05	76.72	77.17	127.61	272.36
POSITION EXTÉRIEURE NETTE	-1,241.74	-1,089.76	-1,012.62	-988.50	-1,171.76	-761.30

Sources: BRH/DAI-Service économie internationale
Banque des Règlements Internationaux (BRI)
(P): Données provisoires

1/ La position est calculée au terme de l'exercice se terminant le 30 Septembre

Tableau I.16

Exportations d'Haïti par produits
(En Millions de Dollars É.U.)

Période	Café	Cacao	Huiles essentielles	Pis et Ficoles	Mangues	Langoustes	Autres produits Primaires	Petite industrie	Articles manufacturés. 1/	Autres produits industriels	Ajustements pour évaluation	Total 2/	Ajustements pour classification	Total Export. 3/ (FOB)
2005	3.78	6.91	7.15	1.18	8.92	3.82	2.30	5.69	154.62	6.23	17.16	217.77	241.84	459.61
2006	5.93	4.47	10.62	0.87	8.81	3.34	1.37	5.70	169.66	0.93	18.11	228.81	265.36	495.17
2007	2.00	6.17	13.12	0.00	7.93	4.36	0.89	4.78	180.57	0.91	18.90	239.64	282.45	522.09
2008 (P)	3.49	7.27	18.01	0.00	10.00	5.17	0.87	2.59	165.09	1.24	18.29	232.02	258.18	490.20
2009 (P)	2.65	7.42	9.80	0.00	11.07	3.43	1.21	3.08	191.60	1.25	19.81	251.32	299.68	551.00
2005	0.22	1.20	1.19	0.14	0.14	1.26	1.14	1.28	36.48	2.20	3.88	49.13	57.06	106.20
1er Trimestre	0.73	0.73	2.01	0.52	0.81	1.06	1.04	1.46	35.23	1.80	3.95	50.16	55.10	105.27
2e Trimestre	1.56	2.80	1.02	0.36	5.00	0.91	0.07	1.60	42.95	1.05	4.90	62.22	67.18	129.40
3e Trimestre	0.45	2.18	2.93	0.16	2.97	0.59	0.05	1.36	39.95	1.18	4.43	56.25	62.49	118.74
4e Trimestre														
2006	1.40	0.81	0.65	0.14	0.14	0.93	0.50	1.66	42.24	0.19	4.17	52.83	66.07	118.90
1er Trimestre	2.94	0.65	3.46	0.18	0.23	0.69	0.32	1.21	36.46	0.32	3.95	50.16	57.02	107.18
2e Trimestre	0.85	2.51	3.09	0.20	6.25	0.65	0.28	1.45	43.65	0.38	5.07	64.38	68.27	132.65
3e Trimestre	0.74	0.61	3.42	0.35	2.19	1.07	0.27	1.38	47.32	0.17	4.92	62.44	74.01	136.44
4e Trimestre														
2007	0.15	2.07	1.15	0.00	0.24	1.14	0.24	1.22	48.88	0.30	4.74	60.13	76.44	136.57
1er Trimestre	0.69	0.94	3.89	0.00	0.58	1.03	0.10	1.16	42.85	0.18	4.40	55.80	67.03	122.83
2e Trimestre	0.67	2.29	4.01	0.00	6.71	0.99	0.27	1.06	44.11	0.26	5.17	65.57	69.01	134.58
3e Trimestre	0.49	0.87	4.07	0.00	0.40	1.20	0.28	1.34	44.73	0.17	4.59	58.14	69.97	128.11
4e Trimestre														
2008	0.42	1.32	4.07	0.00	0.24	1.50	0.34	0.70	45.42	0.27	4.64	58.92	71.02	129.94
1er Trimestre	1.73	1.54	6.30	0.00	0.87	1.10	0.22	0.46	29.19	0.30	3.58	45.29	45.65	90.94
2e Trimestre	1.11	3.81	4.49	0.00	6.89	1.18	0.15	0.65	41.56	0.36	5.15	65.35	64.99	130.34
3e Trimestre	0.23	0.80	3.15	0.00	2.00	1.39	0.16	0.78	48.92	0.31	4.92	62.46	76.52	138.96
4e Trimestre														
2009 (P)	0.11	3.02	2.50	0.00	0.03	0.76	0.19	0.67	41.91	0.34	4.24	53.76	65.55	119.30
1er Trimestre	1.20	0.75	4.17	0.00	0.11	0.80	0.13	0.68	39.49	0.26	4.07	51.66	61.76	113.42
2e Trimestre	0.92	2.52	1.61	0.00	7.21	1.07	0.59	0.87	53.94	0.30	5.91	74.94	84.38	159.32
3e Trimestre	0.43	1.13	1.52	0.00	3.72	0.79	0.30	0.86	56.26	0.35	5.60	70.97	88.00	166.97
4e Trimestre														
2009 (P)	0.00	1.20	0.60	0.00	0.00	0.34	0.06	0.26	16.85	0.19	1.67	21.16	26.35	47.51
Octobre	0.01	0.61	1.45	0.00	0.01	0.19	0.06	0.17	11.34	0.09	1.19	15.14	17.74	32.87
Novembre	0.10	1.21	0.44	0.00	0.01	0.23	0.07	0.23	13.72	0.06	1.38	17.45	21.46	38.92
Décembre	0.63	0.48	2.58	0.00	0.03	0.16	0.07	0.12	7.52	0.06	1.00	12.65	11.76	24.41
Janvier	0.20	0.19	0.97	0.00	0.03	0.22	0.03	0.23	15.28	0.20	1.48	18.83	23.89	42.72
Février	0.37	0.08	0.62	0.00	0.05	0.42	0.03	0.33	16.69	0.00	1.59	20.18	26.11	46.29
Mars	0.42	1.13	0.39	0.00	2.48	0.38	0.22	0.25	15.72	0.17	1.81	22.96	24.58	47.55
Avril	0.39	0.98	0.48	0.00	3.79	0.32	0.27	0.29	17.37	0.08	2.05	26.00	27.17	53.17
Mai	0.11	0.41	0.74	0.00	0.95	0.36	0.09	0.33	20.86	0.06	2.05	25.97	32.62	58.60
Juin	0.39	0.99	0.61	0.00	2.70	0.30	0.22	0.30	19.61	0.18	2.16	27.45	30.68	58.13
Juillet	0.00	0.04	0.39	0.00	1.00	0.18	0.06	0.27	18.00	0.03	1.71	21.68	28.16	49.84
Acût	0.04	0.11	0.53	0.00	0.02	0.32	0.02	0.29	18.64	0.14	1.72	21.84	29.16	51.00
Septembre														

Sources : MCI, AGD - Sites Internet; Dpt du Commerce américain et StatCan - Base de données OCDE

1/ Produits des industries d'assemblage

2/ Exportations totales tenant compte de la valeur ajoutée des industries d'assemblage.

3/ Exportations brutes.

(P) Données provisoires

Tableau I.17

Exportations aux U.S.A (F.O.B)
A base de Matières premières locales
(En milliers de Dollars É.U.)

Période	Articles manufact. en cuir	Articles manufact. en bois pour meubles	Vêtements & autres ouvrages. Produits textiles	Tapis & Accessoires Couverture	Objets de collection Travaux d'art Antiquités	Balais Broses Ficelles	Art. déclarés & non déclarés	Autres: Art. en verre & en céram.	Sous-total	Marchandises retournées	Total
2005	2,126.01	112.72	2,298.70	9.97	-	1,231.59	56.62	35.29	5,870.90	-176.13	5,694.77
2006	2,256.69	116.44	2,603.09	-	-	781.89	65.74	48.16	5,872.01	-176.16	5,695.85
2007	2,073.17	53.04	2,768.40	-	-	0.28	2.54	20.97	4,918.39	-147.55	4,770.84
2008	0.35	99.23	2,528.71	4.80	-	0.78	2.34	31.23	2,667.45	-80.02	2,587.42
2009 (P)	-	70.66	2,937.03	-	-	0.83	45.05	111.71	3,165.28	-94.96	3,070.32
2005	571.89	14.72	558.00	-	-	156.08	12.64	5.50	1,318.83	-39.56	1,279.27
1er Trimestre	396.61	15.36	535.09	-	-	535.72	13.05	12.09	1,507.92	-45.24	1,462.68
2e Trimestre	545.09	43.38	649.80	9.97	-	375.37	14.50	7.00	1,645.11	-49.35	1,595.76
3e Trimestre	612.42	39.26	555.81	-	-	164.42	16.43	10.70	1,399.04	-41.97	1,357.07
2006	719.65	49.62	647.46	-	-	288.49	-	6.08	1,711.30	-51.34	1,659.96
1er Trimestre	318.79	14.26	562.00	-	-	328.69	20.64	-	1,244.38	-37.33	1,207.05
2e Trimestre	575.95	29.84	669.08	-	-	164.71	33.24	24.28	1,497.10	-44.91	1,452.19
3e Trimestre	642.30	22.72	724.55	-	-	-	11.86	17.80	1,419.23	-42.58	1,376.65
2007	489.92	13.79	749.77	-	-	-	-	-	1,253.48	-37.60	1,215.88
1er Trimestre	535.30	-	657.23	-	-	-	-	-	1,192.53	-35.78	1,156.75
2e Trimestre	387.80	15.75	675.49	-	-	0.28	2.54	11.70	1,093.56	-32.81	1,060.75
3e Trimestre	660.15	23.50	685.91	-	-	-	-	9.27	1,378.82	-41.36	1,337.46
2008	-	16.87	695.94	-	-	-	-	2.25	715.06	-21.45	693.61
1er Trimestre	0.35	18.00	445.93	4.80	-	-	-	7.06	476.14	-14.28	461.86
2e Trimestre	-	30.34	636.93	-	-	-	2.34	4.00	673.61	-20.21	653.40
3e Trimestre	-	34.02	749.91	-	-	0.78	-	17.92	802.64	-24.08	778.56
2009 (P)	-	31.67	642.62	-	-	-	-	11.44	685.73	-20.57	665.16
1er Trimestre	-	13.30	606.36	-	-	-	-	76.40	696.06	-20.88	675.18
2e Trimestre	-	25.69	824.71	-	-	0.48	29.84	16.98	897.70	-26.93	870.77
3e Trimestre	-	-	863.34	-	-	0.35	15.21	6.89	885.79	-26.57	859.22
2009 (P)	-	7.31	258.16	-	-	-	-	-	265.47	-7.96	257.51
Octobre	-	6.34	174.00	-	-	-	-	-	180.34	-5.41	174.93
Novembre	-	18.02	210.46	-	-	-	-	11.44	239.92	-7.20	232.72
Décembre	-	3.94	115.32	-	-	-	-	-	119.26	-3.58	115.68
Janvier	-	2.06	234.64	-	-	-	-	-	236.70	-7.10	229.60
Février	-	7.30	256.40	-	-	-	-	-	340.10	-10.20	329.90
Mars	-	2.93	238.31	-	-	-	6.54	76.40	257.23	-7.72	249.51
Avril	-	16.43	266.31	-	-	-	12.90	9.45	295.64	-8.87	286.77
Mai	-	6.33	320.09	-	-	0.48	10.40	7.53	344.83	-10.34	334.49
Juin	-	-	301.07	-	-	0.35	3.41	-	304.83	-9.14	295.69
Juillet	-	-	276.44	-	-	-	2.88	-	279.32	-8.38	270.94
Août	-	-	285.83	-	-	-	8.92	6.89	301.64	-9.05	292.59
Septembre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources : Banque de la République d'Haïti(BRH) - Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

(P): Données provisoires

Tableau I.18

Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B) A base de matières premières importées (En milliers de dollars É.U.)										
Période	Tulles Dentelles Rubans Ouvrages Brodés	Appareils (1) & Matériels électroniques & électroniques	Machinerie & Accessoires	Art. de voyage Sacs à main (Bijouterie)	Vêtements & Art. pour vêtements	Chaussures	Ornements Jouets & Articles de sport	Art. manif. en caoutchouc et en plastique	Autres Appareils optiques à enregistrer et à reproduire les sons	Total
2005	408.71	6951.31	-	67.90	392792.12	2.68	1647.58	351.23	33.45	402,254.98
2006	308.70	1,439.27	6.00	250.74	431,504.04	2.52	497.00	142.87	33.85	434,184.99
2007	368.13	3,164.11	11.25	591.31	458,626.92	0.28	406.30	141.88	60.84	483,371.02
2008 (P)	239.67	2,669.97	-	2,429.91	418,924.10	0.30	548.03	119.14	181.46	425,112.58
2009 (P)	146.23	1,956.16	-	1,782.31	486,566.97	-	449.93	27.31	171.94	491,100.85
2005	172.08	2,037.89	-	4.87	92,934.50	-	457.12	142.11	-	95,748.57
1er Trimestre	88.65	1,706.59	-	9.02	89,129.48	-	472.24	102.23	19.91	91,528.12
2e Trimestre	50.61	2,269.42	-	14.20	109,426.40	-	377.90	60.72	8.74	112,207.99
3e Trimestre	97.37	937.41	-	39.81	101,301.74	2.68	340.32	46.17	4.80	102,770.30
4e Trimestre	98.39	345.26	-	44.34	107,261.97	2.26	142.39	42.00	24.00	107,960.61
2006	59.09	290.06	-	65.40	93,104.57	-	103.87	33.66	-	93,656.85
1er Trimestre	64.39	409.83	-	52.99	111,102.77	0.26	133.79	37.86	4.20	111,806.09
2e Trimestre	86.83	394.12	6.00	88.01	120,034.73	-	116.95	29.35	5.65	120,761.64
2007	123.06	671.16	11.25	48.82	124,211.78	-	67.84	17.42	4.58	125,155.91
1er Trimestre	89.60	867.16	-	111.58	108,879.30	-	101.39	24.15	-	110,073.18
2e Trimestre	71.81	880.85	-	183.85	111,904.70	0.28	129.33	60.09	23.26	113,254.17
3e Trimestre	83.66	744.94	-	247.06	113,631.14	-	107.74	40.22	33.00	114,887.76
2008	89.57	571.34	-	752.38	115,294.20	-	182.28	33.12	36.30	116,959.19
1er Trimestre	42.17	749.05	-	518.63	73,876.59	-	119.47	17.11	45.42	75,368.44
2e Trimestre	44.38	753.81	-	610.04	105,516.63	-	161.11	33.72	43.99	107,163.68
3e Trimestre	63.55	595.77	-	548.86	124,236.68	0.30	85.17	35.19	55.75	125,621.27
4e Trimestre	50.07	533.61	-	574.36	106,460.91	-	102.44	6.41	24.13	107,751.93
2009 (P)	44.97	494.91	-	396.06	100,452.88	-	113.93	-	21.65	101,524.40
1er Trimestre	18.35	469.90	-	351.64	136,626.24	-	130.95	8.64	60.82	137,666.54
2e Trimestre	32.84	457.74	-	460.25	143,026.94	-	102.61	12.26	65.34	144,157.98
2009 (P)	24.58	197.92	-	192.90	42,768.74	-	62.88	-	10.53	43,257.55
Octobre	11.42	128.44	-	216.59	28,825.31	-	20.85	6.41	7.26	29,216.28
Novembre	14.07	207.25	-	164.87	34,866.86	-	18.71	-	6.34	35,278.10
Décembre	15.52	160.69	-	129.13	19,104.92	-	47.54	-	-	19,457.80
Janvier	7.06	164.42	-	132.39	38,871.36	-	32.75	-	7.92	39,215.90
Février	22.39	169.80	-	134.54	42,476.60	-	33.64	-	13.73	42,850.70
Mars	4.88	170.72	-	105.26	39,479.63	-	35.65	-	19.57	39,815.71
Avril	4.15	122.13	-	107.40	44,117.99	-	53.47	8.64	18.78	44,432.56
Mai	9.32	177.05	-	138.98	53,028.62	-	41.83	-	22.47	53,418.27
Juin	3.21	160.94	-	164.93	49,876.67	-	45.32	-	24.72	50,275.79
Juillet	12.53	171.75	-	154.01	45,797.05	-	32.36	12.26	17.49	46,197.45
Août	17.10	125.05	-	141.31	47,353.22	-	24.93	-	23.13	47,684.74
Septembre										

Sources : Banque de la République d'Haïti (BRH) -Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

(P) : Données provisoires

(1) : Cette rubrique regroupe : les équipements de distribution, les récepteurs de radio et accessoires, les appareils électriques et accessoires, les circuits électroniques, les Transformateurs et Interrupteurs.

Tableau I.19

Importations Totales d'Haïti par Catégories de Produits.
(En Millions de Dollars É.U.)

Période		Produits		Boissons & Tabacs		Matières brutes non alimentaires		Combustibles		Huiles & Graisses		Produits manufacturés		Articles manufacturés		Machines & matériels de transport		Articles divers		Total/ (C.I.F)		Ajustements 1/		Total (FOB)	
		Alimentaires	Tabacs																						
2005	330.73	20.23	15.12	313.55	11.49	60.51	241.81	156.61	134.34	122.61	1,407.00	98.49	1,308.51												
1er Trimestre	83.49	5.08	4.32	58.28	3.55	14.95	56.37	55.40	28.34	42.58	352.36	24.67	327.69												
2e Trimestre	82.09	4.92	4.28	77.63	3.67	14.06	61.94	41.84	33.85	24.70	348.98	24.43	324.55												
3e Trimestre	85.02	4.76	2.88	77.82	2.18	11.57	61.07	31.34	37.09	31.46	345.19	24.16	321.03												
4e Trimestre	80.13	5.47	3.64	98.82	2.09	19.93	62.43	28.03	35.06	23.87	360.47	25.23	335.24												
2006	97.33	4.30	5.45	78.54	5.35	17.66	68.02	42.90	32.82	41.90	394.26	27.59	366.66												
1er Trimestre	92.75	5.13	4.48	93.75	3.95	12.14	61.97	43.69	34.85	39.99	392.70	27.49	365.21												
2e Trimestre	98.96	5.41	4.99	106.30	6.46	17.24	66.28	76.42	29.37	39.62	451.05	31.57	419.48												
3e Trimestre	84.58	6.49	4.47	118.54	3.46	18.32	53.70	82.74	30.51	23.93	426.74	29.87	396.87												
4e Trimestre	79.73	5.53	3.55	58.90	1.50	10.75	64.01	75.41	96.19	41.04	436.61	30.56	406.04												
2007	118.09	5.68	5.71	85.26	7.66	25.10	48.85	59.26	55.58	42.90	454.08	31.79	422.30												
1er Trimestre	94.84	4.57	2.47	131.55	3.86	19.01	57.68	45.25	68.46	35.84	463.54	32.45	431.09												
2e Trimestre	77.13	5.37	5.36	130.26	4.94	17.77	58.94	44.92	88.94	44.64	478.27	33.48	444.79												
3e Trimestre	104.37	5.85	4.48	135.33	15.71	16.11	57.27	57.55	87.15	31.7	515.52	36.09	479.44												
4e Trimestre	136.46	6.32	3.65	136.37	7.55	21.7	59.78	36	61	49.04	517.87	36.25	481.62												
2008	134.74	6.79	3.67	170.95	22.37	18.45	55.99	55.48	46.61	51.23	566.28	39.64	526.64												
1er Trimestre	241.3	6.4	4.13	160.16	17.76	23.74	54.89	38.71	26.08	93.76	666.73	46.67	620.06												
2e Trimestre	110.30	8.77	4.97	91.30	11.03	25.61	62.12	78.37	79.79	103.19	575.45	40.28	535.17												
3e Trimestre	119.33	5.44	5.74	96.08	12.64	19.24	68.22	41.15	61.31	69.85	499.00	34.93	464.07												
4e Trimestre	125.07	6.39	4.97	88.51	7.39	20.84	99.34	41.73	62.03	69.26	525.53	36.79	488.74												
2009 (P)	129.29	6.82	7.24	108.75	24.56	23.33	121.23	35.35	74.92	53.60	585.09	40.96	544.13												
1er Trimestre	57.30	2.82	1.30	38.93	8.27	8.45	19.13	19.95	37.59	34.78	228.52	16.00	212.52												
2e Trimestre	24.47	3.48	2.19	24.10	1.84	9.68	22.63	19.88	27.61	48.93	184.81	12.94	171.87												
3e Trimestre	28.53	2.47	1.48	28.27	0.92	7.48	20.36	38.54	14.59	19.48	162.12	11.35	150.77												
4e Trimestre	32.00	1.33	2.20	26.60	4.39	6.96	23.66	12.06	15.29	10.56	135.05	9.45	125.60												
2009 (P)	39.10	2.21	1.57	44.53	3.46	5.89	16.97	14.21	24.25	26.94	179.13	12.54	166.59												
1er Trimestre	48.23	1.90	1.97	24.95	4.79	6.39	27.59	14.88	21.77	32.35	184.82	12.94	171.88												
2e Trimestre	41.10	2.25	1.66	35.02	4.60	7.49	22.00	18.38	14.75	16.31	163.56	11.45	152.11												
3e Trimestre	48.87	2.04	2.09	35.09	0.88	6.73	36.87	12.51	22.37	31.02	198.17	13.87	184.30												
4e Trimestre	35.10	2.10	1.22	18.40	2.21	6.62	40.47	10.84	24.91	21.93	163.80	11.47	152.33												
2009 (P)	42.79	1.95	2.48	51.23	16.47	7.00	51.45	13.07	26.27	19.32	232.03	16.24	215.79												
1er Trimestre	54.75	2.90	2.36	37.70	4.11	7.12	35.49	9.88	27.35	13.63	195.29	13.67	181.62												
2e Trimestre	31.75	1.97	2.40	19.82	3.98	9.21	34.29	12.40	21.30	20.65	157.77	11.04	146.72												

Sources : AGD - Sites Internet: Dpt du Commerce américain et Stat-Can

(P): Données provisoires

1/ Ajustement pour Assurances et Fret

Tableau I.20

Importations de produits pétroliers
(En Milliers de Barils et en Milliers de Dollars É.U.)

Période	GAZOLINE		KÉROSENE		GASOIL		FUELOIL (MAZOUT)		LUBRIFIANTS & AUTRES		BITUME		GAZ DE PÉTROLE LIQUÉFIÉ		TOTAL	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
2005	801.89	52,002.56	593.18	40,124.28	2,441.88	162,396.51	144.73	6,485.18	18.60	3,181.88	16.94	984.55	50.00	2,421.20	4,047.39	286,520.61
2006	768.61	64,459.50	586.07	49,376.75	2,559.05	208,736.15	120.93	6,669.63	17.69	3,003.78	29.44	2,205.98	54.37	3,121.73	4,136.16	337,573.52
2007	859.14	73,585.40	608.04	51,459.70	2,543.70	204,598.10	164.35	9,722.63	6.06	1,249.80	-	-	76.81	4,441.70	4,258.10	345,057.33
2008	787.62	93,471.23	496.11	66,127.53	2,639.80	346,674.58	58.05	4,537.62	20.06	2,237.66	333.97	29,005.00	158.90	12,533.36	4,160.54	554,596.98
2009 (P)	940.84	69,303.19	590.08	44,025.28	2,900.60	215,083.33	39.06	1,919.76	22.30	3,633.26	150.99	12,405.00	172.00	7,510.40	4,815.87	353,880.22
2005	172.41	9,131.00	165.68	10,109.10	457.33	26,891.80	57.14	2,086.00	4.55	795.40	-	-	10.60	523.80	867.71	49,537.10
2006	237.06	14,223.55	172.34	10,837.45	650.48	39,050.42	19.83	1,075.55	5.70	964.80	-	-	19.40	909.70	1,084.98	65,985.92
2007	172.72	11,319.20	106.95	7,428.30	636.70	41,835.50	67.76	3,323.63	4.75	730.08	16.94	984.55	11.40	531.30	1,017.22	66,152.56
2008	219.70	17,328.81	148.21	11,749.43	697.37	54,618.79	-	-	3.60	691.60	-	-	8.60	456.40	1,077.48	84,845.03
2009	149.85	10,562.92	116.30	9,315.92	515.85	41,399.66	20.29	950.15	17.69	3,003.78	14.44	847.68	12.10	679.70	846.52	66,759.81
2006	235.32	18,002.40	192.11	15,246.40	585.72	44,045.60	32.30	1,798.60	-	-	-	-	11.47	601.53	1,056.92	79,694.53
2007	188.40	17,768.27	128.82	11,573.10	705.86	59,933.98	9.34	521.48	-	-	-	-	9.80	560.90	1,042.22	90,357.73
2008	195.04	18,125.91	148.84	13,241.33	751.62	63,356.91	59.00	3,398.40	-	-	15.00	1,358.30	21.00	1,279.80	1,190.50	100,761.45
2009	235.82	22,428.30	187.45	17,717.10	777.88	69,477.30	-	-	-	-	-	-	17.01	1094.2	1218.16	110,716.90
2007	169.78	12,413.40	118.40	9,275.70	365.05	26,795.50	19.12	1,025.66	-	-	-	-	10.20	551.40	682.55	50,061.66
2008	236.90	17,225.30	168.63	12,663.40	576.01	40,452.90	19.83	1,075.55	3.29	471.00	-	-	10.80	574.00	1,015.46	72,462.15
2009	216.64	21,518.40	133.56	11,803.50	824.76	67,872.40	125.40	7,621.42	2.77	778.80	-	-	38.80	2,222.10	1,341.93	111,816.62
2006	235.82	22,428.30	187.45	17,717.10	777.88	69,477.30	-	-	-	-	-	-	17.01	1094.2	1218.16	110,716.90
2007	197.50	19,996.15	126.38	14,013.96	610.76	64,354.03	17.63	1,388.85	1.17	396.36	237.74	21,212.00	42.60	3,148.56	986.04	124,506.91
2008	235.80	24,633.99	153.67	17,582.28	686.94	74,652.96	40.42	3,151.77	-	-	18.34	1,636.00	49.30	3,798.80	1,166.13	125,455.80
2009	185.25	25,472.70	125.17	20,115.20	665.75	105,939.00	-	-	1.74	429.90	29.07	2,643.00	32.30	2,676.80	1,010.21	157,276.40
2006	169.07	23,368.39	90.89	14,416.09	676.35	101,728.59	-	-	17.15	1,411.40	48.81	3,514.00	34.70	2,909.40	988.16	147,347.87
2007	179.00	12,570.90	110.21	10,005.80	630.04	56,284.80	-	-	2.82	1,003.49	23.93	2,135.00	40.70	1,994.60	986.70	83,994.59
2008	345.42	20,122.25	178.17	10,915.53	814.51	49,700.75	39.06	1,919.76	-	-	42.14	3,760.00	50.20	1,983.20	1,469.50	88,401.49
2009	220.59	17,126.29	136.07	9,470.43	699.45	48,193.88	-	-	5.06	1,977.72	28.89	2,630.00	48.50	2,033.80	1,138.56	81,432.12
2006	195.83	19,483.75	165.63	13,633.52	756.60	60,903.90	-	-	14.42	652.05	56.04	3,880.00	32.60	1,498.80	1,221.12	100,052.02
2007	63.64	5,492.10	40.23	4,276.70	244.90	24,791.70	-	-	-	-	6.85	611.00	9.20	644.80	364.82	35,816.30
2008	33.23	2,389.40	25.93	2,455.20	173.02	15,943.00	-	-	0.12	144.29	3.62	323.00	19.10	914.20	255.02	22,169.09
2009	82.13	4,689.40	44.05	3,273.90	212.12	15,550.10	-	-	2.70	859.20	13.46	1,201.00	12.40	435.60	366.86	26,009.20
2006	94.36	5,010.13	45.41	3,171.42	219.69	14,826.93	-	-	-	-	6.80	607.00	20.90	857.60	387.16	24,473.08
2007	164.06	9,927.45	79.47	4,826.44	361.15	22,221.44	39.06	1,919.76	-	-	18.11	1,616.00	12.50	460.40	674.35	40,971.49
2008	87.00	5,184.67	53.29	2,917.67	233.67	12,652.38	-	-	-	-	17.23	1,537.00	16.80	665.20	407.99	22,966.92
2009	94.07	6,453.00	57.31	3,678.55	296.15	18,785.36	-	-	5.06	1,977.72	9.23	865.00	11.60	459.70	473.42	32,219.33
2006	94.46	7,658.88	55.13	3,835.53	275.67	19,004.25	-	-	-	-	10.50	984.00	19.30	803.40	455.06	32,286.06
2007	32.06	3,014.41	23.63	1,956.35	127.63	10,404.27	-	-	-	-	9.16	770.70	17.60	770.70	210.08	16,926.73
2008	125.32	10,667.52	73.57	5,959.07	359.41	27,813.53	-	-	14.42	652.05	20.33	1,595.00	10.10	445.50	603.15	47,132.67
2009	43.69	6,608.21	59.45	5,097.10	254.66	21,794.84	-	-	-	-	9.97	793.00	9.00	394.80	34,687.95	18,231.40
2006	26.82	2,208.02	32.61	2,577.35	142.53	11,296.53	-	-	-	-	25.73	1,492.00	13.50	658.50	241.19	18,231.40

Sources : Ministère de l'Economie et des Finances

& Compagnies pétrolières

(P) : Données provisoires

... : Données non disponibles

1 baril = 42 gallons

TABLEAU II.1

CHIFFRES CLÉS DU BILAN PAR BANQUE (En milliers de gourdes)

	BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBK*	PROMOBK	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	SOCABL**	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
AU 30 SEPTEMBRE 2009																	
Actif	-	20,244,798.0	1,465,176.2	2,948,853.6	5,379,489.0	-	-	34,002,394.5	32,806,251.3	96,846,962.6	-	3,697,891.6	96,846,962.6	3,990,387.0	3,377,863.0	7,368,250.0	107,913,094.2
Bons B R.H.	-	3,714,000.0	182,000.0	147,133.3	146,067.0	-	-	3,312,799.8	1,800,000.0	9,302,000.1	-	-	9,302,000.1	199,922.0	50,000.0	249,922.0	9,551,922.1
Prêts	-	4,615,691.0	548,095.4	1,061,071.8	2,176,819.0	-	-	10,349,723.6	9,590,512.9	28,331,913.7	-	1,550,589.1	28,331,913.7	1,995,694.0	1,736,987.0	3,432,681.0	33,315,183.8
Dépôts	-	16,404,652.0	1,289,640.8	2,896,327.4	4,511,866.0	-	-	31,042,274.7	27,924,285.6	83,950,046.5	-	2,784,038.2	83,950,046.5	3,095,008.0	2,656,299.0	5,717,307.0	92,469,411.7
Avoir des Actionnaires	-	1,463,347.0	91,349.2	(25,885.4)	440,411.0	-	-	1,956,857.1	2,517,474.0	6,443,852.9	-	351,402.4	6,443,852.9	241,968.0	207,642.0	449,550.0	7,244,805.3
AU 30 SEPTEMBRE 2008																	
Actif	-	20,925,554.2	1,390,100.0	3,056,311.5	4,680,117.0	-	-	30,654,076.2	28,627,856.3	90,304,015.2	-	3,343,957.9	90,304,015.2	3,650,525.0	3,003,051.0	6,653,576.0	100,301,549.1
Bons B R.H.	-	2,422,000.0	11,000.0	30,000.0	225,000.0	-	-	2,844,000.0	3,403,000.0	8,935,000.0	-	234,000.0	8,935,000.0	157,000.0	70,743.0	227,743.0	9,396,743.0
Prêts	-	4,136,506.0	448,238.1	1,105,833.1	1,772,560.0	-	-	8,681,810.8	7,963,553.4	24,106,501.4	-	1,420,510.3	24,106,501.4	1,933,326.0	1,718,438.0	3,651,764.0	29,180,775.7
Dépôts	-	17,629,900.9	1,085,624.1	2,538,787.8	3,909,365.0	-	-	27,013,743.6	24,644,633.0	76,822,054.4	-	2,826,743.6	76,822,054.4	2,904,787.0	2,171,073.0	5,075,860.0	84,724,658.0
Avoir des Actionnaires	-	1,270,833.4	95,788.1	(7,241.2)	385,318.0	-	-	1,634,465.8	2,363,262.0	5,742,426.1	-	314,259.5	5,742,426.1	269,174.0	185,371.0	454,545.0	6,511,230.6
AU 30 SEPTEMBRE 2007																	
Actif	-	13,106,547.0	1,183,496.9	2,993,108.0	4,046,101.0	-	-	26,122,344.7	23,331,287.9	70,762,885.5	-	2,725,778.5	70,762,885.5	3,811,121.0	2,444,472.0	6,255,593.0	79,764,257.0
Bons B R.H.	-	2,945,111.0	197,686.5	108,351.0	246,030.0	-	-	2,570,636.0	2,529,828.9	8,597,643.4	-	-	8,597,643.4	410,737.0	-	410,737.0	9,008,380.4
Prêts	-	2,265,854.0	314,029.0	1,072,127.0	1,211,201.0	-	-	6,868,892.0	6,318,122.8	18,090,225.8	-	1,087,415.2	18,090,225.8	1,905,449.0	1,521,486.0	3,426,935.0	22,564,576.0
Dépôts	-	9,900,391.0	919,393.0	2,742,808.0	3,361,137.0	-	-	23,011,401.9	19,972,487.4	59,907,618.3	-	1,974,051.8	59,907,618.3	2,315,684.0	1,833,311.0	4,148,995.0	66,030,665.1
Avoir des Actionnaires	-	1,119,809.0	91,762.2	7,241.0	342,607.0	-	-	1,338,847.0	2,003,077.2	4,903,333.4	-	283,333.0	4,903,333.4	235,445.0	166,385.0	401,830.0	5,598,496.4
AU 30 SEPTEMBRE 2006																	
Actif	-	7,443,255.0	999,574.7	2,916,534.0	3,671,737.0	-	5,053,835.3	22,975,095.9	21,486,579.7	64,546,611.6	-	2,285,859.8	64,546,611.6	3,630,388.0	2,056,548.0	5,686,936.0	72,519,407.4
Bons B R.H.	-	2,982,673.0	106,717.4	246,000.0	197,717.0	-	500,000.0	2,469,568.7	1,142,322.4	7,644,998.5	-	-	7,644,998.5	38,506.0	-	38,506.0	7,683,506.5
Prêts	-	1,016,752.0	391,650.4	790,123.0	1,256,324.0	-	1,549,747.8	6,035,762.6	5,767,467.4	16,807,817.2	-	935,772.2	16,807,817.2	1,679,729.0	1,063,262.0	2,742,991.0	20,486,580.4
Dépôts	-	5,448,270.0	755,584.9	2,632,640.6	3,122,181.0	-	3,952,830.1	20,413,538.2	18,515,310.0	54,840,334.8	-	1,730,196.2	54,840,334.8	2,972,989.0	1,767,692.0	4,740,681.0	61,311,222.0
Avoir des Actionnaires	-	936,322.0	67,550.2	47,306.3	310,911.0	-	(890,775.6)	1,143,523.9	1,597,928.2	3,212,766.0	-	255,337.6	3,212,766.0	217,260.0	155,006.0	372,266.0	3,840,369.6
AU 30 SEPTEMBRE 2005																	
Actif	8,494.0	6,046,192.0	1,106,506.1	2,641,655.5	3,235,607.0	3,169,588.0	6,093,235.3	18,070,229.0	17,793,020.6	58,074,417.5	337,069.1	2,179,700.8	58,074,417.5	3,175,190.0	2,044,208.0	5,219,398.0	65,810,645.4
Bons B R.H.	-	2,538,000.0	123,000.0	70,000.0	120,000.0	-	51,100.0	1,665,000.0	900,000.0	5,467,100.0	-	-	5,467,100.0	-	60,000.0	60,000.0	5,527,100.0
Prêts	2,005.0	889,795.0	360,246.9	774,389.0	1,242,531.0	1,304,346.0	2,796,805.3	4,765,310.4	5,151,318.0	17,276,746.0	211,248.8	910,793.0	17,276,746.0	1,555,319.0	769,954.0	2,325,273.0	20,724,021.4
Dépôts	2,985.7	4,436,196.0	739,099.6	2,273,130.6	2,771,545.0	2,697,142.0	5,629,001.4	16,597,877.5	15,529,987.0	50,675,964.8	232,058.1	1,615,183.9	50,675,964.8	2,406,910.0	1,841,033.0	4,247,943.0	56,771,149.8
Avoir des Actionnaires	4,625.6	583,796.0	63,869.9	63,302.2	200,745.0	95,999.0	64,822.3	617,290.5	1,113,673.4	2,807,833.0	29,019.4	179,922.4	2,807,833.0	197,212.0	82,084.0	279,296.0	3,296,081.7

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

** La Socabel, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

TABLEAU II.2

CHIFFRES CLÉS DES RÉSULTATS PAR BANQUE (En milliers de gourdes)																	
	BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBK*	PROMOBK	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	SOCABL**	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
2009 (oct. 08 - sept. 09)																	
Revenus nets d'intérêt	-	845,543.2	99,834.2	275,689.0	375,299.0	-	-	1,201,055.8	1,148,014.8	3,945,425.0	-	230,890.7	230,890.7	272,629.0	249,079.0	521,708.0	4,680,023.7
Autres revenus	-	285,258.5	34,967.3	115,054.1	166,476.0	-	-	982,082.7	1,080,080.9	2,663,519.5	-	19,746.6	19,746.6	99,885.0	67,838.0	167,723.0	2,850,989.1
Dot. à la prov. pr créances doute.	-	57,739.0	5,419.3	26,638.9	15,327.0	-	-	141,850.7	-	246,974.9	-	21,597.6	21,597.6	28,485.0	2,405.8	30,890.8	299,463.3
Frais d'exploitation	-	810,719.8	106,909.8	316,940.9	418,096.0	-	-	1,443,913.3	1,423,745.1	4,520,324.9	-	88,469.7	88,469.7	171,005.0	195,363.0	365,368.0	4,975,162.6
Bénéfice net (Perte nette)	-	179,980.6	5,530.1	18,579.2	78,248.0	-	-	300,145.3	496,665.3	1,078,128.5	-	54,987.2	54,987.2	77,028.0	45,464.0	122,492.0	1,256,607.7
2008 (oct. 07 - sept. 08)																	
Revenus nets d'intérêt	-	742,581.5	94,498.1	300,694.3	330,235.0	-	-	1,256,925.1	1,202,972.1	3,927,906.1	-	219,520.6	219,520.6	296,632.0	292,334.0	588,966.0	4,736,392.7
Autres revenus	-	281,638.5	57,816.9	96,967.5	167,161.0	-	-	1,016,492.2	941,374.3	2,961,450.4	-	19,597.9	19,597.9	96,727.0	71,498.0	168,225.0	2,749,273.3
Dot. à la prov. pr créances doute.	-	20,000.0	8,192.8	48,217.8	15,259.0	-	-	80,678.7	(58,666.0)	113,682.3	-	5,442.8	5,442.8	(12,418.0)	9,317.2	(3,100.8)	116,024.3
Frais d'exploitation	-	682,866.0	107,949.4	347,486.9	385,375.0	-	-	1,453,982.1	1,284,724.3	4,262,375.7	-	79,963.1	79,963.1	186,832.0	175,069.0	361,901.0	4,704,239.8
Bénéfice net (Perte nette)	-	146,027.4	13,157.8	(32,078.1)	59,752.0	-	-	329,448.9	530,826.7	1,047,133.7	-	52,784.3	52,784.3	112,825.0	97,233.3	210,058.3	1,309,976.3
2007 (oct. 06 - sept. 07)																	
Revenus nets d'intérêt	-	616,536.8	76,404.5	213,192.4	292,307.0	-	55,917.5	943,320.2	826,557.7	3,028,236.1	-	126,800.3	126,800.3	242,313.0	245,932.0	488,245.0	3,643,281.4
Autres revenus	-	184,575.0	76,807.5	97,456.1	138,183.0	-	17,944.6	724,431.9	786,885.7	2,025,583.8	-	17,450.6	17,450.6	84,216.0	46,286.0	130,504.0	2,173,538.4
Dot. à la prov. pr créances doute.	-	4,500.0	14,801.2	33,826.2	22,144.0	-	-	34,883.4	50.0	110,204.8	-	5,887.2	5,887.2	(63,514.0)	(14,096.0)	(77,610.0)	38,482.0
Frais d'exploitation	-	583,134.0	111,531.5	322,415.8	358,038.0	-	60,282.7	1,283,292.3	1,099,150.1	3,817,844.4	-	71,404.5	71,404.5	183,488.0	174,247.0	357,735.0	4,246,983.9
Bénéfice net (Perte nette)	-	215,477.8	26,879.3	(31,915.3)	50,308.0	-	12,879.4	286,069.9	411,804.6	971,503.7	-	48,880.2	48,880.2	154,691.0	104,021.2	258,712.2	1,279,096.1
2006 (oct. 05 - sept. 06)																	
Revenus nets d'intérêt	386.2	608,770.0	77,559.9	210,066.8	264,603.0	46,744.0	141,704.7	864,597.4	763,320.1	2,978,152.1	5,866.3	123,454.3	123,454.3	233,358.0	186,686.0	420,044.0	3,527,516.7
Autres revenus	385.8	139,299.0	46,286.7	121,575.5	117,698.0	73,556.0	203,050.4	547,680.8	663,526.6	1,913,038.8	2,178.1	16,946.9	19,127.0	95,399.0	65,654.0	161,053.0	2,093,218.8
Dot. à la prov. pr créances doute.	-	7,257.0	15,075.9	23,617.0	11,391.0	(33,107.0)	-	32,341.4	-	56,575.3	42,319.8	21,645.3	63,966.1	38,426.0	8,005.6	46,431.6	166,973.0
Frais d'exploitation	1,353.3	395,635.0	86,380.5	329,280.0	336,896.0	184,425.0	250,722.1	1,059,283.1	919,645.3	3,565,620.3	22,640.9	65,421.3	88,062.2	170,393.0	147,544.0	317,937.0	3,971,619.5
Bénéfice net (Perte nette)	(581.3)	345,177.0	20,370.2	(14,878.1)	34,014.0	(21,712.0)	94,033.0	261,328.6	380,494.6	1,093,246.0	(56,916.3)	38,937.4	(17,978.9)	67,893.0	71,171.6	139,064.6	1,219,331.7
2005 (oct. 04 - sept. 05)																	
Revenus nets d'intérêt	517.8	248,943.0	52,076.4	177,545.3	217,568.0	111,643.0	212,487.5	590,131.5	465,340.9	2,076,253.4	19,742.0	97,865.8	117,607.8	168,614.0	155,399.0	324,013.0	2,517,874.2
Autres revenus	1,227.6	148,420.0	47,766.0	104,106.5	88,466.0	68,509.0	94,625.2	432,741.9	665,031.2	1,650,893.4	6,595.6	21,340.9	27,936.5	75,130.0	36,287.0	111,417.0	1,790,246.9
Dot. à la prov. pr créances doute.	-	-	9,250.2	25,151.0	9,035.0	10,090.0	47,376.1	100,189.0	90,995.7	291,687.0	3,600.0	7,183.6	10,783.6	(18,000.0)	14,039.0	(9,961.0)	298,509.6
Frais d'exploitation	1,982.6	294,904.4	71,325.6	274,952.7	281,942.0	233,297.0	336,862.2	824,801.5	745,352.4	3,064,520.4	23,785.7	59,231.3	83,017.0	172,847.0	149,587.0	322,434.0	3,469,971.4
Bénéfice net (Perte nette)	(237.2)	102,458.6	19,266.6	(11,993.1)	15,157.0	(63,235.0)	(77,175.6)	96,582.7	206,675.0	287,879.0	(1,048.1)	36,230.7	35,182.6	62,436.0	13,300.3	75,736.3	398,797.9

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

** La Socabel, une banque d'épargne et de Logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

TABLEAU II.3

RATIOS FINANCIERS PAR BANQUE

RATIOS DE STRUCTURE FINANCIÈRE ET DE QUALITÉ DE L'ACTIF

STRUCTURE FINANCIÈRE		BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBK*	PROMOBK	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	SOCABL**	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
Avoirs des actionnaires																		
en % de l'actif																		
Au 30 septembre 2009		-	7.23%	6.23%	-0.87%	8.19%	-	-	5.76%	7.67%	6.65%	-	9.50%	9.50%	6.06%	6.15%	6.10%	6.71%
Au 30 septembre 2008		-	6.07%	7.04%	-0.24%	8.23%	-	-	5.33%	7.98%	6.36%	-	9.40%	9.40%	7.37%	6.17%	6.83%	6.49%
Au 30 septembre 2007		-	8.54%	7.75%	0.24%	8.47%	-	-	5.13%	8.59%	6.93%	-	10.39%	10.39%	6.18%	6.81%	6.42%	7.01%
Au 30 septembre 2006		-	12.58%	6.76%	1.62%	8.47%	-	-17.63%	4.98%	7.44%	4.98%	-	11.17%	11.17%	5.98%	7.54%	6.55%	5.30%
Au 30 septembre 2005		54.52%	9.66%	5.78%	2.40%	6.20%	3.02%	1.07%	3.42%	6.28%	4.83%	8.61%	8.25%	8.30%	6.21%	4.02%	5.35%	5.01%
Dépôts en % de l'actif																		
Au 30 septembre 2009		-	81.03%	86.65%	95.17%	83.87%	-	-	91.29%	85.12%	86.89%	-	75.29%	75.29%	76.68%	78.70%	77.99%	85.68%
Au 30 septembre 2008		-	84.25%	79.82%	92.49%	83.53%	-	-	88.12%	83.18%	85.39%	-	75.92%	75.92%	79.57%	72.30%	76.29%	84.47%
Au 30 septembre 2007		-	75.54%	77.68%	91.64%	83.07%	-	-	88.09%	85.60%	84.64%	-	10.39%	10.39%	6.18%	6.81%	6.42%	7.01%
Au 30 septembre 2006		-	73.20%	75.59%	90.27%	85.03%	-	78.21%	88.85%	86.17%	84.96%	-	75.69%	75.69%	81.89%	85.95%	83.36%	84.54%
Au 30 septembre 2005		35.19%	73.37%	66.80%	86.05%	85.66%	85.09%	92.84%	91.85%	87.57%	87.26%	68.95%	74.10%	73.40%	75.80%	90.06%	81.39%	86.26%
QUALITÉ DE L'ACTIF																		
Prêts improductifs bruts																		
en % des prêts bruts																		
Au 30 septembre 2009		-	32.30%	40.46%	13.91%	0.98%	-	-	3.06%	0.09%	8.88%	-	4.66%	4.66%	0.29%	12.95%	6.78%	8.48%
Au 30 septembre 2008		-	35.75%	54.11%	13.93%	0.88%	-	-	2.75%	0.33%	10.41%	-	6.50%	6.50%	-	12.51%	5.99%	9.69%
Au 30 septembre 2007		-	51.42%	34.00%	9.30%	1.36%	-	-	1.96%	0.16%	11.33%	-	4.68%	4.68%	-	8.97%	4.04%	9.98%
Au 30 septembre 2006		-	6.79%	26.88%	11.32%	1.22%	-	57.41%	6.06%	1.00%	12.30%	-	8.52%	8.52%	-	11.65%	4.57%	11.14%
Au 30 septembre 2005		-	9.06%	28.08%	12.19%	1.61%	14.06%	52.26%	5.99%	1.16%	13.38%	8.78%	10.60%	10.25%	-	17.29%	5.98%	12.38%
Provision pour créances douteuses																		
en % des prêts improductifs bruts																		
Au 30 septembre 2009		-	62.63%	56.20%	94.84%	66.39%	-	-	113.49%	287.15%	70.99%	-	85.41%	85.41%	-	36.22%	49.69%	69.64%
Au 30 septembre 2008		-	60.20%	57.35%	82.50%	83.14%	-	-	125.72%	136.57%	68.17%	-	56.36%	56.36%	-	36.86%	49.26%	66.38%
Au 30 septembre 2007		-	70.26%	104.46%	79.87%	175.15%	-	-	199.64%	861.73%	85.57%	-	99.62%	99.62%	-	51.58%	79.79%	85.54%
Au 30 septembre 2006		-	107.29%	107.92%	72.70%	204.45%	-	72.83%	106.68%	237.82%	86.99%	-	67.90%	67.90%	-	65.58%	143.07%	89.32%
Au 30 septembre 2005		-	138.33%	97.24%	47.09%	138.23%	52.29%	11.10%	105.62%	322.10%	46.08%	63.31%	45.33%	48.25%	-	58.09%	98.40%	49.09%
Prêts improductifs nets																		
en % de l'avoir des actionnaires																		
Au 30 septembre 2009		-	47.73%	137.61%	-34.28%	1.64%	-	-	-2.26%	-0.67%	12.09%	-	3.13%	3.13%	-12.11%	72.50%	26.97%	12.58%
Au 30 septembre 2008		-	59.02%	156.59%	-420.77%	0.69%	-	-	-3.90%	-0.41%	14.97%	-	13.31%	13.31%	-10.39%	78.80%	25.17%	15.60%
Au 30 septembre 2007		-	48.44%	-8.05%	298.23%	-3.69%	-	-	-10.44%	-3.67%	6.66%	-	0.07%	0.07%	-17.15%	41.66%	7.20%	6.37%
Au 30 septembre 2006		-	-0.58%	-17.38%	56.26%	-5.28%	-	-46.64%	-2.28%	-5.08%	9.38%	-	10.63%	10.63%	-47.82%	28.78%	-15.51%	7.05%
Au 30 septembre 2005		-	-6.05%	6.01%	63.71%	-3.90%	98.78%	2120.14%	-2.77%	-12.37%	47.29%	24.83%	30.81%	29.98%	-31.33%	75.56%	0.08%	42.19%

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

** La Socabel, une banque d'épargne et de Logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

Tableau II.4

RATIOS FINANCIERS PAR BANQUE
RATIOS DE RENTABILITÉ

RENTABILITÉ	BICH	BNC	BPH	BIH	CAPITALBK*	PROMOBK	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	SOCABL**	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
ROA (rendement de l'actif)																	
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	0.87%	0.39%	0.62%	1.56%	-	-	0.93%	1.59%	1.15%	-	1.55%	1.56%	2.02%	1.42%	1.56%	1.21%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	0.85%	1.03%	-1.06%	1.37%	-	-	1.16%	1.37%	1.30%	-	1.74%	1.30%	3.02%	3.57%	3.25%	1.45%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	2.10%	2.46%	-1.08%	1.30%	-	-	1.17%	1.84%	1.44%	-	1.95%	1.95%	4.16%	4.62%	4.33%	1.68%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	5.12%	1.93%	-0.54%	0.98%	-1.37%	1.69%	1.27%	1.94%	1.74%	-33.77%	1.74%	-0.75%	2.00%	3.47%	2.55%	1.76%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	-2.78%	1.93%	1.73%	-0.48%	0.50%	-2.06%	-1.23%	0.59%	1.32%	0.54%	-0.28%	1.59%	1.32%	2.20%	0.68%	1.39%	0.66%
ROE (rendement de l'avis des actions)																	
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	13.16%	5.91%	-113.20%	18.95%	16.72%	-	16.72%	20.35%	17.71%	-	16.52%	16.52%	30.14%	23.14%	27.10%	18.27%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	12.22%	14.03%	-32079100.00%	16.42%	22.16%	-	22.16%	24.31%	19.67%	-	17.67%	17.67%	44.72%	55.28%	49.06%	21.65%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	20.96%	33.75%	-117.02%	15.40%	23.05%	-	23.05%	22.87%	23.94%	-	18.15%	18.15%	68.34%	64.73%	66.84%	27.13%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	45.41%	30.98%	-26.90%	13.30%	29.88%	-22.77%	29.88%	28.06%	36.48%	-	17.89%	17.89%	32.76%	60.04%	42.89%	34.17%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	-4.88%	18.88%	37.02%	-16.40%	7.62%	-50.00%	-41.42%	16.06%	23.90%	10.85%	-3.79%	21.88%	18.21%	31.84%	16.72%	27.48%	12.77%
Revenus nets d'intérêt																	
en % des revenus d'intérêt																	
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	90.26%	83.03%	90.17%	92.25%	-	-	79.58%	85.24%	85.55%	-	71.74%	71.74%	85.59%	84.14%	84.90%	84.80%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	76.39%	75.65%	84.11%	88.79%	-	-	72.87%	78.32%	77.47%	-	62.92%	62.92%	80.77%	84.57%	82.65%	77.44%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	76.39%	74.54%	81.37%	82.58%	-	-	63.61%	63.39%	68.73%	-	59.76%	59.76%	68.14%	85.02%	75.71%	69.22%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	90.02%	78.35%	87.01%	83.69%	-	51.18%	65.94%	67.06%	71.82%	-	63.48%	61.57%	72.62%	91.12%	79.82%	72.24%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	95.52%	86.38%	66.12%	90.17%	88.54%	68.10%	45.86%	71.43%	69.42%	70.77%	59.27%	64.62%	64.62%	80.13%	88.29%	83.84%	71.83%
Rendement moyen des prêts																	
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	11.50%	12.95%	19.20%	17.32%	-	-	8.10%	9.93%	10.60%	-	11.79%	11.79%	14.58%	13.27%	13.93%	11.02%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	11.09%	13.71%	24.08%	19.12%	-	-	10.23%	11.54%	12.20%	-	12.46%	12.46%	14.26%	16.79%	15.44%	12.64%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	12.01%	16.75%	22.86%	22.59%	-	-	13.06%	13.10%	13.58%	-	13.53%	13.53%	16.82%	20.40%	18.34%	14.23%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	15.08%	15.07%	24.34%	20.54%	-	9.28%	12.51%	13.55%	13.55%	-	13.21%	12.54%	17.57%	17.78%	17.71%	14.01%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	27.50%	17.49%	15.85%	23.45%	18.69%	10.28%	14.35%	12.17%	10.88%	13.36%	15.30%	13.67%	13.95%	15.37%	19.58%	17.00%	13.78%
Rémunération moyenne des dépôts																	
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	0.48%	1.44%	0.98%	0.69%	-	-	0.94%	0.64%	0.71%	-	2.45%	2.45%	1.32%	1.64%	1.46%	0.81%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	1.27%	2.30%	1.72%	1.02%	-	-	1.36%	1.17%	1.29%	-	3.61%	3.61%	2.19%	2.25%	2.22%	1.42%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	1.27%	2.30%	1.72%	1.02%	-	-	1.36%	1.17%	1.29%	-	3.61%	3.61%	2.19%	2.25%	2.22%	1.42%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	1.37%	2.87%	1.28%	1.75%	-	2.82%	2.41%	2.20%	2.21%	-	4.25%	4.51%	3.27%	1.01%	2.36%	2.30%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	0.81%	1.01%	3.55%	0.91%	1.10%	1.98%	4.39%	1.56%	1.48%	1.84%	5.79%	2.98%	3.30%	2.07%	1.19%	1.66%	1.88%
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire																	
(marge nette d'intérêt + autres revenus)																	
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	77.33%	90.71%	87.02%	81.71%	-	-	0.75	0.69	74.85%	-	47.72%	47.72%	51.32%	70.42%	60.00%	72.79%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	80.44%	83.49%	99.32%	83.71%	-	-	75.24%	68.21%	76.05%	-	50.70%	50.70%	55.55%	54.93%	55.25%	73.31%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	72.61%	72.80%	103.79%	83.17%	-	-	76.95%	68.04%	75.54%	-	49.50%	49.50%	56.19%	59.63%	57.82%	73.01%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	52.89%	71.37%	99.29%	88.12%	-	72.72%	74.98%	64.45%	73.99%	-	46.80%	59.32%	51.83%	58.47%	54.71%	70.66%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	113.59%	74.22%	71.44%	97.62%	92.09%	129.50%	109.43%	80.64%	65.94%	82.22%	90.31%	49.89%	57.04%	70.91%	78.04%	74.05%	80.54%
Productivité par employé (000)																	
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	1,880.57	857.16	1,169.27	1,476.68	-	-	1,539.87	1,845.52	1,618.97	-	3,039.22	3,039.22	7,840.73	3,099.70	4,926.17	1,742.47
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	1,188.09	979.55	954.88	1,477.96	-	-	1,601.67	1,781.93	1,978.69	-	2,606.83	2,606.83	7,731.10	3,390.56	4,763.75	1,609.91
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	1,340.75	1,215.97	853.43	1,459.29	-	-	1,413.35	1,729.60	1,353.28	-	2,487.08	2,487.08	7,022.17	3,012.56	4,311.84	1,489.20
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	2,253.22	1,019.15	824.98	1,339.06	-	688.13	1,323.97	1,733.71	1,346.51	-	2,552.79	1,953.26	7,070.04	2,601.44	4,049.46	1,462.78
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	193.93	1,235.97	849.72	677.05	1,039.16	928.62	642.50	1,185.94	1,473.76	1,077.21	1,097.40	2,073.16	1,785.82	5,241.81	2,165.94	3,225.41	1,153.75

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

** La Socabel, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

Tableau II.5

SYSTÈME BANCAIRE
SOMMAIRE FINANCIER DÉTAILLÉ
BILAN PAR BANQUE (DEVISES ET GOURDES)
AU 30 SEPTEMBRE 2009
(En milliers de gourdes)

ACTIF	BNC	BPH	BUH	CAPITALBANK*	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	SYSTÈME
Disponibilités													
Encaisse	3,574,906.0	104,352.0	287,500.4	231,740.0	961,267.4	726,260.2	5,886,026.0	34,837.8	34,837.8	43,634.0	71,913.0	115,547.0	6,036,410.8
Avance à la BRH	4,393,176.0	444,636.5	632,868.9	1,402,841.0	8,546,705.9	8,430,507.7	23,850,738.0	338,270.5	338,270.5	1,511,946.0	956,743.0	2,468,589.0	26,657,897.5
Avance à l'étranger	219,918.0	96,789.5	114,502.2	369,539.0	1,949,921.0	1,895,987.2	4,646,656.9	2,635.4	2,635.4	342,859.0	428,388.0	771,247.0	5,420,593.3
Avance dans les banques locales	-	-	150,534.2	33,760.0	27,657.7	49,234.4	261,186.3	1,491,132.5	1,491,132.5	-	-	-	1,752,318.8
Autres liquidités	230,050.0	18,395.8	22,290.2	88,117.0	330,053.1	338,663.8	1,025,569.3	25,378.4	25,378.4	118,238.0	38,678.0	156,916.0	1,207,864.3
	8,418,052.0	664,173.8	1,207,695.9	2,125,997.0	11,815,605.1	11,438,653.3	35,670,177.1	1,892,254.6	1,892,254.6	2,016,577.0	1,495,722.0	3,512,299.0	41,074,730.7
Bons B.R.H.	3,714,000.0	182,000.0	147,133.3	146,067.0	3,312,799.8	1,800,000.0	9,302,000.0	-	-	199,922.0	50,000.0	249,922.0	9,551,922.1
Autres Placements	1,036,348.0	19,676.9	146,206.7	555,420.0	6,294,845.5	8,227,865.5	16,282,302.6	37,069.0	37,069.0	-	-	-	16,319,451.6
Portefeuille net	4,615,691.0	548,095.4	1,061,071.8	2,176,819.0	10,349,723.6	9,890,512.9	28,331,913.7	1,550,593.1	1,550,593.1	1,695,694.0	1,736,987.0	3,432,681.0	33,315,983.8
Immobilisations	828,345.0	34,860.2	347,277.8	215,501.0	1,260,206.3	1,138,957.4	3,825,141.7	179,312.3	179,312.3	22,714.0	78,828.0	102,542.0	4,107,002.0
Autres actifs	1,632,362.0	16,369.9	37,488.1	159,685.0	969,214.2	620,242.2	3,435,341.4	38,656.6	38,656.6	55,480.0	15,326.0	70,806.0	3,544,804.0
	20,244,796.0	1,465,176.2	2,948,853.6	5,379,489.0	34,002,394.5	32,006,251.3	96,846,962.6	3,697,881.6	3,697,881.6	3,990,387.0	3,377,863.0	7,368,250.0	107,913,094.2
PASSIF													
Dépôts													
A vue	7,662,600.0	446,315.6	604,775.3	2,094,980.0	11,652,074.6	10,953,882.3	33,414,627.8	403,894.1	403,894.1	1,964,424.0	1,186,045.0	3,150,469.0	36,968,990.9
Épargne	5,689,475.0	274,246.1	1,425,157.1	1,272,839.0	12,344,091.1	12,313,984.8	33,523,793.1	344,842.0	344,842.0	377,555.0	841,966.0	1,159,521.0	35,028,156.1
A terme	2,848,577.0	549,079.1	776,395.0	1,144,047.0	7,046,109.0	4,856,418.5	17,020,625.6	2,035,322.1	2,035,322.1	777,028.0	630,288.0	1,407,317.0	20,463,264.7
	16,204,652.0	1,269,640.8	2,806,327.4	4,511,866.0	31,042,274.7	27,924,285.6	83,959,046.5	2,784,056.2	2,784,056.2	3,089,006.0	2,658,289.0	5,717,307.0	92,490,411.7
Obligations à vue	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Barques locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	127,348.0	-	127,348.0	127,348.0
Barques à l'étranger	923,579.0	87,987.0	101,571.3	204,214.0	346,282.2	323,608.6	1,987,242.1	101,894.0	101,894.0	462,245.0	148,477.0	610,722.0	2,699,858.1
Autres	923,579.0	87,987.0	101,571.3	204,214.0	346,282.2	323,608.6	1,987,242.1	101,894.0	101,894.0	589,938.0	148,477.0	738,070.0	2,827,206.1
Obligations à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Barques locales	278,000.0	-	-	-	18,010.8	1,652,697.2	296,010.8	438,623.9	438,623.9	-	-	-	734,634.7
Barques à l'étranger	1,167,825.0	16,001.6	7,287.9	61,118.0	163,730.1	289,749.0	1,652,697.2	18,132.8	18,132.8	59,373.0	23,347.0	82,720.0	1,062,697.2
Autres	1,445,325.0	16,001.6	7,287.9	61,118.0	163,730.1	289,749.0	1,652,697.2	18,132.8	18,132.8	59,373.0	23,347.0	82,720.0	1,796,664.4
Autres passifs	7,295.0	197.6	59,252.4	161,880.0	475,239.6	718,436.9	1,422,301.5	3,770.3	3,770.3	40,505.0	340,098.0	380,603.0	3,573,986.3
	18,781,451.0	1,373,827.0	2,974,439.0	4,893,078.0	32,045,537.4	30,288,777.3	90,403,109.7	3,346,478.2	3,346,478.2	3,748,479.0	3,170,221.0	6,918,700.0	100,668,288.9
AVOIR DES ACTIONNAIRES													
Capital versé	500,000.0	5,000.0	150,000.0	90,000.0	647,310.0	1,024,088.0	2,416,398.0	138,000.0	138,000.0	103,837.0	94,372.0	198,209.0	2,782,607.0
Reserves	176,114.0	88,500.0	23,288.7	98,981.0	570,675.4	178,369.8	1,136,908.9	82,619.8	82,619.8	70,946.0	42,985.0	113,531.0	1,333,059.7
Surplus d'apport	47,123.0	14,325.0	105,199.3	1,387.0	67,705.2	-	235,739.5	-	-	-	-	-	235,739.5
BNR	740,110.0	(16,475.6)	(64,063.4)	249,043.0	671,166.5	1,315,016.2	2,654,806.3	130,782.6	130,782.6	67,625.0	70,285.0	137,810.0	2,923,399.1
	1,463,347.0	91,349.2	(25,585.4)	440,411.0	1,956,857.1	32,806,251.3	6,443,862.3	351,402.4	351,402.4	241,808.0	207,642.0	449,550.0	7,244,005.3
	20,244,796.0	1,465,176.2	2,948,853.6	5,379,489.0	34,002,394.5	32,006,251.3	96,846,962.6	3,697,881.6	3,697,881.6	3,990,387.0	3,377,863.0	7,368,250.0	107,913,094.2
Hors-bilan													
Effets à l'encaissement	-	-	-	-	87,877.1	4,880.0	92,757.1	-	-	-	-	-	92,757.1
Credit documentaire	225,307.0	-	-	-	425,286.4	777,340.1	1,371,943.3	-	-	41,263.0	-	41,263.0	1,413,206.3
Autres	301,059.0	155,953.6	3,153.9	58,867.0	1,897,567.5	784,661.1	3,201,102.1	305,643.3	305,643.3	1,151,655.0	87,985.0	1,239,340.0	4,746,463.4
Portefeuille brut	5,786,214.0	709,375.2	1,222,356.5	2,191,127.0	10,722,560.1	9,066,532.6	30,238,165.4	1,614,800.4	1,614,800.4	1,729,946.0	1,822,498.0	3,552,444.0	35,405,699.8
Provisions pour créances douteuses	1,170,523.0	161,279.8	161,284.8	14,308.0	372,836.5	260,919.8	64,301.3	64,301.3	64,301.3	34,292.0	85,511.0	119,763.0	2,090,316.2
Portefeuille de crédit improductif	1,869,038.0	296,985.4	170,056.0	21,550.0	328,518.0	9,061.4	2,865,208.3	75,287.1	75,287.1	4,966.0	238,081.0	241,027.0	3,001,222.9

Source: BRD/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.6

SYSTÈME BANCAIRE
SOMMAIRE FINANCIER DÉTAILLÉ
RÉSULTATS CUMULATIFS PAR BANQUE
(En milliers de gourdes)

CUMUL - 2009 (octobre 08 - septembre 09)

	BNC	BPH	BIH	CAPITALBK*	SOGEBK	UNBNK	SOUS-TOTAL	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	SYSTÈME
REVENUS NETS D'INTÉRÊT													
Revenus d'intérêt													
Prêts	635,714.6	87,985.3	237,328.2	344,451.0	798,480.3	874,563.9	2,978,523.3	182,043.6	182,043.6	269,107.0	240,384.0	509,491.0	3,670,057.9
Intérêts sur Bons B.R.H.	192,238.5	11,369.9	12,374.3	11,745.0	195,264.7	128,248.9	551,241.3	68.4	68.4	2,091.0	3,474.0	5,565.0	556,874.7
Autres	17,590.1	479.0	25,985.5	19,093.0	207,310.8	145,202.0	415,660.4	48,778.7	48,778.7	1,431.0	5,221.0	6,652.0	471,091.1
Dépenses d'intérêt	845,543.2	99,834.2	275,688.0	375,289.0	1,201,055.8	1,148,014.8	3,945,425.0	230,890.7	230,890.7	272,629.0	249,079.0	521,708.0	4,698,023.7
	82,382.3	16,942.3	27,113.8	29,094.0	245,214.9	169,421.4	570,168.7	65,245.1	65,245.1	39,283.0	39,494.0	78,777.0	714,190.8
	763,160.9	82,891.9	248,574.2	346,195.0	955,840.9	978,593.4	3,375,256.3	165,645.6	165,645.6	233,346.0	209,585.0	442,931.0	3,993,832.9
AUTRES REVENUS													
Commissions	141,589.6	19,844.8	76,771.7	100,203.0	497,695.3	378,675.5	1,214,779.9	10,461.9	10,461.9	55,516.0	39,591.0	95,107.0	1,320,348.8
Gains sur change	44,674.4	8,128.4	9,989.8	50,796.0	209,155.7	152,703.5	475,447.3	6,286.7	6,286.7	44,321.0	27,982.0	72,303.0	554,037.0
Autres	98,994.5	6,894.1	28,892.6	14,477.0	275,231.7	548,702.4	973,292.3	2,598.0	2,598.0	48.0	265.0	313.0	976,603.3
	258,258.5	34,967.3	115,654.1	165,476.0	982,082.7	1,080,080.9	2,663,519.5	19,746.6	19,746.6	99,885.0	67,838.0	167,723.0	2,850,989.1
PRODUIT NET BANCAIRE													
Dotation à la provision pour créances douteuses	57,739.0	5,419.3	26,638.9	15,327.0	141,850.7	-	246,974.9	21,597.6	21,597.6	28,485.0	2,405.8	30,890.8	299,463.3
BÉNÉFICE AVANT DÉPENSES D'EXPLOITATION ET IMPÔTS SUR LE REVENU	990,680.4	112,439.9	337,589.4	496,344.0	1,796,072.9	2,058,674.3	5,791,800.9	163,794.6	163,794.6	304,746.0	275,017.2	579,763.2	6,535,358.7
DÉPENSES D'EXPLOITATION													
Salaires et avantages sociaux	377,901.6	62,882.4	113,875.6	147,501.0	573,245.2	585,713.2	1,861,119.0	35,388.6	35,388.6	74,827.0	53,555.0	128,382.0	2,024,889.6
Frais de locaux	31,144.6	3,290.3	35,216.5	46,682.0	58,238.9	64,607.5	239,179.8	10,284.1	10,284.1	14,394.0	17,299.0	31,693.0	281,156.9
Amortissement	63,563.8	9,474.4	48,226.0	29,970.0	135,620.5	138,375.5	425,230.2	4,583.5	4,583.5	9,420.0	14,012.0	23,432.0	453,245.7
Autres dépenses d'exploitation	338,109.8	31,262.7	119,622.8	193,943.0	676,808.7	635,048.9	1,994,795.9	38,213.5	38,213.5	72,364.0	110,497.0	182,861.0	2,215,870.4
	810,719.8	106,909.8	316,940.9	418,096.0	1,443,913.3	1,423,745.1	4,520,324.9	88,469.7	88,469.7	171,005.0	195,363.0	366,368.0	4,975,162.6
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LE REVENU	179,960.6	5,530.1	20,648.5	78,248.0	352,159.6	634,929.2	1,271,476.0	75,324.9	75,324.9	133,741.0	79,654.2	213,395.2	1,560,196.1
Impôts sur le revenu	-	-	2,069.3	-	52,014.3	138,263.9	192,347.5	20,337.7	20,337.7	56,713.0	34,190.2	90,903.2	303,588.4
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)	179,960.6	5,530.1	18,579.2	78,248.0	300,145.3	496,665.3	1,079,128.5	54,987.2	54,987.2	77,028.0	45,464.0	122,492.0	1,256,607.7

CUMUL - 2008 (octobre 07 - septembre 08)

	BNC	BPH	BIH	CAPITALBK	SOGEBK	UNBNK	SOUS-TOTAL	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	SYSTÈME
REVENUS NETS D'INTÉRÊT													
Revenus d'intérêt													
Prêts	489,144.9	77,963.1	289,836.6	289,278.0	825,577.7	831,037.1	2,802,837.4	162,863.4	162,863.4	278,507.0	285,230.0	563,737.0	3,529,437.8
Intérêts sur Bons B.R.H.	186,150.6	14,227.6	8,023.4	13,606.0	183,398.5	169,000.6	574,406.7	154.0	154.0	10,209.0	682.0	10,891.0	585,451.7
Autres	67,286.0	2,307.4	2,834.3	27,351.0	247,948.9	202,934.4	550,662.0	56,503.2	56,503.2	7,916.0	6,422.0	14,338.0	62,1503.2
Dépenses d'intérêt	742,581.5	94,948.1	300,694.3	330,235.0	1,256,925.1	1,202,972.1	3,927,906.1	219,520.6	219,520.6	296,630.2	292,334.0	588,966.0	4,736,392.7
	175,326.6	23,015.0	47,772.0	37,010.0	341,004.7	260,843.2	884,971.5	81,405.5	81,405.5	57,056.0	45,119.0	102,175.0	1,068,552.0
	567,254.9	71,483.1	252,922.3	293,225.0	915,920.4	942,128.9	3,042,934.6	138,115.1	138,115.1	239,576.0	247,215.0	486,791.0	3,667,840.7
AUTRES REVENUS													
Commissions	147,924.4	14,958.4	48,785.8	75,639.0	418,217.3	306,142.3	1,011,667.2	9,822.4	9,822.4	54,954.0	38,144.0	93,098.0	1,114,587.6
Gains sur change	52,931.9	38,295.8	15,539.9	62,741.0	208,492.3	172,444.2	550,445.1	8,012.9	8,012.9	42,000.0	33,329.0	75,329.0	633,787.0
Autres	80,782.2	4,562.7	32,641.8	28,781.0	389,782.6	462,787.8	999,338.1	1,762.6	1,762.6	(227.0)	25.0	(202.0)	1,000,898.7
	281,638.5	57,816.9	96,967.5	167,161.0	1,016,492.2	941,374.3	2,561,450.4	19,597.9	19,597.9	96,727.0	71,498.0	168,225.0	2,749,273.3
PRODUIT NET BANCAIRE													
Dotation à la provision pour créances douteuses	848,893.4	129,300.0	349,889.8	460,386.0	1,932,412.6	1,883,503.2	5,604,385.0	157,713.0	157,713.0	336,303.0	318,713.0	655,016.0	6,417,114.0
BÉNÉFICE AVANT DÉPENSES D'EXPLOITATION ET IMPÔTS SUR LE REVENU	20,000.0	8,192.8	48,217.8	15,259.0	80,678.7	(58,666.0)	113,682.3	5,442.8	5,442.8	(12,418.0)	9,317.2	(3,100.8)	116,024.3
DÉPENSES D'EXPLOITATION													
Salaires et avantages sociaux	828,893.4	121,107.2	301,672.0	445,127.0	1,851,733.9	1,942,169.2	5,490,702.7	152,270.2	152,270.2	348,721.0	309,395.8	658,116.8	6,301,089.7
Frais de locaux	319,424.3	61,892.7	129,710.7	130,603.0	512,927.8	528,418.6	1,682,977.1	34,307.6	34,307.6	74,387.0	56,003.0	130,390.0	1,847,674.7
Amortissement	35,867.4	2,774.8	37,202.8	42,517.0	56,891.4	61,367.5	236,620.9	10,151.5	10,151.5	16,292.0	14,657.0	30,949.0	277,721.4
Autres dépenses d'exploitation	68,876.6	12,077.1	55,203.6	28,176.0	127,036.8	127,210.1	418,580.2	4,415.0	4,415.0	9,188.0	13,306.0	22,494.0	445,489.2
	258,697.7	31,204.8	125,381.8	184,079.0	757,106.1	567,728.1	1,924,197.5	31,089.0	31,089.0	86,965.0	91,103.0	178,068.0	2,133,354.5
	682,866.0	107,949.4	347,498.9	385,375.0	1,453,962.1	1,284,724.3	4,262,375.7	79,963.1	79,963.1	186,832.0	175,069.0	361,901.0	4,704,339.8
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LE REVENU	146,027.4	13,157.8	(45,826.9)	59,752.0	397,771.8	657,444.9	1,228,327.0	72,307.1	72,307.1	161,889.0	134,326.8	296,215.8	1,596,849.9
Impôts sur le revenu	-	-	(13,747.8)	-	68,322.9	126,618.2	181,193.3	19,522.8	19,522.8	49,064.0	37,093.5	86,157.5	286,873.6
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)	146,027.4	13,157.8	(32,079.1)	59,752.0	329,448.9	530,826.7	1,047,133.7	52,784.3	52,784.3	112,825.0	97,233.3	210,058.3	1,309,976.3

Source: BPH/Direction de la Supervision du Système Bancaire
* Le Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

LISTE DES SIGLES

AGD	Administration Générale des Douanes
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BRH	Banque de la République d'Haïti
BRI	Banque des Règlements Internationaux
DGI	Direction Générale des Impôts
DID	Développement International Desjardins
DIGCP	Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaire
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
ED'H	Électricité d'Haïti
ÉU	États-Unis d'Amérique
FED	Réserve Fédérale Américaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FDI	Fonds de Développement industrielle
IFBC	Institut de Formation de la Banque Centrale
IPC	Indice des Prix à la Consommation
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MUSD	Million de dollar américain
MG	Millions de Gourdes
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OEA	Organisation des Etats Américains
OFATMA	Office d'Assurance-Accidents du Travail, Maladie et Marternité
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire
TCA	Taxe sur le Chiffre d'Affaires
UAI	Unité audit Interne
UGCF	Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal
UGB	Unité de Gestion des Bâtiments
UMN	Unité du Musée Numismatique
UOM	Unité Organisation et Methode
USAID	l'Agence Américaine pour le Développement International
UST	Unité de Sécurité et Transport

Dépôt légal: 4^e trimestre 2012
No.12-09-349
Bibliothèque Nationale d'Haïti

Conception et Mise en page :
UOM / Unité Graphique et Publication de la BRH
Photo de couverture: Clovis-Alexandre Desvarieux
Pour: CLOPIX

Banque de la République d'Haïti
Achevé d'imprimer:Septembre 2012
Imprimeur : Protech Inc.
Verdun (Québec), Canada

Pour toutes informations, s'adresser à :

Banque de la République d'Haïti
Direction Monnaie et Analyse Économique
Port-au-Prince, Haïti
Boîte postale : (BP) 1570
Téléphone : 2299-1200 / 2299-1251
Télécopieur : (Fax) 2299-1149
Internet : <http://www.brh.net>
E-mail : brh_mae@brh.net
ISSN 0257 4349

